TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE. — N° 9990 — 24 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 13-LUNDI 14 MARS 1977

Sept millions de jeunes chômeurs dans les pays de l'O.C.D.E.

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,85; Danemark, 3 kr.; Espagne, 28 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Tension entre Brasilia et Washington

Le gouvernement brésilien a délibérément franchi un pas de plus le vendredi 11 mars dans l'escalade du conflit qui l'oppose aux Etats-Unis en prenant la décision, essentiellement politique, de dénoncer l'accord militaire conclu avec Washington en mars 1952.

Le 5 mars dernier, Brasilia avait déjà décidé de renoncer à l'aide militaire américaine fixée à 50 millions de dollars pour l'exercice 1977-1978. Le nouveau geste de mauvaise humeur d'un pays qui ne cesse d'afficher avec hauteur ses prétentions de grande puissance est, comme le précédent, purement symbolique. Le Brésil, qui s'est doté depuis dix ans d'une infrastructure militaro-industrielle, peut parfaitement se passer d'une assistance américaine assortie de nombreuses conditions politiques.

Ces conditions ne gênaient pas les militaires brésiliens, promoteurs d'une rigoureuse doctrine de sécurité nationale, aussi longtemps qu'ils pensaient pouvoir s'appuyer sans réserves sur Washington dans la défense du « monde libre » et des « valeurs occidentales ». Il en va autrement dès lors que l'administration Carter prend la tête du mouvement de défense des droits de l'homme « dans quelque pays que ce soit » et critique publiquement l'institutionnalisation de la torture au Brésil.

Conscients d'avoir atteint un niveau de développement qui les met loin en tête du peloton des nations latino-américaines, les Brésiliens, anxieux de trouver de toute urgence de nouvelles sources d'énergie, n'admettent pas davantage que les Etats-Unis fassent obstacle à l'accord de coopération nucléaire qu'ils ont signé en juin 1975 avec la République fédérale d'Allemagne. Washington souhaite au moins obtenir une révision de cet accord, qui donnerait au Brésil le cycle complet de la production de l'énergie nucléaire.

Le mouvement d'humeur de Brasilia illustre, s'il en était besoin, l'émancipation croissante de l'Etat-leader de l'Amérique du Sud. Le Chili, l'Uruguay, le Paraguay et même l'Argentine, également visés par la nouvelle ligne « moralisatrice » de la Maison Blanche, ne peuvent se permettre une telle liberté de ton et d'action.

Il reste que, d'un point de vue strictement militaire, la décision brésilienne est sans grande importance. L'accord militaire de 1952 avait été conclu en application du traité d'assistance réciproque signé par les Etats-Unis, six ans plus tôt, avec toutes les nations latino-américaines. Le président Vargas, alors au pouvoir à Rio, était considéré comme un nationaliste, mais l'accord avait été dénoncé avec vigueur par de nombreux groupes politiques sensibles aux atteintes à la souveraineté nationale. En échange de la fourniture de matériels militaires, les Etats-Unis avaient, en effet, exigé du Brésil la vente de certains de ses minerais stratégiques : uranium, manganèse et monazite, nécessaires, selon eux, « à la défense du continent ».

Les livraisons américaines ont, certes, permis dans un premier temps une rénovation de l'équipement des forces armées brésiliennes. Mais celles-ci avaient, peu à peu, cessé de s'intéresser à un matériel souvent dépassé ou déjà utilisé.

La remise en cause totale de l'accord de 1952 n'implique pas que les militaires brésiliens renonceront à des stages aux Etats-Unis ou à acheter des armes américaines. En revanche, la commission militaire mixte, mise en place en 1943 et restructurée en 1955, n'a plus de raison d'être.

LA COMMISSION DE BRUXELLES PRÉPARE DES MESURES PLUS ÉNERGIQUES SUR L'ACIER

(Lire page 21.)

Large amnistie politique en Espagne

Le gouvernement espagnol a décidé, vendredi 11 mars, d'octroyer l'amnistie à tous les détenus politiques, à l'exception des auteurs de « crimes de sang » ayant directement attenté à l'intégrité physique des personnes. Le cas de ces derniers sera étudié séparément par le ministre de la justice.

La grande majorité des militants de l'ETA et du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste) devraient donc sortir de prison. Tout en regrettant que l'amnistie ne soit pas totale, l'opposition se félicite de cette mesure positive.

Le gouvernement devrait, d'autre part, approuver la loi électorale au cours d'un conseil des ministres extraordinaire mardi 15 mars.

La situation demeure très tendue au Pays basque, où grèves et manifestations se sont poursuivies vendredi pour la troisième journée consécutive. Des manifestants ont dressé des barricades à Saint-Sébastien. La police est intervenue avec vigueur. Les autorités ont lancé un appel au calme.

De notre correspondant

Madrid. — L'extension de l'amnistie décrétée par le gouvernement est accueillie avec certaines réserves par l'opposition, bien que, d'une manière générale, la mesure soit considérée comme positive.

Le décret de vendredi intéresse, d'une part, les détenus condamnés pour des délits de terrorisme, mais n'ayant pas provoqué la mort (« crimes de sang » dans la formulation espagnole) ou n'ayant pas attaqué l'intégrité des personnes. Il touche, d'autre part, ceux dont la participation ou la coopération à un acte terroriste n'a pas été directe ou n'a pas été nécessaire à sa réalisation.

Par ailleurs, bénéficieront d'une réduction de peine de douze ans ceux qui ont été accusés de délits d'opinion avant le 15 décembre 1976, date du référendum.

La partie du décret la plus délicate à interpréter a trait aux personnes qui, après l'application des mesures citées, seront encore détenues (terroristes condamnés à mort et dont la peine a été commuée en prison à perpétuité). Le gouvernement se réserve le droit d'examiner chaque cas séparément pour voir s'il est possible d'appliquer des mesures particulières (grâce ou commutation de peine) ou de décréter des libertés sous conditions.

En outre, les sanctions pour infractions commises jusqu'à présent dans les prisons (grève de la faim des détenus, mutineries...) sont annulées.

Pour bénéficier d'un allégement du régime pénitentiaire (réductions de peine, communications avec la famille), les autorités prendront seulement en considération la conduite du détenu. Une réduction du quart de la peine est accordée pour tous les autres délits (il s'agit vraisemblablement des droits communs).

M. Suarez poursuit donc, imperturbable, sa marche en avant malgré les pressions de l'extrême droite et les manifestations au Pays basque. Le 11 mars, *l'Alcazar*, organe des anciens combattants franquistes, écrivait que « *l'amnistie constituerait un affront aux forces de l'ordre, dont plusieurs membres ont été assassinés, et une offense aux tribunaux militaires qui ont jugé les délits* ». Le même jour, tous les travailleurs de la province de Guipuzcoa ont fait grève pour protester contre la mort de deux jeunes militants de l'ETA, tués lors d'un affrontement avec les gendarmes.

M. Suarez sait qu'il ne peut pas, seul, obtenir une authentique réconciliation. C'est pourquoi il lance un appel au peuple espagnol, estimant que « *l'objectif visé ne pourra être atteint qu'avec la collaboration de tous : citoyens cadres politiques, associations, corporations et partis politiques* ».

La réaction de l'opposition est modérément optimiste. M. Jauregui (représentant les forces basques dans la commission qui négocie avec M. Suarez) déclare : « *J'ai l'impression que ces mesures s'ajustent bien aux promesses faites. Maintenant, tout dépend du ministre de la justice pour exécuter ces accords. Le chef du gouvernement nous avait dit que tous les détenus politiques seraient libérés avant l'Aberri Eguna* (jour de la patrie basque, qui se célèbre le 10 avril). *Si le plan adopté est rapidement appliqué, cela pourrait être vrai.* »

M. Tierno Galvan, président du parti socialiste populaire affirme : « *Il est clair que le gouvernement ne veut pas accorder une amnistie générale d'un seul coup. Là, comme pour d'autres problèmes, il veut aller pas à pas.* »

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

(Lire la suite en page 2.)

Mesures exceptionnelles à Rome pour une manifestation d'étudiants

Les étudiants contestataires organisent, ce samedi 12 mars à Rome, une grande manifestation à laquelle doivent participer plusieurs dizaines de milliers de personnes venues de toute l'Italie. D'exceptionnelles mesures de sécurité ont été prises par les autorités, qui redoutent de nouveaux incidents.

Vendredi, à Bologne, au cours de graves désordres, un policier avait tiré un coup de feu, tuant un étudiant d'extrême gauche. Ce drame devait exaspérer un peu plus les manifestants qui, dans cette ville, pendant plusieurs heures, ont dressé des barricades, incendié des voitures et brisé des vitrines. Il y a eu plusieurs dizaines de blessés et quarante-trois arrestations.

A Turin, un policier a été tué samedi matin alors qu'il venait de s'installer au volant de sa voiture. Ses agresseurs — trois jeunes gens, selon des témoins — ont pris la fuite. A Milan, le même jour, une charge explosive a endommagé une caserne de carabiniers.

Le président du conseil, M. Andreotti, a lancé un appel à l'opinion publique « pour qu'elle aide à calmer les esprits ».

Pour sa part, le parti communiste condamne le recours aux armes de la part des policiers et dénonce en même temps « la grande manœuvre de provocation antidémocratique » qui se développe par l' « action criminelle » de groupes violents, tolérés, voire appuyés par l'extrême gauche.

L'Italie des travailleurs et celle des « exclus »

De notre correspondant

Rome. — La révolte étudiante de ces dernières semaines en Italie a été une surprise pour tout le monde « *Nous-mêmes ne nous y attendions pas* », avoue un militant d'Autonomie ouvrière, le groupe le plus « dur » de l'Université. Les hommes politiques et les syndicalistes avaient des préoccupations bien différentes. Ils appréhendaient le débat parlementaire sur l'affaire Lockheed, cherchaient une solution politique et suivaient de près la mauvaise humeur de la base ouvrière, qui défend avec détermination son pouvoir d'achat. Nul n'imaginait que l'explosion aurait lieu de l'autre côté — du côté des « exclus », — car les étudiants se considèrent comme des chômeurs en puissance, parqués dans les facultés parce que le marché du travail ne veut pas d'eux. En cela leur mouvement diffère radicalement de mai 1968, malgré quelques aspirations communes : ce n'est pas un « printemps romain », c'est l'automne dans toute l'Italie.

En 1967-1968 la révolte était partie du nord, la région la plus riche. Dans une période où l'on pouvait encore miser sur l'expansion économique, de jeunes intellectuels se rebellaient surtout contre l'autoritarisme et la grisaille. Leur mouvement ainsi que la récession économique qui devait le suivre ont eu pour effet de supprimer la « sélection », d'ouvrir toutes grandes les portes de l'université.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite en page 2.)

M. Chirac n'ouvrira pas de crise après les élections municipales

Les élections municipales des 13 et 20 mars ne sont pas terminées que déjà se profilent à l'horizon les prochaines législatives, prévues pour mars 1978, si l'échéance normale est tenue.

Que se passera-t-il après les municipales dans la majorité et à l'Assemblée nationale ? MM. Raymond Barre, premier ministre, et Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., écartent l'éventualité d'une crise et d'élections anticipées.

M. Barre rappelle dans une interview publiée le 12 mars par le journal *Rhône-Alpes* que le président de la République est « très décidé » à ne pas faire d'élections législatives anticipées. « *Je pense*, a-t-il ajouté, *qu'on ne fait d'élections anticipées que dans des circonstances exceptionnelles. S'il y avait des élections anticipées, elle ne pourraient être provoquées que par M. Chirac et le R.P.R.* »

M. Barre précise qu'il n'a aucun doute sur les assurances données à ce sujet par M. Chirac.

M. Monod a d'ailleurs déclaré à Sud-Radio :

« *Je pense qu'il est souhaitable que les élections législatives aient lieu à leur date normale, d'abord parce qu'il n'est pas bon de changer les dates d'échéance, et surtout parce que nous avons besoin dans la majorité d'une année de préparation au combat pour pouvoir ensemble gagner ces législatives.* »

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 6.)

ABANDONNÉ PAR LES ÉTATS-UNIS

Le général Pinochet affronte une montée de mécontentements de civils et de militaires

Le gouvernement chilien, qui a décidé, vendredi 11 mars, de reconduire l'état de siège pour six mois, a accusé d'autre part la démocratie chrétienne de comploter pour renverser le régime. Le décret prolongeant l'état de siège précise que cette mesure est prise parce que « les conditions internes ayant motivé sa promulgation le 11 septembre 1973 persistent ».

Le général Bejares, ministre-secrétaire du gouvernement, a déclaré que des documents « subversifs » de la démocratie chrétienne montraient que cette formation « envisageait une action commune avec des partis interdits, comme le parti communiste », et avait des liens « avec des groupes marxistes à l'étranger ». Les chefs du « complot », selon le général, seraient le président et le vice-président de la démocratie chrétienne, MM. Zaldivar et Tomas Reyes. M. Zaldivar a été un proche collaborateur de l'ex-président Eduardo Frei.

Commentant la découverte du « complot », le général Pinochet a déclaré de son côté que les partis politiques ne seraient plus jamais autorisés au Chili ».

par
MARCEL NIEDERGANG

Trois ans et demi après le coup d'Etat militaire de septembre 1973 ayant renversé le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende, le général Pinochet apparaît sérieusement sur la défensive.

Toutes les informations concordent pour dépeindre un chef d'Etat chilien qui s'appuie de plus en plus sur les services de la police politique, la redoutable DINA, Etat dans Etat, dont les méthodes expéditives ne sont plus seulement dénoncées par les Chiliens et certains organismes internationaux, mais aussi par le gouvernement des Etats-Unis. Un appui résolu de Washington et de M. Kissinger, qui avait personnellement pris en main l'opération destinée à renverser le gouvernement d'Unité populaire, avait permis jusqu'à présent à la junte de Santiago de mieux asseoir son pouvoir malgré la montée des mécontentements.

Le retrait implicite du gouvernement américain et sa condamnation publique des méthodes de la junte placent le général Pinochet dans une position très délicate.

D'autant plus qu'il doit faire face à une situation interne plus difficile. De bonne source on indique que les chefs de l'armée chilienne étaient divisés sur l'opportunité de reconduire l'état de siège. Ces divergences reflètent les critiques, pour ne pas dire plus, que suscitent maintenant au sein même des forces armées le comportement et les méthodes brutales du général Pinochet. Les militaires restés amis d'un parti démocrate-chrétien dont le large virage aboutit à une opposition totale à la junte se concertent et s'agitent. D'autres ne sont pas insensibles à la « nouvelle donne » internationale ni aux mises en garde pressantes venant de Washington depuis l'arrivée à la Maison Blanche de M. Carter, résolu à défendre les droits de l'homme « dans quelque pays que ce soit ». S'il y a un pays où ils sont méprisés, c'est bien le Chili.

L'affaire des « disparus » prend d'autre part une ampleur nouvelle. Les familles de huit membres du parti communiste portés « disparus » insistent pour obtenir des éclaircissements du gouvernement, bien que les services de la DINA multiplient pressions et intimidations pour les convaincre de se taire. Un groupe de femmes a demandé à la Cour suprême d'intervenir pour retrouver quelque cinq cents personnes toujours portées « disparues » depuis 1973.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

N'ANTICIPONS PAS

Le laps de temps compris entre les présidentielles de 1974 et les législatives de 1978 aurait pu sembler bien long s'il n'y avait pas eu les post-présidentielles avec les cantonales de 1976 et les pré-législatives avec les municipales de 1977. Sans compter entre chacune de ces échéances les sondages du petit déjeuner, ceux de la sieste et ceux du dîner. Bref, quand les Français ne votent pas, c'est qu'ils s'apprêtent à voter.

C'est d'ailleurs pourquoi, dans un emploi du temps aussi chargé, il devient de plus en plus difficile de trouver de la place pour des législatives anticipées.

BERNARD CHAPUIS.

LA REPRISE DE « MURIEL »

Resnais avait tout vu à Boulogne

Lorsque Alain Resnais réalisa, en 1962-1963, *Muriel ou le temps d'un retour* (scénario et dialogues de Jean Cayrol), il était porté par la nouveauté d'*Hiroshima, mon amour* et de *l'Année dernière à Marienbad*. Il était alors le cinéaste du récit désarticulé entre le passé et le présent, entre le réel et l'imaginaire, le directeur d'acteurs qui faisait parler ses interprètes d'une manière incantatoire. *Muriel*, troisième long métrage de Resnais, tourné, celui-là, en couleurs, allait — ce fut une surprise — faire apparaître un univers réaliste, au premier degré.

Réaliste, *Hiroshima, mon amour* l'était déjà un peu par ses références à l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Dans *Muriel*, le réalisme tient aussi au temps historique (l'action se passe à Boulogne-sur-Mer en novembre 1962 et l'on fait allusion à la guerre d'Algérie), mais il atteint le récit même et le jeu des acteurs, tous très « quotidiens », à commencer par Delphine Seyrig, dépouillée de son mythe Garbo éclos dans le palace baroque de Marienbad. Si la mise en scène s'organise en mosaïque de séquences plus ou moins longues, et d'images brèves, les personnages évoluent dans le présent. D'ailleurs, Boulogne, ville reconstruite après la guerre, n'a pratiquement plus de passé et le décor si semblable à nos villes ou à nos quartiers modernes de 1977 nous détourne, encore plus aujourd'hui, de l'imaginaire. Dans *Muriel*, le récit n'est pas coupé par des retours en arrière, les fantasmes, les rêves, les souvenirs, ne sont pas montrés. Reste, inimitable, ce style de Resnais, qui joue sur la durée de chaque plan, qui rapproche au montage ses plans de durées différentes comme dans les deux œuvres précédentes. L'incantation, ici, n'est plus dans les dialogues et la voix des acteurs, mais dans l'accompagnement musical de Hans Werner Henze et le chant de Rita Streich.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 17.)

EUROPE

L'Italie des travailleurs et celle des « exclus »

(Suite de la première page.)

De 500 000, le nombre des étudiants est passé à 900 000 environ. Et leur composition sociale a changé : le pourcentage de jeunes d'origine populaire est désormais plus fort.

Ce n'est pas un hasard si, cette fois, les premières occupations de facultés ont eu lieu dans le sud et dans le centre, les régions les plus atteintes par la crise. En 1977, les revendications des étudiants sont essentiellement matérielles, économiques, et non pédagogiques. Les nouveaux étudiants réclament avant tout du travail, un pré-salaire, des logements... Beaucoup précisent d'ailleurs que le « mouvement » n'est pas étudiant. *« C'est un mouvement de lutte rassemblant aussi des chômeurs, des féministes, des ouvriers »*, affirme un militant de Lotta continua, groupe d'extrême gauche qui s'est pratiquement dissous dans le « mouvement ». En 1977, contrairement au « mai italien », aucun grand leader n'est apparu. *« Nous refusons toute délégation »*, insiste un contestataire.

Le rôle subversif du rire

On ne doit pas négliger pour autant d'autres aspects de cette révolte que plusieurs partis modérés qualifient de « minoritaire ». Elle exprime aussi une volonté de *« changer la vie »*, et en même temps un certain désespoir, comme le montre la naissance des « Indiens métropolitains ». Malgré sa taille réduite, ce groupe de jeunes est vite devenu l'une des composantes du mouvement. Il a réussi à prouver la valeur subversive du rire et de la dérision. On l'a vu remercier la police pour son action répressive, réclamer à cor et à cri la sélection, ou se flageller en public pour appuyer la « politique de sacrifice » que défend le P.C.I.

Les « Indiens » ont été très influencés par les féministes, qui, elles-mêmes, ont fait sentir leur présence dans les facultés occupées. Mais les étiquettes ne comptent guère. *« L'indianisme est un prétexte*, dit l'un des étudiants au visage bariolé de peinture. *Demain, nous aurons disparu ou nous serons mille tribus. Ce n'est pas important. »* L'important est qu'à l'intérieur d'un « mouvement étudiant » qui est tenté en permanence de se prendre pour la vérité, et de donner des leçons à tout le monde, des voix s'élèvent pour réclamer moins de discours, moins d'idéologie, *« une nouvelle façon de faire de la politique »*, et finalement de nouveaux rapports inter-personnels.

Comment échapper à la sélection ?

Rome n'a pas été la première ville universitaire à s'agiter, mais elle est vite devenue le point chaud du mouvement. Métropole sans ouvriers, on la disait vieille et assoupie. Or elle compte l'université la plus engorgée d'Italie. Prévus pour vingt mille étudiants, ses locaux doivent en accueillir plus de cent quarante mille. En fait, elle ne les accueille pas. Seul un inscrit sur dix fréquente régulièrement les cours. Les autres ne se reconnaissent pas dans cette institution qui, d'ailleurs, n'a pas grand-chose à leur apporter. Beaucoup cherchent de petits travaux et sont chômeurs ou « sous-occupés » avant même d'avoir obtenu la licence. Celle-ci, ils le savent, est fortement disqualifiée. N'y a-t-il pas déjà en Italie plus de six cent mille diplômés à la recherche d'un premier emploi ? Alors, ils sont là, sans illusions, comme dans une salle d'attente qui n'ouvrirait sur aucun bureau.

Trop nombreux, les étudiants italiens sont aussi mal répartis sur le territoire national. Ils ne sont pas vraiment soumis à une sélection en fin d'études, car le niveau est assez faible et les examens souvent bâclés. Il n'y a pas non plus de sélection à l'entrée, puisque n'importe quelle *maturita* (équivalent du baccalauréat) donne accès à n'importe quelle faculté et que les grandes écoles n'existent guère. Tout le monde reconnaît la nécessité d'une réforme. Celle qu'a élaborée M. Franco Maria Malfatti, ministre de l'instruction publique, a donné le coup d'envoi à la rébellion actuelle.

Les étudiants ignorent souvent le contenu exact de la « réforme réactionnaire » qu'ils dénoncent. Il faut dire que M. Malfatti ne dévoile ses batteries que prudemment. Son projet doit être présenté ce mois-ci au conseil des ministres. En voici les grandes lignes : création de trois niveaux dans l'enseignement supérieur, à l'image de ce qui a été fait en France ; suppression de certaines licences *« qui ne correspondent pas à la croissance culturelle et socio-économique du pays »* ; remplacement des facultés par des départements avec un directeur élu par les enseignants ; réduction de ceux-ci à deux catégories seulement ; remaniement d'autres structures universitaires dans le sens d'une plus grande participation du monde du travail et des collectivités locales ; institution d'un pré-salaire pour les étudiants du troisième cycle ; enfin — ce n'est pas forcément un détail, — augmentation des frais d'inscription.

Casser le mouvement ou le récupérer ?

Le projet de M. Malfatti ne prévoit pas explicitement de sélection, mais il est clair que de telles mesures visent, entre autres, à désengorger l'Université. Le ministre a dénoncé lui-même *« la démagogie de la non-sélection »*, dans une interview qu'il nous avait accordée pour *le Monde de l'éducation* de janvier dernier.

Dans leur proposition de loi, les communistes évitent, eux aussi, le mot « sélection ». Ils estiment que le nombre total des licenciés peut encore augmenter, mais à condition qu'ils soient mieux répartis. Ce contrôle numérique serait accompagné de plusieurs réformes : démocratisation du gouvernement des universités ; création de départements et suppression de chaires ; institution d'une catégorie unique d'enseignants.

De ces deux projets lequel est le meilleur ? C'est bonnet blanc et blanc bonnet, répondent la plupart des étudiants d'extrême gauche. Ils critiquent très sévèrement le P.C.I. coupable, selon eux, de *« vouloir introduire la sélection par la voie législative »*. Mais ce n'est, à leurs yeux, qu'un petit aspect du problème. Le parti communiste, disent-ils, tente de casser le mouvement ou de le récupérer. Il est complice du pouvoir en place.

En effet, les événements de ces dernières semaines sont étroitement liés à la situation politique, de même qu'ils dérivent directement de la crise économique. *« Nous avons au moins démontré une chose à la démocratie chrétienne et au parti communiste*, remarque un étudiant contestataire, *c'est qu'il existe dans ce pays une opposition réelle. »* Avec près de 39 % des voix, la démocratie chrétienne s'accroche encore solidement au pouvoir. Avec plus de 34 %, le parti communiste fait antichambre, ne désirant pas arracher ce pouvoir, mais seulement le partager. Entre ces deux géants, les autres formations politiques ont du mal à s'affirmer.

Les étudiants — et avec eux les chômeurs — sont les seuls à pouvoir se faire entendre, les seuls à n'avoir rien à perdre. S'ils s'attaquent, en priorité, au parti communiste et aux syndicats, c'est parce que ceux-ci apparaissent comme les défenseurs attitrés de l'autre Italie, celle qui travaille et qui produit. D'emblée, le « mouvement » s'est déclaré « *autonome* » : il n'accepte aucune « *médiation* » et s'affirme indépendant de toute force organisée, fût-elle d'extrême gauche.

Le parti communiste et le syndicat C.G.I.L., qui lui est très proche, n'en ont pas tout de suite saisi la portée. Dénonçant les « provocateurs », ils pensaient récupérer facilement le mouvement. Le 17 février, escorté par un imposant service d'ordre, M. Luciano Lama, secrétaire général de la C.G.I.L., prononçait un discours à l'université de Rome occupée. Une heure plus tard, il en était chassé par des étudiants en colère, armés de divers projectiles. Les forces de l'ordre n'avaient plus alors qu'à investir les lieux. Cette fameuse journée a marqué un tournant : pour le « mouvement » qui en est sorti renforcé ; et pour le P.C.I., apparu incapable de garantir l'ordre. Débordé sur sa gauche, le parti de M. Berlinguer n'inspirait plus confiance à la droite, même si, aux yeux de celle-ci, ses malheurs le rendaient un peu plus proche, un peu moins « *communiste* ».

Quarante-huit heures plus tard, le P.C.I. faisait publiquement son autocritique. Certains y ont vu de l'opportunisme ou de la faiblesse. D'autres, au contraire, ont été impressionnés par la rapidité avec laquelle un aussi grand parti pouvait se remettre en question. C'était, d'une certaine manière, une preuve de bonne santé. Le P.C.I. qualifie maintenant de *« juste et fondée »* la protestation des étudiants et des jeunes sur des étudiants et des jeunes, tant sur le chômage que sur la crise de l'école et de l'Université. Mais il distingue la grande masse du « mouvement » qui serait saine et démocratique, *« des groupes de provocateurs, des vandales, des délinquants armés »*. Il vise ainsi d'abord les *« collectifs autonomes »* qui estiment être, dans la société capitaliste actuelle, *« en état d'auto-défense »*.

Cette distinction est rejetée par une grande partie de l'extrême gauche. Le mouvement rebelle au P.C.I. est autonome ; il n'a pas besoin qu'on lui donne des instructions ; et il s'est isolé lui-même des franges violentes qui chercheraient à tout prix l'affrontement avec les forces de l'ordre. Cette dernière affirmation reste à vérifier, car — « *provoqués* » ou non par la police — des étudiants n'ont pas hésité, le 5 mars à Rome, à incendier des véhicules, à briser des vitrines et même à tirer des coups de feu. Nul n'a réussi, non plus, à empêcher de véritables raids, le même jour à Milan, contre des établissements catholiques.

Dans l'enseignement secondaire

Le mouvement s'est déjà étendu à l'enseignement secondaire, mais avec des revendications plus « pédagogiques ». Ira-t-il en se développant ? Ou, au contraire, s'effritera-t-il peu à peu, comme certains le pensent ? D'autre part, il est sûr qu'aucune vraie satisfaction ne peut être donnée aux jeunes tant que la crise économique dure. Mais on voit mal — pour les mêmes raisons — sur quoi peut déboucher une telle vague de contestation. *« Nous réussirons*, disent des gauchistes, *dans la mesure où nous ferons le lien avec tous les autres exploités de ce pays. »* C'est vrai qu'on se trouverait, alors, devant un grand parti d'opposition. Mais le P.C.I. et les syndicats veillent. La fédération des ouvriers de la métallurgie vient d'organiser à Florence une première rencontre — réussie — avec une centaine d'étudiants. La gauche, peut-être sous la pression de la rue, a durci ses positions à l'égard du pouvoir. Elle ne peut, en aucun cas, admettre qu'il y ait deux Italies, celle des travailleurs et celle des « exclus ».

ROBERT SOLÉ.

A propos de la criminalité

LE MAIRE DE ROME RÉPLIQUE A M. PONIATOWSKI

(De notre correspondant.)

Rome. — M. Guilio Carlo Argan, maire de Rome, élu sur une liste communiste aux élections municipales de juin 1976, a vivement réagi à une récente remarque de M. Poniatowski. Le 8 mars, celui-ci avait déclaré à Europe 1 : *« Nous voyons aussi les conséquences d'une victoire des communistes à Rome. Depuis qu'il y a un maire communiste, l'insécurité a considérablement augmenté : violence, hold-up, enlèvements... Les communistes à Paris ne seraient pas capables d'assurer la sécurité et l'ordre. »* (*Le Monde* du 9 mars.)

Dans un communiqué, M. Argan affirme : *« Il n'y avait pas de maire communiste à Milan, quand, en 1969, explosèrent les bombes fascistes de la piazza Fontana, ni un maire communiste à Brescia en 1974, quand les fascistes commirent un massacre à la piazza Della Loggia. Quant à la délinquance et à la désagrégation sociale, ce ne sont pas des phénomènes seulement romains, ni seulement italiens. Ils sont la conséquence évidente du mauvais gouvernement des classes dominantes. (...) Avec le vote du 20 juin 1976, et la victoire des gauches, se sont au contraire réalisées des conditions nouvelles et plus favorables dans la lutte contre toute forme de criminalité, pour assurer au pays la sécurité et la sérénité. »*

Portugal

Les tendances de gauche et de droite s'affrontent de nouveau au sein de l'armée

Lisbonne (*A.F.P., A.P.*). — Apparemment préoccupé par les informations faisant état d'instabilité politique au sein des forces armées, le gouvernement a interdit toute cérémonie publique pour l'anniversaire du soulèvement militaire du 11 mars 1975, qui avait conduit en exil l'ex-général Spinola.

Le général Vasco Lourenço, commandant la région militaire de Lisbonne, a demandé aux soldats de défendre la jeune et inexpérimentée démocratie portugaise de manière impartiale et sans prendre parti. *« Toute indiscipline*, a-t-il dit, *serait criminelle et impardonnable »*.

« Les courants antidémocratiques pourraient profiter de nos difficultés économiques pour tenter de modifier le processus politique en leur faveur », a déclaré le général Lourenço devant le régiment du RALIS. Cet avertissement paraissait destiné autant à la droite qu'à la gauche, bien que les militaires du RALIS soient acquis aux officiers de gauche.

Le général Ramalho Eanes, président de la République, s'est de son côté rendu à Aveiro, où il a dîné avec plusieurs officiers, parmi lesquels le général Hugo dos Santos, commandant la région militaire du Centre. Ce déplacement du président Eanes a été mis en rapport par les observateurs politiques avec l'affaire des « infiltrations » communistes dans certaines unités de la région militaire du Centre, dénoncées récemment par le général Hugo dos Santos.

Des rumeurs incontrôlables continuent de circuler sur l'existence d'une certaine agitation politique au sein de l'armée. Ces rumeurs sont accompagnées d'une offensive de la presse de droite contre les représentants de la gauche militaire au Conseil de la révolution, et plus particulièrement contre le major Melo Antunes, auquel on reproche une interview donnée récemment à un hebdomadaire espagnol et dans laquelle le conseiller de la révolution affirmait que le gouvernement constitutionnel s'éloignait de plus en plus des idéaux du programme du Mouvement des forces armées.

● *Les députés portugais ont condamné, vendredi 11 mars, la tentative de coup d'Etat des forces contre-révolutionnaires du 11 mars 1975.* Seul le C.D.S. (Centre démocrate et social) a voté contre la motion présentée par l'unique député d'extrême gauche. Ils ont également — le parti social démocrate s'abstenant sur ce point — *« salué le peuple et les militaires pour la forme énergique avec laquelle ils ont su défendre les conquêtes démocratiques que la tentative de coup d'Etat prétendait liquider »*. Le dossier concernant les militaires impliqués dans ces événements, à commencer par l'ex-président Spinola, a été remis au tribunal suprême, sur décision mercredi du Conseil de la révolution et contre l'avis du juge d'instruction. — (*A.F.P.*)

Espagne

LARGE AMNISTIE POLITIQUE

(Suite de la première page.)

Il est possible que cette manière d'agir serve la politique de la minorité au pouvoir, mais ces atermoiements, dans le processus de réconciliation, engendrent finalement une déception, qui aurait pu être évitée si l'on était plus énergique et moins timoré. Mais le décret n'est pas mauvais... »

M. Enrique Castro (avocat des détenus du FRAP) considère pour sa part qu'*« il ne s'aggit pas d'une amnistie au sens juridique et politique du mot »*, ajoutant : *« On va remettre en liberté un grand nombre de détenus, mais nous ne savons pas ce qui se passera ensuite, si le code pénal n'est pas réformé. De la façon dont se présentent les choses, il est possible que ceux qui sortiront de prison aujourd'hui soient de nouveau arrêtés demain. Mais, sans aucun doute, la libération d'un grand nombre de détenus est une mesure positive. »*

Il y a actuellement en Espagne 170 détenus politiques, dont 17 femmes. Quatre-vingt-dix-huit d'entre eux sont membres de l'ETA ; 15 détenus politiques, condamnés à mort, ont vu leur peine commuée en prison à perpétuité. Parmi ces 15 détenus, 9 appartiennent à l'ETA, 5 sont des militants du FRAP, le dernier est un militant du P.S.O.E.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

● *Cinq militants de l'organisation de la gauche communiste* (OIC), de tendance marxiste-léniniste, ont été appréhendés à Grenade. Parmi eux, quatre ont été arrêtés pour distribution de propagande tandis qu'on ignore les causes de l'arrestation du cinquième, qui est le responsable de l'OIC à Grenade. Les détenus se trouvent à la disposition du juge de Grenade, apprend-on le vendredi 11 mars. — (*A.F.P.*)

Tchécoslovaquie

M. PATOCKA A ÉTÉ VICTIME D'UNE HÉMORRAGIE CÉRÉBRALE

Prague (A.F.P.). — Le professeur Jan Patocka a été victime d'une hémorragie cérébrale vendredi 11 mars et se trouve dans un état grave. Il souffre d'une hémiplégie, précise-t-on dans sa famille.

Le philosophe avait été hospitalisé il y a une semaine à la suite d'un extrême état de faiblesse. La veille, il avait été interrogé pendant plus de dix heures d'affilée par la police au centre pénitentiaire de Ruzyne, dans la banlieue de Prague, sur l'organisation de son entrevue avec le ministre des affaires étrangères néerlandais, M. Max Van der Stoel. Il n'avait pu regagner son domicile que très tard dans la soirée. Epuisé, il avait été alors hospitalisé. Les médecins avaient alors diagnostiqué une légère crise cardiaque.

M. Patocka est l'un des trois porte-parole de la Charte 77, qui compte maintenant, selon les animateurs du manifeste, plus de six cents signatures. Les deux autres porte-parole sont le dramaturge Vaclav Havel, qui est en détention à la prison de Ruzyne depuis le 14 janvier dernier, et M. Jiri Hajek, ancien ministre des affaires étrangères tchécoslovaque, qui fait l'objet d'une surveillance policière étroite.

● *M. François Mitterrand*, premier secrétaire du parti socialiste français et vice-président de l'Internationale socialiste, alerte au nom de l'Internationale socialiste l'opinion publique française et internationale *« sur les graves atteintes aux libertés publiques commises en Tchécoslovaquie »*. *« Non seulement les accords d'Helsinki, mais aussi et surtout les principes universels des droits de l'homme justifient notre protestation »*, déclare M. Mitterrand dans un communiqué publié vendredi 11 mars, à Londres, où se trouve le siège de l'Internationale socialiste. — (*A.F.P.*)

République fédérale d'Allemagne

L'opposition accuse le gouvernement d'encourager par sa « mollesse » les prétentions soviétiques sur Berlin

De notre correspondant

Bonn. — L'opposition chrétienne-démocrate a vivement réagi, le vendredi 11 mars, aux déclarations de M. Abrassimov, ambassadeur de Moscou à Berlin-Est. Elle accuse le gouvernement fédéral d'encourager par sa « mollesse » les prétentions soviétiques et est-allemandes.

M. Abrassimov avait déclaré jeudi, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'existait pas de Grand-Berlin et pas de Berlin-Est et que l'accord quadripartite ne s'appliquait qu'à Berlin-Ouest (*le Monde* du 12 mars).

Le porte-parole du gouvernement de Bonn s'est refusé, pour sa part, à tout commentaire, rappelant qu'il revenait aux trois alliés occidentaux de répondre à Moscou. Il est peu probable, cependant, que les Occidentaux répliquent officiellement à une conférence de presse de M. Abrassimov, mais ils pourraient saisir la première occasion pour réaffirmer leur point de vue.

Dans les milieux proches des chancelleries occidentales, à Bonn, on considère que les déclarations de M. Abrassimov correspondent à un durcissement soviétique, dont la responsabilité paraît revenir à la R.D.A. Il n'est pas exclu, en effet, que le gouvernement de Berlin-Est, aux prises avec des problèmes économiques et humains très délicats, ait fait pression sur son allié soviétique pour cristalliser la tension autour de Berlin.

Ce durcissement a commencé à la fin du mois de décembre dernier, quand les Allemands de l'Est ont pris des mesures visant à supprimer certaines manifestations extérieures du statut quadripartite de Berlin.

Jusqu'à maintenant, la R.D.A. et l'U.R.S.S. ont cherché à tester les réactions occidentales, mais elles ne peuvent guère avancer encore dans cette voie sans toucher aux rares « privilèges » que les Trois conservent à Berlin-Est. Feront-elles ce prochain pas, au risque de déclencher une nouvelle « crise de Berlin » ? — D. V.

DIPLOMATIE

LES TRAVAUX DE L'ONU A GENÈVE

Aucun pays n'est plus à l'abri des préoccupations de la commission des droits de l'homme

déclare le chef de la délégation américaine

Nations unies, Genève (*A.F.P.*). — La session annuelle de la commission des droits de l'homme de l'ONU, qui a achevé ses travaux vendredi 11 mars à Genève, a été l'occasion pour le gouvernement américain de faire un galop d'essai très remarqué sur la scène internationale, recueillant un large succès d'estime et quelques déboires.

Les résultats concrets ont été modestes. Cependant, le chef de la délégation américaine, M. Allard Lowenstein, un vétéran de la bataille pour les droits civiques des Noirs, a tout de même estimé vendredi devant la presse que la commission avait commencé à se dégager de la « camisole de force » des votes automatiques sur les sujets traditionnels, Israël, l'Afrique du Sud, le Chili. Les débats ont pris un peu de « fluidité ». L'Union soviétique, a-t-il déclaré, a cessé d'être « tabou » à la commission des droits de l'homme de l'ONU.

M. Lowenstein a dit que les Etats-Unis n'avaient pas l'espoir de *« vider la* [prison] *Loubianka »* en soulevant cette année le problème des dissidents soviétiques. Ils désirent seulement mettre fin à *« l'exemption accordée jusqu'à présent* de facto » à l'U.R.S.S. et sur ce point ils ont réussi.

Faisant allusion à l'évolution de la politique américain vis-à-vis de l'Afrique du Sud et du Chili, M. Lowenstein a déclaré : *« Maintenant aucun pays n'est à l'abri des préoccupations de la commission concernant les droits de l'homme, soit en raison de sa puissance politique ou militaire, soit en raison de son attitude théoriquement amicale vis-à-vis des Etats-Unis. »*

● *M. Mario Soares*, premier ministre du Portugal, a terminé, vendredi 11 mars, sa tournée européenne à Bruxelles. Il a répété, à l'issue des entretiens dans l'après-midi avec M. Léo Tindemans, premier ministre belge, que les négociations pour l'entrée du Portugal dans la C.E.E. devraient débuter au plus tard en mars 1978 et aboutir en 1980. M. Tindemans a, de son côté, démenti les rumeurs selon lesquelles la Belgique s'opposerait à l'entrée du Portugal dans la C.E.E.

A Luxembourg, où il se trouvait avant de gagner Bruxelles, M. Soares a signé une pétition d'Amnesty International qui demande que les droits de l'homme soient respectés dans tous les pays sans exception, et que toutes les personnes emprisonnées pour leurs opinions soient immédiatement remises en liberté. — (*A.F.P., U.P.I.*)

● *M. Wilson et les P.C. européens.* — L'alliance des communistes avec d'autres partis *« risque de bouleverser la situation politique de nombreux pays de la Communauté européenne »*, a assuré, vendredi 11 mars, à Rome, devant deux cents hommes d'affaires, l'ancien premier ministre travailliste britannique, Sir Harold Wilson.

M. Wilson présidait les débats de la seconde journée du forum sur les problèmes euro-arabes, organisé par les journaux *Republica* et *Financial Times*. — (*A.F.P.*)

VERS UN ACCORD SUR LE RÉGIME D'EXPLOITATION DES GRANDS FONDS MARINS ?

(De notre correspondante.)

Genève. — Des consultations officieuses sur le régime juridique et l'exploitation des fonds marins, qui ont réuni à huis clos au Palais des nations à Genève les représentants de soixante-quinze pays, ont pris fin le vendredi 11 mars, leurs conclusions devant être examinées à la prochaine session de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer (23 mai au 8 juillet) à New-York.

M. Elliot Richardson, représentant des Etats-Unis, s'est montré relativement optimiste quant à la conclusion d'un accord de principe sur le régime juridique d'exploitation des fonds en haute mer. Mais, étant donnée la complexité de la question, il faudra au moins un an avant que puisse être conclu un traité.

Les pays intéressés auraient la possibilité d'accéder, de manière réglementée, aux richesses sous-marines, considérées par les Nations unies comme *« le patrimoine commun à l'humanité »*. Les firmes privées pourraient également exploiter les fonds, mais sous le contrôle d'une autorité internationale qu'il faudrait créer.

I. V.

● *M. Hans-Dietrich Genscher*, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, part dimanche 13 mars pour les Etats-Unis, où il va s'entretenir avec le président Carter et M. Cyrus Vance, son collègue américain, du problème de la vente au Brésil de huit réacteurs nucléaires allemands pour 15 milliards de marks. — (*Reuter.*)

Pays-Bas

ANCIEN PREMIER MINISTRE M. SCHERMERHORN EST MORT

M. Willem Schermerhorn, qui présida le premier gouvernement néerlandais après la guerre, de 1945 à 1946, est mort jeudi 10 mars à Haarlem à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

[Avant d'entrer dans la vie politique, M. Shermerhorn avait fait une brillante carrière d'ingénieur et d'universitaire spécialiste de géodésie et de photogrammétrie. Militant socialiste, il présidait, au moment de l'invasion allemande de mai 1940, une organisation antifasciste et milita très tôt dans la Résistance. Il fut arrêté et passa plusieurs mois dans un camp d'internement. A la libération, il était appelé à former le premier gouvernement de coalition travailliste-chrétien populaire. Commissaire général pour les Indes néerlandaises de septembre 1946 à novembre 1947, il entrait au Parlement en 1948. Il fut, par la suite, membre du Sénat de 1951 à 1963, date à laquelle il se retira de la vie publique.]

Chili

Le général Pinochet affronte une montée des mécontentements civils et militaires

(Suite de la première page.)

La junte a publié un communiqué précisant que ces « disparus » sont « *des extrémistes de gauche tués au cours d'engagements avec les forces de l'ordre* » ou qu'il s'agit de « *personnes ayant quitté le pays* ». « *Un certain pourcentage de disparitions est considéré comme normal* », ajoute le communiqué.

Selon le gouvernement, la requête des femmes avait pour but d'influencer le vote de la commission des Nations unies pour les droits de l'homme, réunie à Genève. Celle-ci a formellement condamné le Chili (*le Monde* du 11 mars).

La situation économique n'est pas moins préoccupante pour le gouvernement de Santiago. Faillite de plusieurs sociétés financières et graves difficultés de la banque Osorno mettent en lumière les failles du système économique imposé par les « Chicago Boys ». Ces sociétés ont, dit-on de bonne source, investi leurs dépôts *dans le rachat des entreprises dénationalisées* sans être capables d'en *assurer ensuite la gestion.* Le *Banco de Chile* lui-même serait en difficulté. Et l'ambassade des Etats-Unis à Santiago a manifesté sa préoccupation face à une situation qui, si elle devait encore s'aggraver, mettrait en cause le « modèle » de récupération économique et financière recommandé par les Américains en 1973.

Des groupes et des secteurs qui passaient pour être favorables à la junte commencent à protester. Patrie et Liberté, d'extrême droite, prend la « défense des épargnants » spoliés. Les transporteurs avaient joué *en 1973 un rôle décisif dans la chute* d'Allende ; or leur dirigeant vient de faire une violente déclaration, censurée dans la presse et où il accuse le gouvernement militaire de « vouloir détruire les classes moyennes » et *menace* de passer de nouveau à *l'action. Les agriculteurs*, sévèrement touchés par le retrait du Chili du *Pacte andin, contestent les arguments* du gouvernement. Autant de signes inquiétants venant de secteurs, bourgeoise et petite bourgeoisie, qui avaient approuvé le coup d'Etat de septembre 1973 et soutenaient le régime avec, il est vrai, des réserves *grandissantes*. La dénonciation d'un « complot » démocrate-chrétien par le *gouvernement* et les *mesures* de rétorsion qui vont sans doute être prises par la junte contre le premier parti chilien, disposant encore d'une large base populaire et de fermes soutiens en Europe et aux Etats-Unis, mettent en évidence l'isolement *de plus en plus évident du* général Pinochet et de son clan.

MARCEL NIEDERGANG.

DANS SES « MÉMOIRES » POSTHUMES

L'ex-général Prats dénonce la conspiration américaine et les intrigues de M. Frei

De notre correspondant

New-York. — *Una vida por la legalidad* (une vie dans la légalité) : c'est le titre du journal du général Caros Prats, ancien commandant en chef des forces armées chiliennes et ex-ministre de l'intérieur d'Allende, assassiné en septembre 1974 à Buenos-Aires, où il était exilé. Le jour*nal publié à Mexico analyse* les tensions sociales au Chili, rapporte des *entretiens avec Allende.* Celui-ci lui avait confié que l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Edward Korry, l'avait *incité à conclure* un accord avec les Etats-Unis aux termes duquel le Chili renoncerait à nationaliser son cuivre. Ce conseil aurait été assorti de menaces. Le 27 août, quatre jours avant que les généraux rebelles l'obligent à quitter son poste, il écrit : « *Je crois que nous avons sous-estimé la gravité et l'étendue de la conspiration manipulée par les Etats-Unis... bien que nous fussions au fait de la réunion privée de Kissinger à Chicago deux semaines après la victoire électorale de l'Unité populaire.* » Au cours de cette réunion, M. Kissinger avait dit que « *les Etats-Unis n'accepteraient pas que le Chili soit gouverné par les communistes* ».

Le général Prats estime que « *ni Allende ni les partis qui sont au pouvoir ne savent combien l'influence américaine est profonde au sein des forces armées et sur la mentalité du militaire chilien* ». Pour sa part, il souhaitait envoyer des officiers chiliens en Afrique, en Asie, en Europe pour contrebalancer l'influence du Pentagone. « *Le service des renseignements militaires s'intéressait uniquement au terrorisme de gauche, alors que celui de droite était aussi dangereux et disposait de beaucoup plus d'armes.* »

A propos du putsch, il écrit : « *Ils croient avoir sauvé le pays de son ennemi intérieur, alors qu'ils ont commis un crime qui ne peut s'expliquer qu'en raison de leur ignorance, de leur naïveté et de leur myopie.* » Carlos Prats croit savoir que « *la coordination et la préparation du coup d'Etat fut effectuée à Valparaiso, où les officiers de la marine chilienne complotèrent directement avec les membres de la station navale américaine* ». Il s'attache à décrire le rôle néfaste joué, selon lui, par Eduardo Frei qu'il considère comme directement responsable du coup d'Etat. Frei utilisait les militaires dans l'espoir de revenir au pouvoir. Lorque Prats était intervenu auprès de Frei pour tenter de le rapprocher d'Allende, le chef de la démocratie chrétienne « *se montra arrogant et insultant* ». Prats raconte comment Frei avait été l'instigateur de l'« opération Charlie » destinée à le discréditer et à lui faire perdre son poste. Cette opération, selon Prats, avait été subventionnée par les démocrates chrétiens italiens et allemands.

Mais c'est le rôle joué par Pinochet qui semble l'avoir stupéfié. Il connaissait Pinochet de longue date. Il l'avait toujours pris pour le plus loyal des « constitutionnalistes » et s'était porté garant à son sujet lorsqu'il lui succéda auprès d'Allende. « *Je suis persuadé qu'il a pris le train en marche à la dernière minute, mais je ne doute pas qu'il fera tout pour s'accrocher au pouvoir. Il passera à l'Histoire comme le plus grand traître de l'histoire du Chili.* »

Le livre contient des passages émouvants. Il décrit l'humiliation et la *mort de ses camarades.* Il se désespère à propos des tortures et des exécutions enregistrées : « *Ils ont*, écrit-il, *tout démoli, tout avili, tout souillé. Ils ont fait du Chili un nom maudit.* »

Le dernier passage du livre, écrit six semaines avant sa mort explique sans doute pourquoi il fut assassiné : des militaires chiliens avaient pris contact avec lui. Ce journal n'est pas l'œuvre d'un homme de gauche, mais d'un homme honnête, pris dans l'engrenage d'une tragédie qu'il avait tenté d'éviter.

LOUIS WIZNITZER.

● *Deux modifications* seulement seraient apportées au cabinet qui a remis sa démission jeudi. MM. Miguel Schweitzer, ministre de la justice, et Carlos Graniffo, ministre du logement, seraient remplacés respectivement par MM. Renato Damilano et Edmundo Ruiz. — *(Reuter.)*

● *L'Espagne et le Chili ont signé un accord économique* et commercial destiné à renforcer leur coopération dans les domaines suivants : mines, construction navale, papier, pêche, chemins de fer et sidérurgie. Cette signature résulte de la visite à Madrid du vice-amiral Patricio Carvajal, ministre chilien des affaires étrangères. — *(Reuter.)*

Etats-Unis

A LA FIN DE SA VISITE A WASHINGTON

M. James Callaghan s'est félicité du style « rafraîchissant » de la nouvelle politique américaine

De notre correspondant

Washington. — La visite de M. Callaghan — la première aux Etats-Unis d'un chef de gouvernement européen depuis l'entrée en fonctions du président Carter — a pris fin dans une atmosphère *chaleureuse. Apparemment*, les deux leaders anglo-saxons se sont bien entendus, établissant entre eux d'excellentes relations personnelles, facilitées par la communauté de langue et d'origine : tous deux viennent de milieux modestes, sont membres de l'Eglise baptiste, ont des aptitudes et des goûts similaires. De plus, ils ont servi dans la marine et aiment la campagne...

Ces affinités ont permis à *M. Carter de déclarer qu'il éprouvait* « *un sentiment de grande amitié personnelle* » pour le premier ministre, tandis que M. Callaghan, dans un discours au *Press Club*, se *félicitait* du nouvel esprit, du nouveau style « *rafraîchissant et revigorant* » du président américain. « *Je dirai à l'Europe* (le Premier britannique n'a jamais manqué de faire état qu'il parlait en qualité de président de la Communauté européenne) *que les actions du nouveau gouvernement sont coordonnées, réfléchies et non improvisées...* »

M. Callaghan, souhaitant que ce premier contact officiel ne soit pas assombri par des controverses, a seulement effleuré le problème de Concorde. Les deux hommes n'en ont parlé que pendant vingt minutes. De source britannique, on indique que M. Callaghan a de nouveau exposé la position des Européens et exprimé l'espoir d'une réponse positive des autorités portuaires de New-York. Le premier ministre a jugé probablement qu'il ne pouvait que bloquer la situation en la dramatisant davantage. Au Press Club, il a délibérément évité de répondre à la question des journalistes qui lui demandaient si les Britanniques, comme les Français, envisageaient des représailles en cas d'une décision négative.

En revanche, le premier ministre a justifié longuement la nécessité du « sommet » économique de Londres, en mai, qui, a-t-il déclaré, ne pourra se limiter aux seules questions économiques, puisque les problèmes du chômage, de l'inflation, ont des conséquences politiques graves. Après avoir noté que le président Carter a déclaré que, à la lumière cipe d'une discussion élargie, il a dit que la réunion de Londres devrait jeter les bases d'une coopération collective dans les domaines monétaire et économique. De son côté, le président Carter a déclaré qu'à la lumière de ses entretiens avec M. Callaghan, la rencontre de Londres serait « *plus profonde et plus féconde* ». En même temps, le président aurait confirmé qu'il resterait en Europe pour la session de l'OTAN.

En fait, dans ses conversations avec le président Carter, M. Callaghan a joué les Cassandre. Il a observé que la stabilité politique, non pas seulement en Europe, mais dans le monde, pourrait être gravement menacée par une croissance trop lente des économies occidentales, un chômage stagnant au niveau actuel, et par l'affaiblissement des pays sous-développés non producteurs de pétrole. Il pense que la réunion de Londres aura pour première tâche d'établir un diagnostic commun de la situation économique ; ensuite les nations industrielles, si elles sont d'accord sur cette analyse, devront prendre des mesures, notamment pour éviter ou limiter le protectionnisme, réduire le fossé entre pays riches et pauvres, aider les plus déshérités des pays en voie de développement. A ce propos, M. Callaghan est revenu sur les divers moyens envisagés pour *canaliser* les rentrées grandissantes des pays producteurs de pétrole au bénéfice des pays les plus pauvres du tiers-monde par l'intermédiaire des institutions financières *internationales*, quitte soit à en modifier les statuts, soit à en créer de nouvelles.

Des conseils dictés par l'expérience

Au sujet des relations Est-Ouest, M. Callaghan a parlé un peu comme un « bon oncle » donnant des conseils avisés à son neveu. L'Union soviétique augmente sa puissance militaire mais l'Ouest ne doit pas s'en alarmer car l'équilibre général n'a pas été *modifié* à *son détriment*. Selon M. Callaghan, l'Union soviétique n'a pas renoncé à la guerre idéologique et cherche à exploiter toutes les situations, mais parce qu'elle a besoin de la technologie occidentale, elle tient à la détente. La négociation nucléaire permettra de déterminer jusqu'où l'Union soviétique veut aller, mais à son avis un nouvel accord est possible, auquel la Grande-Bretagne s'associera. Le premier ministre a également approuvé la politique des droits de l'homme en soulignant que le président Carter, loin d'improviser en la matière, préparait soigneusement la conférence de Belgrade avec le souci d'obtenir des résultats positifs pour tous les pays.

M. Callaghan a également approuvé les suggestions du président Carter tendant à restreindre les ventes d'armes au Proche-Orient et éventuellement à « démilitariser » l'océan Indien, comme le *souhaitent*, selon lui, l'Inde, le Pakistan et sans doute l'Australie. En tout cas, les puissances extérieures à ce secteur devraient pouvoir s'entendre sur une réduction sensible de leurs forces. A propos de la Rhodésie, le premier ministre a été réservé ; il a seulement noté que les éléments d'un règlement négocié étaient réunis et qu'en tout cas aucune solution n'était possible sans l'application de la règle de la majorité.

Pour la construction d'une Europe unie, M. Callaghan a été prudent. Il estime que malgré les progrès accomplis il restait encore beaucoup à faire pour arriver à l'unité économique et politique.

HENRI PIERRE.

Les finances municipales de New-York sont renflouées au dernier moment

De notre correspondant

New-York. — M. Abraham Beame, le maire de New-York, est sans conteste un prestidigitateur. Vingt-quatre heures avant la date fatidique à laquelle la ville de New-York devait basculer dans le gouffre, il a découvert que le milliard de dollars qu'il demandait au gouvernement fédéral, à celui de l'Etat de New-York, au syndicat des employés municipaux et aux banques, et qu'il se voyait ou refuser ou offrir assorti de conditions politiquement inacceptables, il l'avait dans sa propre caisse.

Les plus grands syndicats de New-York ont, en effet, accepté de reporter l'encaissement de 90 millions de dollars en bons municipaux qu'ils détiennent et qui arrivent à terme. La ville a *décidé d'hypothéquer immédiatement* à des conditions avantageuses un ensemble de bâtiments destinés aux classes moyennes (projet Mitchell-Lama) : ces hypothèques, estimées à 1,2 milliard de dollars, seront cédées pour 420 millions ; 216 millions de dollars seront prélevés sur divers projets — dont un projet de traitement des eaux d'égouts subventionné par le gouvernement fédéral dont le financement n'est prévu que pour 1999. La ville offre enfin aux détenteurs de bons municipaux à court terme dont l'échéance est imminente de les remplacer par des nouveaux bons émis par MAC (Municipal assistance corporation) : encore 250 millions de trouvés. Total : 983 millions de dollars.

La ville ayant ainsi accédé au désir du gouvernement fédéral et « *mis de l'ordre dans ses finances* », elle a reçu le 11 mars de la Trésorerie le prêt de 250 millions de dollars prévu par l'administration Carter pour la « dépanner ». Les banques *n'auront pas réussi* à profiter de la crise pour exercer leur tutelle sur la municipalité. Les syndicats non plus. Les banques sont obligées de reconnaître que, si la ville de New-York est un débiteur, elle n'est pas un débiteur privé. Les syndicats devront faire, eux aussi, preuve de civisme et ne pourront pas dicter la loi à City-Hall. M. Beame a sorti un lièvre de son chapeau. Mais ce qu'il peut gagner en prestige, il risque de le perdre en crédibilité : la prochaine fois qu'il appellera les banquiers ou les autorités fédérales au secours, sera-t-il pris au sérieux ? Quant aux New-Yorkais, faillite municipale ou pas, ils sont priés de se serrer la ceinture chaque jour davantage.

Par mesure d'économie, le nombre des autobus qui circulent aux heures de pointe vient d'être réduit de 10 %. — L. W.

QUATRE DES DOUZE MEMBRES DES COMMANDOS « HANAFITES » ONT ÉTÉ MIS EN LIBERTÉ SANS CAUTION

La mise en liberté sans versement de caution du chef des commandos hanafites, ces Musulmans noirs qui plongèrent Washington dans l'angoisse les 9 et 10 mars, Hammas Abdul Khaalis, est diversement appréciée par l'opinion des Etats-Unis. Le juge Harold Greene, qui a pris cette mesure quatre heures après la fin du « suspense » tragique, donc à l'aube de vendredi 11 mars, a fait ressortir qu'elle avait été réclamée par le procureur du tribunal obéissant lui-même aux instructions de la police.

Abdul Khaalis n'est pas pour autant déchargé des responsabilités qui pèsent sur lui. Bien qu'en droit américain le statut de « prévenu libre » n'existe pas à proprement parler — du moins dans une affaire de ce genre, — le chef des hanafites est invité à ne pas s'éloigner de Washington. Pour plus de précaution, il devra remettre son passeport aux autorités et s'abstenir de toute déclaration publique sur ses retentissants exploits. Il est à présumer qu'Abdul Khaalis sera déféré sous peu à un « grand jury », équivalent de notre chambre d'accusation.

Sur les onze complices de Khaalis, *trois ont été* libérés, eux aussi sans caution. Ce sont ceux qui se sont emparés du centre islamique de Washington. La justice a estimé qu'ils pouvaient *bénéficier de cette faveur* puisqu'ils n'avaient ni tiré de coups de feu ni maltraité leurs otages, et que leur casier judiciaire était vierge.

En revanche, les huit membres des commandos qui occupèrent les bureaux de l'association B'nai B'rith et se rendirent maîtres de l'hôtel de ville ont été incarcérés. Ils ne pourraient se retrouver en liberté provisoire qu'après paiement d'une caution variant de 50 000 à 70 000 dollars. Ils ont à leur actif un mort et une dizaine de blessés. Nul ne peut prévoir quand ils passeront en jugement ni si les poursuites qui seront éventuellement engagées contre eux aboutiront ou non à un procès collectif des douze terroristes.

ASIE

Chine

LA PRESSE FAIT ÉTAT DE « DIFFICULTÉS PROVISOIRES » DANS L'INDUSTRIE

La presse chinoise, qui le mois *dernier avait fait état de mauvais* résultats dans la production agricole, a annoncé vendredi 11 mars que l'industrie nationale connaissait des « *difficultés provisoires* » et que le « *gaspillage* » du charbon devait être combattu.

Le *Quotidien du peuple* attribue la responsabilité des difficultés actuelles à la « bande des quatre », en précisant qu'elles ont été aggravées par des catastrophes naturelles, tel le tremblement de terre de juillet. Fait nouveau, l'organe du parti insiste sur la « *nécessité* » d'informer totalement les masses des difficultés rencontrées, afin d'engendrer dans l'opinion un courant susceptible de les surmonter.

D'autre part, si l'on en croit un témoignage de voyageurs publié par des journaux de Hong-kong, des auteurs d'affiches murales aperçues à Canton tiennent pour acquise la prochaine réapparition de M. Teng Hsiao-ping sur la scène politique, puisqu'ils « *soutiennent la décision du comité central de promouvoir le camarade Teng au poste de premier ministre et de vice-président du parti* ». La présence de telles affiches a déjà été signalée à plusieurs reprises au cours des derniers mois, sans qu'une confirmation officielle s'ensuive.

Pakistan

DES TROUBLES ONT ÉCLATÉ A KARACHI

Paralysée par une grève générale en signe de protestation contre la fraude électorale, qui, selon l'opposition, a marqué le scrutin du 7 mars pour le renouvellement de l'Assemblée nationale, Karachi, principale ville du Pakistan, a été, vendredi 11 mars, le théâtre de violents affrontements entre l'armée et des manifestants. Une fusillade a éclaté dans le quartier de Korangi. On *ignore le nombre des victimes.* Des chars ont pris position dans le centre de la ville ; des militaires ont tiré en l'air pour disperser des grévistes qui voulaient dresser des barricades malgré l'interdiction de tout rassemblement. Le gouvernement a annoncé samedi que deux cents personnes avaient été arrêtées.

Les dirigeants de l'opposition, qui font état, pour leur part, de plusieurs milliers d'arrestations dans le pays depuis le 7 mars, envisageaient samedi de lancer une campagne de désobéissance civile. La situation est également tendue à Lahore, à Peshawar et à Hyderabad.

Le parti gouvernemental a obtenu plus de 90 % des suffrages aux élections régionales de jeudi, l'opposition ayant décidé de ne pas présenter de candidats aux parlements provinciaux. — *(Reuter.)*

A travers le monde

Argentine

● LE CORPS D'UN ANCIEN DEPUTE PERONISTE disparu depuis le 16 février a été retrouvé dans une voiture, dans la province d'Entre-Rios, à 540 kilomètres au nord-est de Buenos-Aires, selon un communiqué publié par la police, le vendredi 11 mars. M. Muniz Barreto avait été arrêté avec son secrétaire. Les deux hommes avaient été ensuite remis en liberté, affirme le communiqué. Le secrétaire de l'ancien député a été de nouveau appréhendé, précise la police, et sera inculpé d'homicide. L'ancien député Muniz Barreto avait été secrétaire général de la présidence pendant le gouvernement *Ongania*, puis élu député de Buenos-Aires.

Belgique

● DES GREVES ont eu lieu vendredi 11 mars, dans la province de Namur, malgré la décision des deux grandes syndicales, socialiste et chrétienne, de suspendre, à la suite de la dissolution du Parlement, le mouvement de grèves tournantes entamé il y a deux semaines.

D'autre part, la grève de jeudi des ouvriers du Livre de Bruxelles affiliés au syndicat socialiste, a empêché la parution, vendredi matin, de journaux francophones, dont les deux plus grands quotidiens, *la Libre Belgique* (catholique de droite) et *le Soir* (indépendant). — *(A.F.P.)*

Colombie

● TROIS PRETRES COLOMBIENS ET UNE RELIGIEUSE AUTRICHIENNE, arrêtés en novembre dernier et accusés l'armée d'avoir des contacts avec un mouvement de guérilla ont été libérés le vendredi 11 mars à Carthagène sur la côte atlantique. Ces arrestations avaient suscité une vive controverse au sein de la hiérarchie catholique colombienne qui accusait le gouvernement d'avoir violé le Concordat. — *(A.F.P.)*

● M. GIUSEPPE MONDINI, directeur de la Banque franco-italienne de Bogota, a été enlevé, le vendredi 11 mars, à la sortie de son domicile.

Comores

● UN « RESEAU SPECIAL », qui devait favoriser l'invasion de mercenaires en vue de renverser le régime révolutionnaire des Comores, a été « *découvert et décapité* », a annoncé, jeudi 10 mars, le ministre comorien de l'intérieur. Selon son communiqué, les principaux organisateurs de ce réseau, actuellement arrêtés, ont indiqué que les mercenaires recrutés en France devaient arriver avant le 15 mars. Il s'agirait d'Européens et de quelques militaires de l'armée française originaires des Comores. — *(A.F.P.)*

Côte-d'Ivoire

● DEUX NOUVELLES UNIVERSITES seront crées en 1978, l'une à Bouaké, seconde ville du pays, et l'autre à Korhogo, dans le Nord, a annoncé le ministre ivoirien de l'éducation nationale, M. Paul Akoto Yao. La Côte-d'Ivoire n'a jusqu'à présent qu'une université, celle d'Abidjan, qui compte près de 7 000 étudiants.

Haïti

● QUATRE MILLE PERSONNES sont emprisonnées à Haïti pour des motifs politiques, ont affirmé jeudi 10 mars à Caracas des réfugiés haïtiens membres du Mouvement pour la nouvelle indépendance d'Haïti. Selon ces réfugiés, « *plus de trente mille personnes ont été assassinées sous les dictatures des présidents Duvalier* ». Le secrétaire général du Mouvement, M. René St. Fleur, a demandé au gouvernement vénézuélien son « appui moral » pour la libération d'Haïti. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

Ethiopie

M. Feleke Gedle Giorgis devient ministre des affaires étrangères

Addis-Abeba *(A.F.P.)*. — Un remaniement ministériel a été décidé vendredi 11 mars en Ethiopie. Selon un communiqué publié par le Conseil militaire administratif provisoire (DERG), M. Kifle Wodajo, ancien ministre des affaires étrangères, dont on était sans nouvelles depuis le mois de janvier, a été remplacé par M. Feleke Gedle Giorgis. M. Hailu Yimenu a été nommé vice-président du conseil. M. Tadele Mengesha remplace M. Tefera Selassié à la tête du ministère du travail et des affaires sociales, et M. Terefe Wolde Tsadiq succède à M. Haïle Gabriel Dagne à la tête du ministère de l'éducation.

Le DERG a également nommé onze secrétaires permanents de ministère, parmi lesquels M. Baalu Girma, ancien directeur de l'Agence éthiopienne d'information, nommé secrétaire permanent au ministère de l'information et de l'orientation nationale.

Une vague d'assassinats politiques

D'autre part, la vague d'assassinats politiques en Ethiopie a fait sa vingtième victime en six mois : selon l'Agence éthiopienne d'information (ENA), M. Tsegay Yehualaw, président du Syndicat des travailleurs des transports aériens, a été assassiné jeudi soir à Addis-Abeba par des *« tueurs payés par des contre-révolutionnaires »*.

Un ressortissant britannique attaché à la faculté des sciences d'Addis-Abeba et deux de ses collègues éthiopiens, qui prenaient des photographies à l'extérieur d'une usine située dans la banlieue de la capitale, ont été tués jeudi par des éléments des *« brigades de défense des travailleurs »*.

Deux cent soixante-huit hors-la-loi *« contre-révolutionnaires »* ont été tués et cent trente-deux autres blessés durant la semaine du 28 février au 6 mars, au cours d'opérations menées par la milice populaire et l'armée dans la province du Begemder, au nord de l'Ethiopie, a annoncé vendredi l'Agence éthiopienne d'information.

Selon l'agence, ces opérations ont été lancées à la suite de l'« infiltration » en territoire éthiopien, notamment près de la ville frontière de Metemma, d'éléments « réactionnaires » qui, avec l'aide du Soudan, *« s'apprêtaient à déclencher un complot contre-révolutionnaire »*.

C'est dans cette province du Begemder, frontalière avec le Soudan, que s'est installée l'organisation armée de l'Union démocratique éthiopienne (UDE), mouvement dont le siège est à Londres et qui mène des opérations depuis plusieurs semaines en différents points de la province.

Par ailleurs, dans une interview à l'agence de presse cubaine Prensa latina, citée par l'hebdomadaire *Jeune Afrique* dans son numéro du 18 mars, le lieutenant-colonel Mengistu Haïle Mariam, chef de l'Etat éthiopien, prend vivement à partie le *« gouvernement anticommuniste du Soudan »* et déclare notamment : *« Nous allons établir des accords de coopération avec les Etats socialistes pour mener à bien différents projets qui permettront un développement socio-économique rapide. »*

● *La station de radio Voix de l'Evangile*, installée à Addis-Abeba depuis 1963 et dépendant de la Fédération luthérienne mondiale, a été nationalisée, a annoncé samedi 12 mars la radio éthiopienne. — *(A.F.P.)*

Zaïre

DES OPPOSANTS AU RÉGIME REVENDIQUENT LA RESPONSABILITÉ DES ATTAQUES CONTRE TROIS VILLES DU SUD

Le Front de libération national congolais a revendiqué, vendredi 11 mars, la responsabilité des attaques lancées contre trois villes frontalières zaïroises du Shaba (ex-Katanga). L'opération avait pour but de renverser le régime du président Mobutu Sese Seko, ajoute le Front, dans un communiqué rendu public à Paris.

Fondé en Angola en 1963, le Front regroupe les anciens *« gendarmes katangais »* qui constituaient le fer de lance de l'armée de Moïse Tshombé à l'époque de la sécession de la riche province minière du Zaïre. L'organisation se serait alliée au M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération de l'Angola), au pouvoir à Luanda, et plusieurs milliers d'anciens gendarmes katangais se trouvent en Angola.

De son côté, le président Mobutu a accusé vendredi des *« puissances étrangères »*, qu'il n'a pas désignées, d'être à l'origine de *« l'invasion »* de la province du Shaba. Dans une déclaration que rapporte l'agence Zaïre-Presse, le président zaïrois, évoquant l'attaque lancée mardi contre trois villes de la région minière de Shaba — Dilolo, Kapanga et Kisengi — par *« plusieurs colonnes de mercenaires en provenance de l'Angola »*, se déclare convaincu que *« l'Angola n'est qu'un pion qui ne peut bouger que sur la commande d'un manipulateur »*.

Le général Mobutu s'interroge sur l'identité de *« ce ou ces manipulateurs »* du président Neto, en qui le quotidien zaïrois *Salongo* ne voit vendredi qu'un *« vulgaire pion »* qui a été investi du pouvoir à Luanda par ses *« maîtres à penser après leurs interventions militaires dans la guerre civile en Angola »*.

L'Angola a démenti pour sa part, vendredi, avoir lancé des attaques de mercenaires contre le Zaïre, et déclaré que les informations reçues indiquent que des combats opposent des forces zaïroises entre elles.

● *Huit missionnaires méthodistes américains* ont été placés en état d'arrestation et assignés à résidence par des mercenaires venus d'Angola, qui occupent la ville zaïroise de Kapanga, dans le sud-est du pays, mais on ignore si leurs vies sont en danger, a annoncé, vendredi 11 mars, un porte-parole de l'ambassade américaine à Kinshasa. — *(A.P.)*

République Sud-Africaine

Les journaux unanimes dénoncent un projet de loi sur la presse qui institue des mesures de contrôle draconiennes

De notre correspondante

Johannesburg. — D'un élan unanime, les journaux sud-africains se dressent contre un projet de « loi sur la presse » introduit en première lecture au Parlement vendredi 11 mars. Ce projet institue un code de la presse rigide et astreignant et crée un « conseil » chargé de veiller au respect de ce code.

Les journalistes devront veiller à ne pas *« déformer les faits, exagérer, mal reproduire ou donner un mauvais éclairage, omettre d'autres faits et écrire de façon imprécise »*. *« Titres, sur-titres, légendes de photos ou dessins devront représenter de façon rationnelle les faits mentionnés dans l'article ou dans l'image en question »*, est-il précisé.

Le code impose de séparer l'exposé des faits des commentaires, et demande que ceux-ci soient *« l'honnête expression d'une opinion sans malice ou intention malhonnête »*.

Les directeurs de publication et propriétaires de journaux devront respecter *« les critères de décence et de morale publique des nations et groupes de population de la République, et ne pas porter préjudice à ces mêmes nations et groupes de population, à l'image de la République à l'extérieur, à l'ordre, à la prospérité économique, à la sécurité de l'Etat »*.

Même les publicités seront contrôlées par le conseil de la presse. Toute infraction au code sera sévèrement réprimandée. L'auteur d'un article non conforme (journaliste ou non) devra payer une amende de 1 000 rands (5 800 F) et le propriétaire du journal 10 000 rands (58 000 F). La publication du journal concerné pourra également être suspendue pour une période que le conseil sera habilité à fixer lui-même.

Qui seront les membres de ce conseil omnipotent ? Le président, nommé pour trois ans par le chef de l'Etat, devra être juge, ou juge en retraite. Il sera secondé par trois ou cinq autres membres choisis parmi cinq personnes sélectionnées par le président de la République, et cinq autres présentées par l'Union nationale de la presse, qui regroupe tous les propriétaires de journaux, sauf le quotidien *Citizen*, créé en 1976.

Répondant vendredi après-midi, au Cap, aux questions des journalistes, M. Connie Mulder, ministre de l'intérieur et de l'information, s'est appliqué à rassurer ses interlocuteurs : *« La loi n'affecte pas la liberté de la presse. Au contraire, elle la reconnaît. »*

« Elle a été rédigée à cause d'articles irresponsables et dangereux qui continuent à paraître, malgré de régulières mises en garde du gouvernement », a-t-il précisé, avant d'ajouter que son but était de protéger *« le public contre la déformation des faits et les informations malhonnêtes, et le gouvernement contre une façon de rapporter les informations mettant en danger la sécurité de l'Etat »*.

Le ministre a certifié que la loi ne s'appliquerait pas aux correspondants et cameramen étrangers en Afrique du Sud.

Les deux principaux partis d'opposition, le Progressive Reform Party et l'United Party se sont violemment opposés dès la première lecture — ce qui est inhabituel — au projet de loi. Ils ont rejeté ce qu'ils appellent *« une mesure autoritaire plaçant les journaux sud-africains sous le contrôle de l'Etat, et marquant la fin de la liberté de la presse »*. D'après le quotidien *The Star*, on pouvait entendre sur les bancs de l'opposition des mots tels que *« nazis »*, pendant que le gouvernement et les députés du National Party défendaient le projet.

Parlementaires de l'U.P. et du P.R.P. et journalistes déplorent de voir *« la presse, dernier bastion de la démocratie en Afrique du Sud, ainsi menacée »*. Tous invoquent l'effet désastreux de cette menace sur les journalistes et ses conséquences sur la crédibilité des journaux.

La S.A.B.C., radio et télévision d'Etat, épargnée par le code, a cependant promis de le respecter. Cette réaction tranche avec le tollé déclenché parmi les autres médias, afrikaners comme anglais, qui voient dans la loi une *« censure par la crainte »*.

La presse afrikans *« reconnaît que certains journaux ont tendance à abuser dans leurs articles »*, mais s'oppose de façon unanime à toute interférence du gouvernement dans la presse. *« Rien de bon ne peut en ressortir »*, explique *Die Beeld*, quotidien nationaliste de tendance libérale. *« Le prix à payer est trop cher »*, commentent, de leur côté, *Die Burger* et *Die Transvaler*, organes du National Party.

« Laissez la presse libre », demande *The Citizen*, quotidien anglophone pro-gouvernemental. *« Cette décision... va être le signal de la fin d'une liberté qui distinguait ce pays des Etats totalitaires »*, dit le *Cape Times* dans son éditorial. Tandis que l'*Argus* s'interroge, dans un article très virulent : *« Comment la presse peut-elle être « contrôlée » et continuer à être appelé libre ? »*

« Nous sommes tous en danger, écrit l'éditorialiste du *Rand Daily Mail*. *Récemment (un journal) se plaignait de déclarations faites par certaines personnes « responsables », selon lesquelles seule une dictature pourrait régler la situation sud-africaine. Notre réaction a été de dire qu'une dictature ne pouvait être possible sans bâillonner la presse. Dans quelques jours, ce sera fait. »*

CHRISTIANE CHOMBEAU.

PROCHE-ORIENT

Israël

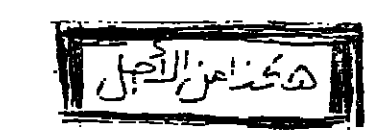
M. RABIN PRÉVOIT UN « DUR ACCROCHAGE DIPLOMATIQUE » AVEC LES ÉTATS-UNIS

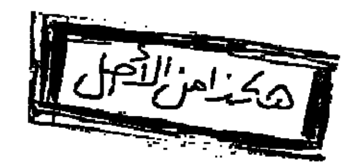
Tel-Aviv *(A.F.P.)*. — L'opinion du président Carter sur les *« frontières définitives »* d'Israël laisse présager un *« dur accrochage diplomatique »* entre les Etats-Unis et l'Etat juif, a déclaré vendredi 11 mars à la presse le premier ministre israélien.

M. Rabin, qui commentait son séjour à Washington, a déclaré que *« les conceptions américaines concernant les frontières n'étaient pas nouvelles »*. *« Les Israéliens qui ont pu croire que les Etats-Unis étaient, dans le passé, ou sont, aujourd'hui, en faveur du maintien d'Israël dans les territoires occupés*, a-t-il dit, *ont vécu dans l'illusion. »*

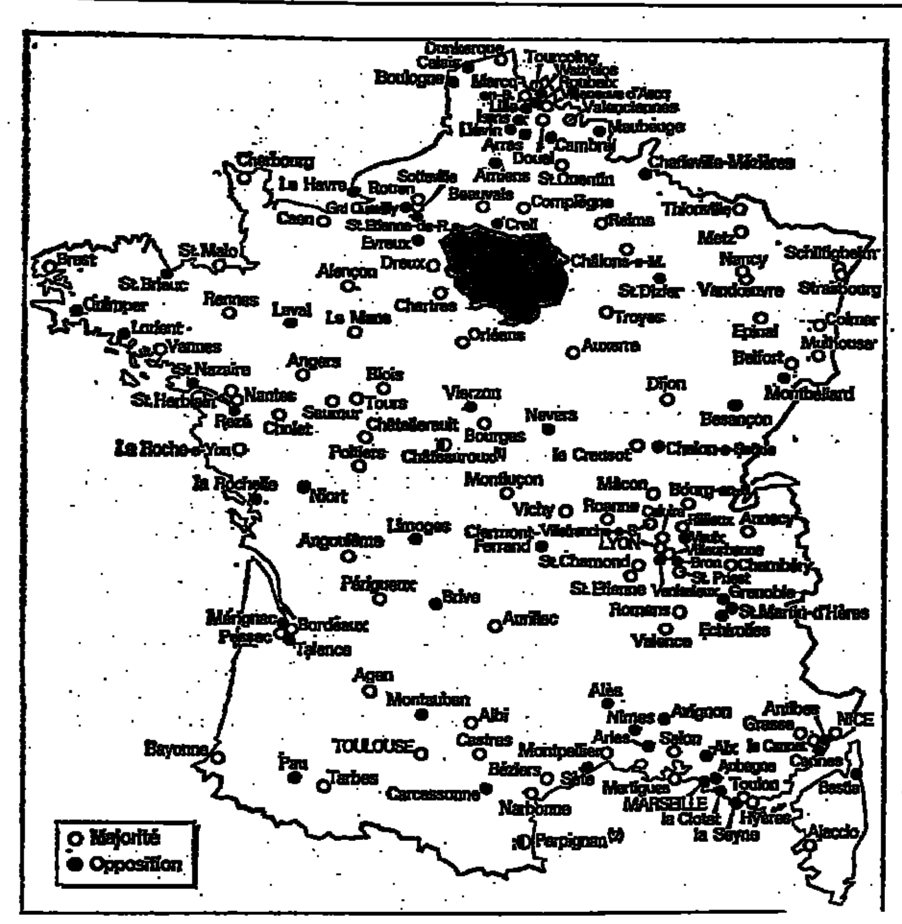
Le chef du gouvernement israélien s'est toutefois déclaré *« satisfait »* de la définition de la paix au Proche-Orient énoncée par le chef de l'exécutif américain, ainsi que de la distinction faite par lui entre *« lignes de défense »* et *« frontières légales »*.

[En accueillant, lundi 7 mars, M. Rabin à la Maison Blanche, le président Carter avait parlé de la nécessité de doter Israël de « frontières défendables ». Il avait, par la suite, précisé sa pensée en établissant une distinction entre les « frontières légales » qui devraient être établies en procédant à des « ajustements mineurs » au profit d'Israël des frontières de 1967, et les « lignes de défense » à déterminer. Selon M. Carter, ces « lignes de défense » n'impliqueraient pas nécessairement la mise en place de troupes israéliennes, mais seraient garanties par la création de zones démilitarisées contrôlées par des contingents internationaux et des procédés électroniques.]





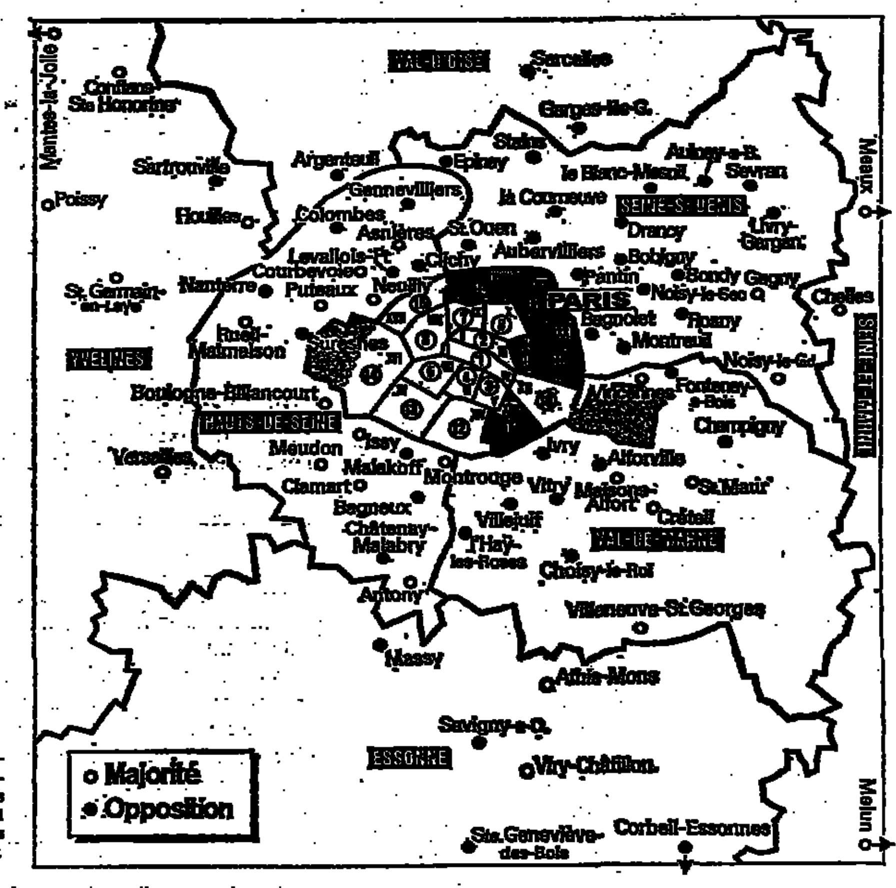
LA RÉPARTITION POLITIQUE DES MUNICIPALITÉS SORTANTES DES VILLES DE PLUS DE TRENTE MILLE HABITANTS



A Châteauroux, M. Bernardet, maire sortant, centre gauche, se voit opposer une liste de la majorité et une liste d'union de la gauche.

A Agen, quatre listes sont en présence dont trois sont conduites par des membres de la municipalité sortante. Le maire, M. Esquirol, divers gauche, affronte outre une liste du P.C.F. et une liste du P.S., une liste de la majorité.

A Perpignan, M. Alduy, maire sortant, qui a quitté le parti socialiste, se voit opposer une liste de la majorité et une liste d'union de la gauche.



A Paris, les cinq secteurs détenus par l'opposition sont indiqués en gris et leurs numéros apparaissent en blanc sur fond noir ; les numéros des secteurs détenus par la majorité sont indiqués dans un cercle.

INSTANTANÉS

Le tourbillon organisé

Comme Rastignac partant à la conquête de la capitale, M. Jacques Chirac a pris depuis quelques semaines les traits d'un paysan de Paris parcourant les dix-huit villages qui composent l'agglomération. Délaissant, pour le moment, sa Corrèze d'élection, l'ancien premier ministre s'est lancé à fond dans la course à la mairie de Paris. Sans doute maintient-il un contact quotidien, mais bref, avec l'état-major du R.P.R. installé au trente-deuxième étage de la tour Montparnasse. Sans doute passe-t-il chaque jour au « P.C. opérationnel » de sa campagne installé rue de Lille, à l'ancien siège de l'U.D.R., pour y recevoir de multiples délégations. Mais c'est sur le terrain que le candidat passe l'essentiel de son temps.

Car M. Chirac veut donner l'impression d'être présent partout, sinon candidat dans tous les secteurs. Et c'est d'ailleurs bien dans le cinquième arrondissement qu'il va le moins souvent, laissant à M. Jean Tibéri, député réélu dès le premier tour en novembre dernier, le soin de faire campagne en son nom. Aprè avoir visité tous les secteurs, tenu cinq conférences de presse dans cinq lieux différents, présidé un meeting de cinq mille personnes, un autre de trois mille, trois ou quatre réunions de mille auditeurs, M. Chirac a estimé que les mille mains, qu'en plus, il serrait chaque jour — selon ses calculs — dans les rues constituaient un score encore insuffisant.

Vers le 1er mars, il a donc décidé de modifier le rythme de sa campagne, à la fois pour l'intensifier et le rendre plus sélective. Il s'est ainsi davantage consacré à une visite systématique de quelques arrondissements soigneusement sélectionnés dans lesquels il pensait que ses chances justifiaient un effort accru. Il a donc passé une journée entière dans le premier et le deuxième secteur, dans les douzième, quatorzième, quinzième, seizième et dix-huitième arrondissements. Dès le matin, il parcourt les marchés, les rues commerçantes, les centres sociaux. Il déjeune sur place en compagnie des candidats de la liste et de quelques journalistes. Il reprend ses visites l'après-midi, rencontre les représentants d'associations et, dans la soirée, ne préside jamais moins de deux réunions.

C'est en parcourant les marchés que M. Chirac prend manifestement le plus de plaisir. Il aime à dire que c'est l'endroit où toutes les couches de la population se retrouvent, puisque « *tout le monde doit bien manger* ».

Il assure que l'accueil qu'il y reçoit est toujours sympathique, mais qu'il est surtout chaleureux dans les quartiers populaires ou de la part des commerçants. Et puis, il y rencontre chaque fois des Corréziens. Ceux-ci constituent, affirme-t-il, plus de 5 % de la population parisienne. Et dans son enthousiasme il annonce à ceux qui se présentent à lui que la tête de liste de l'arrondissement visité sera fait « *Corrézien d'honneur* » s'il est élu. Au marché aux fleurs, entouré d'un groupe de passants et entendant une dame lui dire « *je vous connais* », il a aussitôt demandé « *vous êtes de Corrèze ?* », avant de se rendre compte qu'elle était... martiniquaise. Il lui est arrivé, au hasard des rues, d'acheter ainsi des chaussures, des fleurs, des billets de loterie, qu'il offre aux vendeurs, et de recevoir des requêtes diverses, des lettres et des dons pour la campagne. Un inconnu lui a ainsi remis une grosse enveloppe contenant cinquante-deux chèques qu'il avait collectés auprès de ses amis pour soutenir son action. M. Chirac a invité les journalistes à venir assister, quand ils le voudront, au dépouillement du courrier, à la tour Montparnasse, pour qu'ils constatent le flux des adhésions et des dons... si, dans ce tourbillon, il en a encore le temps.

ANDRÉ PASSERON.

Rue de la Convention comme sur « les planches »

De toute évidence, la charcutière s'était juré de ne pas serrer la main du candidat. Elle le fit quand même, désarmée par l'insistance de cette main tendue au-dessus des saucisses et des pâtés de l'étalage, par cette voix qui disait : « *Bonjour, je suis Michel d'Ornano. Vous ne voulez pas me serrer la main ?* » Par ce sourire aussi, peut-être.

Quel métier ! L'un vous boude, l'autre vous tend un tract de la C.G.T., un troisième vous salue gentiment, mais en ajoutant « *vous savez, on commence à en avoir marre de vous, les candidats* ». C'est tout juste si un quatrième ne vous prend pas pour Chirac : « *Non, à la réflexion, je vous aurais reconnu, même de plus loin.* »

« Où est passée Françoise ? »

Ces sacrés marchés ! Il faut les « *faire* », paraît-il. Ainsi semble en avoir décidé une fois pour toutes quelque code de l'électoralisme parisien. Et tous les candidats les « font ». On se bouscule. On se perd, aussi.

« *Où est passée Françoise ?* » Françoise ? Elle traîne. Ou plutôt, elle assume sa popularité : retenue en arrière par toutes ses admiratrices qui l'ont trouvée après avoir demandé à la cantonade : « *C'est vrai qu'elle est là ?* » Il y en a même eu une qui lui a expliqué : « *Je suis allée vous voir à la mairie du quinzième, mais on m'a dit que vous n'étiez pas encore installée.* » Non, elle n'est pas encore installée. Il paraît même qu'il en est qui voudraient empêcher cette installation...

De-ci, de-là, on fait « comme si » : on achète quelques brioches, une boîte de gâteaux secs. Ou une botte de radis, comme Mme Marie-Thérèse May, colistière centriste. Là, c'est le succès. Parce que croquer des radis sur un marché, le matin à Paris, c'est agréable : il y a du printemps là-dedans. Le ministre « adore ». Les photographes aussi.

« *Je suis Michel d'Ornano.* »

— *Je sais, je sais !* » En voici un, au moins, qui ne fait pas l'indifférent. Il a d'ailleurs une idée derrière la tête : « *Moi, je m'appelle Doublet, mais attention, hein ! je ne suis pas parent avec l'autre.* » Un converti. Qui plus est, au fait des subtilités majoritaires.

Une dame tout sourire et tout émotion s'emmêle un peu, puis dit au ministre : « *Savez-vous que vous nous avez posé des problèmes en partant ?* »

— ... ?

— *En partant de Deauville ! Je suis Deauvillaise.* »

Le choc. L'appel de la Normandie, rue de la Convention. Le Calvados retrouvé « les planches » et le bord de mer dans le quinzième arrondissement. Les effusions : « *Mais il ne faut pas vous inquiéter, voyons ! Vous savez bien qui sera candidat à Deauville ? Vous le savez, n'est-ce pas ? Alors, vous voyez bien que vous aurez encore un bon maire.* »

Heureux Deauvillais qui prêtent un d'Ornano aux Parisiens et qui peuvent s'offrir le luxe de garder l'autre : Mme Anne d'Ornano brigue la succession de son mari à la mairie de la station normande.

Sans y prêter attention, avec ce qu'il faut de « *pardon* » et d' « *excusez-moi* », on vient de croiser, dans la bousculade, une petite troupe de jeunes gens porteurs de papiers : des candidats de la liste d'Union de la gauche qui « faisaient » le marché dans l'autre sens.

On ne les a pas vus.

Pardi, le danger est ailleurs !

NOEL-JEAN BERGEROUX.

UN PIÉTON DE PARIS

Vendredi, à partir de 18 h. 30 et pendant plus d'une heure, M. François Mitterrand a parcouru les rues des deuxième et troisième arrondissements (2e secteur). L'étroite rue Montorgueil et ses étals, les rues Réaumur et de Bretagne jusqu'au Marais et aux Archives nationales. Le premier secrétaire du parti socialiste avait tenu, pour son unique intervention dans la campagne parisienne, à venir appuyer son ami de toujours, M. Georges Dayan, conseiller d'Etat. Il devait, à cette occasion, dialoguer avec les Parisiens.

Au cours de sa brève visite, M. Mitterrand, accompagné notamment par M. Claude Estier, candidat dans le dix-huitième arrondissement, et, un temps, par M. Georges Sarre, candidat dans le onzième, a rencontré des photographes, encore des photographes, quelques journalistes, et un cordon vigilant de militants socialistes qui, dans leur souci de bien faire, empêchaient, à coup sûr, les passants d'accoster le premier secrétaire du P.S.

M. François Mitterrand parvenait, de temps en temps, à rompre, non sans difficulté, ce rempart pour saisir la main d'un commerçant, lequel prenait parfois quelques secondes pour reconnaître ce visage célèbre, abrité sous un chapeau à larges bords.

Au début du périple, rue Montorgueil, M. Mitterrand avait pourtant essayé de jouer le jeu. La cohue est alors rapidement devenue incontrôlable. Une poignée de partisans de M. Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, vendaient leurs journaux à quelques mètres du chef de file des socialistes et lançaient, de temps à autre, des poignées de tracts dans sa direction. Des tracts qui, curieusement, reprenaient les attaques portées par M. Chirac contre M. Sarre lors de leur débat à TF 1 et qui se terminaient par un appel à MM. Dayan et Quin (communiste), également candidats dans ce secteur, les invitant à « désavouer » leurs « amis » du CERES et à ne pas « sombrer à [leur] âge dans le délire révolutionnaire d'étudiants de 68 mal vieillis ».

Placide, à quelques pas de là, un révolutionnaire « officiel » vendait Rouge, *quotidien d'extrême gauche. Un peu plus loin, au coin de la rue Greneta, tandis que M. Mitterrand tentait laborieusement de poursuivre sa progression, des militants communistes avaient installé un stand et distribuaient des tracts, aux titres imprimés en vert, qui proclamaient :* « Pour vraiment voter écologique, votez pour la liste d'union de la gauche. » *Dès qu'ils aperçurent le premier secrétaire du P.S., les militants se mirent à scander :* « Union, action, programme commun. »

Pourtant, le circuit du premier secrétaire avait été minutieusement arrêté. Des camionnettes couvertes d'affiches devaient le suivre et il aurait dû s'arrêter en divers lieux symboliques, aux yeux du P.S., de la mauvaise gestion de la capitale.

Malgré tout, M. Jack Lang a pu montrer à M. Mitterrand les 10 000 mètres carrés des Archives nationales dont il rêve d'ouvrir les cours aux Parisiens privés d'espaces verts et d'aires de jeux. E. M. Dayan a expliqué, devant les chantiers du Marais, que les équipements sociaux et les logements accessibles sont remplacés par des immeubles de haut luxe. Or ces constructions sont réalisées par des sociétés d'économie mixte. « Il est nécessaire que la Ville de Paris contrôle et réoriente ces sociétés vers leur vocation initiale », *a conclu M. Dayan.*

Si l'intervention de M. Mitterrand dans la campagne parisienne avait suscité une telle mobilisation de presse, c'est, bien sûr, en raison de la personnalité du premier secrétaire du P.S. C'est aussi parce que chacun voulait savoir ce que M. Mitterrand dirait éventuellement sur la candidature de M. Georges Sarre à la mairie (car cette initiative du dirigeant du CERES n'avait guère enchanté la direction du parti). Le candidat socialiste à la mairie a-t-il quelque chance de se retrouver dans le fauteuil de maire ? Le premier secrétaire du P.S. a répliqué : « Georges Sarre est mieux placé que moi pour répondre à cette question. J'espère qu'il sera ce candidat. »

THIERRY PFISTER.

M. Chirac n'ouvrira pas de crise après les élections municipales

(Suite de la première page.)

Selon M. Jérôme Monod, M. Chirac « *ne prendra pas la responsabilité de favoriser ou d'ouvrir une crise gouvernementale. Il est tout à fait hors de question que, si les options principales de la majorité sont défendues par le gouvernement comme elles l'ont été jusqu'à présent, il y ait le moindre risque de la part du R.P.R. ou de son président* ».

Que la majorité éprouve le besoin de panser ses plaies après la bataille de Paris, cela paraît naturel. Encore faudra-t-il que les résultats de la consultation à Paris et le comportement des républicains indépendants et du R.P.R. permettent de revenir au *statu quo* jusqu'aux législatives. Même s'il en est ainsi, des problèmes épineux continueront de se poser avec l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, la réforme du F.M.I. (Fonds monétaire international), la place faite à la relance de l'emploi dans le plan Barre et les arbitrages électoraux en vue des législatives. Autant d'occasion, d'ouvrir la crise, puisque le gouvernement a l'intention d'engager sa responsabilité au Parlement dans certains de ces débats.

Les assurances données par les dirigeants du R.P.R. ne sont prises pour argent comptant ni par leurs partenaires de la majorité ni même à l'Elysée. S'il est de bon ton dans l'entourage présidentiel de garder le calme devant l'agitation des municipales, l'éventualité de nouvelles offensives de la part de M. Chirac n'est pas écartée.

Le président de la République est, à court terme, soucieux de protéger le pouvoir de tout flottement découlant des initiatives de son ancien premier ministre. Ce qui importe, à ses yeux, c'est moins les résultats des élections municipales que le comportement de la majorité dans les grands débats à venir. L'éventualité d'un remaniement du gouvernement faisant place à des gaullistes « européens » et détachés de M. Chirac ne serait envisagée que dans cette perspective.

ANDRÉ LAURENS.

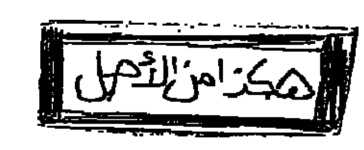
● *M. Jérôme Monod*, secrétaire général du R.P.R., rappelle dans un communiqué que dans, *le 12e arrondissement de Paris, seule la liste d'Union pour Paris conduite par M. Charles Magaud est soutenue par Jacques Chirac. Nul n'a le droit, en dehors de cette liste, de faire état de l'étiquette R.P.R. Il rappelle également que M. André Planchet a été relevé de toutes ses fonctions pour indiscipline* »

M. Planchet conduit la liste sur laquelle figure M. de Bénouville, député apparenté R.P.R., et les candidats soutenus par M. d'Ornano.

● *Le bureau national du S.N.J. FR 3* maintient, dans un communiqué, sa protestation « *contre les méthodes inadmissibles employées lundi 7 et mardi 8 mars derniers à la station régionale de FR 3 Nice-Côte d'Azur par un inspecteur général de la société* (*le Monde* du 2 mars).

« *Ce n'est pas en camouflant le recours à des pratiques antisyndicales, malheureusement fréquentes depuis plusieurs années dans les stations régionales, avant même la disparition de l'O.R.T.F., que la direction de FR 3 convaincra le S.N.J. et les journalistes de ce service public de sa volonté d'assurer « le fonctionnement normal de l'information, en dehors de toute pression.* »

● RECTIFICATIF. — Après l'article sur les candidatures écologiques paru dans notre édition du 9 mars, l'association Vivre à Chambéry nous précise que la liste « Mieux vivre à Chambéry » qu'elle présente n'est pas liée au Mouvement écologique mais « *relève d'un mouvement associatif auquel les préoccupations écologiques ne sont pas étrangères* ».



municipales

M. D'ORNANO DEMANDE A M. CHIRAC DE DÉSAVOUER LES DÉTRACTEURS DE Mme GIROUD

M. Michel d'Ornano a donné, vendredi 11 mars en fin d'après-midi, une conférence de presse au cours de laquelle il a déclaré : *« Je suis indigné par le tour qu'a pris cette campagne, et en particulier par les attaques menées contre Mme Françoise Giroud. De telles manœuvres sont méprisables. Je demande solennellement à Jacques Chirac de désavouer les propos du délégué politique du R.P.R. et les écrits de l'organe de son parti (1) visant une femme qui a été, pendant deux ans, membre de son gouvernement. »*

En réponse à un journaliste, le candidat giscardien a de nouveau précisé sa position sur la question des désistements au sein de la majorité avant le second tour. *« Partout où l'opposition présentera le moindre danger, non seulement mes listes se désisteront mais elles feront campagne pour la liste de la majorité restant en course. Par « liste la mieux placée pour battre l'opposition », j'entends celle qui est arrivée en tête, fût-ce d'une voix ».* M. d'Ornano a ajouté : *« Si la majorité veut retrouver la confiance, il faut qu'elle retrouve une organisation et des moyens de concertation. (...) Je suis toujours disposé à participer à toute délibération réunissant l'ensemble de la majorité. »*

(1) N.D.L.R. — M. Yves Guéna (*le Monde* du 11 mars) et *la Lettre de la Nation* (*le Monde* des 11 et 12 mars).

Mme GIROUD : les méthodes employées contre moi m'effraient.

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, a indiqué vendredi au cours du journal d'Antenne 2 qu'elle avait été reçue par le président de la République à la demande de celui-ci. Elle s'est déclarée *« résolue à ne pas s'indigner »* de la polémique dont elle est l'objet. Elle a déclaré :

« Ce qui m'arrive ne compte pas. Cette affaire me dépasse. Ce qui est grave, vraiment très grave, ce qui m'effraie, ce sont les méthodes employées. Aujourd'hui, elles se tournent contre moi, demain ce sera contre qui ? Quand on se heurtera à un adversaire, on ira chercher dans le passé de celui-ci un détail quelconque et on s'en servira pour l'éliminer. Si on laisse ces mœurs se répandre en France, si on les accepte, si on est assez aveugle pour ne pas voir à quoi elles conduisent, alors oui, j'aurai peur. »

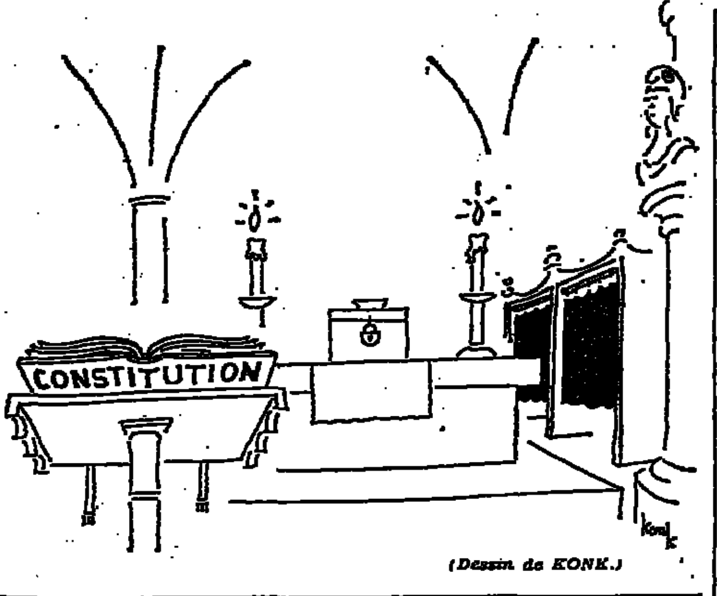
LES INCIDENTS DE LA CAMPAGNE

● *La permanence électorale de M. Norbert Ségard*, secrétaire d'État aux P.T.T. et candidat à la mairie de Lille, a été « *attaquée* » à deux reprises au cours de la nuit du 11 au 12 mars, selon le témoignage des partisans de M. Ségard. Lors d'un premier incident, des pavés ont été lancés contre le local. Plus tard, « *plusieurs dizaines de personnes circulant à bord de camionnettes portant le portrait de M. Pierre Mauroy* » (maire socialiste de Lille) auraient, toujours selon les amis de M. Ségard, brisé des vitres et conspué les occupants du local. Arrivé sur les lieux, M. Ségard a dénoncé le « *climat de haine* » qui a marqué la campagne électorale et a déclaré son intention de porter plainte contre le maire de Lille.

● *Un engin de fabrication artisanale a explosé* au cours de la nuit du 10 au 11 mars devant le domicile de M. Henri Caillavet, sénateur de Lot-et-Garonne (gauche démocratique) à Bourisp (Hautes-Pyrénées), commune dont il est le maire. L'explosion, de faible puissance, n'a fait que peu de dégâts. Quelques vitres ont été brisées. La maison était inoccupée au moment de cet attentat, qui n'a pas été revendiqué.

● *A Draguignan, la fin de la campagne électorale* a été marquée par de multiples incidents. Dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 mars, des coups de feu ont été tirés, vers minuit, boulevard Clemenceau à quelques mètres de la sous-préfecture, par un candidat de la liste Draguignan-Renouveau, qui s'oppose à celle du maire sortant socialiste, M. Soldani, et à celle présentée par le parti communiste. Des plaintes ont été déposées pour menaces de mort à main armée. — *(Corresp.)*

● *A la requête de M. Jacques Carat*, maire de Cachan, sénateur (P.S.), le premier vice-président du tribunal civil de Paris a ordonné en référé, le 11 mars, la saisie immédiate d'un tract intitulé « Vivre à Cachan » et qui prétendait que le budget de 1976 accusait un déficit. « *Affirmation inexacte* », a constaté le magistrat au vu des documents produits par le maire sortant.



(Dessin de KONK.)

LA POLÉMIQUE ENTRE LE R.P.R. ET LE CERES

M. Chirac répond à M. Motchane

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du parti socialiste, animateur du CERES (minorité du P.S.), a reproché à M. Jacques Chirac d'avoir utilisé un faux lors du débat qui l'a opposé à M. Sarre sur TF 1 (le Monde du 10 et du 12 mars). Le président du R.P.R. nous a adressé en réponse la lettre suivante :

J'ai cité cinq textes de *Repères* (revue du CERES) et de *la Volonté socialiste* (bulletin de cette tendance). J'avais les photocopies des articles. J'ai dit, par ces citations :

1) Que le CERES considérait les municipales comme des points d'appui de la lutte contre le pouvoir ;

2) Qu'il était utile de présenter des budgets en déséquilibre ;

3) Qu'il fallait transformer le *Bulletin d'informations municipales* en journal expliquant la politique du parti ;

4) Que les municipalités devaient être contrôlées par le parti ;

5) Qu'il fallait utiliser les mairies comme embryon d'un pouvoir révolutionnaire.

M. Motchane ne met en cause que la citation se rapportant au point 5. Il n'a donc rien à dire sur les quatre premiers.

En ce qui concerne la cinquième, étant donné le peu de temps, je n'ai donné qu'une phrase dont le sens est rigoureusement le même que celui de l'ensemble. M. Motchane, d'ailleurs, ne donne pas la citation complète, proposant en exemple la municipalité de Bologne, la plus ancienne municipalité communiste d'Italie, ce qui n'étonne pas, s'agissant d'un texte du CERES.

Quant à M. Motchane, qui a écrit dans son livre *Clefs pour le socialisme*, préfacé par M. Jean-Pierre Chevènement, « Il n'est pas sérieux de penser que le socialisme pourra éviter indéfiniment un *affrontement armé* », il devrait être plus *modéré dans* son langage.

VIE NOUVELLE APPELLE A VOTER POUR LA GAUCHE

Vie nouvelle, mouvement chrétien d'éducation populaire (73, rue Sainte-Anne, 75002 Paris) ne se satisfait pas des commissions d'amendement prévues par le nouveau statut de Paris dans la mesure « où les membres en seront désignés par le Conseil de Paris et non par les habitants des quartiers ». Les membres parisiens de Vie nouvelle ajoutent :

« Ces commissions devraient être une représentation des associations locales, leurs rôle consistant à :

» — Informer les élus des besoins des quartiers ;

» — Participer aux choix et aux décisions ;

» — Contrôle en permanence l'action des élus.

» Pour exercer leur pouvoir, ces associations ont droit à des locaux, des moyens d'information et de diffusion fournis par la collectivité.

» *Les candidats de droite font de* nombreuses déclarations favorables aux associations et au contrôle des habitants sur la vie des quartiers. Cependant, chacun voit que leur pratique pendant leur mandat municipal a été à l'inverse de ces déclarations.

» Pour un réel pouvoir local, nous appelons les Parisiens à voter pour les candidats de gauche sans pour autant qu'ils abandonnent pour six ans leur responsabilité de citoyens. »

● *M. Georges Sarre* (P.S.) a indiqué vendredi 11 mars que le montant de ses dépenses pour la campagne électorale s'élèverait à 645.000 fracns.

Ces dépenses ont été financées, a expliqué M. Sarre, par une souscription et des dons personnels à concurrence de 80 000 francs, et par les cotisations des militants et des élus au Conseil de Paris pour 205 000 francs.

M. Georges Sarre s'est, d'autre part, étonné que les décrets d'application de la loi du 31 décembre 1975 portant réforme du statut de Paris n'aient pas encore été promulgués. « *A quinze jours de l'installation du maire, la plus totale incertitude règne à la fois quant à l'étendue de ces pouvoirs et quant aux moyens en personnels dont il disposera* », a-t-il fait remarquer.

Enfin, M. Georges Sarre nous prie de préciser, à propos de l'article intitulé « La majorité dépense dix fois plus que la gauche à Paris » (*le Monde* du 10 mars), que le car acheté par le P.S. a coûté 3 000 F seulement. La fédération de Paris du P.S. reconnaît cependant qu'avec les aménagements, l'assurance et la paie du chauffeur, le car revient bien à 40 000 F pour la durée de la campagne, comme nous l'avions indiqué.

● *Le P.S.U.* a proposé, vendredi, dans une conférence de presse, le regroupement en un service public unique de tous les transports de la région parisienne. Le P.S.U. (fédération de Paris) souligne aussi l'aspect dangereux de l'attitude des écologistes, qui mettent « la droite et la gauche dans le même sac ».

● *L'Association nationale d'aide à la réadaptation* met à la disposition des handicapés habitant Paris un service d'information sur les opérations de vote par procuration et de transport jusqu'aux bureaux de vote.

M. Fiszbin : l'apparence d'un désaccord dans la majorité

M. Henri Fiszbin, candidat communiste à la mairie de Paris, a dressé le bilan, vendredi 11 mars au cours d'une conférence de presse, de la campagne pour le premier tour des élections municipales dans la capitale. Estimant que *« quatre constatations peuvent être faites »* il a déclaré :

« La première de ces constatations est que les diverses composantes de la droite, en dépit d'efforts colossaux, n'ont pas réussi à maintenir l'apparence d'un désaccord politique entre les candidats de la majorité à Paris. Leur manœuvre n'a pas réussi. Aujourd'hui, les choses sont claires : nul ne peut douter que MM. Chirac et d'Ornano sont d'accord sur la politique de MM Giscard d'Estaing et Barre, sur leur plan d'austérité et de chômage. (...) En second lieu, les retrouvailles entre les faux frères ennemis ont été encore plus rapides que nous ne l'avions envisagé. Nous avions pris le pari qu'ils se réconcilieraient au soir du premier tour. Ils n'ont même pas attendu le premier tour pour en arriver là : dès maintenant, chacun sait que les désistements seront réciproques. (...) Troisième constatation : la crédibilité du pluralisme proposé par M. Giscard d'Estaing comme seul moyen d'éviter l'échec de la majorité s'en trouve naturellement réduite. (...) Enfin, c'est la gauche qui tire sa force de son pluralisme et de son union. »

M. Fiszbin a assuré : *« La gauche saura rester unie, si elle l'emporte, pour la désignation du maire et pour l'application du contrat municipal. Il n'y aura ni rivalité, ni affrontement, ni hésitation. Les électeurs savent que ce sont eux qui diront qui doit être porté à la direction de la municipalité. Leur volonté sera fidèlement respectée. »*

M. Henri Fiszbin a déclaré vendredi soir à France-Inter :

« En fonction même des listes qui auront été élues, les groupes de gauche auront une composition qui permettra de savoir lequel de ces groupes a la responsabilité de désigner celui qui deviendra le candidat commun de toute la gauche. Ce sera Georges Sarre si c'est au groupe socialiste que revient cette responsabilité, et je serai ce candidat si c'est au groupe communiste. (...) Si les Parisiens ont peur d'avoir un maire de gauche, si une majorité de Parisiens a peur d'avoir un maire de gauche, communiste ou socialiste, eh bien ! il n'y aura pas de majorité de gauche, c'est évident. Nous ne disons pas : la victoire de la gauche est acquise. Nous avons au contraire conscience de l'importance du progrès à accomplir. Cela étant dit, il faut tempérer l'affirmation suivant laquelle les Parisiens ont peur d'un communiste. Ils ont élu sept députés communistes, les Parisiens, et ce n'est pas le parti communiste qui a désigné ces députés : ce sont les électeurs. »

BIBLIOGRAPHIE

LES COMMUNES ET LA VIE MUNICIPALE

Claire, égayée d'une agréable illustration, facile à consulter, la petite brochure *les Communes et la Vie municipale*, que vient d'éditer *la Documentation française*, est aussi complète et exacte. Elle met à la portée de tous les rouages et les mécanismes de la commune, explique les pouvoirs et les responsabilités du maire et de son conseil, le budget, la gestion des services publics, la coopération intercommunale de façon vivante et documentée.

Un exemple : les maires sont en majorité, entend-on dire souvent, des notables locaux. Faux : si les « notables » sont hommes de loi, médecins, industriels ou membres des professions libérales, ils ne représentent que 10 % des maires, 3 347 en tout. Alors beaucoup de maires sont des enseignants ? Faux encore : instituteurs et professeurs occupent *moins de 5 % des postes de maires*, ils ne sont que 1 524. Les agriculteurs — propriétaires exploitants, métayers, ouvriers agricoles — dirigent l'administration municipale de près d'une commune sur deux : 17 279 sur 33 405 communes rurales. Et le nombre des femmes-maires, assure-t-on encore, ne cesse d'augmenter. Vrai, cette fois, mais il ne progresse que bien lentement : 677 en 1971 contre 300 en 1953.

Une foule de renseignements, de précisions de toutes sortes font de cette aimable brochure un excellent outil de travail et une bonne base d'information pour les écoliers comme pour les citoyens, à commencer par les quelque 400 000 conseillers municipaux qui vont être élus dans les 36 342 communes françaises.

★ *Les Communes et la Vie municipale*, par Marie-Claude Serres. La Documentation française, 96 p., 6 F.



CORRESPONDANCE

Le secret du vote

Un de nos abonnés, paralysé, vivant seul dans un petit village de l'Aisne, nous explique qu'il ne pourra voter en raison de la suppression du vote par correspondance :

« Le vote par procuration exige un certificat médical, la visite de la gendarmerie qui vient à domicile faire remplir une procuration qui doit être donnée à une personne habitant la commune.

» C'est à propos de ce dernier point que je m'indigne : le secret du vote n'existe plus pour les grands handicapés, les vieillards des maisons de retraite et tous les malades en général ne pouvant se déplacer. Ces catégories de personnes doivent confier leur intention de vote à un tiers en espérant que celui-ci gardera le secret du vote et votera suivant le désir du mandant, ce qui est incontrôlable.

» Le secret du vote électoral étant un élément essentiel de la démocratie, je me refuse à dire à un tiers comment je désire voter. Je ne voterai donc pas aux prochaines élections, et si la loi n'est pas changée d'ici 1978, je ne voterai pas non plus aux élections législatives. Je sais que ce sera le cas de nombreux handicapés et vieillards (plusieurs millions). »

Le droit de vote des prisonniers

A propos de la présentation dans le dix-huitième arrondissement, d'une liste constituée à l'initiative du comité d'action des prisonniers (le Monde daté 6-7 mars), nous avons reçu de M. Rosenczveig, membre du bureau du syndicat de la magistrature, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

Les candidats [*de cette liste*] ne recueilleront pas beaucoup de suffrages de la part de ceux qui sont en prison.

Une loi du 31 décembre 1975 a accordé le droit de vote à toutes les personnes placées en détention provisoire et à tous les détenus purgeant une peine n'entraînant pas une incapacité électorale, mais il ne semble pas que le ministère de la justice ait pris les dispositions nécessaires pour permettre l'exercice de ce droit.

Quelle information a été faite dans les établissements pénitentiaires à propos de l'inscription sur les listes électorales ? (...)

Plus grave est l'absence d'information sur la possibilité de voter et sur les formalités à remplir pour voter par procuration. (...)

Aucune disposition n'a été prise pour que les électeurs détenus reçoivent la propagande électorale comme ils en ont le droit. (...)

Encore une fois, on s'aperçoit que l'administration n'a pas rempli une obligation imposée par la loi. (...) Parmi les condamnés, le nombre de ceux qui ne sont pas frappés d'une incapacité électorale doit être assez limité (quelques centaines) en revanche, parmi les détenus provisoires — *considérés comme innocents*, — ils sont douze mille, combien ne pourront voter dimanche prochain, simplement parce que l'administration ne l'a pas prévu ? Ou pas voulu ?

Il n'y a pas de vote juif

M. Elie Arié, cardiologue, nous écrit, au sujet de la recherche des voix juives par les candidats et de l'écho qui en a été donné dans notre journal :

Il n'y a pas et il n'y aura jamais de « vote juif », sauf pour une petite minorité pour laquelle Israël est la grande affaire de leur vie (position parfaitement légitime, répétons-le, mais en contradiction totale avec celle de tous ceux dont ils se sont proclamés les porte-parole) ; la majorité des 30 % de juifs ouvriers votera sans doute à gauche, comme la majorité des ouvriers non juifs; et, à l'inverse, quelles que soient les déclarations pro-israéliennes de M. Marchais, il devra se faire une raison : il est peu probable que M. de Rothschild vote pour le programme commun et ses nationalisations.

Il y a enfin plus grave, et j'invite les stratèges électoraux à méditer sur ce point. Qu'ils se sentent et se veuillent juifs ou non, la grande majorité des électeurs juifs n'apprécient guère que l'on s'adresse à eux en tant que « juifs avant tout ». Il est connu que sionisme et antisémitisme postulent en commun que les juifs sont des gens différents des autres, qui doivent vivre ailleurs. Mais l'immense majorité des juifs, qui se sentent français avant tout, ressentent fort mal que les candidats les sollicitent en tant que juifs. Nombreux sont ceux chez qui cela déclenche une réaction d'allergie et de rejet.

● *Le cercle Bernard Lazare* (17, rue de la Victoire, 75009 Paris) met en garde les électeurs juifs contre les « *comités juifs* » qui se constituent pour défendre telle ou telle liste électorale. « *Ces comités*, déclare-t-il, *s'attachent à calomnier les forces de gauche, et plus particulièrement les dirigeants socialistes, y compris le secrétaire national du parti socialiste, François Mitterrand. (...) qui a eu le courage de défendre le droit à l'existence de l'État d'Israël devant ses interlocuteurs arabes. (...) Nous mettons les électeurs juifs en garde contre les promesses fallacieuses de ceux qui, après les élections, ont renié leurs engagements.* »

DÉFENSE

Une certaine idée de l'armée

II. — Service national et dissuasion nucléaire

par ALAIN BLOCH (*)

Une défense ne se conçoit qu'en fonction d'une menace. De cette évidence qui n'est pas reconnue naissent les incohérences de notre politique de défense (« le Monde » du 12 mars).

De quoi a-t-on peur lorsque l'on proclame que la France n'a pas d'ennemis ? *« La France n'est pas la Suisse »*, disait pourtant le général de Gaulle. Ou bien, pour retourner le problème, pense-t-on réellement que les douze mille chars stationnés à cinq heures de route de Strasbourg sont là pour agrémenter le paysage ?

On nous rétorquera, bien sûr, les inévitables arguments politico-économiques visant à sauvegarder les « bonnes relations » franco-soviétiques. Posons alors une autre question : qu'est-ce que l'indépendance d'un pays qui ne peut même pas murmurer les craintes qu'il éprouve à l'égard d'un de ses voisins ? La France serait-elle déjà « finlandisée » ? Penset-on à ce point que l'U.R.S.S. nous fasse une telle faveur en réalisant les accords commerciaux que nous passons avec elle ?

Nous sommes, en fait, engagés dans une partie de poker tragi-comique dont l'enjeu est notre liberté et dans laquelle nous ne sommes certainement pas, les accords d'Helsinki le prouvent avec éclat, les plus rusés !

La peur de la vérité

On parle pudiquement dans les états-majors de « l'ennemi conventionnel », sans être dupe heureusement. Mais l'opinion publique, elle, est dupe et particulièrement la jeunesse : comment pourrait-il en être autrement quand on lui rabâche que la France n'a pas d'ennemis ? Et comment imagine-t-on dans un tel « environnement » que les jeunes Français puissent éprouver le sentiment de la nécessité d'une défense ? La sécurisation intensive, délibérée de l'opinion publique est, dans ce domaine comme dans d'autres, criminelle, et c'est avoir une bien piètre idée de la démocratie que d'avoir peur à ce point de la vérité.

Une fois la menace clairement définie et exposée objectivement aux intéressés, le problème de la défense réside dans la définition des outils dont on dispose pour y faire face.

Or, là encore, une évidence semble avoir été oubliée : la défense d'une collectivité passe inévitablement par l'acceptation du sacrifice d'une minorité. Il est pour le moins peu concevable que la jeunesse, dans son ensemble, accepte de se sacrifier pour son pays qu'elle ne sent pas menacé : elle accepte déjà bien mal de sacrifier une courte année à son service.

Peu nombreux sont les partis ou les hommes politiques à avoir pris conscience de façon réaliste de ce problème. Car une de ses implications est claire : le service militaire *ipso facto* est inopérant. La France ne peut s'appuyer pour sa défense — au moins dans sa part la plus active — que sur un nombre restreint d'individus, volontaires, conscients de leur responsabilité et qui auront la place qui leur revient dans l'Etat et la nation.

Etant limité dans le choix de l'outil, quelle politique adopter ? Tout d'abord on peut être conduit à penser qu'il n'y a pas de solution à l'échelle nationale et se tourner vers l'Europe. Ce constat, grave, impose alors de raisonner l'Europe en termes de vie ou de mort et, en particulier, le fait d'y abandonner une parcelle de souveraineté devient dès lors assez accessoire. Toutefois, lorsque l'on envisage les difficultés auxquelles se heurte l'Europe à ce jour, on est pour le moins pris d'un doute.

Peut-être un certain nombre de contestations de cet ordre ont-elles conduit le général de Gaulle à mettre en chantier la politique française de dissuasion dont l'équation est aujourd'hui bien connue et ancienne : montrer la force pour ne pas avoir à s'en servir ou, d'une façon plus moderne, faire courir à l'adversaire des risques démesurés par rapport à l'enjeu représenté. Formidable pari dont l'enjeu véritable est en fait devenu la crédibilité de la volonté de défense du peuple menacé ou au moins de ses dirigeants et quelle volonté puisqu'elle doit pouvoir conduire au suicide collectif !

C'est de cette ambiguïté — un pays eût-il accepter de se « suicider » sans avoir « tenté sa chance » sur le champ de bataille — qu'est né ce qui, à notre sens, n'est qu'une grave confusion : la théorie de la « réponse flexible » et de l'escalade. En effet, cette théorie était probablement assez bien adaptée aux armées des Super-Grands qui l'ont mise au point, mais qu'en est-il résulté pour la France : elle a donné naissance au concept d'emploi de notre « corps de bataille » en voie de restructuration, dont le moins qu'on puisse en dire est qu'il n'est pas très « net » !

Tantôt prévu pour tester la volonté adverse, tantôt destiné à prouver la nôtre, tantôt à donner un coup obligeant l'adversaire à restructurer son dispositif offensif en profondeur, tantôt même à « donner des délais au gouvernement » (sic) ! Qui accepterait aujourd'hui de se faire tuer pour que le gouvernement ait le temps de s'enterrer à Taverny ?

D'où vient cet état de fait qui semble assez incohérent ? On prête au général de Gaulle cette boutade : *« La défense de la France, c'est la bombe et quelques gendarmes. »* Au niveau de la dissuasion, c'est-à-dire de la non-bataille, cette boutade recouvre en fait l'évidence et l'on peut penser que la crédibilité d'une riposte massive est largement entamée dès lors que l'on accepte d'engager le fer avec l'adversaire : comme l'a si remarquablement démontré Clausewitz, le fer une fois engagé, le seul but est de tuer l'adversaire.

N'oublions pas que les Soviétiques et leurs alliés sont des régimes totalitaires, donc fort peu soumis à la pression démocratique de leur opinion publique sous-informée et souvenons-nous du printemps de Prague. Dès lors, il est permis de penser que si le Pacte de Varsovie prend le risque, énorme aujourd'hui, de franchir le rideau de fer, c'est après avoir pesé longuement les risques et que ce ne sont pas les quelques divisions françaises qui les feront reculer par le simple fait de leur engagement, appuyé ou non par le feu nucléaire tactique.

Alors, pourquoi un corps de bataille ou plutôt pourquoi un corps de bataille sous sa forme et avec sa doctrine actuelles ? Probablement, et il ne faut pas se le masquer, parce qu'il fallait bien employer les effectifs de l'Algérie ! A aucun moment, en effet, la situation économique de notre pays n'a véritablement permis d'absorber un tel surplus de main-d'œuvre sur le marché du travail. D'où une doctrine d'emploi bâtie *a posteriori*, de ce fait insuffisante, et sous-jacent, ce sentiment du « trop ou trop peu » qui s'impose concernant le volume de nos forces.

Car si la dissuasion, seule, supporte comme nous l'avons dit *« la bombe et quelques gendarmes »*, il n'en reste pas moins qu'il faut bien admettre que la défense à proprement parler n'est pas assurée dans ce cas de figure : une fois perdu le pari-dissuasion, engagement-test de notre corps de bataille compris, il nous reste en effet... le suicide ! Ce pari est-il responsable ? Certains répondront que pour un pays de la taille de la France, il n'existe pas d'autre solution.

« L'imagination au pouvoir »

A ce stade de notre réflexion, il convient d'examiner l'argument suivant : se donner les armes d'une victoire militaire contre un adversaire potentiel, c'est aller à l'encontre de la dissuasion puisque c'est admettre l'éventualité de son échec. Cet argument, intuitivement exact, semble amener à la conclusion suivante : se donner les armes de la victoire, c'est se priver des bénéfices de la dissuasion et donc les deux choses sont contradictoires.

Qu'en est-il ? Incontestablement, dans un premier temps, il nous paraît que la force nucléaire reste déjà la condition indispensable pour éviter tout chantage international comme ceux que la France a subis lors de l'intervention de Suez. Par ailleurs, elle demeure la seule et indispensable garantie réelle par la menace qu'elle représente contre une attaque ultra-rapide et par surprise du type printemps de Prague qui nous laisserait sans autre réaction.

Alors, est-il financièrement et techniquement possible à la France de se donner, en complément de sa force de dissuasion, les moyens de vaincre un corps de bataille qui lui serait dix fois supérieur en nombre et cela sans recourir à la conscription, devenue inadaptée ? Voilà le problème posé comme, nous semble-t-il, il devrait l'être depuis de nombreuses années.

Bien évidemment la réponse qui semble s'imposer à l'esprit est négative. Et pourtant il semble qu'il ne faille pas aller si vite en besogne. Ne serait-ce que pour des raisons historiques : souvenons-nous que le fait d'être à un contre dix n'a pas empêché la victoire de Napoléon. Il a parfaitement illustré le propos de notre précédent article où nous faisions nôtre pour l'institution militaire le slogan *« l'imagination au pouvoir »*. Dans son cas, bien sûr, l'imagination était fortement teintée de génie et d'abord celui de ne pas se placer sur le terrain de son adversaire, d'adopter une tactique révolutionnaire par rapport à la sienne. Nous aurions beaucoup à méditer de cet exemple, car le concept d'emploi de nos forces classiques ne fait bien souvent que calquer avec plus ou moins de bonheur celui des forces qui pourraient être opposées.

Une milice suisse

Par ailleurs, si l'on veut se passer des « gros bataillons » qu'autorise la conscription, seule la médiation technicienne peut permettre la mobilité extrême de la puissance de feu indispensable pour repousser une attaque massive. Des solutions révolutionnaires, comme celle, par exemple, de l'emploi intensif du feu nucléaire tactique subkilotonnique (1) héliporté pourraient être de nature à remplir cette mission. Ce type de solution, mise en œuvre nécessairement par des spécialistes, pourrait ne pas être exclusive d'une formule populaire de défense en surface du territoire articulé autour de la gendarmerie, et où chaque citoyen continuerait à participer à la bataille, d'une façon décentralisée et après avoir reçu une très courte instruction, dispensée dès le temps de paix à l'échelon local. Cette « milice » à la manière suisse aurait, par ailleurs, l'avantage de lever l'objection politique à la constitution d'une armée de volontaires.

Le but de ces quelques lignes n'est pas d'entrer dans le détail technique des solutions : l'essentiel est d'être convaincu, comme l'auteur, qu'elles existent. A condition, encore une fois, de faire résolument preuve d'imagination et de mener là, comme dans d'autres domaines, une recherche fondamentale à laquelle il convient de donner les moyens d'aboutir.

On le voit, ces questions sont faites de problèmes simples : encore faut-il les poser en termes clairs, ordonnés et objectifs. Les réformes qui, nécessairement, en résultent sont, elles, profondes et complexes. Elles risquent de heurter par leur aspect révolutionnaire une partie de l'opinion publique comme une partie de l'armée. La défense du pays, comme plus tard celle de l'Europe, passe pourtant par ce chemin : dans ce domaine tout particulièrement, la démocratie n'est pas la recherche démagogique de la popularité, mais celle objective de la vérité, qui seule, à terme, entraîne l'adhésion de tous et conditionne notre salut.

(*) Lieutenant d'artillerie (active).

(1) Les armes subkilotonniques sont des armes nucléaires dont la puissance est inférieure à une kilotonne, soit l'équivalent de 1 000 tonnes de tinitrotoluène, l'explosif classique de la seconde guerre mondiale. La bombe atomique d'Hiroshima avait une énergie voisine de 20 kilotonnes. — (N.D.L.R.)

A L'ÉCOLE DES OFFICIERS DE MELUN

M. Giscard d'Estaing : le gouvernement donnera à la gendarmerie les moyens de continuer à remplir ses missions

M. Valéry Giscard d'Estaing a visité, vendredi 11 mars à Melun, l'école des officiers de la gendarmerie nationale. Il a inspecté, notamment, le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, auquel il devait rendre hommage quelques instants plus tard, dans son allocution, *« pour la réussite exemplaire de ses actions au service de la sécurité des Français, notamment celle de Djibouti l'an dernier »*.

Dans ce discours, dont *le Monde* a reproduit les principaux passages dans ses dernières éditions du 12 mars, le président de la République a mis l'accent sur « l'efficacité » de la gendarmerie, qu'il a attribuée à son « caractère militaire », à sa « polyvalence » et à sa « disponibilité ».

« Ce que je vous demande d'abord, a-t-il dit, *c'est de rester fidèles à vos vertus militaires traditionnelles : la discipline, le dévouement, la loyauté, le sens du service de l'Etat. C'est aussi de continuer à pratiquer votre déontologie rigoureuse : action en uniforme qui exclut toute mission occulte ; non-intrusion dans les querelles politiques ; culte de l'initiative individuelle, (...) permanence du service, garantie de la sécurité publique. »*

M. Giscard d'Estaing a ajouté que trois données nouvelles (*« L'importance des phénomènes migratoires », « La diffusion du milieu criminel », « Le besoin accru de sécurité exprimé par les Français »*) imposent en même temps une « adaptation » de la gendarmerie, à la fois par une *« formation plus poussée »* de son personnel et une évolution de ses structures. Il a précisé : *« La brigade, intégrée au cadre de vie français, doit rester votre cellule de base. L'encadrement doit exercer un commandement dynamique et opérationnel. La mise en place d'unités complémentaires spécialisées doit être poursuivie. »*

Le chef de l'Etat a conclu : *« Le gouvernement donnera à la gendarmerie les moyens de continuer à remplir ses missions au service des populations, de l'Etat et de la loi. »*

Répondant aux questions des journalistes, le président de la République a fait observer que *« toutes les enquêtes montrent qu'au premier rang des préoccupations des Français figure la sécurité »*. Il a indiqué qu'il rendrait *« prochainement »* visite à la police nationale. Interrogé sur les prises d'otages, il a dit : *Je considère qu'il faut prendre des décisions très rapides, et que la règle générale c'est l'intervention. »*

ÉDUCATION

PARIS-III CRIE FAMINE

« Asphyxie budgétaire », « danger pour notre survie »... Après Vincennes, Nanterre, Villetaneuse, l'université de la Sorbonne-Nouvelle (Paris-III) vient, à son tour, de lancer un cri d'alarme : son budget de fonctionnement pour 1976-1977 est en diminution de 11 % (en francs courants) par rapport à celui de l'année précédente, ce qui, d'après les responsables de Paris-III, entraîne une perte réelle de 20 %. La dotation en heures complémentaires d'enseignement a diminué de 30 %.

Pour obtenir une rallonge, les étudiants, les enseignants et les personnels techniques de cette université avaient organisé, mercredi 9 mars, une manifestation en direction du secrétariat d'Etat aux universités. La délégation, conduite par M. Jacques Chouillet, président de Paris-III, n'a pas été reçue.

L'université, malgré ses difficultés, n'envisage pas de fermer. *« Nous nous battrons jusqu'au bout de nos moyens »*, a déclaré M. Chouillet. *« La solution la plus raisonnable*, a-t-il ajouté, *consiste à organiser l'action en collaboration avec les autres universités de la région. »* Déjà, plusieurs présidents d'universités parisiennes envisagent des démarches auprès du préfet de région et du président du conseil régional.

RELIGION

Le cardinal Marty exprime sa solidarité aux paroissiens de Saint-Nicolas-du-Chardonnet

Le cardinal François Marty a adressé une lettre, le 11 mars, aux paroissiens de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, dont l'église est occupée depuis le 27 février par des catholiques traditionalistes. « Beaucoup d'entre vous m'ont écrit, *déclare l'archevêque de Paris.* Vous êtes plus de douze cents à avoir signé une lettre collective. Vous me dites ne pouvoir tolérer que les assemblées dominicales, les catéchismes d'enfants et tous les rassemblements liturgiques de la communauté soient contraints de se dérouler en dehors de votre église. Vous avez raison.

» Je tiens à vous assurer que je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour que les paroissiens de Saint-Nicolas puissent retrouver, le plus rapidement possible, leur lieu de culte. » *Et le cardinal de terminer sa lettre ainsi :* « En vous disant que je suis avec vous de tout cœur, je vous rappelle la belle formule de saint Ignace d'Antioche : « Là où est l'évêque, là est l'Eglise. » *Cette expression de solidarité sera-t-elle suffisante pour empêcher le conflit, où le ton mote de part et d'autre, de tourner en véritable guerre de religion ?*

Une tentative de conciliation

Sur les lieux de l'occupation, l'activité, dans l'après-midi du vendredi 11 mars, se fait intense. Le groupe de fidèles en prière s'est beaucoup amenuisé par rapport à la semaine précédente et l'exposition du Saint-Sacrement a lieu dans une petite chapelle latérale, tandis qu'on fait le ménage autour du maître-autel, en préparation pour la grand-messe cantée en latin selon le rite de saint Pie V, qui marquera, le 13 mars, le troisième dimanche d'occupation de Saint-Nicolas par les traditionalistes.

On ne voit aucun prêtre dans l'église et de petits groupes d'occupants discutent à voix basse ici et là de la stratégie à suivre. Des jeunes du service d'ordre, composé pour l'essentiel de scouts d'Europe, qui se relaient, filtrent discrètement ceux qui pénètrent dans l'église par la porte latérale, seule ouverte à présent, et se promènent beaucoup sous les combles de l'édifice et jusque sur les toits.

Un signal d'alarme retentit soudain, jetant l'effroi parmi les occupants. C'est un dispositif contre le vol — l'église possède, en effet, un Corot et un Bruegel, — qui a été déclenché par erreur. Les nerfs sont à vif.

Devant le presbytère à côté, qu'une mince cloison sépare de l'église, sous une banderole où on lit : *« Non à l'occupation ! »* une jeune fille souriante joue les Cerbère derrière la grille cadenassée. Elle fait partie des volontaires de la paroisse qui gardent le presbytère à tour de rôle, pour empêcher l'occupation de s'étendre davantage.

Les paroissiens de Saint-Nicolas commencent à s'organiser face au vol de « leur » église. Le groupe paroissial des Scouts de France a écrit une lettre aux conseillers municipaux du cinquième arrondissement, ainsi qu'au cardinal Marty, pour se plaindre du fait qu'il se voit privé de ses locaux de réunion. *« Les jeunes que nous représentons*, écrivent les scouts au cardinal, *se sentent agressés, et, sans vouloir répondre à la violence par la violence ni entrer dans un quelconque jeu politique, nous pensons qu'il y a place pour une autre voie. »*

Ils ne sont pas les seuls à chercher une autre voie, pacifique. Des groupes ed paroissiens se réunissent pour examiner les aspects juridiques, humains et théologiques de la situation. D'autres élaborent des textes pour informer l'opinion des enjeux politiques de l'affaire. Un certain nombre de chrétiens dénoncent la non-intervention des autorités publiques pour défendre uen communauté paroissiale et sacerdotale sans défense :

« Où sont les opérations « coup de poing » du ministre de l'intérieur, les déclarations fracassantes sur la sécurité des personnes et des biens dans les lieux privés ou publics ? », demandent-ils.

Ce texte fait état, en outre, d'*« armes blanches aperçues dans les coins sombres de l'église »*. L'abbé Jacques Touvay, vicaire en stage à Saint-Nicolas, qui joue actuellement le rôle d'intermédiaire entre les occupants et le clergé paroissial, nous a confirmé que c'est Mgr Ducaud-Bourget qui lui a dit avoir découvert ces armes, à son grand émoi.

« Il y a trois ans, écrivent encore ces chrétiens, *le député du cinquième* (M. Jean Tiberi, R.P.R.), *au milieu des autres paroissiens de Saint-Nicolas, avait accueilli le Père Bellégo, qui venait d'être nommé curé. N'est-il pas interpellé aujourd'hui un peu plus que les autres paroissiens de ce quartier par cet événement injuste et violent, alors qu'il sollicite un mandat municipal qui devrait consacrer encore davantage sa responsabilités sur le plan local ? »* La seule manifestation de M. Tiberi depuis l'occupation de Saint-Nicolas a été sa présence le dimanche 6 mars à la messe célébrée par l'abbé Bellégo.

« Nous sommes des enfants de chœur »

Un autre groupe de paroissiens demande à qui profite le *« pourrissement »* de la situation à Saint-Nicolas. Les autorités civiles ne veulent rien entreprendre en période électorale, les autorités religieuses se contentent de manifester leur solidarité.

« La peine est grande, écrit ce groupe, *de constater comment est ressentie par l'opinion publique l'attitude réservée de la hiérarchie, qualifiée d'atermoiement. (...) »*

L'équipe de prêtres, elle, cherche surtout à apaiser les esprits, à analyser l'événement à la lumière de l'Evangile et à trouver une solution pacifique au conflit. *« Nous sommes des enfants de chœur devant les techniques éprouvées employées par les occupants*, déclare l'abbé Pierre Bellégo, curé de la paroisse. *Pour moi, cependant, l'appel à la force publique constitue une mesure de dernier recours. Dimanche prochain, nous serons obligés de trouver un autre endroit pour célébrer la messe, puisque nos locaux paroissiaux sont réquisitionnés pour les élections. »*

Alors, quelle issue ? L'abbé Jacques Touvay ne désespère pas. En contact quotidien avec l'abbé Ducaud-Bourget, chef de file des intégristes, il poursuit avec entêtement ses efforts de médiation. *« Une première tentative de conciliation a échoué*, reconnaît-il, *mais une deuxième est en cours entre laïcs traditionalistes et conciliaires. Par ailleurs, un « cahier de propositions » vient d'être ouvert par le clergé de Saint-Nicolas où chacun, des deux bords, pourra s'exprimer librement. »*

La bonne volonté manifestée enfin par les autorités diocésaines pour trouver un compromis acceptable par les deux parties en présence aura-t-elle raison d'un groupe d'irréductibles qui sont vraisemblablement manipulés par des forces qu'ils ne contrôlent plus ? Ou faudra-t-il en venir à l'évacuation par la force... après le deuxième tour des élections... ?

ALAIN WOODROW.

ASILES ?

Jadis, les églises servaient d'asile à ceux que pourchassaient les princes ; aujourd'hui, une église parisienne sert de bastion à des chrétiens levés contre d'autres chrétiens.

Drôles d'asiles, décidément, et drôles d'églises, qui servent à défendre les gens et, au besoin, les aident à se combattre.

La leçon est pourtant claire : la transformation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet en dérisoire asile anti-tout montre que le croyant ne peut pas se mettre facilement à l'abri. Ou bien il s'abandonne à Dieu, ou il est le plus abandonné des hommes.

ROBERT DE MONTVALON.

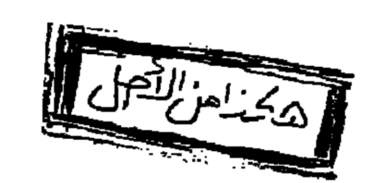
LA VIERGE AU SECOURS DES ÉLECTIONS

« Reine des anges et Reine de France, envoyez en France vos saints anges sous la conduite de saint Michel Archange, protecteur de la France, pour qu'ils guident, et au besoin pour qu'ils contraignent les électeurs dans leur prochain choix, afin que vos cités et vos villages de France ne tombent pas en grand nombre dans les mains de municipalités que vous jugeriez malfaisantes. »

Ce texte a été intercalé par les occupants de Saint-Nicolas dans une vieille prière à la Vierge, pour lui demander « comme reine de France d'intervenir dans les élections municipales ».

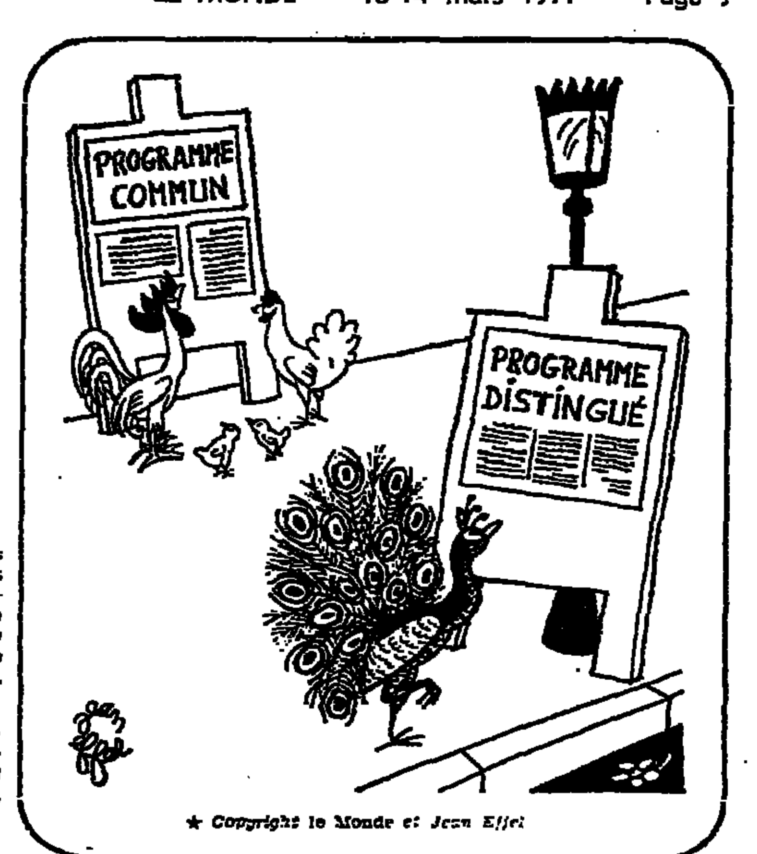
PRESSE

● *Dans l'affaire du « Parisien libéré »*, M. Christian Beullac estime qu'*« il n'y a pas matière à conversation nouvelle »*. C'est la réponse faite vendredi à M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., par le ministre du travail, qui estime que le rapport Mottin était *« un compromis, un bon compromis »*. *« Il n'appartenait pas au médiateur de se substituer à la justice. Le gouvernement ne le peut pas non plus. Les tribunaux décideront*, a-t-il conclu, *puisque la voix de la conciliation n'a pas été entendue. »*





Le Monde aujourd'hui



★ Copyright le Monde et Jean Effel

BRUIT

Quels marteaux pneumatiques ?

MAURICE R... est un écrivain réputé qui a, dans la mouvance « telquellienne », bouleversé l'ordre de la fiction traditionnelle. C'est aussi un musicologue, un passionné de musique d'une ample érudition et doté d'une oreille extrêmement sensible. Tellement sensible qu'un certain soir, ayant soudain envie d'écouter Mozart, il dut fermer ses fenêtres, sous lesquelles, depuis plusieurs jours, des travailleurs — forcément des « émigrés » — s'évertuaient à refaire la chaussée dans le fracas des pelleteuses, des bulldozers et des marteaux pneumatiques.

Mollement affalé au creux d'un fauteuil douillet, un verre à la portée de la main en équilibre instable sur la pile des « services de presse » reçus le matin, les yeux mi-clos, une cigarette aux lèvres, il s'abandonnait déjà à la délicate, à la précieuse musique, lorsque la sonnette retentit, impatiente. Il alla poliment ouvrir. C'était la voisine de l'étage au-dessus qui le foudroya du regard :

« Monsieur, il est tard et vous faites du bruit. Mon mari, qui a le sommeil difficile, ne peut pas dormir. Je vous prie de faire le silence. »

La dame n'osa pas aller jusqu'aux menaces, brandir le spectre du commissaire.

Mon ami, qui est d'un naturel sociable, tenta de faire comprendre qu'il ne fallait pas confondre Mozart avec un orchestre pop crachant des millions de décibels. A bout d'arguments, il évoqua les fameux marteaux pneumatiques, regrettant au passage que les habitants de la rue n'aient pas semblé devoir se révolter contre une agression violente, caractérisée, douloureuse, capable de transformer le « citoyen mouton » en « mouton enragé ».

La dame le fixa droit dans les yeux.

« *Quels marteaux pneumatiques ?* »

ANDRÉ LAUDE.

VU DE BRETAGNE

Les eaux et les rats...

APRES un été tropical, c'est une fin d'hiver amazonienne Je ne reconnais plus les rivières jolies, doucement batifolantes entre les aulnes et les saules : l'Ellé, l'Isole, l'Aven. Les voici, sortant de leur lit, boueuses, impétueuses, gonflées par les milliards de pluies qui ne cessent de battre la Bretagne, toutes pleines d'un orgueil de fleuves en crue. Les petits pays se réveillent les pieds dans l'eau ! Les égoûts dégorgent des flots putrides, et seuls les goélands fiers saluent de cris triomphants l'envahissement de cette mer brune et sans digue...

C'est comme une salissure sur une topographie qui se préparait au sacre du printemps. Que signifient ces cycles détraqués par des paroxysmes tantôt de chaleur, tantôt de pluies ? Des limons noirs traînent sur les bermes pareils à des caïmans morts. Les troupeaux barbottent dans un magma de gadoue. Amateurs de résidences secondaires, méfiez-vous des moulins à vendre !

L'invasion

C'est à la fin de l'hiver qu'il faut les visiter, afin de ne pas aller vers une crue de surprises désagréables... Ah, les biefs qui renoncent et les éclusent qui agonisent ! Ah, les moulins pourris au bout des vallées ! La mélancolie elle-même, dans cette désolation humide, insidieuse, n'a plus ce charme tranquille des hivers tempérés.

Et dans cet assaut de souillures, ce qui une fois encore m'envahit c'est un sentiment d'insécurité. Non que je craigne l'inondation. J'habite les Hauts, dans les grands vents. Les pluies roulent sur mes toits et dégringolent, amicalement, chez les voisins... Non, ce n'est pas ça, c'est pire Non loin, dans un chemin creux, j'ai vu un grouillement de rats. Ils sortaient de partout, roux, queue blanche, et c'était comme si la terre s'était mise à marcher. Une marche immonde. Je me suis souvenu alors de ce qui m'avait été dit : « Méfiez-vous, quand les prés sont inondés, les rats remontent. Ils ne sont pas fous, ils se mettent au sec... » Deux nuits plus tard, il y eut ce bruit étrange dans le grenier, au-dessus de ma chambre, ce bruit qui faisait penser à quelque chose qui tombe sur un plancher, quelque chose qui vient, s'insinue, s'impose...

Les prés alentour sont sous les eaux et je veille, la chatte dans le bureau, une carabine à portée de la main. Mais comme me voilà troublé au moindre froissement de poussière dans les poutres, troublé oui, et même en proie à je ne sais quel malaise... Il y a très longtemps de cela : enfant, je m'étais donné l'audace d'exécuter un rat dans un trou de mur avec une baleine de parapluie. Courage inexplicable et dont je serais bien incapable aujourd'hui car cette espèce m'inspire dégoût, crainte et tremblement. Je la regarde comme l'ennemie la plus obstinée, la plus sournoise, la plus implacable de la belle race des hommes. Non, je ne saurais répéter mon geste meurtrier : une baleine bien acérée dans le ventre gris et mou de la sale bête dégoutante qui se met à crier de toutes ses canines et babines jaunes, impures, rageuses...

Une exécution

Et s'ils se vengeaient demain, les rats, ces grands infernaux, s'ils gagnaient Botzulan, s'ils descendaient le chemin creux : un kilomètre, ce n'est rien pour ces terribles marcheurs...

Voilà pourquoi, sur ces paysages aquarellisés par les pluies, sur ces panoramas fondus, spongieux et lagunaires, sur ce bout de Cornouaille liquéfié pareil à une Zélande de flaques, j'appelle impatiemment la levée d'un grand vent du Nord, sec, impétueux, purificateur.

Alors les belles rivières retourneront à leur lit et les rats conquérants, visqueux et lubriques, à la nuit de leurs labyrinthes, loin de Botzulan, loin de ma vie...

XAVIER GRALL.

CAMPAGNE

La visite de M. le maire

M. LE MAIRE marche d'un pas pesant, écrasant de ses lourds souliers les mottes de terre d'un sentier qui serpente dans le taillis Les G... habitent à l'extrémité du territoire communal une petite ferme isolée où ils vivent tranquillement, au milieu de leurs six vaches et d'une piaillante basse-cour.

En cette sombre matinée d'hiver, M. le maire maudit en grommelant, le jour où il a accepté de siéger au bout de la table drapée d'un tapis vert mité pour présider le conseil municipal. Sa femme a bien raison de lui dire parfois qu'il aurait mieux fait « à c't'heure » de se casser une patte...

Il va à travers champ et aperçoit au loin les toits gris de « La Marotte ». Il ne sait pas trop comment il va présenter l'affaire aux G..., deux braves vieux, très gentils, que tout le monde aime bien au village.

M. le maire donnerait bien 100 francs pour être ailleurs. Tout en pataugeant dans le purin, il se dirige vers la petite porte basse de l'habitation, où il cogne d'un doigt anxieux. »

« Ah ben, par exemple. En v'là une surprise ! »

Le père G... offre un visage tout *plissé par les mille rides que creuse* son sourire :

« Entrez donc, M'sieu le maire... Louise ! Louise ! appelle-t-il, *viens voir, on a de la visite... »*

Et Louise arrive en courant, toute remuée par la nouvelle.

« Asseyez-vous, restez pas debout... »

On l'installe sur une chaise, cependant que Louise frotte énergiquement la table devant lui, du coin de son tablier...

« Vous allez prendre une goutte, hein ? Vous savez, ma prune de 1965, vous en avez bu, avant votre élection... »

Le maire s'agite sur son siège. Il croise et décroise les jambes

« Je passais par là... J'ai pensé : tiens, je vais aller leur dire un petit bonjour. »

Il s'arrête, incapable d'articuler davantage, la glotte coincée...

Les deux vieux s'affairent. Elle, essuie deux petits verres pour chasser quelque poussière absente Lui revient, portant l'eau-de-vie de prune comme le Saint-Sacrement.

« Elle a le chapelet, la gueuse », constate-t-il avec satisfaction en remuant les bulles de l'alcool translucide.

« A votre santé, M'sieu le maire, à celle de tous les vôtres, et qu'ils soient pas plus malades que nous, c'est le seul mal qu'on leur souhaite », souligne poliment le père G... en sirotant avec respect.

Le maire l'imite. Le liquide incendie sa bouche pâteuse. Il se risque, mais sa voix est rauque et sonne faux : *« Et la famille, père G..., comment ça va ? »*

Les deux vieux hochent la tête avec un sourire. Leur famille, elle n'est pas bien nombreuse. Ils n'ont plus que le Claude, leur petit-fils, qui fait son service militaire en Allemagne.

« Il est rudement bien là-bas, le bougre, dit le père G... en tournant son verre entre ses gros doigts. *Il voit du pays, les filles et tout. Vous savez, dans trois mois il aura fini. Il va retrouver la Mauricette, et vous pourrez les marier... »*

« Il nous écrit souvent. On a encore eu une lettre hier matin, ajoute la vieille Louise. *Il se porte comme un charme. »*

Le maire décroise une nouvelle fois ses pieds. Il lui semble qu'il a du papier buvard plein les gencives. Il hasarde prudemment :

« On ne sait pas avec les jeunes. Ils sont tellement exposés On n'est jamais sûr que ça va bien. »

Mais la vieille rit d'aise en brandissant la lettre. Le père G..., lui, a dressé l'oreille. Dans sa tête, ça vient de faire « tilt ». Des souvenirs de 1914 lui reviennent en mémoire, et cette visite inattendue du maire ? Il observe attentivement celui-ci, voit ses mains qui s'agitent, le verre à peine touché, les souliers qui raclent le carrelage. D'un seul coup, il flaire le drame et l'angoisse l'envahit. La salle s'assombrit soudain : *« Il ne serait pas arrivé quelque chose des fois ? »*

D'un geste, le maire répond oui, lentement

« C'est pas trop grave au moins ? »

Mais l'espoir contenu dans la question s'évanouit devant la fixité douloureuse du visage qui lui fait face.

Alors le père G... regarde sa femme qui n'a pas compris encore ce dialogue infirme. Et il annonce doucement : *« Ma pauvre Louise, je crois bien qu'on n'a plus de petit-fils... »*

Devant la stupeur hébétée de la vieille femme, le maire en profite et lâche un affreux détail :

« Mes pauvres amis... Il a été écrasé par un tank au cours d'un exercice. »

Gauchement, il s'approche de la Louise et il l'embrasse. Il serre la main du père G... à la hâte et il s'enfuit comme un malfaiteur avant que n'éclate la crise de larmes et d'imprécations contre ces salauds d'hommes qui ne pensent qu'à la guerre, avant l'explosion de la peine qu'il sent venir. C'est toujours comme ça...

Devant la porte, deux poules se battent. Il les chasse d'un pied rageur. Et M. le maire part sans se retourner. Mais à cet instant précis, il se jure bien qu'il ne sera pas candidat, en 1977, aux municipales...

SERGE GRAFTEAUX.

Au fil de la semaine

SUR TROIS DOCUMENTS

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

UN lecteur du « *Monde* », qui habite la proche banlieue parisienne, reçoit il y a quelques mois, un « avertissement relatif à une *amende pénale fixe* » — *entendez : une contravention.* Motif de l'infraction : « stationnement gênant la circulation ». Montant de l'amende : 300 F. Notre homme se creuse la tête : aucun souvenir d'avoir trouvé sur le pare-brise de sa voiture le fatal *papillon. Il regarde l'avertissement d'un peu plus près, cherche le* lieu exact, la date et l'heure de l'infraction. Celle-ci a été relevée le 1er mai, en face de son lieu de travail. Aucun doute : c'est une erreur. Le 1er mai, il ne travaillait pas et il n'est pas allé rôder, *encore moins stationner,* autour de l'entreprise qui l'emploie.

Fort de son bon droit, il se rend au commissariat de police de la localité où il a été ainsi sanctionné. Contestation, discussion, acquiescement : sa bonne foi est reconnue, c'est entendu, la contra*vention sera annulée. Quelques* semaines passent et, en dépit des promesses, voici la sommation d'avoir à payer. Comme nous sommes en démocratie, ce document, pour comminatoire qu'il soit, n'en comporte pas moins un volet pour les réclamations éventuelles. Le destinataire le remplit consciencieusement, y joint une lettre aussi brève et claire que possible expliquant à nouveau l'affaire et arguant de l'accord qui lui a été donné ; il expédie le tout et oublie l'incident.

Pas longtemps. Avec une rapidité quasi foudroyante, la réponse lui parvient. Elle revêt la forme d'une circulaire photocopiée — la formule doit servir souvent — signée du *commissaire principal* de la ville de banlieue en cause et à en-tête du parquet du tribunal de police de la localité. On y lit ceci : « Vous avez bien voulu nous transmettre l'avertissement ci-joint. Compte tenu des délais très *brefs imposés par les nouveaux textes en vigueur* et des servitudes particulières de la technique électronique, actuellement utilisée en la matière, il est impossible d'en modifier le cours normal. Il vous appartiendra de mettre immédiatement un terme à l'avertissement. *Croyez que je regrette de ne pouvoir vous adresser une réponse* plus favorable, et veuillez recevoir... » En d'autres termes : impossible d'arrêter l'ordinateur. Payez, il n'y a pas d'autre solution.

***

Le second document émane non d'un commissaire de police, fût-il principal, mais d'un plus haut fonctionnaire, un directeur d'administration centrale. Plus exactement du « directeur de la *protection de la nature » — un beau titre, n'est-ce pas ?* — qui signe « Pour le secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et par délégation », le secrétaire d'Etat lui-même *agissant* « par délégation du ministre de la qualité de la vie », rien de moins.

Première surprise : le document dûment paraphé par de si hautes autorités n'est applicable que dans le seul département du Var. Il n'y a donc pas de préfet dans le Var ? Ou alors est-ce une décision si grave qu'elle n'a pu être prise qu'à Paris, sous le couvert de deux membres du gouvernement et du directeur signataire ?

C'est bien le cas en effet. Car il s'agit d'un arrêté ministériel en huit articles, précédés des formules consacrées : « Le ministre de la qualité de la vie, vu les articles 371, 373 et 393 du code... » Après le code, un décret, une convention internationale — du 30 juin 1903, s'il vous plaît ! — un autre arrêté, un avis de commission, une proposition préfectorale sont successivement invoqués. Et l'article 8 et dernier confie, selon le rite, à une foule d'autorités, préfet et maire, gendarmes et policiers, agents de dix administrations et modestes gardes champêtres, *le soin de faire* respecter la loi.

Quelle loi ? Que dit l'arrêté ministériel ? La qualité de la vie, l'environnement, la protection de la nature : inutile de rêver, même si l'écologie est à la mode. L'article 1er stipule sans ambage : « Les petits oiseaux de passage dont la chasse est autorisée sont les suivants : l'alouette des champs, le moineau. » Puis viennent les dispositions restrictives, qui sont légères : on chassera le moineau « à tir, mais au poste seulement » (art. 2). Il peut être « fait usage de sifflets, de miroirs, d'appeaux ainsi que d'oiseaux vivants (non aveuglés) » — admirons l'humanité de la mesure (art. 3). Et cela continue ainsi jusqu'à l'article 6, qui commence bien mais finit mal :

« Pour prévenir la destruction et favoriser le repeuplement des petits oiseaux, les petits oiseaux de passage énumérés à l'article 1er, à *l'exception de l'alouette des champs, ne peuvent être transportés* que jusqu'au domicile des chasseurs. Ils ne peuvent pas être mis en vente, vendus ou achetés. » Traduisons : l'alouette des champs pourra être mangée au restaurant, mais, afin de préserver l'espèce, *les brochettes de moineau ne seront consommées qu'à la maison.*

Alouette, gentille alouette et pauvre moineau, qui ont vu se mobiliser pour leur promettre qu'ils mourront dans les formes et selon les règles le ministre de la qualité de la vie (sic), le secrétaire d'État *à l'environnement (resic) et le directeur de la protection de la nature* (reresic).

***

Après la chasse aux papillons et aux moineaux du Var, voici plus sérieux. Cette fois, c'est le ministre d'État, ministre de l'intérieur, M. Michel Poniatowski, qui signe le troisième document, une circulaire imprimée qui est jointe automatiquement à l'avis de liquidation de sa retraite que reçoit chaque retraité parisien. Il s'agit de le mettre en garde contre les dangers qui guettent les personnes âgées dans les grandes villes, ce qui part d'un bon sentiment. Nul besoin, pourtant, d'être sexagénaire pour trembler à la lecture de cet avertissement.

Le ministre commence par un coup de chapeau à la police : « Monsieur, Madame. C'est le devoir de la police de vous protéger. Elle s'y applique et de nombreux voyous ont été, grâce à son action, arrêtés et déférés à la justice. » Entendez : à la justice, qui les remet trop vite en liberté. Passons. Le retraité, lit-on ensuite, a acquis « le droit à la tranquillité ». Mais voilà : « Des individus recourant aux procédés les plus lâches et les plus insidieux n'hésitent pas à vous agresser pour vous voler l'argent que vous avez légitimement gagné. » Brr... Que faire ?

Les recommandations composent une terrifiante litanie : « Lorsque vous êtes à votre domicile, enfermez-vous ! N'ouvrez pas la porte au premier venu. Si vous recevez un visiteur inconnu, ne le quittez pas des yeux... *Tenez votre porte fermée à clef. Faites placer* un œil magique ou un judas sur la porte d'entrée ainsi qu'une chaîne de sécurité. Ne signez jamais de papiers sans en comprendre parfaitement le sens... Lorsque vous êtes dans la rue, soyez prudent !... Ne sortez jamais seul la nuit tombante... » La série noire continue : sac arraché — « marchez au milieu du trottoir », — rues désertes à éviter, argent qu'il ne faut pas garder avec soi mais placer « à la caisse d'épargne, à la poste, à la banque, chez le percepteur », ne comptez pas vos billets dans la rue, répartissez votre argent dans vos poches et votre sac. Et si vous avez réussi à échapper à tous ces périls, alors : « Vivez tranquilles (ces deux mots en belles majuscules) et n'hésitez jamais à aller voir les policiers pour leur demander conseil, aide et protection. »

Sur le fond, l'initiative du ministre est — hélas ! — justifiée, et on ne peut que l'approuver. Pour la forme, Courteline n'eût pas fait mieux.

***

Trois documents officiels. Le commissaire de police, hors d'état d'arrêter le cours inexorable des poursuites engagées pour une contravention injustifiée, s'en excuse par circulaire. Il faut mobiliser *un ministre, un secrétaire d'Etat et un directeur d'administration* centrale, qui ont mission de défendre la nature, pour fixer la façon légale d'exterminer les moineaux du Var. Le responsable de l'ordre public avertit solennellement les retraités que cet ordre ne peut pas *être vraiment assuré tout en leur souhaitant quand même de « vivre* tranquilles ».

Le président de la République vient de confier à un parlementaire la mission d'examiner les moyens de moderniser, décentraliser, *réformer la société française. Qu'il n'oublie pas qu'il y a les grands* projets, et puis les petites réalités quotidiennes. Et souhaitons-lui bon courage : il a, comme on dit familièrement, du pain sur la planche.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

TIME

Un empire sur lequel le soleil ne se couche pas

« Le soleil s'est couché depuis longtemps sur l'Empire britannique, mais, par Jupiter, partout où il fait jour, on y joue encore au cricket ! raconte le magazine américain *TIME*.

» L'Association internationale de cricket compte six membres : l'Angleterre, l'Australie, l'Inde, le Pakistan, les Antilles et la Nouvelle-Zélande. Un septième, l'Afrique du Sud, en a été exclu en raison de sa politique d'apartheid. (...)

» En Inde, des foules de cinquante mille personnes se pressent pour voir ce que Kipling appelait : « Des idiots en pantalons blancs s'agiter autour des buts. » Il y a eu, ces dernières années, de véritables émeutes quand des spectateurs qui n'avaient pas pu avoir de billets ont tenté d'envahir les terrains. Au Pakistan, le dernier jour des matches importants est congé. Dans les Antilles, toute activité s'arrête. (...)

» Les fanatiques du cricket se retrouvent dans les endroits les plus surprenants : il y a soixante-cinq clubs en Hollande, trente-cinq au Danemark. En Belgique, deux cents « loyalistes » font remonter la création du club de Bruxelles à la veille de Waterloo. (...) En Israël quelque quatre cents immigrants juifs indiens s'entraînent sur la caillasse pour faire partie de l'une des vingt-cinq équipes du pays. Seule concession au climat éprouvant : ils jouent en short. (...) Le plus grand échec historique du cricket reste les Etats-Unis, où il fleurit au temps des treize colonies mais est maintenant confiné à de petites communautés d'immigrants récents sur les côtes est et ouest. »



Vers un (e) chancelier (e) bénévole

« Les hommes, en Allemagne, considèrent qu'il leur revient de diriger les affaires. Soixante-seize pour cent d'entre eux pensent que les femmes doivent être d'abord de bonnes maîtresses de maison, et 65 % attendent d'elles qu'elles soient de bonnes mères.

» Cependant, 94 % des hommes pensent que les femmes pourraient avoir des postes importants dans l'économie, ou même devenir chancelier fédéral, alors que 7 % seulement estiment nécessaire que la femme gagne de l'argent. Les deux tiers des hommes interrogés considèrent que la femme, à commencer par la leur, doit rester sans activité professionnelle jusqu'à la fin de la scolarité de ses enfants, c'est-à-dire pendant environ quinze ans. Enfin, un homme sur deux pense que les travaux domestiques sont de basses besognes auxquelles l'homme ne saurait consacrer son activité essentielle. »

Tel est le résultat d'un sondage en Allemagne fédérale, rapporté par l'hebdomadaire de Hambourg *DER SPIEGEL*.

לאשה

Les désarrois de Miss Israël

Miss Israël, Rina Mor, qui a aussi été élue Miss Univers, a récemment visité le Chili. *« J'étais* — raconte-t-elle dans l'hebdomadaire féminin à grand tirage *LA-ICHA* (Pour la femme) — *l'invitée de la police, la DINA. Un jour, on m'a invitée à un défilé dans un camp militaire. Quand le drapeau israélien a été hissé, on m'a soufflé à l'oreille que seul le président d'Argentine avait eu droit à une telle réception. J'ai pleuré de bonheur. »*

Miss Israël poursuit : *« Ma visite s'est déroulée sous les auspices du ministre de la police, mais les recettes ont été versées à des orphelinats. L'institution qui s'occupe des orphelins s'appelle Golda Meïr. A ma grande surprise, j'ai appris que notre ancien premier ministre est au courant et a même reçu des photos de l'établissement qui porte son nom. »*



Trop d'hommes en Sibérie

Les femmes ont des difficultés pour trouver un mari en Union soviétique, où *« il y a seulement trois hommes à marier pour cinq femmes célibataires »*, rapporte l'hebdomadaire *LITERATOURNAYA GAZETA*.

L'organe de l'Union des écrivains soviétiques estime, selon le recensement de 1970, qu'*« il y a cent soixante-dix femmes en quête de mari pour cent hommes disponibles.*

» En fait, il y aurait suffisamment de fiancés potentiels, mais une mauvaise répartition géographique de la population rend les rencontres difficiles. Certaines régions du nord de l'U.R.S.S. et de la Sibérie ont une population en grande majorité masculine, alors que dans le nord-ouest du pays les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Les femmes qui seraient tentées d'aller chercher fortune dans les régions à majorité masculine n'y trouvent pas d'emplois. »

« Cette situation, estime l'hebdomadaire soviétique, *est le résultat d'une planification étroite et d'une mauvaise estimation du mode de vie de la population. »*

Herald Tribune

La croisade de Parzival

« Il s'appelle Parzival, se dit roi, mais ne porte pas de couronne. Il bat monnaie, ne lève pas d'impôts et voyage à travers le monde sur sa bicyclette. Le message d'espérance qu'il porte est l'espéranto, qu'il considère comme la base de la paix dans le monde », raconte le quotidien américain *INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE*.

« Le roi Parzival, qui déclare que son corps a 34 ans, mais que son âme est beaucoup plus jeune, est arrivé à Bruxelles il y a quelques semaines après une vaine tentative pour rencontrer la reine Juliana des Pays-Bas. La reine a décliné l'offre de Parzival de lui enseigner l'espéranto gratuitement. Le roi pense qu'elle s'est trouvée trop âgée pour apprendre une langue nouvelle. Il estime qu'elle a eu tort. : « Elle fait bien de la bicyclette ! »

» Découragé, mais pas assez pour abandonner sa mission, Parzival est venu fonder à Bruxelles une coopérative d'espéranto. Il donne déjà des leçons gratuites tous les soirs dans une auberge de jeunesse.

» Parzival est né en Suisse (son véritable nom n'a plus d'importance, dit-il). Il a servi deux ans dans l'armée helvétique. Jusqu'à ce que sa demande de faire partie du contingent suisse de la force de paix des Nations unies au Proche-Orient soit rejetée. Il a alors peint son casque en bleu, ce qui lui a valu trois ans de prison. Pour « détérioration de propriété gouvernementale ».

Nouvelle lettre de Téhéran

UNE VILLE SANS MÉMOIRE



PRODIGUE de lumières comme une parvenue se couvre de pierreries, la ville, de loin, paraît refuser la nuit. De près, les avenues sont des déserts blancs et noirs qui n'en finissent jamais, propres et morts. En lettres arabes et latines, bien nets sur plastique ou acier blanc, illuminés de plein fouet, des noms de banques froids et immaculés claquent comme des liasses de billets frais jetés sur le marbre, comme des professions de foi *ex cathedra* : banque Melli, banque Markazi, banque Darius, banque Shahryar, banque Pars, banque Iranshahr, banque Sadèrat, banque Etèbarate, banque Sèpah, banque Sanaye, banque Bazargani, banque de Téhéran, banque, banque, banque...

Les résonances antiques de certains noms ajoutent encore à la puissance moderne de l'argent. De glace et d'aluminium, le veau d'or fait le coin de cent rues. La finance est si bien infiltrée partout que le meilleur endroit pour voir un « *zourrouneh* », carrousel de gymnastique traditionnelle persane et de lutte entre malabars huilés, est aujourd'hui le club sportif d'une grande banque d'Etat !

De jour, la lumière transparente des plateaux d'Asie livre sans détours une cité sérieuse et travailleuse. Dans ses stricts vêtements de confection européenne, la foule ne musarde guère : elle défile, elle passe, elle va quelque part, le torse bombé, la tête droite, à l'image des portraits roboratifs des personnages petits ou grands de la famille impériale. Chez les passants, l'Orient n'est plus que là où on n'a vraiment pas pu l'extirper : dans les yeux embarrassés de cils, dans les boucles assyriennes de chevelures et de barbes noir-bleu, dans la goutte de sang mongol qui fait saillir des pommettes

Les agents de police sont en marine et blanc comme à Paris. Les autobus, quoique vert Islam, sont à impériale comme à Londres. Les programmes des cinémas sont les mêmes qu'à Broadway, pornographie en moins, mélodrames persans, avec viols et vengeance garantis, en plus. Les supermarchés sont comme partout. Et comme ailleurs les prix mordent la queue aux salaires et vice-versa. L'Iran est entré dans le « *cycle infernal* » du développement. Ayant, ou peu sans faut, le même genre de vie que l'Européen, le Téhéranais moyen en a désormais les mêmes soucis.

IL y a quelques années (1), la capitale iranienne, enthousiaste et étonnée, regardait s'accomplir sa modernisation avec les yeux de ces Chinois que l'on opère éveillés. Elle applaudissait aux commodités, aux merveilles venues d'Occident. Etouffée par son expansion comme par de la mauvaise graisse, elle gémit aujourd'hui du matin au soir, paralysée d'encombrements sur 35 kilomètres de long et 20 kilomètres de large, des hauteurs princières de Chémirane aux faubourgs de Shahr-e-Rey ou d'Aghdasiyeh.

Pour moins de cinq millions d'habitants, Téhéran a plus d'un million de véhicules dont deux cent mille ont été immatriculés en 1976. Quatre-vingt-six pour cent des automobiles et 69 % des moyens de transport du pays sont concentrés dans la capitale. Les Mercedes, chars à 300 000 francs français, enragent en piétinant à côté des deux-chevaux, souris bossues à 14 000 F. Du ciel, la ville entière semble une mer figée de voitures. Le nombre des accidents de la circulation mortels a presque doublé en un semestre, passant de quatre-vingt-dix à cent soixante-cinq par mois. La presse annonce : « *Accidents en vrac...* » L'Office iranien de l'environnement, la municipalité, l'université, publient des études dramatiques sur la pollution de l'air par les gaz d'échappement.

L'administration conjure les usagers de « *ne se servir de leur automobile qu'en cas de nécessité absolue* ». Le gouvernement multiplie les impôts et les droits de douane, augmente le prix de l'essence. Rien n'y fait. Chacun prend sa voiture. D'ailleurs, les autobus sont rares et les taxis, presque tous collectifs, pris d'assaut. Quant au métropolitain, les Français commencent à peine à le réaliser.

Pour échapper à l'asphyxie, « *Téhéran-la-Pieuvre* », comme l'appelle le très pondéré *Journal de Téhéran*, décide un jour de « *discipliner sa croissance, de grandir tout en gardant la ligne* ». A coups de millions, elle se ceinture d'autoroutes à six voies, s'étoile de ponts et d'échangeurs. Mais déjà, tout est à refaire, ou quasiment, car l'armée des quatre-roues a tout engorgé, car la ville, robuste et rétive, s'est dégagée des enlacements de macadam. Sa chair neuve déborde de tous côtés, comme d'un fourreau de femme du monde les formes d'une jeune paysanne gironde. Rien n'arrête les magasins et les bureaux, les immeubles et les villas qui bientôt empiéteront sur les neiges de l'Alborz dominant le site. Par le béton et le néon, l'espace se conquiert sans coup férir. Avec parfois une lande de sable oubliée au milieu des quartiers neufs.

« *En son modernisme hâtif et sans beauté (...) elle fait un peu l'effet d'avoir surgi de terre du jour au lendemain, et ses tentacules s'étendent à travers ce qui, hier encore, était une portion du désert. Nul vestige ne rappelle plus de façon tangible tel souvenir qu'évoquent les noms de certains quartiers. On peut dire que c'est une ville sans mémoire* », disait de la capitale de son pays, il y a quelques années déjà, l'écrivain Emineh Pakravan. Les mille et un miroirs du palais du Golestan, le jardin des Roses, ne reflètent plus que les bouches bées des « voyageurs organisés », qui n'ont retenu du Turc fondateur de *Tehroun*, à la fin du dix-huitième siècle, que la création d'une dynastie, quoiqu'il fût eunuque...

Dans la plaine, sur la terre meuble, parmi les gares, les entrepôts, les ateliers, les villages reconstitués sous forme de banlieue, l'immense cité, que nul corset ne peut retenir, glisse vers les étendues planes du Sud après avoir empoigné la montagne au nord. Dans cette métropole neuve, où il n'y avait ni monuments ni perspectives à protéger, les gratte-ciel auraient été les bienvenus, évitant la démesure, économisant les distances.

Las ! Jusqu'à présent, on n'en a guère construit, autant par préférence pour les maisons individuelles que par crainte des tremblements de terre. La rançon en est la monstrueuse dilatation de Téhéran le long d'avenues devenues des autoroutes où l'on n'avance plus. Tel bulletin d'un organisme mercantile croit pourtant encore bon de se réjouir du fait que « *la capitale, forte seulement de deux cents mille habitants lors de l'avènement des Pahlavis* (il y a un demi-siècle), *en comptera sept millions dans moins de dix ans* ».

FAHRANAZ, vingt-trois ans, a pour père un chef de bureau dans un ministère, sa mère tient une chemiserie. Parlant plusieurs langues, qu'elle est allée étudier en Suisse (« *Paris ou Londres étaient trop dévergondées aux yeux de mes parents* ») avant de faire le tour du monde, elle porte des chandails italiens sur ses jeans, lit la presse et va voir les films occidentaux, fréquente ceux que l'on appelle ici les « *Gérard-et-Marie-Chantal* » et sort le soir. « *Mais,* raconte-t-elle, *il n'y a que dans une frange très limitée de la grande bourgeoisie proche de la cour que l'on est libéré de tous les tabous, et encore... Chez moi, les problèmes de vie privée ne sont jamais, au grand jamais, abordés. Le premier soir où j'ai demandé à aller au spectacle avec des amis, à mon retour d'Europe, j'ai compris, à un seul regard de mon père, que l'idée seule d'un écart de ma part ne devrait jamais même effleurer son esprit. L'accord était tacite, mais clair.* »

Les problèmes apparurent lorsque Fahranaz rencontra dans le bureau d'études où elle travaillait un ingénieur téhéranais avec qui elle décida de se marier. Comment obtenir l'accord de la famille sans avoir l'air de mettre celle-ci devant le fait accompli ? Un frère, mis dans la confidence, s'écria, horrifié : « *Tu ne m'a rien dit. Surtout n'en parle plus !* » Avant qu'elle ait eu le temps d'imaginer une solution, Fahranaz se retrouva à l'hôpital, légèrement blessée après avoir heurté une balustrade en apprenant à conduire avec son fiancé. Le pot-aux-roses découvert, il fallut que le patron de la jeune fille, l'un des phares du monde téhéranais des affaires, consentît à venir plaider lui-même la cause de ses deux collaborateurs pour que le père de Fahranaz, entré dans une colère écumante, acceptât de pardonner, puis d'entendre parler mariage.

Le jeune réalisateur iranien Hajir Dariouch, dans son film *Bitta*, a raconté une histoire à peu près semblable, mais il l'a fait se terminer sur un mode fellinien. Mariée de force à un garçon choisi par ses parents, son héroïne, ex-jeune citadine à la page, ne trouve pas d'autre issue pour se venger des contradictions de son milieu que de se prostituer avec des automobilistes.

LES traditions ne sont plus que des buttes-témoins, chaque jour un peu plus érodées, mais où s'effilochent encore quelques drames. En devenant une vraie grande ville vivant au rythme du siècle, Téhéran a troqué les contraintes et les misères d'hier contre les servitudes et les facilités d'aujourd'hui. Il lui reste à se trouver une âme.

Mais qui songe à l'aider dans une telle entreprise au milieu du fleuve de fer peint qui la pénètre de tous côtés, au milieu d'une société devenue prosaïque jusqu'au bout des ongles ? Ici même, les couronnes illuminées qui proclament haut et partout la bonne santé de l'empire font penser, irrévérencieusement, à des autocuiseurs, l'aigrette royale en étant réduite à symboliser le jet de vapeur de ces commodes ustensiles.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(1) Cf. *le Monde* daté 26-27 novembre 1972 : *Golconde revu• par Boucheron*.

Millénarisme

La fin du monde aura lieu le 5 mai

L'APPROCHE de l'an 2000 a déclenché aux Etats-Unis une fièvre apocalyptique qui rappelle à bien des égards celle qui, en Europe, précéda l'avènement de l'an 1000. Peu de jours avant l'élection de Jimmy Carter, la plupart des grands journaux américains publiaient un placard publicitaire étalé sur une page entière et dont le titre proclamait : « L'Amérique court vers le jugement dernier ». *Il prédisait des calamités naturelles (sécheresse, tremblements de terre) qui précéderaient la deuxième venue du Christ. Cette campagne était subventionnée par un groupe d'évangélistes qui disaient puiser leur inspiration dans le livre de Daniel et dans le livre des Révélations.*

Mais les prophètes de malheur, les millénaristes, se font entendre un peu partout dans le pays et annoncent d'incroyables événements tels que, par exemple, l'arrivée prochaine de l'antéchrist. Ce dernier, selon le scénario tracé par une secte californienne, apparaîtra sous les traits d' « un dictateur bénévole ». *Il sera mortellement blessé par un assassin mais sauvé par Satan et promu au rang de* « Seigneur de la Terre ». *Il régnera durant mille ans sur le royaume de Dieu. Des sectes aussi importantes que les témoins de Jéhova et que les adventistes du septième jour sont fondées sur l'attente de l'Apocalypse, mais ce sont les fondamentalistes du séminaire théologique de Dallas qui mènent campagne tambour battant à l'heure actuelle à propos de la deuxième venue du Christ et qui organisent des croisades, des marches, des manifestations pour saluer cet événement, avec le soutien de nombreuses organisations d'évangélistes.*

Cette ferveur millénariste se transforme parfois en véritable fièvre et incite des fanatiques à se préparer dès à présent pour le grand jour de la lutte suprême (Armagedon), fixé pour le 5 mai 2000. Un groupe de Texans a fait savoir qu'il passera cette journée à bord d'un dirigeable, tandis qu'un autre groupe, dans le Massachusetts, montera la veille à bord d'une arche qu'il est en train de construire. Les fidèles de la secte des saints du dernier jour s'attendent que le Christ ce jour-là fonde une Nouvelle Sion » à Jackson-County (Minnesota). Hal Lindey, un ancien marin devenu millionnaire, après avoir publié un pamphlet millénariste intitulé l'Ex-Planète Terre *qui tira à huit millions d'exemplaires, annonce à la télévision la seconde venue du Christ à la suite du* Combat final *qu'Israël et les pays arabes se livreront dans le Moyen-Orient. Il prévoit aussi que le Marché commun se transformera en nouvel Empire romain et prétend que l'U.R.S.S. est* « ce pays du Nord, très puissant », *que mentionne Ezéchiel.*

Des célébrités, des arts, des lettres et surtout du cinéma, férues de marottes, font souvent écho à ces grandioses pronostics à la radio et sur le petit écran. Ainsi le chanteur populaire Pat Boone avoua récemment qu' « il était follement excité à l'idée de voir bientôt le Seigneur lui-même descendre du ciel » *et qu'* « il distinguait partout les signes annonciateurs de cet événement ».

L. W.

Le chemin de Delphes

La Pythie n'est pas morte

LE divin Platon, qui qualifia la prophétie de « *plus noble des arts* », s'il revenait aujourd'hui à Athènes, serait purement et simplement horrifié. La Pythie n'est pas morte, mais elle s'est mise au rythme de notre époque. Elle ne penche plus son front pensif sur le trépied sacré, ne respire plus le parfum de la plante qui vous ouvre les horizons mystérieux, ne boit plus l'eau de la source, mais répond au téléphone et passe des placards publicitaires dans les journaux. Et, comme le ridicule ne tue plus personne, elle se risque même à sévir à la télévision en faisant des prédictions pour 1977.

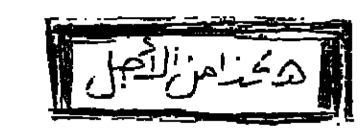
Une branche de l'économie

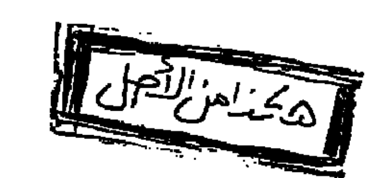
Ayant rompu tout lien avec la divination de caractère sacré des Anciens, les modernes devins et « médiums » n'ont plus rien de commun avec la servante d'Apollon. Ils relèvent tout au plus du « sourire des Augures » mais constituent une branche de l'économie de ce pays qui, bien que ne figurant dans aucun plan de planification, se révèle de plus en plus prospère. En quelques années, j'ai vu une modeste femme de ménage devenir propriétaire de plusieurs immeubles, habiter dans le quartier résidentiel de la capitale et rouler voiture. Sans pour cela justifier le moindre de ces dons indispensables pour s'engager dans les méandres de la parapsychologie. Athènes compte près de douze mille médiums, voyants, mages « blancs et noirs », psychologues, cartomanciennes, astrologues, chirologues, physiognomes ou prétendus initiés à la cristalomancie, à l'acromancie (état du ciel), xylomancie, au vol des oiseaux et autres extra-lucides. Sans compter les « initiés » venus de l'Asie, bien que nés dans les faubourgs de la capitale.

De tout temps, l'homme veut scruter l'avenir et s'élever jusqu'à ces plans mystérieux où se forge son destin. La civilisation, même industrielle, les idées les plus progressistes, l'ère atomique, n'empêchent nullement cette tendance irrésistible qui conduit au « chemin de Delphes ». C'est pourquoi, à Athènes comme partout dans le monde, les devins, médiums, voyants et divers extra-lucides sont légion, et que la parapsychologie connaît un tel succès. Seulement, il y a des limites à tout, et la plupart de ces « initiés » ne sont que des charlatans, voire des escrocs. Nous pensons plus spécialement à ces mages qui vous protègent du « mauvais œil », « lient » ou « délient » les amours malheureuses, font miroiter des « trésors cachés » ou s'engagent à vous faire gagner à la loterie ou au tiercé. Innombrables sont les victimes de ces charlatans, et nous connaissons de très honorables citoyens qui furent littéralement « plumés » par ces mages douteux, souvent des bohémiennes qui ne s'en tiennent pas à lire les « lignes de la main ».

Sur les douze mille médiums qui sévissent à Athènes, il ne semble pas que le nombre de ceux qui bénéficient vraiment d'un « don » dépasse la douzaine. Ces authentiques voyants sont les premiers à réclamer une sévère épuration de cette corporation parallèle.

MARC MARCEAU.





RADIO-TELEVISION

BRIBES

Pas de scandale

AUX « Dossiers de l'écran » : les courses de chevaux sont-elles truquées ? Leouire, jockey suspendu, est ouvert et direct ; Yves Saint-Martin, en niant tout, semble vouloir cacher la vérité. La télévision ne révèle plus, et d'abord parce que les questions sont posées à fleur de peau, obligeant chacun à demeurer « de bon ton ». Rien n'éclate plus, et surtout pas le scandale.

Apologie du jeu

Dans ces mêmes « Dossiers », on sent l'association constante entre l'idée du jeu et la malhonnêteté. Mᵉ Pollak, s'affirmant heureux de jouer depuis cinquante ans, était réconfortant. Pourquoi ne se trouve-t-il jamais quelqu'un pour dire que le jeu est moral... comme un impôt volontaire ? Que ceux qui ne jouent pas remercient ceux qui perdent, c'est grâce à eux qu'ils paient moins d'impôts. Et que ceux qui jouent gardent leur optimisme, car la part d'impôt qu'ils paient ainsi est à la fois spontanée et porteuse de tous les espoirs. On a tellement ancré en nous l'idée que seul le travail mérite salaire, qu'il est devenu interdit de faire l'apologie du jeu. Nous vivons la tristesse par excès de sérieux.

La crise

Faut-il acheter français ? Mais, pour vendre français à l'étranger, les frontières doivent être ouvertes dans les deux sens. C'était le sujet du magazine d'actualité d'Antenne 2. Dès que l'on évoque l'économie, on entre, sans s'en apercevoir, dans le domaine de l'absurde. Un pays subit une crise : en toute logique, on pourrait penser que, pour en sortir, il devrait produire plus. C'est au contraire à ce moment-là qu'il lui faut, paraît-il, créer un volant de chômage. Comment les non-initiés peuvent-ils s'y retrouver ? A-t-on fini par créer une admiration pour la technocratie et l'ennui distingué qui en suinte ? L'un des invités a pourtant posé une bonne question : beaucoup de Japonais ont appris le français pour vendre leurs produits en France ; combien de Français, pour faire commerce avec le Japon, se sont-ils donné la peine d'apprendre le japonais ?

Concorde

Alain Trampolieri, sur France-Inter, dans « Questions de confiance », recevait Jean-Claude Decaux, l'inventeur des abri-bus, qui vient d'acheter une page de publicité dans un journal américain pour vanter les mérites de Concorde, tant il est effaré de constater qu'après un fantastique investissement pour la construction de l'appareil rien n'est fait sur le plan de l'explication. Quand on songe que les Français sont unanimes à défendre Concorde attaqué par les écologistes américains, et que bon nombre de ces Français sont prêts à voter pour des listes écologistes, on s'interroge.

Sport et compétition

A « L'événement », le sport. Les athlètes, en Allemagne de l'Est, sont des robots avec un zeste de biologie ; des boursiers étudiants non encore biologistes, aux U.S.A. Mais pour combien de temps ? On sentait bien que Christine Caron, Tracanelli ou Michel Rousseau n'apprécient pas la voie que prend le sport tout en aimant la compétition. N'allant pas au bout de leur raisonnement, ils ont bien indiqué que le gigantisme et l'importance des Jeux olympiques étaient responsables des déviations amorcées et à venir, mais sans dire que le mal vient des hymnes, des drapeaux, des nationalismes et du décompte des médailles par pays. Un jour ou l'autre, on redécouvrira que l'amateurisme ne peut exister que dans le contexte du mondialisme, et cette vogue universelle remplacera peut-être, et plus tôt qu'on ne le croit, la mode écologiste.

MICHEL CASTE.

« L'Art visionnaire », par Michel Random

Des traces d'au-delà

ILS semblent déguisés pour quelque carnaval grotesque. Ils sont là, accrochés aux murs blancs, suspendus, fixés en rangs bien serrés avec l'air d'attendre. Il faut déambuler seul, dans les *catacombes* de Palerme, rencontrer un à un les morts conservés dans le couvent des Capucins, depuis la voûte réservée au clergé jusqu'au couloir des femmes. Il faut lire les petites étiquettes attachées autour de leur cou (un nom, une date).

Seuls les nobles, les riches, avaient une place gardée là pour l'éternité. Au début du siècle, ce macabre privilège a été aboli, peut-être par souci d'hygiène, peut-être aussi parce que la dernière demeure affichait complet. L'air sec, salubre, de cette cave claire semble en effet sourire aux défunts honorables. Les drôles de corps rétrécis flottent dans leurs habits noirs, comme si, seule, la tête gardait dans la mort sa dimension, celle d'un simple crâne.

La première partie de *l'Art visionnaire* s'achève par ces images de Palerme : les yeux vides des cadavres desséchés regardent et semblent dire que la mort n'est qu'une mauvaise plaisanterie, une grosse bêtise, pas sérieuse du tout.

« *Il y a,* écrit Michel Random, *des moments privilégiés où la peau des choses paraît s'entrouvrir et laisser percevoir une dimension inconnue, une trace ou une représentation de l'invisible.* » L'écrivain-réalisateur, connu surtout pour son anthologie filmée des cinéastes italiens — le document consacré à Luchino Visconti passe d'ailleurs sur TF 1 le 14 mars — et pour les nombreuses émissions radiophoniques qu'il a produites sur France-Culture, a préparé cette fois-ci pour Antenne 2 un voyage filmé de deux heures au-delà des images, manière d'introduction à l'art fantastique contemporain, deux heures où le spectateur, invité par un générique en forme d'œil énorme, avance étape par étape, de Jérôme Bosch aux jeunes graveurs qui, actuellement à Paris, dessinent le rêve, la folie, en passant



« La Muse de l'art lyrique », de CHIRICO (1973).

par les peintres de l'école de Vienne, comme Erik Brauer, Ernst Fuchs ou Rudolph Hausner. D'autres, qui s'appellent Harloff, Mayo, Joseph Crepin ou Augustin Lesage, ne sont pas oubliés. La liste est longue et tout un choix est arbitraire.

Il semble que Michel Random ait été soucieux de ne froisser aucun de ceux qui, à Rome, à Paris ou à New-York, touchent de près ou de loin au mouvement : Erick Demazières, Philippe Molitz, Giorgio de Chirico, Léonor Fini, Yves Millet, Roland Cat, Dado — tous mélangés, dans le désordre, images mêlées, réunies un peu artificiellement, autour de ce qu'il est convenu d'appeler les grands thèmes. On peut regretter que l'histoire de l'art fantastique soit parfois trop rapidement survolée.

Un commentaire très ramassé établit des liens entre une succession de visions extrêmement différentes, contradictoires parfois. On recherche un moment la raison apparente, la logique du film, puis on renonce et l'on se laisse porter par la musique des signes, celle de l'irréel, pour se retrouver soudain dans le palais du facteur Cheval ou à Bentivegra, parmi les innombrables têtes qu'un étonnant Sicilien sculpta dans chaque rocher, chaque pierre de son jardin, inlassablement.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Première partie : lundi 21 mars, A2, 21 h. 55.

Il était une fois...

VALENTINE TESSIER

A soixante-dix-neuf ans — elle en aura, cette année, quatre-vingt-cinq — Valentine Tessier faisait, au cinéma, une rentrée inattendue dans « Eglantine », de Jean-Claude Brialy. Elle y était une grand-mère de la fin de l'autre siècle, liée à son petit-fils par une chaleureuse, une amoureuse affection.

Dans l'entretien recueilli en 1973 pour « *Archives du vingtième siècle* », de Jean-José Marchand, Valentine Tessier, assise au coin de la cheminée, ressemble à la grand-mère Eglantine. Elle *raconte des histoires du passé,* verte octogénaire à la mémoire sans défaillance. Les rides du temps n'ont pas effacé l'éclat de son regard ni le sourire qui *fut célèbre à la scène.*

Née à Paris, le 5 août 1892, de parents russes émigrés, Valentine Tessier ne parla, dans son enfance, que le russe, et fut mauvaise élève à l'école, jusqu'au jour où lui tomba entre les mains un livre appartenant à son frère lycéen, « Athalie », de Racine. Et ce fut la vocation. Elève de Paul Mounet, elle apprit à dire juste et à tenir ses gestes selon une tradition assez conventionnelle.

Elle se consola de n'avoir pu entrer à la Comédie Française en travaillant avec Jacques Copeau et sa troupe du théâtre du Vieux-Colombier (créée en 1913), où il y avait Louis Jouvet et Charles Dullin. C'était une tout autre école. Elle eut aussi le privilège de jouer avec Lucien Guitry, mais, comme elle aimait les beaux *textes littéraires, les souvenirs des pièces* de boulevard avec l'illustre père de Sacha l'amusent plutôt qu'autre chose.

Valentine Tessier, c'est surtout, à la fin des années 20, au début des années 30, la Comédie des Champs-Elysées, le théâtre de Jouvet, avec les pièces de Giraudoux, « Siegfried », « Amphitryon 38 », « Intermezzo » et, en passant, « *Jean de la lune* », de Marcel Achard, triomphal succès dû surtout à Michel Simon, « qui changeait de ton, brusquement, et Jouvet n'aimait pas cela du tout », mais elle, elle en rit encore.

En 1934, elle fit ses vrais débuts au cinéma — elle avait tourné quelques films muets qui n'avaient pas compté pour elle — *dans « Madame Bovary »,* de Jean Renoir. Emma Bovary, c'était elle. Elle avait hésité, elle ne se pensait pas faite pour le rôle, et puis elle s'était risquée, *tout de même. Elle a eu raison.* Ce rôle, on s'en souvient comme de celui qu'elle tint, vingt ans plus tard, dans un autre Renoir, « French Cancan », comme de celui d' « *Eglantine* ». *A part cela, la cinéma* ne l'a pas tellement gâtée (mis à part « Justice est faite », de Cayatte, peut-être), mais il est vrai qu'elle préférait *le théâtre.*

Valentine Tessier est essentiellement une grande actrice pour la scène, marquée par les textes de Giraudoux, phare d'une époque, capable aussi de briller dans « Duo », de Paul Géraldy, d'après Colette, et de se renouveler complètement, après la guerre, en étant la créatrice de « Lucienne et le boucher », cette pièce de Marcel Aymé que quatorze directeurs avaient refusée. Le dialogue était assez cru et il y avait, constate-t-elle, certains mots qu'elle ne pouvait pas dire...

JACQUES SICLIER.

★ Lundi 14 mars, TF 1, 22 h. 30.

La voix des poètes sur France-Culture

LE temps qu'on la cherche, elle est déjà commencée, on la trouve, elle est finie. Mais elle *surgit* parfois sans qu'on l'attende. C'est la poésie sur France-Culture, le matin, le midi, le soir et la nuit, « Poésie ininterrompue », tête d'épingle, mais si l'on aligne les minutes, on s'aperçoit qu'en une *semaine* on a passé une *heure* et demie avec un poète. Il lit ses propres textes, et présente *également* sa « géographie textuelle », les auteurs avec qui il travaille, sans qui il ne serait pas l'écrivain qu'il est. Le dimanche, un entretien de quarante minutes avec un autre poète de son choix, porte à plus de deux heures le temps d'antenne confié au même écrivain.

L'émission, produite par Claude Royer-Journoud, a commencé avec la nouvelle grille de France-Culture, le 7 avril 1975, et a acquis depuis une *renommée internationale.* Sont invités les poètes qui publient à compte d'éditeur, généralement réunis, autour de revues et de groupes, comme *Tel Quel, Action poétique, Change,* etc.

« *Ce devrait être ça, le but d'une chaîne nationale,* dit Claude Royer-Journoud : *enregistrer systématiquement la voix des écrivains. Or, la radio délègue ses pouvoirs au comédien. Souvent, le poète est le dernier à se poser la question de l'oreille, il croit qu'on ne lit qu'avec les yeux. Après le passage au livre, la voix est un éloignement supplémentaire, c'est un autre espace à reconstituer, où son corps se joint, s'inscrit, pendant une semaine.*

Gérard Genette, Michel de Certeau, André Chouraqui, ou Edmond Jabès : « *Ecrivain, poète, ce n'est pas un conflit. A un certain niveau de densité, tout ce qui ébranle la langue l'approche du poème.* » — Cl. D.

★ *7 h. 5, 14 h. 5, 19 h. 55, 23 h. 50.*

LES ÉCRANS DE L'ÉTRANGER

Quand les New-Yorkais délaissent les chaînes commerciales

CANAL 13 : service public et qualité

« *LA télévision,* déclara un jour l'auteur dramatique américain Paddy Chayesvsky, scénariste du film *Network* (1), réalisé par Sydney Lumet, *c'est la démocratie dans ce qu'elle a de pire.* » Autrement dit, c'est la démagogie institutionnalisée.

Propos pessimiste, mais dont l'amertume est fort compréhensible pour peu qu'on se donne la peine d'observer ce qui se passe sur le petit écran. *Pour* les principales chaînes commerciales new-yorkaises (douze pour l'agglomération et ses environs), le programme est l'accessoire de *la* publicité. *Les bonnes émissions — il y en a — sont* de rares îlots perdus dans un océan de banalité, de complaisance ou d'hypocrisie.

A chaque moment de la journée, toutes les six minutes, la publicité s'adapte à sa « cible » : ici, les mères de famille, là, les Portoricains ou les Noirs, enfin, et surtout, les enfants. Jouets, bonbons, gâteaux, desserts : un marché de 400 millions de dollars en 1976.

Le propos, avoué, d'ailleurs, par les grands réseaux américains A.B.C., C.B.S. et N.B.C. (et aussi par les moins grands), a au moins le mérite de la franchise : il s'agit de « *faire de l'argent* ».

« *Le succès de la télévision,* écrit l'éditorialiste Merril Panitt, de *TV Guide,* dans *Forbe, tient dans sa puissance comme support publicitaire. Les programmes attirent des foules de spectateurs qui, aux meilleures heures d'écoute, sont vendus aux publicitaires à raison de 6 à 7 dollars le mille. Plus il y a de spectateurs, plus il y a d'argent. C'est aussi simple que cela... Et la plupart des questions que le public se pose sur la télé n'ont pas d'autre réponse.* » Pour « *faire de l'indice d'écoute* », A.B.C., C.B.S. et N.B.C. *se livrent* donc à un combat à coups de millions de dollars.

Tout est bon, même... la qualité. Ainsi le réseau A.B.C. vient de sauter *de la troisième à la première* place grâce à Fred Silverman, son « programmateur-miracle », qui a osé sortir de la routine en présentant récemment, huit soirs d'affilée, le feuilleton *Roots* (*le Monde* daté 6-7 février). Une partie de la critique eut beau dénoncer les faiblesses du scénario, ses insuffisances historiques, et ses complaisances dramatiques, *Roots* a battu tous les records : quatre-vingts millions de personnes ont suivi le dernier épisode.

Les autres réseaux tentent de rattraper leur handicap : préparant l'avenir, N.B.C. (que *contrôle* R.C.A.) vient d'acheter les droits de retransmission des Jeux olympiques de Moscou en 1980 pour 80 millions de dollars !

Simultanément, et du même coup, les C.A.T.V. (télévision câblée) et la télévision publique (P.B.S.) gagnent chaque année du terrain : les C.A.T.V. parce qu'elles visent des publics spécifiques (lire ci-contre), la télévision publique parce qu'elle offre des programmes d'une qualité *infiniment* supérieure.

Autres critères autres moyens

A New-York, la télévision publique c'est le canal 13 : W.N.E.T., la plus importante des stations publiques *des* États-Unis (il y en a près de deux cent soixante) y diffuse des programmes *qui* ne sont pas totalement inconnus en France : des extraits de *Sesame Street* (série pour enfants d'âge pré-scolaire, adaptée par Christophe Izard) ont été diffusés sur TF 1 sous le titre *Bonjour Sésame.* Il y a quelque temps, les cinéphiles parisiens ont pu suivre d'autre part une rétrospective du *documentariste Fred Wiseman,* de *High School* à *Welfare,* films produits grâce à l'appui de la W.N.E.T.

Il s'agit d'une association indépendante, née de la fusion de diverses stations publiques et éducatives, et financée principalement par des souscriptions publiques, par le mécénat de sociétés industrielles ou commerciales, par la Fondation Ford, par le gouvernement fédéral et par l'Etat de New-York. W.N.E.T. diffuse des programmes éducatifs *dans* la journée et le soir des programmes « tous publics » qui, dans certains cas, sont produits par d'autres stations américaines, ou achetés en Grande-Bretagne.

La chaîne possède également une *production* propre comme les célèbres *Adams Chronicles* (série historique produite à New-York pour le bicentenaire) ou le *Macneil-Lehrer Report* (série d'information achetée à Washington), sans oublier les documentaires, les retransmissions de théâtre, de ballets, d'opéras, le sport, les films de répertoire, etc.

« *On nous reproche parfois de faire une télévision élitiste,* dit l'un des responsables du W.N.E.T. *En fait, nos critères sont très différents de ceux des autres chaînes ; nos moyens financiers et notre audience sont faibles en regard de ceux des grands réseaux — notre budget pour 1976 a été de l'ordre de 30 millions de dollars. Mais quand nous permettons à près de trois millions d'Américains de regarder un ballet en direct du Lincoln Center, nous pensons que c'est un succès. Quand nous aidons les enfants des milieux les moins favorisés à apprendre à lire, nous pensons que c'est un succès. Quand nous constatons qu'après six années d'existence un quart de notre budget est assuré directement par le public, nous pensons que c'est un succès. Et pour nous, le succès de la télévision ne se mesure pas forcément en termes financiers ni par l'indice d'écoute...* »

La qualité des programmes de W.N.E.T. est régulièrement saluée, en effet, par la grande presse indépendante. Dans le *New York Times* du 27 février, par exemple, sur dix-huit programmes recommandés pour la semaine, sept sont diffusés par le canal 13.

La télévision, service public ? L'idée fait son chemin outre-Atlantique *au moment même* où, en France, certains semblent la perdre de vue. L'expérience du canal 13 doit retenir l'attention de tous ceux qui croient *encore à la télévision.*

Philippe PILARD,
réalisateur de films.

(1) Projeté à partir du 16 mars dans les salles parisiennes.

TÉLÉ-FRANCE : pour deux cent cinquante mille familles

DEPUIS six mois New-York a sa chaîne de télévision française. La télévision par câble offrait à ses cent quatre-vingt mille abonnés des programmes en chinois, en japonais, en allemand, en espagnol, en russe, en roumain, en portugais, en arabe et en bulgare, mais pas en français. Cette lacune a été comblée avec le lancement de Télé-France en septembre dernier par M. Jean-Claude Baker, trente-deux ans, homme d'affaires français et self made man *qui, sans appuis officiels, a réussi à mettre sur pied deux programmes hebdomadaires diffusés à l'intention de la population francophone de New-York (Français, Belges, Haïtiens, Québécois, Suisses romands) et du public américain cultivé.*

L'émission du feudi, de 21 heures à 23 heures, est en français. Elle comporte une rubrique d'information, un « journal français de New-York », des interviews de célébrités françaises de passage (Jeanne Moreau, François Truffaut, Ionesco) et un feuilleton (« Philibert la Fleur »).

Philibert et Zazie

L'émission du dimanche (de 22 heures à 24 heures) est en anglais. Elle comporte un film français sous-titré, les Visiteurs du soir, Zazie dans le métro, Hiroshima... *Le but de l'émission est de faire connaître les classiques du cinéma français, mais aussi les œuvres de jeunes cinéastes. Elle présente aussi des documentaires tels que* la Vie de Chagall *ou* Charles le Seul, *une biographie du général de Gaulle commentée par Malraux.*

M. Baker a obtenu pour ses émissions l'appui d'Antenne 2 et surtout celui, très précieux, de Columbia, qui lui a confié un grand nombre de films américains d'action en français (dont ceux de Ronald Reagan, en tenue de cow-boy, ou d'Henry Fonda, Paulette Goddard, et de vedettes consacrées qui s'expriment dans la langue de Racine). Parmi les annonceurs qui ont accordé leur publicité à Télé-France, on compte les parfums Lanvin, Yves Saint-Laurent, Ted Lapidus, Cartier, L'Oréal...

Pour lancer son entreprise, M. Baker a joué la carte de la culture et de la qualité françaises. Cette stratégie s'est révélée payante. Les commentaires de la presse new-yorkaise — à commencer par le New York Times *pour qui Télé-France est* « une des séries les plus courageuses et les plus sophistiquées de la télévision par câble » *— sont fort élogieux, et le bureau de M. Baker est submergé de lettres enthousiastes des téléspectateurs.*

Les stations de télévision par câble d'autres villes américaines (Chicago, San-Francisco, Los Angeles, Boston) ont manifesté le désir de diffuser Télé-France, mais l'expérience new-yorkaise va s'étendre d'abord à la Louisiane où New-Orleans, Lafayette et Bâton-Rouge pourront prochainement proposer quatre heures d'antenne française par semaine. Selon des sondages récents, deux cent cinquante mille familles new-yorkaises suivent les émissions de Télé-France.

La relance du câble

Curieusement les efforts de M. Baker pourraient aboutir à réconcilier les Américains avec le « câble T.V. » qui n'a pas, dans l'ensemble, répondu aux espoirs que le public avait placés en lui, ne proposant aux quinze millions d'abonnés dans tout le pays que des programmes généralement médiocres. Le seul avantage qu'il présentait réellement jusqu'ici était d'améliorer l'image des émissions sur ondes. Télé-France tranche nettement sur cette pauvreté.

LOUIS WIZNITZER.

RADIO-TELEVISION

DU COTÉ DES MÉDIAS

Les poètes au secours de l'audio-visuel à Épernay

RENCONTRES, colloques, marchés autour du cinéma et de l'audio-visuel, on n'a de cesse de les multiplier, au risque de noyer l'enjeu, d'estomper les perspectives : après les longs débats suscités la semaine dernière à Epernay, sur le thème « Audio-visuel et choc des cultures », bien malin qui arriverait à dégager le moindre enseignement, à tirer quelque conclusion stimulante. Sous le haut patronage de la Fondation d'Hautvilliers (financée par le champagne Moët et Chandon, le cognac Hennessy et les parfums Christian Dior) et de l'Institut national de l'audio-visuel (INA), sous la direction de l'ancien directeur de la revue *Esprit*, Jean-Marie Domenach, une soixantaine de personnalités françaises, africaines, plus deux Québécois et un Danois étaient venus parler de leurs expériences, de leurs théories, de leurs craintes, de leurs rêves parfois, sans parvenir à formuler autre chose que des vœux pieux.

La composition de cet assemblage hétéroclite mérite qu'on s'y attarde : des professeurs d'Université éminemment qualifiés, spécialisés dans la linguistique ou l'histoire de l'Islam, des responsables de la radio ou de la télévision étroitement dependants du pouvoir, qu'ils le veuillent ou non, quelques poètes un peu égarés, représentant qui l'Occitanie, qui une vieille culture africaine. Cinéma, vidéo, radio, diapositives, furent employés, sans beaucoup réveiller les esprits.

Lumière cévenole et lumière africaine

La seule discussion un peu vive surgit après l'audition d'une émission réalisée avec la collaboration de huit stagiaires de l'INA, nés en Afrique noire, aspirants ethnologues venus apprendre leur métier dans deux villages des Cévennes. Intention louable, échantillonnage édifiant où, à côté de rares indigènes, parlent surtout un marginal qui a fui la civilisation et une « enfant du pays », Mme Germaine Dieterlen, du C.N.R.S., qui compare la lumière cévenole et la lumière africaine. Il était peut-être injuste de s'esclaffer comme le fit l'occitaniste Yves Rouquette, de dénoncer la manipulation, le fait que les Méridionaux n'ont pas droit à s'exprimer dans leur langue originale..

Jean Markale, Breton, confirmait l'impérialisme parisien en matiere de culture : à l'opposé de l'Occitanie, où pas une seule seconde n'est accordée à la langue du pays, sur les antennes locales, la Bretagne a droit à vingt-six minutes tous les quinze jours pour toucher huit cent mille locuteurs. De l'autre côté de la Manche, au Pays de Galles, deux heures sont accordées chaque semaine pour quatre cent mille locuteurs seulement.

Au cours d'une intervention remarquée, Bernard Manciet, directeur de la revue *Oc*, reprenait le même thème : reconnaissant que la majorité de la population occitane est contente d'être française, il n'en dénonçait pas moins la carence totale de la télévision française, qui ignore les langues du pays : « *Notre télévision parle la langue de la rue Saint-Jacques et de la rue des Saints-Pères. On devrait rapprocher le langage de la radio et de la télévision du monde du travail, écouter les paysans parler dans leur langue.* »

Pour Emile Noël, producteur de radio et responsable du stage 76 de l'INA sur les Cévennes, il faut dénoncer l'institution : « *Impossible de faire communiquer les gens à cause de l'administration et des conditions politiques. Ces relations de pouvoir sont communes à toutes nos civilisations et à toutes nos cultures.* » En réalité, le fragment d'émission objet de la controverse n'est qu'un montage de montage, « *qui devient un produit* ». Au départ, on avait pourtant enregistré soixante heures d'entretiens. Pour tous les Africains présents à Epernay, ces attaques contre l'impérialisme français — parisien, — en matière de langue et de culture, semblaient relever d'une sorte de folklore incompréhensible.

En Afrique, pourtant, et surtout dans l'Afrique non arabisée, l'Afrique noire, les dialectes pullulent. Maurice Houis, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales, en a compté jusqu'à un millier. L'audio-visuel va jouer ici un rôle majeur, en bien ou en mal, face au français d'abord, mais aussi parmi les langues du pays. La télévision, au Sénégal par exemple, sur cinq heures d'émissions quotidiennes, ne consacre qu'une demi-heure aux problèmes locaux, tout le reste vient de l'étranger, et d'abord de France.

Les variantes du conteur

L'audiovisuel ne saurait cependant être une panacée, explique le poète malien Massa-Makan Diabate, dans un texte passionnant remis aux participants du colloque : « *A-t-on jamais vu un coq souffler dans une trompette ?* », la communication se fait à sens unique. Or, explique Diabate, « *chez nous, le rôle du conteur n'est pas de créer, mais de transmettre ce qui appartient au peuple, et, dans cette tâche il n'est jamais seul. Il dialogue avec un public, c'est-à-dire qu'il s'engage moins à dire ce qui est vrai que ce qui a un sens pour un public qui joue un rôle actif. Par la parole, l'intonation, le geste, la mimique, la danse, le chant et les silences, il agit sur son auditoire, qui l'écoute et le regarde. Et les réactions de l'auditoire ont toujours une répercussion sur lui, et, partant, sur le conte.*

« *Ainsi au Sahel, le conte, c'est tout d'abord la réaction réciproque de l'auditeur sur le conteur. L'audio-visuel peut-il rendre ce lien intime, à peine perceptible ? On l'a dit souvent, l'originalité d'un conteur est plus dans la manière que dans la matière... Un conteur peut raconter une histoire de la même façon qu'un autre. L'informateur, au nom de l'audio-visuel, parlera de plagiat : notion occidentale liée à une conception individualiste ; or contes, légendes et épopées appartiennent au peuple et non à l'auteur. Ils sont vivants parce que vivant de variantes.* »

Un autre poète, né à Haïti et qui travaille au Sénégal, Gérard Chenet, dans une intervention presque lyrique, déclarait : « *Le choc des cultures provoque un échange spirituel. J'appartiens à deux mondes différents, je ne me sens pas invité à faire un choix. Ce comportement va de pair avec une attitude mentale, cette quête débouche sur un état de création poétique. (...). Les médias ne doivent pas refouler les valeurs du monde contemporain, ils peuvent aider à définir cette nouvelle culture, faciliter la cohabitation de deux cultures, l'une traditionnelle, l'autre importée. Ils devraient rendre à César ce qui revient à César et à la vie ce qui revient à la vie, relier les parts dispersées de l'homme.* »

Et de demander à tous les spécialistes de l'audio-visuel venus travailler en Afrique qu'ils y soient nés ou y viennent en invités, « *(si) leur rôle peut être purement technique. On transfère ballets, musiques, tels quels, en les coupant de leur contexte naturel de ferveur.* »

Chenet comme Diabate posent très simplement le problème, toujours oublié, de la non-transparence, de la non-évidence des documents et des témoignages recueillis par les moyens audiovisuels : à supposer qu'on les libère en partie de l'emprise écrasante du pouvoir, que gardera-t-on du passé, que dira-t-on du présent ? Ici, les poètes deviennent indispensables.

LOUIS MARCORELLES.

Écouter, voir

● DOCUMENTAIRE : A LA RECHERCHE D'ULYSSE. — Mercredi 16 mars, TF 1, 22 h. 10.

Vrai ou faux, l'interminable retour de Troie à Ithaque, les vingt années d'errance entre l'île d'Eole, le pays de Cimmériens, les roches de Charybde et de Scylla, les dangers encourus chez les anthropophages Lestrygons, chez les « Lotophages », chez les Cyclopes et chez Circée ? « Vraisemblable », répond Ernle Bradfort, historien, spécialiste de *l'Odyssée*, dans ce documentaire produit aux Etats-Unis et adapté en français par Arlette François.

Le savant américain s'est, à l'occasion, fait explorateur, pour naviguer « sur les traces d'Ulysse » et prouver que la mythologie ne s'apparente que pour une part à la légende. Ernle Bradfort a même entendu les sirènes...

● SOIRÉE LYRIQUE : LE COURONNEMENT DE POPPÉE. — Jeudi 17 mars, France - Musique, 20 h. 30.

Dix-huit ans après avoir jeté, dans *le Combat de Tancrède et de Clorinde*, les bases d'un nouveau style dramatique mêlant le *bel canto* au récitatif, Monteverdi composait le plus beau de ses opéras, qui devait être le dernier.

Ce *Couronnement de Poppée*, créé à Venise en 1642, s'empare d'un sujet historique (la répudiation d'Octavie par Néron et l'accession de Poppée au trône) pour construire un drame sombre et violent, dominé par l'affrontement de deux femmes : pour la perfide Poppée, le timbre triomphant de soprano (Teresa Zylis-Gara) ; pour Octavie, sa rivale déchirée, la teinte atténuée de mezzo (Benedetta Pecchioli). La scène de la mort du philosophe Sénèque compte parmi les plus beaux exemples d'utilisation des chœurs en situation tragique.

● MAGAZINE VENDREDI : L'AGRESSION. — Vendredi 18 mars, FR 3, 20 h. 30.

Après les « Dossiers de l'écran » sur l'insécurité dans les grandes villes, le magazine de la troisième chaîne consacre, à son tour, un numéro à l'agression, interroge des victimes (femmes seules, personnes âgées rencontrées dans les grands ensembles) et analyse les répercussions du phénomène sur la psychologie des collectivités.

Aux côtés notamment de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et de M. Chombard de Lauwe, sociologue, Roger Gicquel évalue le rôle joué par les médias dans la montée d'une « psychose de la peur ».

● SÉRIE HISTORIQUE : LE ROI DES CELTES. — A partir du samedi 19 mars, TF 1, 22 h. 30.

A propos du roi Arthur, figure d'histoire et de légende, les Anglais ne plaisantent pas volontiers. Toutes les garanties d'authenticité entourent donc cette série britannique, que les auteurs ont filmée sur les lieux mêmes des combats menés par les Celtes contre les Saxons il y a près de quinze siècles. Tout le monde n'a pas l'irrévérence de Richard Lester se moquant d'événements tout aussi prestigieux dans *la Rose et la Flèche*...

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision les signes (★) renvoient à la rubrique Ecouter, voir, ou aux articles de première page de l'encart ; (●) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie ; (III) les émissions de TF 1 relayées en province par FR 3.

Les films de la semaine

● LE GRAND CHEF, d'Henri Verneuil. — Dimanche 13 mars, TF 1, 20 h. 30.

Un film comique sur un sujet qui, aujourd'hui, serait plutôt traité de façon dramatique : un enlèvement d'enfant. Comme les ravisseurs sont Fernandel et Gino Cervi, les deux compères de la série *Don Camillo*, c'est bien une opér tion-rire. D'autant que le gamin enlevé, très heureux d'échapper à la tutelle familiale, invente des farces et des jeux dont ses geôliers bonasses font les frais.

● DAVID GOLDER, de Julien Duvivier. — Dimanche 13 mars, FR 3, 22 h. 30.

Le premier film parlant de Duvivier, tiré d'un roman d'Irène Nemirovsky, à une époque où le cinéma français se ...it sur les pièces de théâtre. Bel équilibre entre l'image et le dialogue, tension ·· amatique et trait naturaliste dans la description d'un monde corrompu par l'argent. Œuvre très caractéristique du pessimisme du réalisateur. Harry Baur vit avec puissance, grandeur et douleur, le calvaire d'un « père Goriot » juif détruit par son amour pour une fille indigne.

● TYPHON SUR NAGASAKI, d'Yves Ciampi. — Lundi 14 mars, TF 1, 20 h. 30.

Jean Marais, ingenieur au Japon, est pris entre le charme oriental de Kishi Keiko et la séduction bien parisienne de Danielle Darrieux, qui veut le reconquérir. Un typhon spectaculaire arrange tout. Ciampi s'est tiré relativement à son avantage des pièges d'une coproduction ranco-j.ponaise, la premi-- à l'époque.

● GRAND PRIX, de John Frankenheimer. — Lundi 14 mars, FR 3, 20 h. 30.

Des bolides automobiles en action sur les grands circuits internationaux, de Monte-Carlo à Monza. Des intermèdes romanesques et sentimentaux servent d'entractes à des séquences de courses impressionnantes, très spectaculaires et faites, à l'origine, pour l'écran du Cinérama.

● LE BARON ROUGE, de Roger Corman. — Mardi 15 mars, A 2, 20 h. 30.

La guerre de 14, deux escadrilles rivales et deux types de héros : un baron allemand, un officier canadien venu du peuple. L'Allemand a fait peindre son avion en rouge. L'esprit du vieux « serial » américain retrouvé dans un récit d'action pure, marque de références cinéphiliques.

● LA DEESSE DE FEU, de Robert Day. — Mardi 15 mars, FR 3, 20 h. 30.

Le roman d'aventures fantastiques de Rider Haggard avec sa déesse immortelle régnant sur un pays fabuleux évoque quelque peu *l'Atlantide*. Ce film reste fidèle à son délire d'imagination, recrée un monde de mythes : désert, ancienne Egypte, hommes envoûtés, source de feu. Mais là où il aurait fallu une Brigitte Helm ou une Mar...e Dietrich, il n'y a qu'Ursula Andress qui, transformée en star sophistiquée, égarée dans les plumes et les mousselines, a l'air de s'ennuyer profondément.

● LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT, de Richard Brooks. — Mercredi 16 mars, FR 3, 20 h. 30.

Crise dans une famille sudiste, d'après une pièce de Tennessee Williams. Comme le « star system » s'en ...t mêlé, qu'Elisabeth Taylor ne pouvait être vraiment une femme refusée par un mari envoûté par le souvenir d'un ami trop cher, le thème de l'homosexualité et les implications psychanalytiques se sont effacés au profit d'une histoire d'héritage, d'un drame bourgeois fort bien interprété d'ailleurs. Erreur d'aiguillage de toute façon. Richard Brooks au contraire de Kazan de Mankiewicz ou de Huston, n'est pas le cinéaste qui convient à l'univers de Tennessee Williams.

● LA MANDARINE, d'Edouard Molinaro. — Jeudi 17 mars, FR 3, 20 h. 30.

Des personnages de Christine de Rivoyre s'ébrouant dans une bohème dorée, se piquant d'amoralisme et voués, tout de même, aux problèmes psychologiques et sentimentaux. Un travail bien ficelé de Molinaro, une distribution brillante. Cela donne une comédie d'une totale futilité.

● LA BELLE DE NEW-YORK, de Charles Walters. — Vendredi 18 mars, A 2, 22 h. 50.

Mythe de l'amour romanesque, quiproquos successifs et charmes décoratifs de la « belle époque » new-yorkaise, frou-frous, boas de plumes, beaux quartiers, boîtes du Bowery. Une mise en scène inventive de Charles Walters et la grâce particulière de Fred Astaire, qui, alors quinquagénaire, paraissait encore trente ans, léger, bondissant, à l'aise dans le chic boulevardier du millionnaire comme dans la composition canaille du garçon de café-concert. Dommage que sa partenaire, Vera Ellen, soit un peu terne.

● LA RIVIÈRE DE NOS AMOURS, d'André de Toth. — Dimanche 20 mars, TF 1, 20 h. 30.

Une intrigue amoureuse entre un coureur de prairie et une jeune Indienne, dans un western antiraciste. La beauté des paysages de l'Oregon, une sorte d'hymne à la nature et à l'aventure. Sympathique.

● POIL DE CAROTTE, de Julien Duvivier. — Dimanche 20 mars, FR 3, 22 h. 30.

Un enfant mal aimé placé devant la tentation du suicide. La vision du monde de Duvivier — ce fut un de ses meilleurs films et celui qu'il préférait — s'accorde à la satire cruelle de Jules Renard : il n'y a guère d'espoir dans l'univers des adultes. Entre Catherine Fonteney, mégère venimeuse, et Harry Baur, M. Lepic muré dans son indifférence, puis brusquement sorti de lui-même, Robert Lynen joue, avec un naturel bouleversant, le rôle du petit rouquin qui a peur d'aller, la nuit, « *fermer les poules* » et qui veut se pendre dans le grenier.

● SUZANNE SIMONIN, LA RELIGIEUSE DE DIDEROT, de Jacques Rivette. — Lundi 21 mars, TF 1, 20 h. 30.

Une vocation forcée — au dix-huitième siècle, — une jeune femme qui lutte pour échapper à l'état religieux et avoir la liberté d'assurer son salut par sa voie personnelle. A cause de la manière dont Diderot décrivait certaines aberrations de la vie des couvents de son époque, le film de Rivette provoqua toute une polémique et fut totalement interdit pendant plus d'un an. « Scandale » inutile. Cette œuvre, d'un style classique, retenu, avec des brusques éclats d'émotion, de violence et de tendresse, ne s'en prend ni à la foi chrétienne ni aux religieuses, mais à l'oppression et au mensonge.

● JOHN WAYNE ET LES COW-BOYS, de Mark Rydell. — Lundi 21 mars, FR 3, 20 h. 30.

Encore que le titre original soit simplement *The Cow-Boys*, c'est bien un film sur John Wayne, sexagénaire, qui initie des jeunes gens au métier de conducteur de troupeaux, à la virilité donc. Et les jeunes prennent la relève du vieil homme de l'Ouest qui meurt en route ; ils sont capables de se livrer à la violence. Drôle de leçon. A moins que ce ne soit une critique.

D'une chaîne à l'autre

M. MARIO SOARES SUR FR 3

● Une interview exclusive de M. Mario Soares, premier ministre du Portugal, sera diffusée sur FR 3 le dimanche 20 mars, de 11 h. 30 à 12 heures, au cours de la dernière demi-heure de l'émission « Mosaïque », destinée aux immigrés, produite par le secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés et réalisée par l'Office national pour la production culturelle des étrangers vivant en France.

Au cours de cette demi-heure, M. Mario Soares répondra à des questions relatives à l'immigration portugaise en France. A cette occasion, « Mosaïque » débutera exceptionnellement à 10 heures, au lieu de 10 h. 30.

ILS SONT TOUS DES POÈTES, AVEC RADIO-FRANCE

● Nouvelle opération d'ampleur nationale, à l'initiative de Radio-France : après la campagne anti-tabac, voici « *Nous sommes tous des poètes* » d'inspiration écologique.

Dans chaque commune, les enfants de sept à douze ans disposeront d'une fresque collective de 6 mètres pour illustrer à leur façon un petit poème sur le thème de « *la rivière et l'arbre* ».

Après une sélection aux niveaux communal et départemental, un grand rassemblement aura lieu à Paris les 15 et 16 avril. Des prix seront distribués.

LA « GRANDE RANDONNÉE » DE FRANCE-INTER

● Du 24 mars au 1er avril, France-Inter organise une grande randonnée de ski en Savoie, de Saint-François-Longchamp à Chamonix.

Cette opération, que patronne le secrétariat d'Etat au tourisme et à la jeunesse et aux sports, est mise en place avec le concours de la Fédération française de ski, de l'Union des centres de plein air et de la Grande Traversée des Alpes.

France-Inter y fera participer gratuitement cent cinquante concurrents, par équipe de trois, à condition que ceux-ci soient présentés par leurs associations sportives. De nombreuses émissions auront lieu sur place.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (informations toutes les heures) : 5 h., La main à la pâte ; 7 h., Gérard Sire ; 9 h. 10, Le magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h., Sas à malices (samedi : Questions pour un samedi) ; 11 h., Anne Gaillard ; 12 h., Retro-Nouveau ; 13 h. (●) Journal de Jean Lefèvre ; 14 h., Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 17 h., Radioscopie ; 18 h., Bananas ; 19 h., Journal ; 20 h., Marche ou rêve (samedi : La tribune de l'histoire ; dimanche : Le masque et la plume) ; 22 h., Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult) ; 7 h. 30 (cult. mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) 11 h. ; 12 h. 30 (cult et mus.) ; 15 h. (cult.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 24 h. (mus.).

EUROPE 1 (informations toutes les heures) ; 5 h., J.-P. Allain ; 6 h. 40, Philippe Gildas ; 9 h. 15, Denise Fabre (le dimanche : Pierre Péchin) ; 11 h., Pile ou face ; 12 h., Cash ; 13 h., Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30 (●), Les dossiers extraordinaires ; 14 h. (●), Une femme, un homme (le samedi : Histoire d'un jour) ; 15 h., Faites-moi rire ; 17 h., Basket ; 18 h. 30, Le journal de Pierre Lescure ; 19 h. 45, Jean-Michel Desjeunes, 21 h., François Diwo ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 22 h. 45, Drugstore ; 24 h., G. Saint-Bris.

R.T.L. : (informations toutes les heures) : 5 h. 30, Maurice Favières ; 9 h. 15, A.-M. Peysson ; 11 h. 30, La case trésor ; 13 h., Le journal d'Alexandre Baloud ; 13 h. 30, Disque d'or ; 14 h. et 15 h., Ménie Grégoire ; 14 h. 30 et 15 h. 30, Appelez, on est là ; 16 h. 30, Ce soir à la télé ; 18 h. 30, Journal de Jacques Paoli ; 19 h., Parade ; 21 h., Les routiers sont sympas ; 22 h., Journal, 24 h., Variétés.

RADIO-MONTE-CARLO : (informations toutes les heures) : 5 h. 30 L'heure info ; 9 h. 30, L'heure fantaisie ; 11 h. 30 L'heure jeu ; 13 h. L'heure actualité ; 14 h. L'heure espoir ; 15 h. 30, L'heure vérité ; 17 h., L'heure plus ; 18 h. 30, L'heure bilan ; 19 h. 30, L'heure hit ; 20 h. 30, L'heure de rêve ; 0 h., L'heure moins.

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, « la Libre Pensée française » (le 13), « la Grande Loge de France » (le 20) ; 10 h., Messe.

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h., Jacques Chancel reçoit Massa Makan Diabate (lundi), Paul Paray, chef d'orchestre (mardi), Emmanuel Maffre-Baugé, ancien président de la Fédération des vins de table (jeudi), Jacques Marchandise, président du groupe Hachette (vendredi).

Tribunes et débats quotidiens...

FRANCE-INTER : 11 h., les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur l'étiquetage des produits alimentaires (lundi), les arts ménagers (mardi), l'information sexuelle à l'école (mercredi), l'assurance-vie (jeudi), l'agriculture biologique (vendredi).

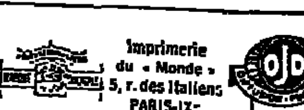
FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Paugam reçoit Jean-François Lemoine (lundi), Marie Cardinal (mardi), Jeannine Petit (mercredi), Julien Bigras (jeudi), Jeanne-Marcelle Moreau (vendredi).

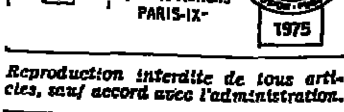
...et au jour le jour

R.M.C. : 8 h. 30, Jacques Dominati (R.I.) et les représentants de la gauche, le 14 ; 19 h., « Le rôle et l'importance de l'écologie dans la campagne électorale », avec les porte-parole des divers partis, le 17.

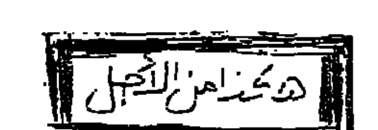
A 2 : 21 h. 25, « La population » (Inde, Allemagne, Suède, Etats-Unis, France), le 16.

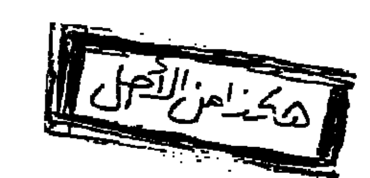
Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.





Commission paritaire des journaux et publications : no 57437.





RADIO-TELEVISION

Samedi 12 mars

CHAINE I : TF 1

20 h. 30 (●), Variétés : Numéro un (Gilbert Bécaud) ; 21 h. 30 (R.), Série : Peyton Place ; 22 h. 25, Catch à Longjumeau.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Jeu : *Interneiges*, de G. Lux ; 21 h. 30 (●), Entretien : Questions sans visage, par P. Dumayet ; 22 h. 45 (●), Variétés : Drôle de baraque, réal. R. Sangla.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Théâtre : « Délicate balance », une product. de l'American Film Theatre, d'après la pièce d'E. Albee. Adapt. E. Albee. Réal. T. Richardson. Avec K. Hepburn, P. Scofield, L. Remick, K. Reid, J. Cotten, B. Blair.

Névrose, alcool et frustration, par l'auteur de « Virginia Woolf ».

FRANCE-CULTURE

20 h., « Klaudia », de M. Schilovitz ; 21 h. 55, Ad lib, avec M. de Breteuil ; 22 h. 55, La fugue du samedi ou mi-fugue, mi-raisin ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, Jour J ; 20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France, avec l'Orchestre symphonique de la Radio hongroise, direction G. Lehel, avec le pianiste Z. Kocsis : « Concerto pour piano et orchestre n° 5 », « Symphonie n° 3 » (Beethoven) ; 23 h., Vieilles cires ; 0 h. 5, Un musicien dans la nuit.

Dimanche 13 mars

CHAINE I : TF 1

9 h. 15 (III), Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III), La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (III), Bon appétit ; 13 h. 20 (III), C'est pas sérieux ; 14 h. 15 (III), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45 (III), Sports : Direct à la une ; 17 h. 5, Téléfilm : les Vengeurs du récif de corail ; 18 h. 30, Elections municipales (premier regard) ; 18 h. 55, Les animaux du monde.

20 h. 30 (R.), Film : « le Grand Chef », de H. Verneuil (1958). Avec Fernandel, G. Cervi, Papouf, J.-J. Delbo, N. Norman (N.).

Deux laveurs de voitures, qui veulent s'enrichir, enlèvent le jeune fils d'un homme d'affaires et réclament une rançon. Le gamin, insupportable et farceur, s'amuse à leur compliquer la vie.

22 h. 15, Elections municipales (résultats du premier tour).

CHAINE II : A 2

10 h. 30, Téléinformation ; 11 h., La télévision des téléspectateurs en super-8 ; 11 h. 30 (●), Concert : Concerto pour piano en sol majeur K. 454, de Mozart. Sol. M. Boegner, par l'Orch. philharm. de Radio-France, dir. J.-P. Izquierdo.

12 h. (●), Bon dimanche avec Jacques Martin... à 13 h. 25, La lorgnette ; à 14 h. 15, Jeu : Pom, pom, pom, pom (repr. à 15 h. 40, 17 h. 20 et 18 h. 15) ; à 14 h. 20, Ces messieurs nous disent ; à 15 h. 50, Série : Pilotes ; à 16 h. 40, Trois petits tours ; à 17 h. 25 (●) Série : Les *Muppets* ; à *18 h. 10, Lyrique : Contre ut* ; *19 h.*, Spécial élections municipales : 19 h. 10, Sports : Stade 2 :

19 h. 45, Soirée spéciale élections municipales (premier tour) et Variétés.

CHAINE III : FR 3

10 h., Emission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 10 h. 30, Mosaïque ; 16 h. 55, Documentaire : Igloolik ou la planète esquimaude (première partie, reprise de l'émission du 11 mars).

17 h. 50 (●), Espace musical, de J.-M. Damian : « Mort et transfiguration », de R. Strauss, avec l'Instrument Youth Orchestra dirigé par Cl. Abbado ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h., Hexagonal : « Vacances d'Alain Dhouailly ».

20 h. 15, Téléfilm : « le Cercueil d'acier », de R. Senesky ; 21 h. 35, Résultats des élections municipales (présentés par les vingt-deux stations régionales).

23 h. (●), Cinéma de minuit : « David Golder », de J. Duvivier (1930). Avec H. Baur, J. Monnier, P. Andral, G. Jacquet, C. Bert, J. Grétillat (N.).

La vieillesse douloureuse d'un juif polonais devenu très riche, père idolâtre qui se dévoue jusqu'à la mort à sa fille frivole, menteuse et intéressée.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de son... le fou et le créateur ; 8 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Inédits du disque ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, « Le Paradoxe sur le comédien », de Diderot ; 16 h. 5 (R.), Musique de chambre et récital d'orgue (Pergolèse, J.-S. Bach, J.-P. Leguay) ; 16 h. 45, Conférences de Carême en direct de Notre-Dame de Paris... « Jésus-Christ ou rien » et « la Faime », par le Père Bernard Bro ; 17 h. 35 (●), Rencontre avec Edwige Feuillère ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h. 2 (★), Poésie ininterrompue : G. Genette ; 20 h. 40 (●), Atelier de création radiophonique ; 23 h., Informations : « Spécial élections » ; 23 h. 30, Black and Blue ; 23 h. 50 (★), Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Concert promenade ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, Musical Graffiti ; 11 h., Concert au Théâtre d'Orsay : « Quatuor n° 2 » (Bartok), « Quatuor op. 59 n° 2 » (Beethoven) ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 45, *Opéra-bouffon* ;

13 h. 35, Jour J ; 14 h., Festival du son... la tribune des critiques de disques : « le Barbier de Séville » (Rossini) ; 17 h. (●), Le concert égoïste de M. Brion (Dowland, Mozart, Beethoven, Schumann, Schubert, Brahms, Wagner, Schoenberg, Strauss) ; 19 h., La route des jongleurs ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France, avec l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, direction E. Inbal, avec le ténor W. Hollweg ; 22 h. 30, Cycle de musique de chambre (Schoenberg) ; 0 h., Concert extra-européen ; 1 h. 15, Trêve.

Lundi 14 mars

CHAINE I : TF 1

10 h. 30 (III), Téléinformation ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 35 (III), Magazines régionaux ; 13 h. 50 (III), Restez donc avec nous... ; à 14 h. 5, Téléformation ; à 17 h. 35, Variétés : Le club du lundi ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'Ile aux enfants ; 19 h. 5 (R.), Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ! :

20 h. 30 (R.), film : « Typhon sur Nagasaki », d'Yves Ciampi (1956). Avec J. Marais, D. Darrieux, K. Keito, G. Froebe.

Un ingénieur français, en poste à Nagasaki, s'éprend d'une jeune Japonaise. L'arrivée d'une journaliste, son ancienne maîtresse, compromet cette idylle.

22 h. 30 (★), Archives du vingtième siècle : Valentine Tessier, par J.-J. Marchand.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chanteurs et musiciens des rues ; 14 h., Aujourd'hui, madame... ; à 15 h. 5 (R.), Feuilleton : A la recherche du Nil ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine, (reprise à 16 h. 45) ; 16 h. 30, Cyclisme : Paris-Nice ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : La tirelire.

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55 (●), Portrait : Luchino Visconti ou la puissance d'être, de M. Random (extraits de films, interviewes et témoignages) ; 22 h. 40, Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard (l'euthanasie).

Avec le professeur Bréhant, de la faculté de médecine de Paris, et le docteur Emile Rimbault, psychanalyste à l'Institut de cancérologie.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : La chronique du mois ; 19 h. 5, Emissions régionales (avec, à 19 h. 40, « Ambiance bleue ou les créatures de Gryse », de Ch. Marc. FR 3 Toulouse) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Cinéma public : « le Grand Prix », de J. Frankenheimer (1966), avec J. Garner, E. M. Saint, Y. Montand, T. Mifune, B. Bedford, A. Sabato.

Quatre coureurs automobiles se disputent le titre de champion du monde au cours d'une saison sur les circuits internationaux.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : « Le Juif errant » par R. Auguet ; à 8 h. 32, L'homme face à la machine, par F. Christian ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « l'Embarras incertain ou le Hollandais » de J. Gaudon ; (à 14 h. 45, Radio scolaire) ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... l'invité du lundi : G. Mathé ; 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Un rôle, des voix : « les Noces de Figaro » (Mozart) ; 18 h. 30, La vie entre les lignes... « Démosthène » avec L. Delamare, G. Adet, M.-J. Gardien, réalisation E. Frémy ; 19 h. 25, Présence des arts ;

19 h. 55, Poésie ; 20 h., Communauté radiophonique ; 21 h. (●), L'autre scène ou les vivants et les dieux, par C. Mettra et P. Nemo ; 22 h. 30, Entretiens avec Hubert Damisch ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 10 h., *La règle du jeu* ; *12 h., La chanson* ; *12 h. 40, Jazz classique* ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles : portrait de R. Loucheur ; à 15 h. 32, « le Cid » (Massenet) ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Concours international de guitare ;

20 h., Conversation souterraine ; 20 h. 30, En direct du Théâtre des Champs-Elysées, avec l'Orchestre national de France, direction W. Torkanowsky, et le violoniste I. Stern : « Concerto pour violon en sol majeur » (Mozart), « Concerto pour violon » (Rochberg) ; 23 h., Entre les pavés l'herbe ; 0 h. 5, Le pouvoir des géraniums ; 1 h., Bonjour tristesse.

Mardi 15 mars

CHAINE I : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 45 (III), Restez donc avec nous... ; à 14 h. 50 (R.), Série : Cannon ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'Ile aux enfants ; 19 h. 5 (R.), Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30 (●), Comédie policière : Oh ! Archibald, de Ch. Exbrayat. Réal. C. Iglesis. Avec P. Guers, T. Torrens, H. Gignoux.

L'élégant, timide et snob sir Archibald Lauder épouse Nancy, et découvre qu'elle est un agent secret au service d'un méchant colonel. Tous trois se retrouveront à Zurich. La diffusion de ce téléfilm est suivie de la présentation, par Pierre Sipriot, de l'ouvrage de Charles Exbrayat « Ceux de la forêt ».

22 h. 10 (●), Série : Le monde des peintres naïfs (Les naïfs d'Amérique du Nord), par W. von Bonin.

CHAINE II : A 2

13 h. 5, Téléinformation ; 13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50 (R.), Feuilleton : Ne le dites pas avec des roses ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 5, Feuilleton : A la recherche du Nil ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine (reprise à 16 h. 45) ; 16 h. 30, Cyclisme : Paris-Nice ; 18 h. 55, Jeu : La tirelire.

20 h. 30 (●), Les dossiers de l'écran. Film : « le Baron rouge », de R. Corman (1971). Avec J.-P. Law, R. Brown, B. Primus, K. Huston, P. Masterson.

Pendant la première guerre mondiale, les exploits d'un aristocrate allemand, as de l'aviation de combat, opposé à un officier canadien et à son escadrille.

Vers 22 h., Débat : L'aviation pendant la première guerre mondiale.

Avec MM. Hans von der Osten et von Schoenbeck (de l'escadrille « Von Richthofen »), Leps (qui a vu mourir von Richthofen), de Diesbach, Gazeneuve de Pradines (descendus par l'escadrille allemande), Edmond Petit (auteur de l'« Histoire mondiale de l'aviation »), et Marcel Jullian (auteur de « la Grande Bataille des airs »).

CHAINE III : FR 3

18 h. 10, Emission du secrétariat d'Etat aux universités ; 18 h. 45, Pour les jeunes : Le lièvre et la tortue et Jardinage aux quatre saisons ; 19 h. 5, Emissions régionales (avec, à 19 h. 40, « Agapit », de M.-H. Rebois. FR 3 Nancy) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, *Westerns, films policiers, aventures* : « la Déesse de feu », de R. Day (1964). Avec U. Andress, J. Richardson, P. Cushing, Ch. Lee.

Après la guerre de 1914, un jeune officier britannique est entraîné dans une aventure fabuleuse par une princesse qui prétend avoir trouvé, depuis la civilisation égyptienne, le secret de l'immortalité.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... « le Juif errant », par R. Auguet ; à 8 h. 32, L'homme face à la machine, par F. Christian ; 8 h. 50, Le sphinx de papier ; 9 h. 47, La matinée de la musique ; 10 h. 45, Etranger, mon ami ; 11 h. 2, Libre parcours jazz ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Orphée », de M.-J. Durry ; à 14 h. 45, Radio scolaire ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... La recherche dans les universités ; 16 h. 40, La musique et les jours ; 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Un rôle, des voix : « les Noces de Figaro » (Mozart) ; 18 h. 30, La vie entre les lignes... « Boy amour », avec J. Guiomar et J.-P. Cassel ; 19 h. 25, Sciences, par E. Noël ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., Dialogues : « L'enlèvement d'Europe », avec Alexandre Sanguinetti et Robert Pontillon ; 21 h. 15, Musiques de notre temps, par G. Léon ; 22 h. 30, Entretiens avec Hubert Damisch, par M. Benezet ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles... Musique ancienne, par les musiciens de la basilique San Petronio de Bologne (Cazzati, Perti, Gabrielli, Colonna) ; à 15 h., (Bach, Haydn) ; à 15 h. 32, (Bach, Schubert, Couperin, Mozart, Liszt) ; 17 h., Studio 107, avec N. Bera-Tagrine, pianiste ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Conversation souterraine ;

20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France : Eté de Carinthie 1976, avec l'Orchestre symphonique de Bamberg, dir. M. Caridis, C. Ludwig, alto, D. Grobe, ténor : « Symphonie n° 3 » (Schubert) ; « Capriccio pour orchestre, opus 2 » (Von Einem), « le Chant de la terre » (Mahler) ; 22 h. 30, Cordes pincées ; 0 h. 45, Le violon sur le toit ; 1 h., Non écrites.

Mercredi 16 mars

CHAINE I : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 35 (III), Les visiteurs du mercredi ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5 (R.), Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui ; 19 h. 43, Eh bien... raconte !

20 h. 25, Football : Liverpool-Saint-Etienne en Coupe d'Europe des clubs champions ; 22 h. 10 (★), Documentaire : Sur les traces d'Ulysse, par E. Bradford, adapt. A. François, prod. C.B.S.

Bradford, historien et explorateur britannique, a sillonné la Méditerranée sur les traces d'Ulysse, pour tenter de démontrer que le héros d'Homère a réellement existé. L'équipe de la télévision américaine a refait le même périple. (Cette émission sera programmée ultérieurement en cas de prolongation du match Liverpool/Saint-Etienne.)

CHAINE II : A 2

13 h. 35, *Magazine régional* ; *13 h. 50*, Mercredi animé ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame... à 15 h. 5 (R.), Série : Daktari ; 16 h., Un sur cinq (reprise à 16 h. 45) ; 16 h. 30, Cyclisme : Paris-Nice ; 18 h. 55, Jeu : *Des chiffres et des lettres* ; 19 h. 45, Jeu : La tirelire.

20 h. 30, Série : Switch ; 21 h. 25, Magazine d'actualité ; 22 h. 55, Jazz : Earl Hines spécial (A salute to Louis Amstrong), par J.-Ch. Averty

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : Feu rouge, feu vert ; 19 h. 5, Emission régionale (avec, à 19 h. 40, « Valentine », de A. Bonnardel. FR 3 Lyon) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30 (R.), Un film, un auteur : « la Chatte sur un toit brûlant », de R. Brooks (1958), avec E. Taylor, P. Newman, B. Ives, J. Carson, J. Anderson.

Une famille sudiste divisée par un conflit d'intérêts à l'approche de la mort de son patriarche. Le fils cadet, qui souffre d'un traumatisme psychologique, laisse sa femme sexuellement frustrée.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... le Juif errant, par R. Auguet ; à 8 h. 32, L'homme face à la machine, par F. Christian ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, La matinée des sciences ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie ; 11 h. 2, Le magazine des éditions musicales ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique ; *14 h., Poésie* ; *14 h. 5, Un livre, des voix* ; 14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... hors les murs ; à 16 h. 25, Match ; 16 h. 50, Reportage ; 17 h. 15, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Un rôle, des voix : « les Noces de Figaro » (Mozart) ; 18 h. 30, La vie entre les lignes : « le Grand Turc », avec M. Renaud, D. Gence, réalisation E. Frémy ; 19 h. 25, La science en marche ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (●), La musique et les hommes... Le solfège à l'école, par F. Delalande et G. Reibel ; 22 h. 30, Entretiens avec... H. Damisch ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., *Mélodies sans paroles...* Musique française du vingtième siècle (Ibert, Casanova, Damase, Durey, Roussel) ; à 15 h., Anonymes du seizième siècle ; Haendel ; à 15 h. 32, Soler, Mozart, Zelenka, Bach, Fauré, Albinoni ; 17 h. 30, Ateliers d'enfants ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Conversation souterraine ;

20 h. 30 (●), Musique au présent... Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction L. Vis, avec H. Holliger, C. Saneva, J. Chamonin : « Lamantins » (J. Koerner) ; « Chemins IV » (L. Berio) ; « Cristal » (F. Bayle) ; « Siebengesang » (H. Holliger) ; 22 h., Vieilles cires ; 23 h., Initiatives pour une musique à communication ; 1 h. (●), *Musique de la rue.*

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de semaine sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 26, daté mars 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

Les écrans francophones

Lundi 14 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hawaii 5-0 ; 21 h., *John Mc Cabe*, film de R. Altman.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Kojak ; 21 h., *Planète interdite*, film de F. Mc Leod Wilcox.

TELEVISION BELGE : 20 h., Hawaii 5-0 ; 21 h., *John Mc Cabe*, film de R. Altman.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Hors série ; 21 h. 30, Caf' Conc' ; 21 h. 55, La voix au chapitre.

Mardi 15 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Police des plaines ; 21 h., *la Taverne de l'Irlandais*, film de J. Ford.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Daniel Boone ; 21 h., *le Triporteur*, film de J. Pinoteau.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Europe immédiate.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Le riche et le pauvre ; 21 h. 05, Bruits et Musique d'aujourd'hui ; 22 h. 05, The Swinging Sextet.

Mercredi 16 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Kojak ; 21 h., *Sait-on jamais*, film de R. Vadim.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Brigade spéciale ; 21 h., *Tick, Tick, Tick, et la violence explosa*, film de R. Nelson.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Guerre et Paix.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Football ; 22 h. 15, Premières visions.

Jeudi 17 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Médecine d'aujourd'hui ; 21 h., *les Ponts de Toko-Ri*, film de M. Robson.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Cosmos 1999 ; 21 h., *le Boulanger de Valorgue*, film de H. Verneuil.

TELEVISION BELGE : 20 h. 10, *Dernier Domicile connu*, film de J. Giovanni ; 21 h. 55, Le carrousel aux images.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Temps présent ; 21 h. 15, *Un juge, un flic* ; 22 h. 10, Football.

Vendredi 18 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Mannix ; 21 h., *Station 3 ultra-secret*, film de J. Sturges.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les incorruptibles ; 21 h., *New-York appelle Super-Dragon*, film de C.-J. Dadjet.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Le riche et le pauvre ; 20 h. 35, A suivre.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *Edvard Munch*, film de P. Watkins.

Samedi 19 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., L'immortel ; 21 h., *Gilda*, film de Ch. Vidor.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les bannis ; 21 h., *la Maison de campagne*, film de J. Girault.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Antoine et Sébastien ; 22 h. 15, Cinéscope.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30, Chat en poche ; 22 h. 5, Tennis.

Dimanche 20 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Cosmos 1999 ; 21 h., *Don Juan 73*, film de R. Vadim.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *Voulez-vous jouer ?* ; 22 h. 25, Du sel sur la queue.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, *Une aussi longue absence*, film de H. Colpi.

Lundi 21 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hawaii 5-0 ; 21 h., *Gros Coup à Dodge-City*, film de P. Cook.

TELE-MONTE-CARLO : Kojak ; 21 h., *l'Homme de ma vie*, film de G. Lafranc.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, *Dupont la joie*, film d'Y. Boisset ; 21 h. 25, Débat sur le racisme.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Ouvertures ; 21 h. 15, Les comiques associés ; 21 h. 40, La voix au chapitre ; 22 h. 10, Tennis.

RADIO-TELEVISION

Jeudi 17 mars

CHAINE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 35 (III). Emissions régionales ; 13 h. 50 (III). Objectif santé : 14 h. (III). Les vingt-quatre jeudis ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h 35. Pour les petits : 18 h. 40. L'Ile aux enfants ; 19 h. 5 (R.). Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien raconte !

20 h. 30. Série : Le rendez-vous en noir ; 21 h. 25. Magazine d'actualité : L'événement. Prés. J. Besancon.

22 h. 25 (★) Emission musicale : Arcana (Les musiques mécaniques, première partie), de M. Le Roux.

CHAINE II : A 2

12 h. 45. Cyclisme : Paris-Nice ; 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50 (R.). Feuilleton : Ne le dites pas avec des roses ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame... ; à 15 h. 5. Série : Le Saint ; 17 h.) ; 18 h. 30. Cyclisme : Paris-Nice ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : La tirelire.

20 h. 30 (●). Téléfilm : « Scott Fitzgerald à Hollywood », réalis. A. Page, avec T. Weld, J. Miller.

Arrivé à l'issue de sa belle carrière et de son grand amour, l'auteur de « Tendre est la nuit » revoit ses succès, en « flash back ».

22 h. 40. Science-fiction : Vous avez dit bizarre, de M. Lancelot.

CHAINE III : FR 3

18 h. 10. Objectif formation : Les hommes du béton ; 18 h. 45. Pour les jeunes : Enfants d'ailleurs. Mexique ; 19 h. 5. Emissions régionales (avec, à 19 h. 40, « la Griffe du luthier », de A. de Beaumont. FR 3 Rennes) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30 (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma : « la Mandarine », d'E. Molinaro (1971). Avec A. Girardot, Ph. Noiret, M. Renaud, M.-H. Breillat, M. Head, J.-C. Dauphin.

Une famille qui vit, à l'abri du besoin, dans la fantaisie et le bonheur bohème, voit son ordre troublé par l'arrivée d'un jeune Anglais.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : « Le Juif errant », par R. Auguet ; à 8 h. 32, L'homme face à la machine ; 8 h. 50, Le sphinx de papier ; 9 h. 7, La matinée de la littérature ; 10 h. 45, Question en zigzag ; 11 h. 2, Recherche musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Renaissance des orgues de France ; 14 h., Poésie ; 14 h. 5, Un livre, des voix ; 14 h. 45, Radio scolaire ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... Deux heures pour comprendre..., cinéma et sémiologie ; 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Un rôle, des voix : « Samson et Dalila » (Saint-Saëns) ; 18 h. 30, La vie entre les lignes : « le Visiteur », réalisation E. Frémy ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

19 h. 55, Poésie ; 20 h., Nouveau répertoire dramatique de France-Culture ; 22 h. 30, Entretiens avec Hubert Damisch ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 10 h., La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles... Nouvelles auditions : pages avec piano (B. Jolas, A. Louvier, M. Constant, T. Nikiprowetsky) ; à 15 h., Des notes sur la guitare (Villa-Lobos, Weiss, Dowland, Van Hoeck, Sagreras, Bach) ; à 15 h. 32 (Rachmaninov, Haendel, Beethoven) ; 17 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Conversation souterraine ;

20 h. 30 (★), Soirée lyrique en direct de l'Auditorium 104, par la formation de chambre du Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, direction C. Farncombe : « le Couronnement de Poppée » (C. Monteverdi), avec M. Berod, J. Chamonin, A.-M. Rodde ; 0 h. 5, Blues ; 1 h., Relais.

Vendredi 18 mars

CHAINE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 35 (III). Emission régionale ; 14 h. 45 (III). Téléformation ; 17 h. 30 (II). Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. (III), A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40 L'île aux enfants ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien... raconte !

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Bonne chance, Denis ! », de M. Duran, avec M. Le Royer, A. Abbadie, Cl. Nicot.

Le Diable et le Bon Dieu se disputent l'âme de Denis Vautier, qui ressuscite pour les départager.

22 h. (★). Emission musicale : Arcana (Les musiques mécaniques, deuxième partie), de M. Le Roux.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine regional ; 13 h. 50 (R.). Feuilleton : Ne le dites pas avec des roses ; 14 h., Aujourd'hui, madame... à 15 h. 5 (R.), Série : Le Saint ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : La tirelire.

20 h. 30. Feuilleton : La mission Marchand (Fachoda) ; 21 h. 30, Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Bienfaits et méfaits de la psychanalyse).

Avec MM. Didier Anzieu (« Etre psychanalyste »), Dominique Frischer (« Les analyses parlent »), Julien Bigras (« l'Enfant dans le grenier »), et Mme Aïda Vasquez (« Docteur X... S.O.S. psychanalyste »)

22 h. 45 (●). Ciné-club : « la Belle de New-York », de Ch. Walters (1952), avec F. Astaire, V. Ellen, M. Main, K. Wynn, A. Pearce (v.o. sous-titrée).

En 1890, à New-York, un célibataire oisif et bambocheur tombe amoureux d'une jeune femme très vertueuse. Il lui faut la mériter.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Histoire de France et Des livres pour nous ; 19 h. 5, Emission régionale (avec, à 19 h. 40, « les Pompes funèbres », de M. Hermant, FR 3 Lille) ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30 (★). Magazine vendredi... De quoi avons-nous peur ? (L'agression), enquête de J. Peyzieu, réal. P. Le Gall.

21 h. 30 (●). Reportage : Igloolik ou la planète esquimaude, de B. Saladin d'Anglure et Michel Treguer (second volet).

Ni document ethnologique, ni reportage à proprement parler politique, cette émission fait entrer dans l'univers mental des Inuits, ces Esquimaux qui revendiquent aujourd'hui leur autonomie au Canada. Vingt mille chasseurs-pêcheurs dont l'identité change au cours de leur vie sont menacés par la civilisation blanche.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « le Juif errant », par R. Auguet ; 8 h. 32, L'homme face à la machine, par F. Christian ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, La matinée des arts et du spectacle ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Lecture d'un disque ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Musiques extra-européennes ; 14 h., Poesie ; 14 h. 5, Un livre, des voix ; à 14 h. 45, Radio scolaire ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... Les Français s'interrogent sur la main mécanique et les déracinés ; à 16 h. 40, La musique une et divisible ; 17 h. 10, L'heure de pointe ; 18 h. 2, Un rôle, des voix... « Samson et Dalila » (Saint-Saëns) ; 18 h. 30, La vie entre les lignes : « la Fosse aux renards », réal. E. Fremy ; 19 h. 25, Les grandes avenues de la science moderne ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., Biographie... Maurice Roche, par G.-J. Salvy ; 21 h. 30, Musique de chambre (Beethoven, Boucourechliev, M. Ohana, L. Alexander) ; 22 h. 30, Entretiens avec H. Damisch ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 30, La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles (Lalo, Dvorak, Bottesini, Scriabine) ; à 15 h. (Martinon, Ouzounoff) ; à 15 h. 32 (Haydn, Bach, Chapelet, Scarlatti, Marais, Schumann) ; 17 h. 30, Clarté dans la nuit ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Conversation souterraine ;

20 h. 20 (●), Cycle d'échanges franco-allemands, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunks, dir. M. Tabachnik, avec M. J. Pires, planiste : « Symphonie n° 34 », « Concerto pour piano et orchestre en ut mineur » (Mozart), « Symphonie en trois mouvements » (Stravinski) ; 23 h., Jazz forum ; 0 h. 45, Rencontre ; 1 h., Le pouvoir des géraniums.

Samedi 19 mars

CHAINE I : TF 1

10 h. 55 (III). Téléformation ; 11 h. 55 (III). Philatélie Club ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 12 h. 45 (III). Jeunes pratique ; 13 h. 35 (III). Le monde de l'accordéon ; 14 h. 10 (III). Restez donc avec nous le samedi... ; à 15 h. 50, Rugby : Tournoi des Cinq Nations : Irlande-France ; 18 h. 45 (III). Animaux : Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 19 h. 20. Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 43. Eh bien raconte !

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Marie-Paule Belle) ; 21 h. 35 (R.). Feuilleton : « Peyton Place » ; 22 h. 30 (★), Série : Le roi des Celtes (premier episode). Réal. S. Hayers, P. Jackson et P. Sasdy.

Une nouvelle version des aventures du roi Arthur et des chevaliers de la Table ronde.

CHAINE II : A 2

11 h. 45. Journal des sourds et des malentendants ; 12 h., Téléformation ; 12 h. 30. Magazine Samedi et demi ; 13 h. 30. Hebdo chansons, hebdo musiques ; 14 h. 10. Les jeux du stade ; 17 h. 30. Des animaux et des hommes ; 18 h. 10. Concours. La course autour du monde ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : La tirelire.

20 h. 30. Jeu : Interneige ; 22 h. 5 (●). Entretien : Questions sans visage ; 23 h. (●). Variétés : Drôle de musique, réal. R. Sangla.

CHAINE III : FR 3

15 h. 50 (R.). Cinéma 16 : « les Lavandes et le Réséda », d'A. Rivemale. Réal. J. Prat ; 18 h. 45. Pour les jeunes : Musique buissonnière ; 19 h. 5. Emissions régionales (avec, à 19 h. 40. Samedi entre nous) ; 20 h., Magazine outre-mer.

20 h. 30. Theâtre : « Zoo ou l'Assassin philanthrope », de Vercors, mise en scène J. Mercure, retransmis du Théâtre de la Ville à Paris, avec P. Vernier, B. Veron, S. Peyrat, L. Mercure.

L'histoire utopique des hommes sous le regard d'un humaniste inquiet.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Regards sur la science ; à 8 h. 32, « 77... 2000, comprendre aujourd'hui pour vivre demain », par J. Yanowski ; 9 h. 7 (●), Le monde contemporain ; 10 h. 45, Démarches ; 11 h. 2, La musique prend la parole ; 12 h. 5. Le pont des arts ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5 (●). Les samedis de France-Culture... perspectives du vingtième siècle : journée François Bayle ; 18 h. 30, Entretiens de Carême par le pasteur D. Alger de l'Eglise réformée de l'Annonciation... « Jésus Christ ou rien » ; 19 h. 25, Communauté radiophonique ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h., « L'Amnésie », de P. Madral ; avec M. Vitold, E. Berry, J. Danno, réal. J.-P. Colas ; 21 h. 55, Ad-Lib ; 22 h. 5, « La fugue du samedi ou mi-figue, mi-raisin » ; 23 h 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Pittoresques et légères ; 8 h., Mélodies sans paroles ; 9 h. 2, Ensemble d'amateurs ; 9 h. 30, Etude ; 11 h. 15, Les jeunes Français sont musiciens ; 12 h. 40, Jazz s'il vous plaît ;

13 h. 30, Chasseurs de son stéréo ; (●) de 14 h. à 20 h., Les astronautes... ; 14 h. 10, Discothèque 77, la critique des auditeurs ; 15 h., En direct du Studio 118, œuvres de Maderna ; 15 h. 45, La route des jongleurs ; 16 h. 35, 25 notes seconde ; 17 h. 35, Test hi-fi ; 19 h. 10, En direct du Studio 118 : Non écrites ;

20 h. 5, Premier jour J de la musique : ensemble instrumental et vocal Massillon ; 20 h. 30 (●), Echanges internationaux de Radio-France, par l'Orchestre symphonique de la B.B.C., dir. A. Boult : « la Mort de Lazare », « Symphonie n° 9 » (Schubert), avec J. Gomez, W. Eathorne, sopranos, P. Pears, J. Elwes, ténors ; 23 h., Vieilles cires ; 0 h. 5, Un musicien dans la nuit.

Dimanche 20 mars

CHAINE I : TF 1

9 h. 15 (III). Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 5 (III). La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (III). Bon appétit ; 13 h. 20 (III). C'est pas sérieux ; 14 h. 15 (III). Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45 (III). Sport : Direct à la une ; 17 h. 5 (III). Série : Qu'est-ce qui fait courir papa ? 17 h. 35. Téléfilm : « Je ne combattrai plus jamais » ; 19 h. 15. Les animaux du monde.

20 h. 30 (●) (R.). Film : « la Rivière de nos amours », d'A. de Toth (1955), avec K. Douglas, E. Martinelli, W. Abel, W. Matthau.

Un éclaireur guide des pionniers en territoire sioux. Deux aventuriers, attirés par une mine d'or, cherchent à provoquer la guerre avec les Indiens.

Vers 22 h.. Spécial élections municipales (résultats du second tour).

CHAINE II : A 2

10 h. 30. Téléformation ; 12 h. 10. Humour : Toujours sourire ; 13 h.. Bon dimanche avec J. Martin... à 13 h. 25. La lorgnette ; à 14 h. 15, Jeu : Pom, pom, pom, pom (reprises à 15 h. 40, 17 h. 20, 18 h. 15) ; 14 h. 20. Ces messieurs nous disent, avec P. Tchernia, J. Rouland, J. Arthur ; 15 h. 50. Série : Pilotes ; 17 h. 25 (●). Série : Muppet's Show ; 18 h. 12. Série : L'Ami public numéro un ; 19 h., Spécial élections municipales (reprise à 20 h. 30) ; 19 h. 10. Sport : Stade 2.

20 h. 30. Soirée élections municipales.

CHAINE III : FR 3

10 h.. Emission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 10 h. 30. Mosaïque ; 16 h. 55 (●). Igloolik ou la planète esquimaude (deuxième volet, reprise de l'émission du 18 mars) ; 17 h. 50 (●). Espace musical, de J.-M. Damian : « Water Music » (Haendel), par l'orchestre de l'Academy of Saint-Martin in the Fields, sous la direction de Neville Mariner ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h., Hexagonal : Anachronisme ; 20 h. 15. Téléfilm : « la Jungle du tapis vert ».

21 h. 15. Journal et résultats des élections, puis, à partir de 21 h. 35, résultats des élections municipales à partir des vingt-deux stations régionales ; 23 h. (●) (R.). Cinéma de minuit (cycle Julien Duvivier) : « Poil de Carotte », de J. Duvivier (1952), avec H. Baur, R. Lynen, C. Fonteney, Ch. Dor, L. Gauthier (N.).

Un jeune garçon à cheveux roux, tyrannisé par sa mère et délaissé par son père, décide de se suicider.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Musique de chambre ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Salomé », d'O. Wilde, avec F. Huster, F. Delbrice, R. Arrieu ; 16 h. 5, Récital d'orgue, par W. Hilsman ; 16 h. 45, Conférences de Carême en direct de Notre-Dame de Paris... « Jésus-Christ ou rien », par le Père B. Bro ; 17 h. 35, Rencontre avec B. Schneider ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h., Poésie ininterrompue : C. Esteban ; 20 h. 40 (●), Atelier de création radiophonique ; 23 h. 30, Black and blue ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Concert promenade ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h., Concert en direct du Théâtre d'Orsay, avec G. Hartman, soprano, C. Ivaldi, pianiste (Schubert, Wolf, Satie, Barber) ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra-bouffon ;

13 h. 35, Premier jour J de la musique ; 14 h., La tribune des critiques de disques : « Concerto pour piano et orchestre n° 1 » (Liszt) ; 17 h. (●), Le concert égoïste, d'E. Ionesco ; 19 h., La route des jongleurs ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h. 30, Musique pour tous, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction R. Giovaninetti, avec le pianiste P. Reach : « Ouverture, scherzo et final, opus 52 » ; « Concerto pour piano en la mineur » (Schumann) ; « Symphonie en ré mineur » (C. Franck) ; 23 h., Musique de chambre (Debussy, Ravel) ; 0 h., Concert extra-européen ; 1 h. 15, Trêve.

Lundi 21 mars

CHAINE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h 50 (III). Restez donc avec nous le lundi... ; à 14 h. 23. Variétés ; 14 h. 47 (R.). Série : Cannon ; 17 h. 30 (III). Tourisme : La France est à vous ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5 (R.). Feuilleton : La lettre volée. Real. P. Goutas (premier épisode) ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien raconte !

20 h. 30 (●). Film : « Suzanne Simonin, la religieuse de Diderot », de J. Rivette (1965). Avec A. Karina, L. Pulver, M. Presle, F. Bergé.

Au dix-huitième siècle, une jeune fille contrainte d'entrer au couvent cherche à préserver sa foi chrétienne et à retrouver sa liberté.

22 h. (●). Document : Les idées de la liberté (Diderot et le mouvement des idées au dix-huitième siècle). Prod. J. Duché. Real. J. Bescont.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 14 h.. Aujourd'hui, madame... ; à 15 h. 5 (R.). Série : Le Saint ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 18 h. 35. Chronique : Les histoires de l'histoire ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : La tirelire.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55 (★). Documentaire : L'art visionnaire, de M. Random (première partie : Signe et chemin de la vision) ; 22 h. 55. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard.

Télévision publique, télévision privée, avec MM. Jack Ralite et Robert-André Vivien.

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-INTER (météo marine) : 7 h. 55 et vers 19 h. 55.

FRANCE-CULTURE : 9 h. 5, 12 h. 30, 19 h. 30 et 23 h. 55.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Flash ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : M. Claude Mauriac ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30. Cinéma public : « John Wayne et les cow-boys », de M. Rydell (1971). Avec John Wayne, R. Lee Brown, B. Dern, S. Pickens, C. Dewhurst.

Un vieux propriétaire de l'Ouest engage une dizaine d'adolescents pour conduire son bétail à 600 kilomètres de sa ferme.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance.. Célibat et célibataires, par H. Portnoy ; à 8 h. 32, La qualité de la vie... au XVIIe ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire : la crise de la fin du Moyen-Age ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Evénement musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h., Poesie, 14 h. 5, Un livre, des voix : « L'heure de la sensation vraie », de Peter Handke ; à 14 h 45, Radio scolaire ; 15 h 2, Les après-midi de France-Culture... l'invité du lundi ; 18 h. 2, Musique plurielle ; 18 h 30, La vie entre les lignes ; 19 h. 25, Présence des arts ; 19 h. 55, Poésie ;

20 h. (●). Essai : « Et après ça ? », de James Saunders, avec M. Lonsdale, réal. G. Peyrou ; 21 h. (●), L'autre scène, ou les vivants et les dieux... Rencontres bibliques, par E. Wiesel et P. Nemo ; 22 h. 30, Entretiens ; 23 h., « Fragments de Laure », par J. Peignot et M. Cohen ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Micro-facteur ; 14 h., Mélodies sans paroles... portrait de P. Mari ; à 15 h. 32, « Tiefland » (E. d'Albert) ; 18 h. 2, Écoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 40, Concours international de guitare ;

20 h., En écho ; 20 h. 30, Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. B. Amaducci, avec la violoniste E. Volkaert : « Athalie, ouverture » (F. Martin), « Concerto pour violon et orchestre n° 4 » (Vieuxtemps), « Chorégraphie III » (A. Prevost), « Visages d'Axel » (S. Nigg) ; 22 h. 30, Musique byzantine ; 0 h. 5, Et maintenant, ouvrez vos paroles d'angoisse ; 1 h., Relais.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h., Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h., Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h., TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaud. Pour les jeunes : « Les Infos » de Claude Pierrard (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h., Journal (le samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et demi) ; 18 h. 45 (sauf samedi et dimanche), « Flash » ; 20 h. et vers 23 h., Journal.

FR 3 : 19 h. 55. « Flashes » (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h.) : Six minutes pour vous défendre (le samedi, 19 h. 10), Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h.h. 15 (le dimanche), à Bible ouverte ; 9 h. 30, Foi et Traditions des chrétiens orientaux (le 6), la Source de vie (le 13) ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, le Jour du Seigneur : Actualité de l'Eglise (le 13) ; « Le livre des psaumes » : La prière de Jésus (le 20) ; Messe à la paroisse Notre-Dame-d'Auteuil, Paris-16e (le 13), en l'église de Préhac, Gironde (le 20).

Les nuits des municipales

Premier tour

● TF 1, FRANCE-INTER, R.T.L et RADIO-MONTE-CARLO. — A 20 h., première opération estimation. Résultats accompagné de commentaires et de débats avec des hommes politiques à Paris et en province. Premier débat de TF 1 : 22 h. 15.

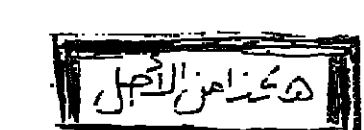
● ANTENNE 2 et EUROPE 1. — Premier rendez-vous de 19 h. à 19 h. 10. De 20 h. à 20 h. 15 : opération estimation. De 22 h. à 22 h. 30, de 23 h. à 23 h. 30 et de 24 h. à 0 h. 30 : trois débats réunissant les principaux leaders politiques.

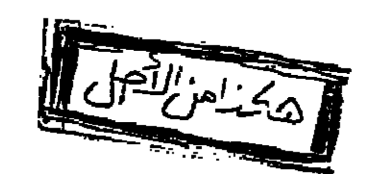
● FR 3. — Trois rendez-vous : à 19 h. 55, 21 h. 15 et 0 h. 20. De 21 h. 35 à 23 h., chaque région donne les résultats concernant son propre secteur.

● FRANCE-CULTURE et FRANCE-MUSIQUE. — Relais avec France-Inter prévu de 20 h. à 20 h. 5 pour l'opération estimation. Résultats, analyses et commentaires de 22 h. à 22 h. 30 sur France-Culture et de 23 h. à 23 h. 30, puis de 23 h. 45 à 24 h. sur France-Musique.

Second tour

Les chaînes de télévision et de radio adopteront les mêmes formules et les mêmes horaires que pour la soirée du 13. Le choix des invités s'effectuera évidemment en fonction des résultats du premier tour de scrutin.





IDEES

LA GÉOGRAPHIE *par Maurice Le Lannou*

Région ou espace ?

LA crise actuelle de l'existence économique, sociale et culturelle n'est nullement propre à la Bretagne, mais le passage de l'état ancien aux nouveautés bousculantes fut si brusque, sur ce « finistère » écarté, que la province ressentit plus que toute autre les tensions et les conflits qui en furent le résultat. L'essentiel de ces transformations ne remonte guère au-delà de 1960. Je trouve plein de sens qu'un livre tout récent, rédigé par un groupe d'enseignants du cru, range parmi les travaux « *de rétrospective* » les ouvrages (y compris les miens) parus depuis plus d'une quinzaine d'années sur la géographie de notre péninsule armoricaine. Je ne juge même pas scandaleux que les auteurs *apportent* dans *cette* mise au point quelque partialité : les temps de la contemplation sont bel et bien révolus, et si la géographie ne sert pas vraiment à faire la guerre, elle donne argument aux contestations et prétend fixer la mesure de leur bien-fondé.

Je ne saurais écrire ici le complet résumé de ce livre fort dense malgré sa médiocre épaisseur. Je mettrai seulement l'accent sur les aspects critiques d'un exposé qui témoigne d'une sérieuse connaissance des faits et ne me paraît dépasser que de fort peu, et très exceptionnellement, les limites de la bonne foi. L'idée dominante est que la Bretagne n'est plus maîtresse de ses destinées et que de là résultent, avec la médiocrité des conditions de vie qui sont aux Bretons proposées, tous les problèmes et toutes les agitations du temps.

Et il est vrai que le mal-être de la province se traduit très imparfaitement dans la statistique, laquelle s'inscrit souvent en faux contre les pessimismes : la population bretonne, qui avait décliné de 1910 à 1945, est depuis trente ans en courbe ascendante, et la Bretagne est aujourd'hui plus peuplée qu'elle ne l'a jamais été : les mouvements migratoires qui l'ont anémiée tout un siècle montrent, depuis dix ans, un solde en sa faveur ; l'urbanisation rapide lui donne un corps structuré dont la privait l'uniformité de la vie rurale de naguère, impropre à toute cristallisation ; les campagnes bretonnes, jadis surpeuplées, présentement pourvues de densités mesurées aux nécessités des techniques et de l'économie modernes, sont sorties des vieux thèmes de la polyculture de subsistance et, cessant d'être le simple cadre d'un genre de vie, sont devenues un des grands pourvoyeurs de la France ; l'industrie elle-même semble marcher du bon pas, puisque depuis quinze ans la province, accueillant de grandes usines, offre plus d'emplois que le reste de l'économie n'est *forcé* d'en supprimer.

* * *

Mais ces aspects positifs ont des contreparties *que révèlent* des courbes moins simplistes. Si la population bretonne gagne en nombre, elle perd dangereusement sa vitalité, à la suite du vieillissement que lui vaut le départ des jeunes et dont l'effet est encore renforcé par une immigration croissante de gens âgés. L'urbanisation tardive et vigoureuse de la province, plus liée à des enflures du secteur tertiaire qu'aux progrès de l'industrialisation, la laisse moins pourvue de villes actives et rayonnantes que la moyenne de la France, et elle a même, par ses excès immobiliers, le désastreux *effet* de « suburbaniser » d'importantes portions du monde rural.

L'agriculture, d'intensive qu'elle était, est devenue productive, mais au prix de risques accrus, qui ne sont plus ceux des intempéries (encore que *les* blessures infligées au bocage n'aient point amélioré le cadre naturel), mais ceux de l'endettement et des revenus disproportionnés à l'effort accompli. L'industrie, « relancée », reste une très insuffisante recruteuse, son origine presque toute extérieure l'empêche de coller aux vraies nécessités bretonnes, et la prépondérance de grosses affaires sur des établissements moyens, qui eussent mieux convenu, fait que la carte industrielle, très contrastée, laisse s'enfoncer dans la péninsule, entre l'agglomération nantaise et rennaise, à travers tout l'intérieur et jusqu'aux abords de Brest, la tache blanche du « désert breton ».

Il n'est pas difficile de montrer que *toutes ces malfaçons vont de pair* avec une dépendance accrue à l'égard du dehors. Le développement rapide d'une agriculture industrialisée, intégrée à l'économie marchande la plus moderne, a placé le producteur de viande et de lait sur une chaîne « mue par d'autres ». Les maillons les plus robustes sont en amont les fabricants d'engrais et d'aliments du bétail, en aval les centrales laitières, les abattoirs industriels, les ateliers de charcuterie et de salaisons, les conserveries. Une partie de ces opérations est assumée par d'importants *groupements coopératifs, ou* bien par des sociétés à capitaux régionaux, mais un rôle essentiel en ce domaine appartient à des firmes nationales ou internationales qui constituent un encadrement des plus contraignants. Le dynamisme actuel des campagnes bretonnes est ainsi à beaucoup d'égards un « *dynamisme imposé* » par lequel le « *complexe agro-alimentaire* », *qui va de la fabrique d'aliments* du bétail au crédit agricole, « *assure [...] sa propre croissance en mettant à profit la force de travail familial dont dispose l'agriculture* ».

* * *

Dépendance, aussi, d'une vie industrielle que ne favorise pas la faiblesse du marché financier régional. Beaucoup d'affaires bretonnes sont passées sous le contrôle de groupes extérieurs, qui ont pu pousser parfois à leur expansion, mais parfois les ont condamnées à disparaître : tel est le cas de l'entreprise parisienne Buitoni, qui rachète en 1973 les célèbres conserveries Amieux et ferme aussitôt l'usine de Chantenay en licenciant deux cents personnes : « *L'outil de travail l'intéressait moins que la marque.* » Plus bénéfiques furent les apports d'une décentralisation qui, de 1954 à 1972, créa quarante-sept mille emplois nouveaux en Bretagne, soit 90 % *des créations nettes de la période, et* qui sauva sans doute la province de la débâcle démographique, mais cette politique d'incitation n'a pas donné tous les fruits attendus. Le nombre des emplois procurés reste globalement insuffisant. Leur qualification, en général basse, ne convient guère à une jeunesse formée à un plus haut niveau. Leur répartition n'est pas des plus heureuses : à une France qu'on décentralise répond une Bretagne où les usines se blottissent autour de quelques agglomérations privilégiées et délaissent les coins les plus besogneux. Ce sont là bien des servitudes.

Peut-être même la décentralisation, en portant dans la province « *un conglomérat d'entreprises disparates ayant plus de liens avec l'extérieur qu'entre elles* », a-t-elle achevé de briser la cohérence d'un tissu économique qui, nonobstant ses couleurs archaïques, servait du *moins à maintenir une personnalité*.

* * *

Voilà donc en fin de compte un pays que la *croissance des deux dernières* décennies à sorti de la routine pour le précipiter dans le déclin. Preuve que l'économie n'est *pas* tout lorsqu'elle *ne s'ajuste* pas à des données plus *profondes* de l'existence humaine. Le petite géographie éditée par Skol Vreiz décrit avec précision cette fin, plus brutale et plus complète que partout ailleurs, des *rapports entre le paysan et le milieu* traditionnel. L'économie la suggère déjà, puisque la campagne n'assure plus directement, tant s'en faut, la subsistance de celui qui la cultive.

En matière de techniques d'exploitation, le divorce va très loin, puisqu'on a vu se multiplier, dans le cadre de la production organisée, les élevages « sans sol ». Mais c'est toute la vie qui se trouve désintégrée, et comme délocalisée, par la disparition des foires et des marchés, par la fin des solidarités naturelles de voisinage et d'entraide, par la mort des artisanats de village, par toutes les pressions de la consommation et de ses idéaux, qui attachent l'homme de la ferme à un système de relations lointaines et anonymes et le laissent, en dépit de tous les rapprochements syndicaux, plus isolé que jamais. Et les disparités croissantes entre les exploitations archaïques et les nouveautés révolutionnaires de la société rurale accentuent ce *déséquilibre* qui naît des lézardes d'une civilisation.

On dira que ce fut là le destin, depuis bien plus d'un siècle, de toute une vieille Europe secouée par l'avènement de la révolution industrielle. Cela est vrai, mais cette révolution avait pu ménager dans la plupart des cas des transitions utiles et assurer sans trop de désarroi la réussite, sur des échelles nouvelles, d'équilibres nouveaux. Rien de pareil dans une Bretagne écartée, isolée, trop uniforme dans le cloisonnement de son bocage, et où les bourgeoisies (y *compris la maritime : on nous le montre* excellemment dans l'exemple de Nantes) ont rarement et incomplètement suivi les appels de l'industrie.

C'est en ce sens que la province pouvait paraître, quand survint le second vingtième siècle, dans un état de dépendance quasi coloniale qui la laissait sans moyens devant l'irruption de la civilisation technicienne. Mais cette dépendance n'était que médiocrement perçue, tant restait solide, jusqu'à ce temps, l'association d'un groupe et d'un milieu.

L'association est aujourd'hui brisée par l'apparition conjointe d'une économie mondialisée qui déclasse brutalement les archaïsmes, et d'une civilisation pré-fabriquée qui rend insupportables les contraintes des temps et des lieux. C'est ainsi que quelque trois millions d'hommes, presque du jour au lendemain, d'un peu à la traîne qu'ils étaient, sont devenus proprement des *sous-développés* ; c'est ainsi que, *par un* rapprochement qui est plus qu'une coïncidence, la fin d'un équilibre économique est aussi celle d'une civilisation.

On peut se demander laquelle des chutes a *entraîné l'autre. Les auteurs* du petit livre que j'examine semblent voir la principale cause de l'insuffisant ressort économique de la province dans l'aliénation d'un fonds culturel original *par la politique centralisante de l'Etat* français, dans le ralliement de la bourgeoisie aux façons de Paris, dans le déracinement de la main-d'œuvre bretonne au service des œuvres du capitalisme *libéral. Et il n'est que trop naturel* que, devant les malheurs de l'ordre économique et social, on pense trouver la condition nécessaire d'un sauvetage dans les retrouvailles des hommes et de leur passé.

Mais voilà bien où l'équivoque s'établit, puisque le passé risque fort de démentir les promesses d'un « progrès » auquel l'économie donne un tout autre sens. Il y a quelque audace à chercher dans la tradition les voies d'un exact ajustement aux idéaux du modernisme. Monstrueux problème que celui du renouveau d'une civilisation !

* * *

Les auteurs de Skol Vreiz sont plus que moi attirés par les mirages de l'in*dépendance*, et *je ne fais* pas des poseurs de bombes mes héros. Mais s'il arrive à ces géographes de ne point honnir la déraison, ils ont bien raison sur l'essentiel. Une vieille terre ne se rajeunit pas de la meilleure manière par des alignements forcés. Entrer dans un « espace » à la moderne n'est pas se moderniser. Accueillir des foules en mal de résidence secondaire n'est pas s'enrichir. Laisser violenter ses villages, ses estuaires et... son dernier marais salant n'est pas augmenter son capital.

Mais, d'autre part, affirmer, comme le *convive présidentiel* de Dinan (le 7 février dernier), que « la Bretagne est l'une des grandes chances de la France », c'est vouloir séduire à rebrousse-poil. Je comprendrais mieux, pour ma part, qu'il importât à la France de rester une des meilleures chances des Bretons.

★ *Géographie de la Bretagne* (par plusieurs collaborateurs). Ed. Skol Vreiz, Morlaix, 1976, 240 pages (franco 43 F près de Skol Vreiz, Run-Avel, 29210 Plourin-Morlaix, C.C.P. Rennes 2248-35 X).

TENTATION

L'affaire est dans le sac

LES vitrines qui s'offrent, qui répandent leurs beaux atours, leurs séductions, leurs tentations. Nul n'y prête véritablement attention. A moins que, les soirs de demi-brume, les instants de sourde tristesse, une petite voix tapie en nous ne se mette à commander au regard, à implorer la possession. Alors, il *suffit généralement d'entrer*, d'aller au-delà de cette vitrine et de toucher du bout du doigt les objets qu'elle renferme pour que le sortilège se dévide et tourne court. *Décidément*, cette robe est trop grande, ce coloris trop acide, ce gadget sans véritable utilité. Nous sommes quittes avec nous-mêmes.

Toutefois, de plus en plus souvent, l'excursion dans les cavernes de la consommation ne s'arrête plus à l'instant où le *carrosse* redevient citrouille. C'est le moment où, nous arrachant d'un mouvement vif aux attraits des objets, une poigne robuste nous saisit. La jeune beauté qui jusque-là semblait s'abandonner à quelque neurasthénie pugnace, ou qui, toute grâce languide, ne s'occupait qu'à comparer avec emphase les mérites intimes de « ce cher Gaspard » avec ceux de « ce cher Balthazar » se transforme en furie, hurle « au voleur », quand elle ne nous assène pas, d'un revers de main professionnel, quelques soufflets bien claquants. Autour de la vendeuse devenue héroïne et justicière, l'auditoire *se soulève dans une houle* irrésistible.

A partir de là, les autorités du magasin ont la partie belle. Elles pourront morigéner, nous fouiller, nous faire la leçon. Et *même* si l'on ne trouve sur nous aucune trace de chiffon, personne ne s'interposera pour nous prêter main-forte. Notre imagination sera retenue contre nous. Cela peut durer longtemps, très longtemps. Et les vendeurs-soupçonneurs s'excusent rarement.

Naturellement, il est normal que les commerçants veuillent lutter contre le vol. Cependant, lorsqu'on regarde de plus près ces tuniques cousues à Hong-kong, ces chaussettes tricotées dans les Andes, ces manteaux nuageux sculptés par de laborieuses gardes-barrières, et surtout le prix auquel ils sont vendus, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a, de la part des boutiquiers, un certain paradoxe, voire de l'impudence, à vouloir ainsi faire la morale.

Et puis, celui qui pose, dispose ses produits à seule fin de déterminer l'achat, n'est-il pas un peu provocateur ? Provocateur d'une appropriation séance tenante. L'achat est une médiation et un artifice par lesquels *nous passons sans ciller* parce que nous sommes *bien adaptés*. Mais, le sommes-nous toujours ? Il faudrait être bien vertueux pour, dans une société qui dénude, déshumanise, confère à tout un statut d'objet, faire taire les élans impérieux vers ces mêmes objets.

Même si nous savons résister à ces pulsions, nous sommes mûrs, un jour ou l'autre, pour cette aventure-éclair qu'est le *flagrant-délit*. La flagrance n'est pas vraiment requise ; le délit non plus, d'ailleurs. Rien n'est plus simple. Il suffit que votre regard soit un peu insistant, que vous hésitiez à acheter, que vous vous mettiez à pratiquer des essayages. Qu'un vendeur, un inspecteur inoccupé passe par là, et l'affaire est dans le sac, si l'on peut dire.

Dès lors, ne nous étonnons plus que certains, après avoir chaussé leurs baskets, raflent d'un geste prompt quelques atours pulpeux et s'enfuient la foulée légère, le mollet allègre. Il s'agit là de *l'effet Serendip*, qui, selon une formule inventée par Horace Walpole et reprise par Alain Peyrefitte, caractérise certaines sociétés où tout arrive à l'envers. On y provoque ce que, par définition, on voulait proscrire. Les coups sont d'autant plus ratés que les calculs avaient été habiles.

MICHÈLE SOLAT.



La vie du langage

Grammaire classique ou grammaire de classe ?

LE sire de Joinville, compagnon d'armes et historiographe de Saint Louis, rapporte ainsi un épisode sanglant des Croisades : « *Il y avoit gens sarrasins appareillés, les espées toutes nues, QUE ceux qui cheoiem ils les occioient et getoient touz ou flum.* » C'est-à-dire : « Ceux des croisés qui tombaient, les Sarrasins les tuaient et les jetaient dans le fleuve. » Deux siècles plus tard, Philippe de Comines écrit, avant La Fontaine : « *Quant ilz furent joinctz, celluy qui estoit dessus l'arbre demanda à son compaignon par serment ce que l'ours luy avoit dict en l'oreille, QUE si longtemps lui avoit tenu le museau contre l'oreille.* »

Un peu plus tard encore, le sieur de Monluc, autre pourfendeur d'infidèles : « *La compagnie du comte de Tende estoit ce jour-là de garde, QUE le cappitaine Taurines en estoit lieutenant.* » Un siècle encore (toujours environ), et voici Molière : « *J'ai une tendresse pour mes chevaux, QU'il me semble que c'est moi-même* », déclare maître Jacques dans ses fonctions de cocher.

Et, pour clore provisoirement le panorama, Louis-Ferdinand Céline : « *Vous n'avez pas à être surpris, lecteur. Au moment de cet attentat, les faits incidents quiproquos s'entremêlèrent, QUE maintenant encore vous vous retrouvez souvent en mésententes parallèles...* » (*Nord*, éd. Folio, p. 32.)

On pourrait multiplier de telles citations : qu'ont-elles de commun ? D'abord, d'être parfaitement grammaticales au sens chomskyen : c'est-à-dire d'être immédiatement comprises, et comprises de la même façon par n'importe quel « *parlant-français* » d'origine ; mais non par un étranger, à moins qu'il ne maîtrise parfaitement notre langue.

Ensuite, d'être toujours senties et jugées *par* les mêmes parlant-français comme du « mauvais » français ; y compris par ceux qui, spontanément, parleraient comme Joinville ou Céline, et ils sont nombreux. Un effet de ce jugement collectif défavorable est que de telles phrases ne sont jamais écrites, sinon (c'est le cas de Céline) par une transgression voulue des règles du « *bien-écrire* ».

Conséquences de cette interdiction tacite : ce genre de construction est ignoré de nos grammaires. *Ni M. Maurice Grevisse ni M. Robert-Léon Wagner*, qui savent l'un et l'autre du français tout ce qu'il est possible d'en savoir, et ne sont ni l'un ni l'autre, il s'en faut, des puristes racornis, n'en font aucune mention. C'est que les meilleures des grammaires ne sont encore que des grammaires d'écrivains.

Langue du roi et langue du peuple

Jean de Joinville, Philippe de Comines, Blaise de Monluc, sont de grands seigneurs. Ils écrivent cependant non en *aristocrates*, mais comme tout le monde s'exprime et écrit alors, le roi compris. Ne rêvons pas trop d'une longue époque française de « communisme linguistique » : le noble et le manant ne parlaient sans doute pas exactement la même langue. Il est du moins permis de penser que, jusqu'à l'offensive victorieuse des bas-bleus du début du dix-septième siècle, l'écart social entre les « parlures » était infiniment moins grand qu'aujourd'hui. Déjà, Molière ne fait plus guère parler, comme nous l'avons dit, que les *domestiques de farce*.

Ce n'est pas tout d'interdire, il faut remplacer. Avons-nous gagné au change ? Dans le cas de Joinville et de Céline, nous emploierions : de telle sorte que ceux qui tombaient, les Sarrasins, etc. Ou : si bien que maintenant encore vous vous retrouvez, etc. *C'est pataud, long, lourd*, sans vie. Pour Monluc, un simple point-virgule (la compagnie était de garde ; le capitaine Taurines, etc.). Mais nous y perdrions cette nuance *sensible* de preuve, de précision militaire, qu'a voulue le narrateur. Pour le récit de Philippe de Comines, on ne voit pas bien quoi substituer au QUE ; il semble qu'il faudrait reconstruire la phrase, au détriment de son naturel. Pour Molière enfin, nous écririons : une telle tendresse pour mes chevaux, qu'il me semble, etc. *Une fois encore*, nous sommes perdants : « telle » n'ajoute rien à la compréhension, mais l'expression est moins vive.

Nous le voyons bien par une autre citation de Céline, cette fois dans *Guignol's band* (éd. Poche, p. 55) : « *Cascade, on l'a trouvé chez lui dans un état d'énervement QUE personne osait plus l'ouvrir. Il en tenait après tout le monde.* »

Si l'on convient de nommer « résultatives » ces propositions (plutôt que « consécutives » comme le fait la grammaire *traditionnelle* ; mais la place nous manque pour développer ce point de terminologie), on voit que l'articulation entre un état des choses a) et un résultat b) peut se faire à trois degrés : au degré zéro, elle n'est marquée que par une pause (en langue parlée), un point-virgule (en langue écrite) ; au degré moyen (langue parlée seulement), par QUE seul ; au degré plein, elle est sur-marquée par un déterminatif : *tel... que, si bien que, de telle* sorte que, etc.

Aux lecteurs qui se demandent ce que peut bien être un fait de « sociolinguistique » on est tenté de répondre : en voilà un, dans le domaine de la syntaxe. Une construction simple, vigoureuse, fonctionnelle, qui non seulement ne présente aucune ambiguïté mais permet de rendre à l'occasion une nuance particulière au récit, est aujourd'hui pratiquement interdite de séjour en français, alors que *son caractère « national » ne fait* aucun doute.

Interdit sans effet en linguistique pure : née avec la langue, une tournure aussi pratique résiste à tout. Une phrase comme : « *Il tousse la nuit QUE personne ne peut dormir* » est aussi vivante aujourd'hui qu'à l'époque de la *Chanson de Roland. Mais, interdit* terriblement efficace dans les rapports de société : l'absence du déterminatif (tel, tellement, etc.) est l'un des traits qui marquent à coup sûr la langue des dominés, de la classe ouvrière.

JACQUES CELLARD.

SOCIETE

LE TEMPS

Les photographies de Florence

DEPUIS le matin, il pleut sur Vélizy-Villacoublay. Quelle journée maussade ! Pierre est à son bureau. Pascal, à l'école. Florence est sombre. Elle attend un bébé. Et que faire en attendant si le médecin vous dit de ne pas bouger ?

Florence soupire. Sa chambre est pleine de solitude. Pieds nus, elle erre et songe. Désormais, il faut les faire à l'intérieur, les grands voyages. Un carré de papier sur le sol la fait se baisser. Une photo. Elle tire une boîte de l'armoire pour la ranger. Mais c'est un carton à chaussures un peu mûr. Il craque. Une pluie de diapositives, clichés, photographies, s'abat sur elle.

D'abord ennuyée, elle les ramasse, assise sur le tapis. Puis, cédant à la fascination du passé, elle se met lentement à les examiner. Il y a longtemps qu'elle aurait dû les classer. Son mari lui a offert pour cela deux albums. Mais, toujours, quelque chose l'en a empêchée, mystérieusement : comme une peur.

« Mon Dieu, comme nous sommes devenus pas beaux ! »

Des portraits

Elle éclate de rire, tristement. Nous, c'est elle, en mariée, et son mari. Dix ans déjà ! Le temps n'a pas voulu suspendre son vol. Cruelles, ces photos l'ont figé. Pierre, surtout, s'est terriblement modifié : cheveux, silhouette, jusqu'au sourire ! C'est quand même étonnant qu'un homme puisse changer aussi totalement en si peu de temps. Car eux aussi ils ont connu les « vertes amours » plus ou moins enfantines et « les chansons et les baisers et les bouquets... », mais la suite ne vint jamais ! Et, aujourd'hui, il faut l'avouer : ce qu'elle aime le plus de son mari, ce n'est pas sa présence...

D'une enveloppe énorme, à demi déchirée, jaillit un flot de cartons jaunis : des daguerréotypes, un curieux héritage de ses grands-parents. Piquée par la puce de la curiosité, elle se penche pour les déchiffrer. Certaines images sont presque illisibles. Le temps a passé sur elles sa lourde gomme. La même lumière qui les a créées les a plus ou moins détruites.

Sévère, tout en noir, sa grand-mère la regarde. Mais c'est d'un œil qui ne vous parle pas. Florence a l'impression qu'elle ne devait jamais sourire. Elle n'ignore pourtant pas que le sourire ne fait pas le bonheur. Les photos des nouvelles générations, qui ne savent qu'éclater d'un rire forcé devant l'objectif, le lui prouvent. Elle sait qu'en ce temps-là le désir de se perpétuer par l'image rendait sérieux. C'étaient des portraits. Pas des reportages comme aujourd'hui.

Enigmes

Collée sur un carton paraphé, la photo sépia de son grand-père, au centre d'un ovale, lui arrache un sourire. Quelle dignité ! C'était un notaire cet homme. Il mettait des lorgnons le dimanche pour marquer le coup. En redingote, comme un pingouin, les yeux noyés dans la méditation, il appuie son bras sur un guéridon torsadé (la pose était longue). On sent en lui comme un gonflement intérieur, d'une importance naïve et comique. Même les lunettes sont portées avec emphase. Il tient un livre à demi ouvert. Le charme indiscret de la bourgeoisie, songe la jeune femme. Un Lévi-Strauss y trouverait son compte ! Mais ces tribus en voie de disparition sont ses chers ancêtres. Elle s'interroge. Leur bonheur était-il celui des légumes ? N'était-ce pas anormal d'être si normal ? Ils paraissent tellement ivres de vivre si raisonnablement, alors qu'elle, c'est justement ce qui l'exaspère ! Troublée, elle s'enfonce dans un marécage de souvenirs. Demain, le choc du futur. Aujourd'hui, le choc du passé. Ces gens lui ont toujours paru plus éloignés d'elle que l'Inde ou la Chine. Mais elle s'attendrit sur leurs vieux visages fanés. Peut-être y avait-il en eux des choses qu'on ne voit pas ? Si leurs cœurs ridés n'ont jamais battu (croit-elle), qu'y pouvaient-ils ?

Elle n'aurait jamais cru posséder de telles annales visuelles. Pourquoi les laissait-elle jaunir ? Elle vivait à côté de cela ! Certains documents sont de vraies énigmes. Ainsi, la photo de son oncle Gustave. Un homme encore plus curieux que son prénom. Il avait, disait-on, un peu trop aimé la joie. Elle allait le voir le Jour de l'an. Il vivait comme un escargot dans le passage du Désir — quelle ironie ! Petiote, elle croyait lire comme une mélancolie sans fond sur son visage ridé comme un marron sculpté, la même tristesse que sur cette photo : la souffrance secrète de l'homme dont la femme n'est pas belle. C'était un grand dédaigneux.

Privés de légende, certains clichés sont devenus des devinettes anonymes. Les photos meurent aussi. Jamais personne ne saura plus qui était cette femme pâle en bandeaux plats ni cet homme raide aux moustaches cirées. La photo d'une jeune personne aux airs penchés dont on a rageusement gratté le visage surtout la tarabuste. Que s'est-il passé ?

Claire et Niels

Un portefeuille en papier lui glisse des mains. Cette fois, c'est un bond de soixante ans en avant. Y dorment entremêlées les photos d'enfance de sa sœur aînée : Claire, celle qui ne s'est jamais mariée. Les voici ensemble à quinze ans dans le jardin de leurs parents, un bel après-midi d'été. Dans la mer de ses souvenirs, cette photo tient une place exceptionnelle. En maillot de bain l'une et l'autre, elles jouent au ballon. Tout crie en elles : nous sommes heureuses ! Mais les souvenirs heureux sont les pires. Pauvre Claire ! Elle prenait mal la vie. Elle menait sa vie en rêvant. Mais ses rêves étaient noirs. Son existence ne fut guère qu'un champ de fausses manœuvres. Et, comme disent, non sans cruauté, les romans : elle n'a jamais connu l'amour. Physiquement, elle n'était pas laide. Mais on la disait de cœur escarpé. Elle avouait avoir l'âme déserte. Aujourd'hui, elle est secrétaire Au Canada. Maigre butin pour quarante ans de vie...

Florence frissonne. Pourquoi, quand il a vu sa sœur pour la première fois, son mari lui a-t-il dit : c'est une femme froide à vous faire tousser ? Claire fut-elle la seule femme au monde que personne n'eût jamais réussi à approcher ? Fut-elle la seule à ne pas avoir sa part de paradis terrestre ?

Autre photo : elle-même, Florence, en bikini vert, sur la plage de Copenhague. Oui, elle y a passé une de ses lunes de miel avec son premier fiancé : Niels. Pourquoi n'a-t-elle pas épousé ce Danois ? Ses parents l'avaient avertie : c'est un fou déguisé, capable de tout.

Rongée par la nostalgie d'un passé qui n'a jamais existé, elle retourne dans ses doigts électriques et doux la photo du bonheur où Niels se presse contre elle. Et vice versa. Qu'une photo soit la présence d'une absence, c'est ça qui est dur. Jamais on ne devrait laisser couler les fontaines du souvenir.

Les mulots bébés émettent et enregistrent des ultra-sons qui ne renseignent que leur mère sur le lieu où ils se trouvent. Florence se redresse. Elle est sûre de son intuition : Pascal est rentré. Elle entend bientôt fourrager dans la cuisine.

« Maman ! » Bras tendus, le bambin accourt.

Déjà 18 heures ! Elle est restée assise à terre quatre heures à rêver. Preste, confuse, elle ramasse les dernières photos et voudrait les cacher. Pourquoi ? Elle ne sait pas.

Florence est, à trente ans, hantée par la peur du temps qui passe. Ces photos ont réveillé en elle l'impression que la vie s'enfuit comme un lévrier. Dans son cœur, inquiet et vulnérable, s'est ranimé une succession d'ancêtres dont elle avait jusqu'alors ignoré la présence. Au moins ont-ils existé, eux. Tant de gens n'ont jamais existé ! Mais ils ont traversé le monde sans se livrer en emportant leur secret psychologique dans la tombe. Ils l'ont laissée seule.

« Maman ! »

Debout sur ses petites jambes, Pascal réclame ses droits, très résolu. Elle se penche et l'embrasse, très résolue, elle aussi... Dans vingt ans, quarante ans, essaiera-t-il, à son tour, de trier les photos qu'elle aura laissées derrière elle pour prolonger un moment son passage sur la terre ? Maladroitement, pataud, à quatre pattes, il l'aide à les ramasser. Elle a envie de rire. Et besoin de pleurer.

PIERRE LEULLIETTE.

CADRE

Il faut être disponible...

« MON cher Duroc, il nous reste plusieurs points de la plus haute importance à fixer avant la réunion de cet après-midi ; il vous appartiendra d'être persuasif face aux représentants hollandais qui dépendent de vous. Arrachez des contrats pour les pelleteuses, et vous avez votre promotion.

— Justement, monsieur le président, je voulais vous en toucher deux mots. Je stagne depuis six mois, alors que mon collègue marketing pour la Belgique...

— Bien sûr, mon cher, vous citez Dupuis qui vient de faire un joli bond. Entre nous, sa femme est ravie ; mais il est disponible Dupuis, et vous ne l'êtes pas... Etablissons notre plan : dès qu'ils seront là ces Hollandais... Oui, entrez mademoiselle. Qu'y a-t-il de si pressé, j'avais demandé qu'on ne nous dérange pas !

— Je suis désolée, monsieur le président, mais on demande M. Duroc de chez lui, cela m'a paru personnel et urgent, une voix d'enfant ; il a beaucoup insisté, alors je suis venue.

— Rien de grave, j'espère. Réglez cela sur la ligne de mademoiselle, et je vous revois tout de suite. »

Dans le bureau de la secrétaire, qui fait mine de s'absorber pour ne pas entendre :

« Allô ! c'est toi mon petit Christophe, tu as bien fait d'appeler. Alors ? Ah ! c'est formidable, je suis très content. Tu l'as retrouvée où cette montre ?... Incroyable ? Comment as-tu pensé à fouiller dans un endroit pareil, raconte-moi.

— Non papa, j'ai pas le temps, il faut que j'aille à table.

— D'accord. Une dernière chose : sais-tu combien elle a coûté ta montre et que...

— Non, mais tu m'expliqueras ce soir, je raccroche. »

Retour chez le P.-D.G., qui jongle avec des chiffres.

« Ah ! vous revoilà Duroc. Des problèmes chez vous ?

— Rien de bien grave en tout cas.

— Vous plafonnez en ce moment, pas assez disponible, tout est là. On vous sent l'esprit ailleurs, vous n'investissez chez nous qu'en surface. Revenons à notre affaire, voici mon plan face aux Hollandais... Allô, allô ! oui... Non, papa c'est pas moi. Encore pour vous, prenez l'appareil.

— Allô ! papa, c'est toi ? Dis, tu sais ma montre, elle est restée dehors et le bracelet est tout pourri, impossible de la mettre. Et puis quelle heure il est ? Alors, j'ai encore vingt minutes avant l'école... Tu veux que je te raconte ce que j'ai mis dans mon sujet libre, ce matin ? Alors voilà... Attends, on sonne... Excuse-moi papa, c'est Frank qui vient me chercher, je te dirai ce soir.

— Je vous le disais mon cher Duroc, pas assez disponible. Enfin, nous verrons... Moi, je propose de leur mettre la combine en main franchement à ces Hollandais... Encore ! Qui peut bien venir m'emmerder sur ma ligne privée quand la secrétaire est partie. Christophe, qui c'est Christ... Encore votre gosse, mon vieux !

— Papa, j'avais oublié, il n'y a pas école cet après-midi, à cause de la conférence pédagogique. Alors tu veux bien m'emmener au cinéma... Non, *Barry Lyndon*, c'est trop long, mais mon copain il me dit *les Naufragés de l'île de la Tortue* c'est très bien... D'accord, je prends le train tout seul et tu m'attends sur le quai à Saint-Lazare. N'oublie pas au moins.

— Pas assez disponible mon cher, faites-moi du cash-flow et moins de sentiment. Alors les Hollandais vous les cueillez à froid, dès la première minute vous leur proposez...

— Monsieur le président, la réunion est à 15 heures n'est-ce pas ? Pas moyen d'annuler ? Reportons-la en fin de journée. Vous aviez raison, monsieur le président, je crains bien de n'être pas entièrement disponible en début d'après-midi. »

ROBERT BANIOL.

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 709

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I						■			
II	■			■					
III			■				■		
IV						■			
V						■			
VI					■			■	
VII							■		
VIII		■					■		
IX	■			■					
X			■				■		■
XI									

HORIZONTALEMENT

I. La première chose à faire ! ; Sigle. — II. Préfixe ; Met souvent à l'épreuve la résistance de certains sommiers. — III. Abréviation commerciale ; Sur la Drôme ; Symbole. — IV. Lutter contre certains microbes ; Point noir (inversé). — V. Devrait aimer encore moins que d'autres croquer le marmot ; Un vrai poème ! — VI. Assurément contents ; Pronom. — VII. Fausse quand elle est bonne ; Bienheureux. — VIII. Attisait les disputes ; Préfixe. — IX. Mauvais point de chute ; D'un auxiliaire. — X. Motif de recherches patientes ; La femme idéale. — XI. Protégeaient des chefs.

VERTICALEMENT

1. Muet de naissance ; Aveu antique. — 2. Verre luisant ; La prière de Cicéron. — 3. O.K. ! ; Peuple. — 4. Pris par le vainqueur ; Note. — 5. Crier comme un cervidé ; Ficelles de bonne qualité. — 6. La moitié de neuf ; Touchées. — 7. Grecque ; Pièce de trousseau. — 8. Une bouche de plus à nourrir ; D'un commerce agréable. — 9. Ventes illicites.

Solution du problème n° 1 708

Horizontalement

I. Lactation ; Elu. — II. Ore ; Râ ; Vareuse. — III. Coulissa ; Pif. — IV. Is ; Ues ; Périr. — V. Redoute ; Ide. — VI. Tuas ; Se ; Ister. — VII. Lad ; Patine ; Co. — VIII. Calé ; Louperait. — IX. Jonas ; Adné ; Rime. — X. Us ; Donc ; Nc ; Ires. — XI. Sosie ; Eacées. — XII. Eté ; Se ; NL ; Eze. — XIII. Au ; Merci ! ; PL ; Soc. — XIV. Ume ; Aérien ; Ru. — XV. Xérès ; Blessants.

Verticalement

1. Société ; Jumeaux. — 2. Ros ; Cos ; Tu. — 3. Leu ; Palan ; Se ; Ur. — 4. Lu ; Salado ; Mme. — 5. Crier ; Désossées. — 6. Tassés ; Nier. — 7. Déplacé ; Cab. — 8. TVA ; Aod ; Niel. — 9. Ia (aI) ; Pu ; Tunnel ; Ré. — 10. Orvet ; Ipéca ; Pis. — 11. Ne ; Reine ; Celés. — 12. Serriez ; Na. — 13. Esprit ; Airées. — 14. Lei ; Décidés ; Ort. — 15. Fiérotes ; Ecus.

GUY BROUTY.

Visites, conférences

DIMANCHE 13 MARS

VISITES GUIDEES ET PROMENADES — 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux : « Hôtel de Sully ».

15 h., 63, rue de Monceau, Mme Garnier-Ahlberg : « Musée Nissim de Camondo ».

15 h., devant l'église Saint-Etienne-du-Mont, Mme Lemarchand : « Le Paris des *Misérables* et du *Père Goriot* ».

15 h., 5, rue de la Légion-d'Honneur à Saint-Denis, Mme Pajot : « La maison d'éducation de la Légion d'honneur ».

15 h. 30, hall gauche, côté parc, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte ».

15 h. et 17 h. 15, salle du Musée des monuments français, palais de Chaillot, Mme Thibaut : « L'Europe romane » (Caisse nationale des monuments historiques).

10 h. 30, 93, rue de Rivoli : « Les grands salons du ministère de l'économie et des finances » (L'art pour tous).

15 h., place du Palais-Royal : « Le Palais-Royal. Les salons du Conseil d'Etat » (Visages de Paris).

16 h., 3, rue Malher : « Les synagogues du vieux quartier israélite de la rue des Rosiers. Le couvent des Blancs-Manteaux » (A travers Paris).

15 h. 15, 36, rue Saint-Bernard « Mystère Louis XVII à Sainte-Marguerite » (Mme Barbier).

15 h., métro Lamarck-Caulaincourt : « Vieux village de Montmartre » (Mme Camus).

10 h. 15, boulevard de Ménilmontant, M. Payen-Appenzeller : « Le Père-Lachaise » (Connaissance de Paris).

10 h., métro Denfert-Rochereau : « Les Catacombes » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., place du Palais-Bourbon : « Le Palais-Bourbon » (Mme Hager).

15 h., 123, boulevard de Port-Royal : « Pascal et La Rochefoucauld à Port-Royal » (Histoire et archéologie).

15 h., métro Cité : « La Cité » (M. de La Roche).

10 h 30, Musée national des techniques, 292, rue Saint-Martin : « La collection d'horlogerie » (entrée gratuite).

15 h., métro Lamarck : « Le Musée d'art juif ancien et Clignancourt » (Paris inconnu).

15 h., métro Saint-Paul : « Synagogues inconnues du quartier des Rosiers » (Paris et son histoire).

15 h., 12, rue Monsieur, Mme d'Abrigeon : « L'hôtel de Bourbon-Condé » (Tourisme culturel).

CONFERENCES. — 15 h., 78, rue Olivier-de-Serres, M. Serge Smrof : « Nous n'utilisons pas le dixième des merveilleux 'pouvoirs' de notre esprit. Pourquoi ? » (Esprit et vie).

15 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Vie spirituelle et méditation transcendantale ».

15 h. et 17 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale : intégrité de la personnalité » (entrée libre).

LUNDI 14 MARS

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., métro Saint-Michel, Mme Bouquet des Chaux : « Le quartier des Cordeliers ».

15 h., métro Jasmin, Mme Guillier : « Le Corbusier à la villa La Roche ».

15 h. et 17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut : « L'Europe romane » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., 2, rue de Sévigné : « La place des Vosges » (A travers Paris).

15 h., musée de Cluny : « Thermes romains et hôtel gothique » (Histoire et archéologie).

15 h., 70, rue de Vaugirard : « Le couvent et le jardin des Carmes » (Paris et son histoire).

15 h., 16, rue Cadet : « Les loges du Grand-Orient de France » (Tourisme culturel).

CONFERENCES. — 14 h. 45, Institut de France, 23, quai Conti, M. Sylvain Wickham : « Consumérisme et libertés du consommateur ».

15 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale : développement du potentiel mental » (entrée libre).

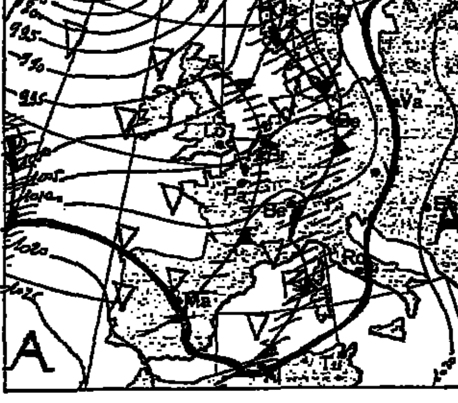
15 h., Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli : « Le décor intérieur sous la Régence et le règne de Louis XV ».

18 h. 15, 7, rue F.-de-Pressensé : « Les Mayas du Mexique » (Projections. F.M.V.J. Voyages).

19 h., Musée des monuments français, place du Trocadéro, M. Pierre Heliot : « Transition de l'art roman à l'art gothique ».

20 h. 30, Institut néerlandais, 121, rue de Lille, M. Henri Baudet : « La fin d'un empire : quelques considérations économiques ».

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 13-3-77 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le samedi 12 mars à 0 heure et le dimanche 13 mars à 24 heures :

La zone dépressionnaire du sud de l'Islande continuera de diriger sur l'océan Atlantique et l'Europe occidentale un courant perturbé rapide. Dans ce courant, une perturbation, située samedi matin au nord des Açores, progressera vers l'est. Elle apportera progressivement des pluies dimanche sur nos régions situées au nord d'une ligne approximative Bordeaux-Besançon. Les régions situées au sud de cette ligne resteront en bordure atténuée de cette perturbation.

Dimanche, en liaison avec cette perturbation, le temps sera très nuageux dès le matin de la Normandie et du Limousin à la Vendée-Charentes, avec quelques pluies faibles. Ce type de temps s'étendra vers l'est au cours de la journée pour atteindre l'après-midi et le soir les frontières du Nord-Est, les pluies devenant alors un peu plus marquées sur l'extrême Ouest. Les vents, de sud-ouest, se renforceront progressivement ; ils deviendront assez forts puis forts sur les côtes de la Manche et de Bretagne. Un adoucissement relatif accompagnera cette perturbation, le temps étant assez frais avant son arrivée sur le quart nord-est avec un risque de gelées blanches.

Au sud de la ligne Bordeaux-Besançon, après une matinée assez fraîche et parfois brumeuse dans l'intérieur, le temps sera assez ensoleillé, avec des éclaircies et quelques nuages plus nombreux à proximité de la ligne précitée.

Samedi 12 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 008,3 millibars, soit 756,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 mars ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Ajaccio, 17 et 12 degrés ; Biarritz, 15 et 6 ; Bordeaux, 14 et 6 ; Brest, 11 et 4 ; Caen, 13 et 3 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 14 et 0 ; Dijon, 10 et 4 ; Grenoble, 10 et 3 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 11 et 5 ; Marseille, 14 et 7 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 13 et 5 ; Nice, 14 et 8 ; Paris-Le Bourget, 14 et 5 ; Pau, 15 et 6 ; Perpignan, 17 et 6 ; Rennes, 13 et 1 ; Strasbourg, 13 et 5 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 12 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 degrés ; Amsterdam, 11 et 1 ; Athènes, 14 et 6 ; Berlin, 15 et 9 ; Bonn, 14 et 4 ; Bruxelles, 11 et 5 ; îles Canaries, 22 et 18 ; Copenhague, 8 et 4 ; Genève, 9 et 4 ; Lisbonne, 14 et 6 ; Londres, 13 et 4 ; Madrid, 14 et 5 ; Moscou, 2 et 1 ; New-York, 21 et 8 ; Palma-de-Majorque, 18 et 5 ; Rome, 16 et 12 ; Stockholm, 8 et 2.

Journal officiel

Est publié au *Journal officiel* du 12 mars 1977 :

UN ARRETE

● Relatif à l'organisation des services du centre national de documentation pédagogique.

Jeunesse

● *Sous le titre « Travailler pendant les vacances »*, l'hebdomadaire *Loisirs jeunes* publie dans son numéro du 2 mars l'adresse d'une trentaine d'organismes ou d'entreprises auprès desquels les étudiants peuvent se renseigner pour trouver un « job » d'été. *Loisirs jeunes* conseille aux candidats de *« s'y prendre très tôt »* et précise qu'à compter de cette année leur salaire sera exonéré d'impôt dans la limite de 1 500 F.

★ « Loisirs jeunes », 36 rue de Ponthieu, 75008 Paris. Tél. 225-60-28. 2 F le numéro, franc. de port.

Transports

● *Changement d'horaires à la S.N.C.F.* — Compte tenu du changement d'heure légale, la S.N.C.F. modifiera, à partir du dimanche 3 avril, les horaires de nombreux trains. Elle vient d'éditer, à cette occasion, les nouveaux horaires grandes lignes des réseaux Est, Nord et Sud-Est, et les horaires des banlieues de Paris-Est, Paris-Nord et Paris-Sud. Les horaires du réseau Ouest ne sont pas modifiés et ceux du réseau Sud-Ouest ne font l'objet que de quelques modifications.

ARTS ET SPECTACLES

Exposition

Les enfants de l'art brut

Adolf Wolfli (1864-1930) a été enfermé à l'âge de trente et un ans, après plusieurs arrestations et deux ans de prison, pour avoir trop aimé les petites filles.

Aloyse (1886-1964) a été internée en 1918, peut-être parce que ses idées humanitaires et pacifistes, la violence avec laquelle elle les clamait, dérangeaient trop.

Heinrich Anton Müller (1865-1930), le moins connu des trois, termina ses jours dans un hôpital psychiatrique ; il était, selon les médecins qui l'ont soigné, sujet à des idées de grandeur et de persécution.

Trois Suisses, qui ont en commun d'avoir réagi à l'internement en dessinant, en peignant, en écrivant. Réagi de la manière la plus saine qui soit, comme le fait remarquer Michel Thevoz dans son introduction au catalogue de l'exposition qui réunit un choix de leur œuvres, sous les couleurs de l'art brut — préférées à celles de l'art psychopathologique. Tous les trois ont d'ailleurs leur place dans la collection de l'art brut de Lausanne, et sont parmi les enfants chéris de Dubuffet.

Wölfli, trente ans de production ininterrompue, plusieurs centaines de dessins, des piles d'écrits et de partitions musicales ornées, que personne jusque-là n'a réussi à déchiffrer. Lui pourtant, une fois le morceau terminé, pliait la feuille en trompette et interprétait avec assurance ce qu'il était censé avoir écrit. Wölfli est l'auteur de la plus fabuleuse des imageries, belle, riche, qui vous laisse muet de respect, comme devant quelque chose de sacré qui vous dépasse infiniment.

Son monde déploie sans interruption, d'une feuille à l'autre, comme un jeu de l'oie, de rutilants mandalas, ou tout un complexe d'échangeurs autour d'une capitale, vue d'avion. Routes jalonnées de montagnes, de maisons, de clochers, de personnages, de rosaces, de volutes et de perles. Toute la surface compartimentée est bourrée de vie, de couleurs tramées, telle un précieux tapis d'Orient. Et toujours, partout, on retrouve ces notes de musique, ces fragments d'écrits, ce visage lunaire aux yeux cachés par un loup, souvent surmonté d'une croix. L'autoportrait de l'artiste.

Les œuvres d'Aloyse et de Müller souffrent un peu de la présence de celles de Wölfli. Aloyse, c'est pourtant quelqu'un ! De la couleur crayonnée et lissée à la salive et à l'encaustique, pour les ébats érotiques de quelque grande figure tragique de l'Histoire féminine : Cléôpatre, Marie-Stuart, Lucrèce Borgia et d'autres, auxquelles elle s'identifiait. Des femmes aux seins ronds et roses, au sexe en fleur, au ventre lourd de fruits ou d'œufs d'oiseaux, royalement mises en scène dans le tourbillon éclatant de grands bals travestis. Comme Wölfli, Aloyse remplit ses surfaces, mais en peintre, et non en dessinateur ; comme lui, elle a horreur du vide ; comme lui, elle masque les regards.

Müller est moins spectaculaire, plus déconcertant. Il était surtout préoccupé d'inventions et, notamment, du mouvement perpétuel. Auteur de grandes machines qui avaient pour fonction apparente de démultiplier le mouvement et faire tourner l'énergie à vide — il figurait à l'exposition des *Machines célibataires* au Musée des arts décoratifs. — il a une œuvre picturale plus épisodique. Usant de torsions, de déformations, d'échelles multiples, de perspectives et de figures hiératiques, il a dessiné des personnages et tout un bestiaire qui font penser par leur style et même leur iconographie à des fresques du Moyen Age. Comme Aloyse, comme Wölfli, Müller a beaucoup écrit, notamment ce texte magnifique *République la libre*, où est dit en manière de refrain... « *Belle République La Libre En Partie Brisée. Oh !!! O Belle République la Pas D'erreur La Somnambule Sommereuse sois mes amours...* ».

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Porte de la Suisse, 11 bis, rue Scribe. Jusqu'au 19 mars. Œuvres prêtées par le kunstmuseum de Berne, le musée cantonal des beaux-arts de Lausanne et la clinique psychiatrique universitaire de Berne.

Cinema

Reprise de « Muriel »

(Suite de la première page.)

Muriel, en fait, c'est la mémoire bloquée d'êtres qui cherchent à vivre, à devenir conscients. Hélène a appelé à Boulogne Alphonse, l'homme qu'elle a aimé vingt ans auparavant. C'est une femme qui oublie tout, jusqu'à ses clés, distraite, installée dans le provisoire. L'appartement neuf qu'elle occupe depuis deux ans est encombré de meubles qu'elle vend (elle est antiquaire) et son environnement peut se modifier d'un jour à l'autre. Alphonse, lui, est un menteur, un mythomane plutôt. Il est venu avec sa maîtresse, Françoise, une jeune actrice qu'il fait passer pour sa nièce, et il s'est inventé une vie de commerçant en Algérie. Aucune image ne vient vérifier sur l'écran la vérité ou le mensonge passés d'Hélène et d'Alphonse. Il faut les croire ou non, sur parole, les écouter simplement. Ils sont en proie à une inquiétude, à une agitation que le film traduit de plus en plus concrètement par l'éparpillement des scènes. Et, à côté d'Hélène, il y a Bernard, son beau-fils, ce jeune homme revenu, lui, réellement d'Algérie où il a fait la guerre ; à côté d'Alphonse, il y a Françoise, une fille très lucide qui ne se laisse pas prendre — peut-être parce qu'elle est actrice — à cette recherche frénétique de jadis, d'hier. Françoise ressemble à Boulogne où les ruines du passé ont été remplacées par une vie, par un présent tangible. Seul, Bernard l'intéresse. Il parle peu, mais il conserve des traces — photographies, carnets de notes, films, bande magnétique — de son séjour en Algérie. Son secret, c'est la mort de Muriel torturée. C'est là-dessus que se bloque sa mémoire. Et la réalité va éclater dans la scène du dernier repas chez Hélène où Ernest, le beau-frère d'Alphonse, démasque celui-ci, tandis que Françoise — l'a-t-elle fait exprès ? — déclenche le magnétophone de Bernard. Chacun est mis alors en face de sa vérité.

A l'heure de *Providence* salué — avec quelles louanges inconditionnelles ! — comme le super-chef-d'œuvre de Resnais, *Muriel* est un film surprenant et qui peut remettre en question cette admiration sans limites. Surprenant parce qu'il semble avoir été tourné aujourd'hui, l'art de Resnais étant fixé — thématique et style — dans une espèce de plénitude. Surprenant, parce qu'il est à l'image de notre société, de notre civilisation qui sécrète l'instabilité, le déracinement, l'angoisse. Les personnages de Cayrol et de Resnais ne se débattent pas ici contre le pouvoir d'un romancier qui cherche à les manipuler. Ils n'obéissent pas à un code intellectuel. Ils se cognent au réel, à la conscience de leur destin social. Resnais avait tout vu à Boulogne, en novembre 1962. *Muriel*, que Jean Cocteau appelait « un chef-d'œuvre terrible », c'est, à travers quelques êtres englués dans leur présent, le drame du monde occidental. *Providence* n'a fait qu'ajouter à cela, quinze ans plus tard, la hantise de la vieillesse et de la mort.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Musique

LOIN DU PALAIS GARNIER

« COSI FAN TUTTE » à Saint-Denis

Comment apprécier le Cosi fan tutte *(qui représente de toute façon un effort méritoire) que le Centre lyrique populaire français a présenté vendredi soir au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis ? En fonction du public, nombreux et assez chaleureux, de la pauvreté des tournées lyriques de la banlieue parisienne ? ou du* Cosi *du Palais-Garnier, des disques, voire des retransmissions télévisées ?*

Le nom de l'Opéra de Paris figure en tête d'affiche, alors que M. Liebermann n'a fait que prêter quatre de ses chanteurs français, qui connaissent bien les rôles, pour être chargés le cas échéant de suppléer les vedettes défaillantes. Il n'est heureusement responsable en rien d'une mise en scène gauche et sinistre, de décors qui allient un dénuement lugubre au premier acte (sous une horloge de gare que Don Alfonso avance parfois d'un quart d'heure) à un déchainement absurde au deuxième acte (tel le déferlement des affreux édredons d'où Fiordiligi et Dorabella émergent en chemise de nuit ; où Fiordiligi chante, vautrée, son air sublime), des costumes fanés ou ridicules, ni des interventions de Figaro et Suzanne interprétant à leur manière — très pré-électorale et antisexiste — l'opéra de Mozart (« Détruisons l'édifice des interdits sexuels », *clame une réplique qui a suscité quelques remous dans la salle... Et, à la fin, Despina refuse les ducats d'Alfonso, sous le nez de qui Figaro brandit le poing). Pour raconter le livret de l'ouvrage, chanté en italien, fallait-il* « s'engager » *si lourdement ? Le public de Saint-Denis a sans doute assez de bon sens pour dégager la morale de cette fable cruelle.*

Jean-Claude Hartemann dirige la représentation avec musicalité et finesse, et l'Orchestre de l'Ile-de-France, malgré la faiblesse de quelques pupitres et de fréquents décalages avec le chant, a le ton mozartien, tout comme Serge Zopolsky, au clavecin pour les récitatifs. La distribution est honorable sans être très brillante ; Eliane Lublin, Fiordiligi assez raide au visage pathétique, tend une étoffe vocale un peu courte qui l'oblige à porter chaque son avec de dangereux écarts de justesse, mais la couleur et le style sont émouvants ; Anna Ringart, plus à l'aise, avec une légère paille dans le timbre, reflète agréablement le personnage de Dorabella, et Béatrice Cramoix (Despina) ne manque pas de piquant, malgré une voix trop petite pour ce rôle étourdissant.

Le trio des hommes se tire assez bien d'affaire, avec Jean Soumagnas, Alfonso un peu étriqué, mais bien en voix, Reynald Chapuis, Guglielmo solide, et surtout Tibère Raffalli au visage jeune et subtil qui chante Ferrando avec beaucoup de flamme et une expression juste.

M. Liebermann avait envisagé il y a quelques années de monter un Cosi *itinérant. Mais il faudrait dans ce cas, comme pour les tournées de Glyndebourne (ainsi le récent* Rake's Progress *donné à Angers), que les décors et la mise en scène soient ceux de l'Opéra. On est loin du compte, loin du palais Garnier. Il n'est peut-être pas trop tard pour y penser et pour former une troupe française, jeune et talentueuse.*

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Ce spectacle sera redonné à* Saint-Denis les 12 et 13 mars ; à Créteil les 18 et 19 ; à Evry les 24, 26 et 27 ; au Vésinet le 29 mars, et à Nanterre le 1er avril.

En bref

Cinéma

● **« LE JARDIN DE PIERRES », de Parmiz Kimiavi. — Studio Git-le-Cœur.**

Derviche Khan n'est pas fou, dit sa femme, le saint lui est apparu en songe. Derviche Khan n'est pas fou, dit le militaire, c'est un artiste. Derviche Khan ? Il est sourd, muet, lui seul réussit à trouver ces pierres trouées qu'il enfile pour les accrocher dans les arbres. Alors qu'il gardait ses moutons, quelque chose comme une pierre portée par on ne sait quelle divinité a flamboyé dans l'air. Depuis, dans son jardin de pierres, il lui voue un culte.

Autour de Derviche Khan, on tourne en rond : le fils avec sa moto, l'inspecteur du téléphone, le militaire, le prêtre — ces derniers assis sur un cercle qui, au sens propre, tourne sur lui-même, peut-être comme un moulin à paroles. On tourne en rond parce que, dans cette région pauvre de l'Iran, il n'y a pas grand-chose d'autre à faire, ou bien on est là, comme l'inspecteur du téléphone, à parcourir le désert de poteau en poteau vers l'horizon, pour remplacer les fils dont Derviche Khan a eu besoin.

Et, comme dans les contes, la femme a le sens des affaires, quand les gens viendront honorer le saint, elle saura bien profiter de leur crédulité, attirant le malheur sur la tête du berger. Mais on aurait tort de ne voir là qu'un conte, pour tout ce que ce film contient de merveilleux et de poésie. C'est le récit (fondé sur une histoire vraie) d'une vie et d'un village en Iran. Le réalisateur, Parmiz Kimiavi, est parvenu à donner une image du mysticisme, à montrer un certain univers à la fois tel qu'il est (faits et gestes quotidiens, imbrication des événements) et tel qu'il est rêvé et vécu. *Le Jardin de pierres* est donc beaucoup plus que la fable dont le spectateur occidental s'émeut.

CLAIRE DEVARIEUX.

Expositions

● **UN NOUVEAU CENTRE DE LA TAPISSERIE D'AUBUSSON. — 179, boulevard Saint-Germain.**

C'est au désir « *de se faire connaître ensemble* » qu'a répondu à Aubusson la création d'un groupe d'ateliers de tapisserie : l'ARTA. Celui-ci s'est fixé un programme de défense et d'expansion commerciale comprenant notamment la création d'une galerie collective à Paris, le Centre national de la tapisserie d'Aubusson, ouvert depuis le 9 mars.

Cette initiative, qui coïncide avec une politique (officielle) qui tend à valoriser les métiers d'art, a été soutenue financièrement par la récente Société d'encouragement aux métiers d'art, ainsi que par le conseil général du Limousin.

Le nouveau Centre, que dirigent MM. Iinard père et fils, est un peu comme une de ces « maisons » que délègue telle ou telle province à la capitale. Il a un caractère d'exposition-vente un peu touristique. Huit ateliers et une cinquantaine d'artistes sont représentés. La salle d'entrée propose le meilleur : Sonia Delaunay et Calder dans tout l'éclat de leurs couleurs franches, Hajdu tout blanc, Seuphor délicatement tissé de gris, Vasarely, toujours obsédé d'illusions optiques. Ailleurs, c'est le revers de la médaille dédiée à une vente promotionnelle d'ensemble : on y trouve Y. Brayer, Mady de la Giraudière et bien d'autres.

Les responsables du Centre national de la tapisserie d'Aubusson se félicitent que les acheteurs se soient manifestés avant la date d'ouverture. Pourquoi demander davantage là où, manifestement, la tapisserie n'a pas d'autre but ?

PAULE-MARIE GRAND.

Variétés

● **ECLIMONT ET DODANE. — Les Blancs-Manteaux, 23 h.**

Les Blancs-Manteaux abritent actuellement un nouveau duo qui, sans doute, porte naturellement en lui un certain potentiel comique.

Dodane, filiforme, et Eclimont, plutôt costaud, ont à peine vingt-quatre ans et ne travaillent ensemble que depuis six mois. C'est dire qu'ils ont encore tout à faire dans un genre qui se prépare minutieusement, qui se polit sans relâche. Le dialogue, le soliloque, l'aparté exigent du punch, du rythme, du dynamisme, un renouvellement dans les thèmes, se sentent portés vers le délire. A l'évidence, Eclimont et Dodane cherchent leur style. Mais on les voit avec plaisir.

CLAUDE FLEOUTER.



Jazz

NINA SIMONE A PARIS

Au Théâtre des Champs-Elysées, vendredi 11 mars, le concert ne commence pas à l'heure. Dans la salle, on rêve. On attend Nina. On a tout loisir de considérer (ce qu'on fait rarement) les inscriptions apaisantes qui commentent les scènes antiques du plafond : « *Aux rythmes dionysiaques unissant la parole d'Orphée, Apollon ordonne les jeux...* » Les fabricants de rythmes sont à gauche, apparemment matés par le dresseur. Orphée ne risque rien en accordant sa lyre, de l'autre côté, là-haut. Ce sera de gauche aussi que viendra, enfin, Nina Simone, elle sur la scène, en bas, où sont déjà présents le bassiste Mike Guilford et le guitariste Al Schakeman, vieille connaissance. Dès cette entrée, tout change. La figure plafonnante d'Orphée est vaincue. L'ennemi existe au-dessous.

Une révérence prolongée, un buste penché et des mains jointes dans une attitude de prière désarment d'emblée par leur malicieuse sérénité une salle qui manifestait normalement son impatience. Un mouvement de la tête, subitement redressée, découvre le visage impassible de Nina Simone. La sérénité ne dure guère. Au piano s'exprime d'abord la douceur naïve, puis la colère, on dirait, avec la voix forte qui tonne, et, tout à coup, tombe le « bonsoir », aimable, inattendu, qui s'anéantit dans un souffle. On ne sait jamais, avec Nina Simone, dont chaque humeur n'est qu'éphémère, ce qu'elle va être, ce qu'elle va faire. Les morceaux se succèdent : *Be my husband*, *Come by here Lord*, *Fly Robin fly*. Elle les commente autant qu'elle les chante, en s'adressant à ses partenaires et au public.

Le concert, sans itinéraire défini, soumis à l'aléa de cette humeur à tous les instants variée, ne peut être, pour ceux qui se sont déplacés avec une idée préconçue, avec une demande butée, que forte ou, au moins, faible déception. A ceux qui réclament *Blacklash*, à ceux qui veulent à tout prix (130 F) entendre l'un de ses blues : *Nina* (le blues de Newport, à ses débuts), *Do I move you* (le blues en mineur, si beau, qu'elle écrivit plus tard), *Central Park* (de tout le plus fameux), Nina Simone oppose une fin de non-recevoir : « *Je joue le blues quand une affaire d'amour ne marche pas. Ce n'est pas le cas ce soir.* » Elle enchaîne avec des chansons de Brecht et Kurt Weill, qui sont tout à fait nouvelles à son répertoire, et qu'elle distille ou assène en version anglaise : *Lost in the stars*, *Moon over Alabama*, *Pirate Jenny*, *Get over Mr Smith*.

Dans sa loge, à minuit, Nina Simone nous a parlé de son accrochage d'une seconde avec les réclamants du blues : « *Je comprends qu'on aime le blues en Europe, et notamment en France. Ça prouve que les gens d'ici n'ont pas encore été complètement aplatis par les rouleaux-compresseurs de l'industrie, de la bureaucratie, de l'informatique et de leurs rejetons musicaux. Deux choses me paraissent importantes à dire : d'abord, je chante le blues, quelquefois, sans qu'on puisse aisément le reconnaître ; secondement, je m'interdis de le programmer. Je suis décidée à ne rien programmer. Je chante, je fais sonner mon piano, comme je vous parle, sans aucun plan préalable. On en a marre des plans.* » Toute formule comporte son risque. Nina Simone assume fièrement celui, le plus redoutable, du concert qui ne prétend pas être autre chose que cela même, et qui, cependant, met « en l'air », mieux que d'autres, certaines règles qui, sans bénéfices secondaires, nous enferment profondément dans l'ennui.

LUCIEN MALSON.

★ Second concert ce samedi 12 mars, à 21 heures, au Théâtre des Champs-Elysées.

Cinq jours à Grenoble

C'est sans doute à la part que prennent les femmes dans leur déroulement (Nicole Raulin, pour la Maison de la culture dirigée par Catherine Tasca, ou Catherine Bussières pour le Jazz-club local) que les Cinq jours de jazz à Grenoble doivent cette forme si particulière de réussite inquiète. Rien, en effet, de la mâle assurance des grandes opérations de l'été. Rien de l'arrogance de goûts et de couleurs propre à certains organisateurs. Des questions, au contraire, des interrogations, des choix, des risques et des tentatives qui, chaque année renouvelés depuis cinq ans, commencent à porter leurs fruits, devant un public et une presse locale de mieux en mieux informés.

Que les Cinq jours puissent aujourd'hui mettre l'accent sur une actualité réelle du jazz et de la musique improvisée n'est pas seulement l'effet d'un parti pris : à l'écart des éclectismes racoleurs ou des tournées de hasard, la manifestation grenobloise entend populariser une certaine idée de la musique vivante ; et elle y parvient. Autant dire qu'il ne s'agit pas pour ses promoteurs d'inventer artificiellement un moment fort, un événement de prestige coupé de toute formation véritable mais bien de marquer, par une semaine où se succèdent concerts, débats, animations, expositions et projections, une action en profondeur qui, elle, se veut permanente.

Ainsi, toute l'année, au Jazz-Club, fonctionnent des ateliers d'instruments dont Christian Escoudé, Steve Lacy et Daniel Humair devaient prolonger les effets. Et, si les concerts du Jazz-Club attiraient, au Théâtre, moins de monde que la vaste salle de la Maison de la culture, ils ne suscitaient pas moins d'intérêt ou d'enthousiasme. Après la rencontre, souvent heureuse, d'expériences, de recherches et de plaisirs divers — rencontre que Confluence s'est donnée comme objectif, — Steve Lacy en solo ou en quintette (avec Steve Potts) prouvait, une fois de plus, qu'une musique exigeante, une musique sans compromis et réputée difficile sait aujourd'hui se faire entendre et, mieux, se faire aimer.

A en juger par l'affluence, la vedette de la semaine était Archie Shepp ; mais, malgré une belle interprétation de *U-Jaama* (Unité) ou de *Confirmation* (de Parker), et comme pris par la fatigue d'une tournée chargée, il ne devait guère obtenir que de la réserve d'un public jeune qui attendait tout de lui et qui, la veille encore, avait accueilli d'une joie franche les pitreries sarcastiques et cette forme d'ironie spectaculaire que le Willem Breuker Kollektief, à fond de dérision, a poussées — et avec quel talent musical ! — à leur paroxysme. C'est sur ce terrain que devait, en principe, se placer Michel Portal. Mais, sauf le temps d'un rappel plus rieur, seul y parvint Martial Solal, sur le lien rythmique parfait de D. Humair et J.F. Jenny-Clarke, avec une musique grave, attentive, mouvante et retenue.

A Grenoble, on n'aime pas trop le mot de festival, en ce qu'il suppose de ponctuel, de momentané et de superficiel. Et c'est sans trop de paradoxe que les Cinq jours de jazz essaient de manifester le rêve d'une action soutenue ; avec une modestie et un bonheur dont peu de grandes villes, au fond, s'offrent le luxe.

FRANCIS MARMANDE.

LA DISPARITION DU CHANTEUR DANIEL GUICHARD AU NORD DU NIGER

Les recherches entreprises pour retrouver l'avion du chanteur Daniel Guichard, disparu le 8 mars entre la Libye et le Niger, se poursuivent dans la corne nord-est du Niger. Un Breguet-Atlantic de l'Aéronavale, venant de Dakar, est venu se joindre samedi matin au Nordatlas nigérien et au DC-4 tchadien qui survolent déjà le désert. L'armée nigérienne poursuit d'autre part les recherches au sol.

L'avion transportait, outre le chanteur, trois autres passagers : M. Jean-Claude Bertrand, organisateur de rallyes ; M. Hughe Vassal, photographe, et le pilote, M. Jean-Michel Simet.

LE CINÉASTE ROMAN POLANSKI EST ARRÊTÉ POUR VIOL

Roman Polanski a été arrêté le vendredi 11 mars, à Los Angeles, pour avoir violé une jeune fille de treize ans. Le cinéaste, qui est âgé de quarante-trois ans, a été relâché après avoir versé une caution de 2 500 dollars.

D'autre part, Angelica Huston, fille du réalisateur John Huston, a été arrêtée pour détention de cocaïne, lorsque la police a perquisitionné le domicile de l'acteur, Jack Nicholson, chez qui le viol aurait eu lieu. Angelica Huston a vingt-six ans ; elle a été également relâchée contre une caution de 1 500 dollars.





SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Don Juan (sam., 19 h. 30). 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Centre Georges-Pompidou, grande salle : Iphigénie Hôtel (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Comédie-Française : le Cid (sam., 20 h. 30) ; la Paix chez soi ; le Malade imaginaire (dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Chaillot : Transit (sam., 20 h. 30).
Odéon : l'Oncle Vania (sam., 20 h. 30; dim., 16 h.).
Petit Odéon : Guerre au troisième étage (sam. et dim., 18 h. 30).
TEP : l'Otage (sam., 20 h 30 ; dim., 15 h.).

Les salles municipales

Châtelet : Volga (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30); Concerts Colonne, dir. J. von Websky, avec H. Eicker, soprano, et W. Schöne, basse (Brahms).
Nouveau Carré : la Dame de la mer (sam., 21 h.; dim., 15 h.). — Papin : Lettre à mon fils (sam., 20 h.).
Théâtre de la Ville : Colette Magny (sam., 18 h. 30) ; Jacques ou la Soumission ; L'avenir est dans les œufs (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 30).

Les autres salles

Aire-Libre Montparnasse : La prochaine fois, je vous le chanterai (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30) ; Viole d'amour (sam., 16 h. et 22 h. 30).
Antoine : les Parents terribles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Arts-Hébertot : l'Ecole des cocottes (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Atelier : le Faiseur (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Athénée : Equus (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Bateau-Théâtre de Basile : Yves Rioux et Eric Vion (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Biothéâtre-Opéra : la Jeune Fille Violaine (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Bouffes-du-Nord : la Nuit de l'iguane (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium : La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.). — Théâtre de la Tempête : Parcours vénitien (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Centre culturel du XVIIe : Fando et Lis (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Centre culturel du Marais : Ecoute le bruit de la mer (sam., 21 h.).
Centre culturel suédois : La cruche est vide (sam., 16 h.).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Comédie des Champs-Elysées : Chers zoiseaux (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Coupe-Chou : l'Impromptu du Palais-Royal (sam., 20 h. 30).
Edouard-VII : Beethoven ou l'Amour de la liberté (sam., 15 h., 16 h. 30 et 18 h.) ; Amphitryon 38 (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Elysée-Montmartre : Une femme presque fidèle (sam., 17 h. et 20 h. 45).
Fontaine : Grandeur et misère de Marcel Barju (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Gaîté-Montparnasse : les Fraises musclées (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30) ; Croquez le melon (sam. et dim., 22 h. 45, dernière).
Gymnase-Marie-Bell : Une aspirine pour deux (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 17 h. 30).
La Bruyère : Pour cent briques (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Mathurins : les Mains sales (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Michel : Au plaisir, Madame (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Michodière : Acapulco, Madame (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Montparnasse : Même heure, l'année prochaine (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Mouffetard : Tumeur Cervykal (sam., 20 h. 30).
Nashville : la Barre (sam. et dim., 20 h. 30).
Nouveautés : Nina (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Samedi 12 - Dimanche 13 mars

Œuvre : le Scénario (sam., 20 h. 45, dernière).
Palais-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Le Palace : Coulisse Cocktails (19 h.) : Gabriel (22 h. 30).
La Péniche : J.-P. Farré chante (sam. et dim., 20 h. 30).
Plaisance : la Reine de la nuit (sam., 20 h. 45).
Porte-Saint-Martin : Loin d'Hagondange (sam., 15 h. et 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Récamier : Histoires de l'oncle Jacob (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Saint-Georges : le Maître de Santiago (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Studio des Champs-Elysées : les Dames du jeudi (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Studio-Théâtre 14 : Médéa (sam., 21 h.).
Théâtre d'Art : la Femme de Socrate (sam., 18 h. 30).
Théâtre de la Cité internationale, la Galerie : la Paix (sam., 21 h.). — La Resserre : Bérénice (sam., 21 h.). — Grand Théâtre : le Nuage amoureux (sam., 21 h.).
Théâtre d'Edgar : Guyette Lyr (sam., 20 h. 30).
Théâtre Essaïon : le Grand Parler (sam., 20 h. 30) ; Vers Bathory (22 h.).
Théâtre du Manitout : Vitromagie (dim., 18 h.) ; Louise Michel ou les Œillets rouges (sam., 20 h. 15).
Théâtre du Marais : Electre (sam., 20 h. 45) ; Jeanne d'Arc et ses copines (sam., 22 h. 30).
Théâtre de Ménilmontant : la Passion à Ménilmontant (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Théâtre Oblique : les Bonnes (sam., 21 h. ; dim., 16 h. et 21 h.).
Théâtre d'Orsay, grande salle : Harold et Maude (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.). — Petite salle : Madame de Sade (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Théâtre Paris-Nord : Macbeth (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Théâtre de la Plaine : José (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Théâtre Présent : le Pavé de l'ours : le Tombeau d'Achille (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups : l'Amour en visites (sam., 20 h. 30).
Théâtre Treize : On ne badine pas avec l'amour (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Tristan-Bernard : l'Oiseau de bonheur (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Troglodyte ; Gugozone (sam., 21 h.).
Variétés : Pépé de Broadway (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

La danse

Palais des congrès : Ballet du Théâtre Bolchoï (le Lac des cygnes, sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).

Les concerts

Voir les Salles municipales et les Théâtres de banlieue.
Conciergerie du Palais : U. Reinemann, baryton, et M. Nordmann, harpe (sam. et dim., 17 h. 30).
L'Heure musicale de Montmartre : B. Pasquier, alto ; J.-F. Heisser, piano (Brahms) (sam., 17 h. 45).
Théâtre Récamier : M.-C. Milan, piano ; J.-N. Crocq, clarinette ; Ph. Chérond, violoncelle (Berg, Schumann, Finzi, Brahms) (18 h.).
Salle Gaveau : Amadeus Quartet (Beethoven) (sam., 20 h. 30) ; Orchestre Fernand Oubradous (Mozart, Milhaud, Saint-Saëns) (dim., 17 h. 30).
Maison de la radio : le Quintette Nielsen et le Groupe de recherches musicales de l'INA (Ligeti, Henry, Bayle) (sam., 20 h. 30).
Théâtre d'Orsay : Quatuor Orford (Bartok, Beethoven) (dim., 11 h.).
Salle Pleyel : Concerts Lamoureux, dir. P. Paray (Wagner) (dim., 17 h. 45).
Théâtre des Champs-Elysées : Concerts Pasdeloup, dir. G. Devos, avec H. Szeryng et G. Poulet, violons (Bach, Brahms, Beethoven) (dim., 17 h. 45).
Théâtre Essaïon : Y. Rondez, piano (Bach) (dim., 18 h. 30).
Palais des congrès : Orchestre de Paris, dir. Z. Mehta (Schoenberg) (dim., 20 h. 30).

Jazz, rock, folk et pop'

Voir Théâtres de banlieue.
Théâtre Fontaine : Steve Potts (sam., 18 h. 30).
Théâtre des Blancs-Manteaux : P. Caratini et M. Fosset (sam., 24 h.).
American Center : Mahjun (sam., 21 h.).
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium : Groupe Lô (sam., 23 h. ; dim., 20 h. 30).
Campagne-Première : Zachary Richard (sam., 20 h. 30) ; Marion Brown (sam., 22 h.).
Aire-Libre : Martial Solal (dim., 18 h. 30).
Riverbop ; Jasper Van't Hoff, J.-F. Jenny-Clark, A. Romano (sam., 22 h.).
Théâtre des Champs-Elysées : Nina Simone (sam., 21 h.).
La Vieille Grille : V. Lamasse, B. Porquet (sam. et dim., 21 h. 30).
Maison des Amandiers : le Groupe Johnny et Eda (sam., 20 h. 30).
Théâtre Paris-Nord : le Groupe Assum (sam., 22 h. 30).
Théâtre Mouffetard : D. Pantchenko et Ph. Gilles (sam., 22 h.) ; Man Ray (dim., 15 h.).
Palais des congrès : le Grand Orchestre de Clark Terry, avec Phil Woods, Jimmy Heath... (sam., 23 h.).

cinémas

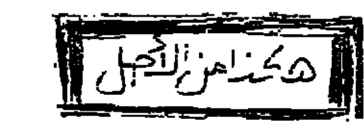
Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, sam., 15 h. : le Joli Mai, de Ch. Marker ; 18 h. 30 : le Cuirassé Potemkine, de S. M. Eisenstein ; 20 h. 30 : la Vieille Dame indigne, de R. Allio ; 22 h. 30 : Souvenirs d'en France, d'A. Téchiné ; 0 h. 30 : Rites d'amour et de mort, d'Y. Mishima. — Dim., 15 h. : le Tombeau de ces dames, de J. Lewis ; 18 h. 30 : Folies-Bergère, de R. Del Ruth ; 20 h. 30 : Rude journée pour la reine, de R. Allio ; 22 h. 30 : Elvis Show, de D. Sanders ; 0 h. 30 : Simon du désert, de L. Bunuel.
Centre Georges-Pompidou, 18 h. et 20 h. : Une histoire du cinéma.

Les exclusivités

A CHACUN SON ENFER (Fr.) (**) : A.B.C., 2e (236-55-54), Bosquet, 7e (551-44-11), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Athéna, 12e (343-07-48), Fauvette, 13e (331-56-86).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.o.) . Styx, 5e (633-08-40).
BAROCCO (Fr.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19), Termes, 17e (380-10-41).
BARRY LYNDON (Anglais, v. o.) : Grands Augustins, 6e (633-22-13), Colisée, 8e (359-29-46), P.L.M St-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Athéna, 12e (343-07-48).
LA BATAILLE DE MIDWAY (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Rotonde, 6e (633-08-22), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
BLUES, BLANC, ROUGE (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
LA BATAILLE DU CHILI (All., v.o.) Studio Logos, 5e (033-26-42).
BLUE JEANS (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) Quintette, 5e (033-35-40), Gaumont Rive Gauche, 6e (548-26-36), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) : v.f. : Français, 9e (770-33-88), Gaumont Convention, 15e (828-42-27) Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Nations, 12e (343-04-67).
C'EST TOUJOURS OUI QUAND ELLES DISENT NON (A., v.o.) U.G.C Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32), Maxéville, 9e (770-72-86), U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43)
LA COMEDIE DU TRAIN DES PIGNES (Fr.) . La Clef, 5e (337-90-90) Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LE COUP DE GRACE (All., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
CŒUR DE VERRE (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) : Biarritz, 8e (723-69-23).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LA DECHEANCE DE FRANZ BLUM (All., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78)
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) : Arlequin, 6e (548-62-25) ; Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34); v.f. Paramount-Marivaux, 2e (266-55-33)
LE DESERT DES TARTARES (Fr.) Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Calypso, 17e (754-10-68).
DES JOURNEES ENTIERES DANS LES ARBRES (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).
EDWARD MUNCH, LA DANSE DE LA VIE (A., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LA FOLLE ESCAPADE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71), en soirée ; v.f. . Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e, en matinée.
LE GANG (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
GIACOMO MATTEOTI (It., v.o.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42).
IRENE, IRENE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LE JARDIN DE PIERRES (Ira., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
JE DEMANDE LA PAROLE (Sov., v.o.) . Le Seine, 5e (325-95-99).
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000, (Suis.) . Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LE JUGE FAYARD DIT LE SHERIFF (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
JULIETTE ET L'AIR DU TEMPS (Fr.) . Palais des arts, 3e (272-62-98) ; La Clef, 5e (337-90-90)
LACHE-MOI LES BASKETS (A., v.o.) . Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) : Murat, 16e (288-99-75).
MARATHON MAN (A., v.o.) . Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Calypso, 17e (754-10-68)
1900 (prem. partie) (It., v.o.-v.f.) (**) : Les Templiers, 3e (272-94-56).
1900 (deuxième partie) (It., v.o.-v.f.) (**) : Les Templiers, 3e (272-94-56).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NUIT D'OR (Fr.) (*) . U.G.C.-Opéra, (261-50-32) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenue-Monparnasse, (544-25-02) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
L'OMBRE DES ANGES (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) : Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. . Bretagne, 6e (222-57-97); Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64)
PASCUAL DUARTE (Esp., v.o.) (**) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75), à partir de 16 h. 30.



SPECTACLES

LE PAYS BLEU (Fr.), Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; *Concorde, 8e (359-92-84)* ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64).

LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (Fr.-Can., version angl.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

LE PIRATE DES CARAIBES (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Murat, 16e (288-99-75).

LE PRETE-NOM (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; *France-Elysées, 8e (723-71-11)*

PROVIDENCE (Fr., v. ang.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02)

QUAND LA PANTHERE ROSE S'EMMELE (A., v.o.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Omnia, 2e (233-36-39) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; *Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03)* ; Les Nations, 12e (073-58-03) ; Les Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

QU'EST-CE QUE TU VEUX JULIE ? (Fr., *) : Le Clef, 5e (337-90-90).

RENE *LA CANNE (Fr.) : Impérial*, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Caravelle, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

REQUIEM A L'AUBE (Fr.) (*) : Le Marais, 4e (278-47-86).

LE ROI DES BRICOLEURS (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).

SALO (It., v.o.) (**) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

SARTRE PAR LUI-MEME (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86) H. Sp.

SERVANTE ET MAITRESSE (Fr.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Bonaparte, 6e (326-12-12), Biarritz, 8e (723-69-23), Helder, 9e (770-11-24), Liberté, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Secrétan, 19e (206-71-33).

THE SONG REMAINS THE SAME (Ang., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Haussmann, 9e (770-47-55).

UNE FEMME, UN JOUR (Fr.) (*) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62). Biarritz, 8e (723-69-23).

UNE FILLE COUSUE DE FIL BLANC (Fr.) : Mercury, 8e (225-75-90), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37, Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e 758-24-24).

LE VOYAGE DES DAMNES (A., v.o.) : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

WELCOME TO LOS ANGELES (A., *v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (543-67-42)* à 18 h. (sam. + 24 h.).

Les films nouveaux

L'AUTRE FRANCE, film algérien d'Ali Ghalem, v.o : Studio St-Séverin, 5e (033-50-91).

L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS, film français d'Agnès Varda : Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42).

CINE FOLLIES, film français de Philippe Collin (film de montage) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Elysées-Lincoln, 8e *(359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille*, 11e (357-90-81) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

LES PASSAGERS, film français de Serge Leroy (*) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; *Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)*.

VERTIGES, film italien de Mauro Bolognini (**), v.o. : Panthéon, 5e (033-15-04) ; v.f. : Balzac, 8e (359-52-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; *Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)*.

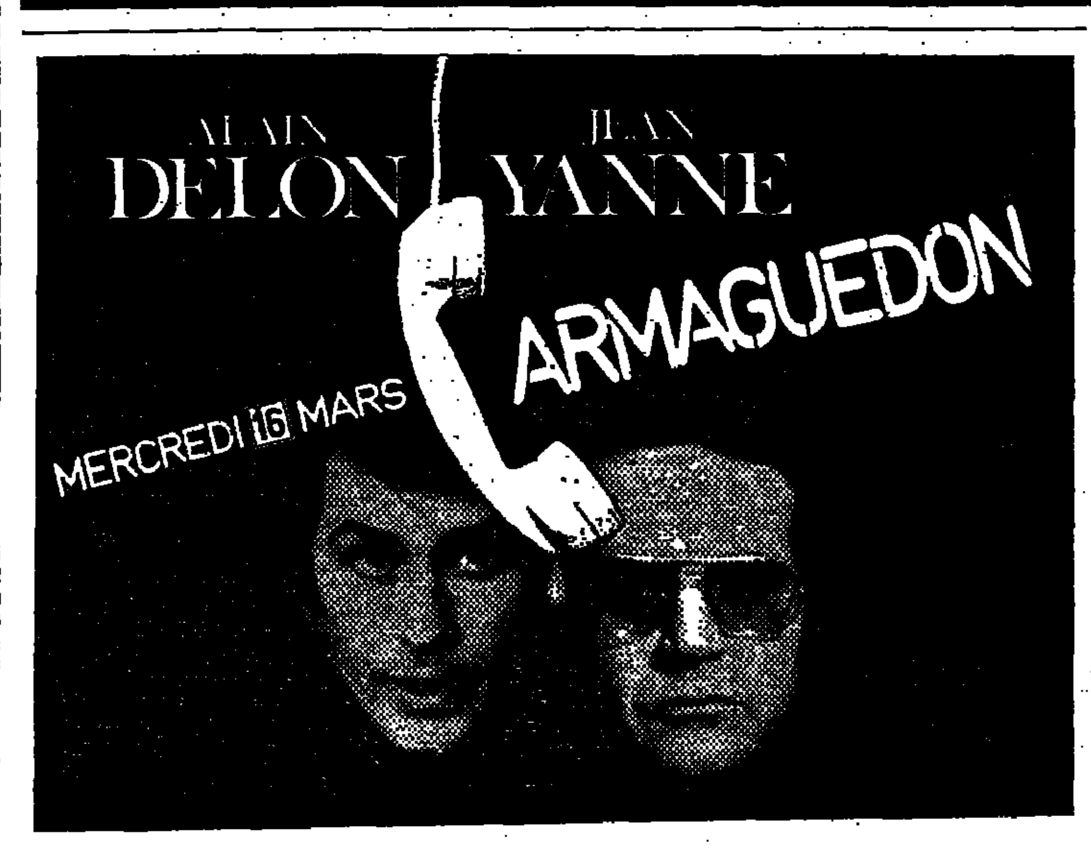
TRANSAMERICA EXPRESS, film américain d'Arthur Hiller, v.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-03) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Les Images, 18e (522-47-94).

SCRIM, film hollandais de Jacob Bijl, v.o. : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LA VILLE SANS SHERIFF, film italien de L. Fulci, v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

LA TOUBIB DU REGIMENT, film italien de Nando Cicero, v.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Gaîté, 13e (326-99-34) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).





ESCRIME

CINQUIÈME VICTOIRE DE MELUN EN COUPE D'EUROPE

Le Cercle d'escrime de Melun a conservé la Coupe d'Europe de fleuret en battant en finale, le 11 mars, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, l'équipe du Dynamo de Minsk (U.R.S.S.) par 9 victoires à 6. L'équipe française était composée de Bernard Talvard (3 victoires), Daniel Revenu (3 victoires), Hugues Leseur (2 victoires) et Frédéric Pietruska (1 victoire).

Après la Coupe d'Europe, les fleurettistes disputeront, les samedi 12 mars et dimanche 13, le challenge Rommel, toujours au stade Pierre-de-Coubertin.

SPORTS ÉQUESTRES

M. JEAN D'ORGEIX PROPOSE UNE EXPÉRIENCE A SAUMUR

Au cours d'une conférence de presse donnée vendredi 11 mars à Paris, M. Jean d'Orgeix a commenté brièvement la décision de M. Christian Legrez, nouveau président de la Fédération équestre française, d'écarter sa candidature au poste vacant de directeur technique national *(le Monde* du 11 mars).

Pour Jean d'Orgeix, chaque poste de directeur national doit être assorti — les textes en font foi — de la responsabilité de tous les secteurs de l'équitation : saut d'obstacles, concours complet, dressage et instruction. « *Or*, a répété l'entraîneur national, *si la fédération accepte ma candidature, en revanche elle récuse les hommes que je propose.* »

L'échec constaté, M. Jean d'Orgeix s'apprête à demander des armes à M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Il souhaiterait la création, à l'intérieur de l'école d'équitation de Saumur d'un secteur expérimental pour chaque discipline.

CYCLISME. — *Le Belge Freddy Maertens a consolidé sa première place dans la course Paris-Nice en gagnant les deux demi-étapes disputées le 11 mars. Il précède désormais l'Allemand de l'Ouest Thurau de huit secondes, le Néerlandais Raas de quatorze secondes, et le Belge Eddy Merckx de vingt-quatre secondes.*

SPORTS

MOTOCYCLISME

PREMIÈRES HEURES A DAYTONA

La course d'accord, mais l'Amérique d'abord

Correspondance

Daytona (Floride). — *Jamais une ville au monde ne s'est livrée aussi totalement au sport mécanique que Daytona. L'histoire de la naissance de la vitesse sur cette plage de la Floride remonte aux premières années de ce siècle. Tous les « fanas » de la vitesse se donnaient alors rendez-vous sur le sable de ce qui est devenu, grâce à eux, le « world's famous beach » (la plus fameuse plage du monde). On se souvient ici de Barny Oldfield, de Henry Seagrave et surtout de Malcolm Campbell, qui réussit l'exploit de rouler avec son Bluebird à plus de 540 kilomètres à l'heure sur les 37 kilomètres de la plage de Daytona. Aujourd'hui, les estivants peuvent rouler sur le sable et se donner (à 10 miles à l'heure) l'illusion d'être Malcolm Campbell. La plage la plus polluée du monde est sous le soleil de Floride.*

Cette notoriété — être le berceau de la vitesse, — des *businessmen* bien inspirés l'ont cultivée et exploitée. Notamment Bill France, un garagiste de Daytona, qui eut l'idée de faire passer les courses de la plage à un circuit de vitesse mieux adapté aux progrès des voitures et des motos. La course des 200 Miles, qui s'y disputera dimanche 13 mars, est certainement, pour les machines et pour les pilotes, la plus dure épreuve au monde, ne serait-ce qu'à cause de la forme de la piste, inclinée à 40 degrés comme celle d'un vélodrome. Là-dessus, les meilleures motos ont été chronométrées à 320 kilomètres-heure.

On ignorait que la course des 200 Miles attirerait ces dizaines de milliers de motards venus de partout, vivre à Daytona la semaine de vitesse, alors que les activités de la ville reposent avant tout sur le tourisme et la villégiature du troisième âge. Les trois mamelles de la Floride ne sont-elles pas l'hôtellerie, l'immobilier et les industries funéraires, puisque, c'est bien connu, on vient *ici finir ses jours au soleil? Un* Etat où les habitants sont obsédés par l'idée de faire de l'argent sur le dos des touristes, ces derniers étant, eux, préoccupés essentiellement par leur bronzage.

D'un seul coup, d'un seul, les « Wild devils » de Chicago, les « Bones » d'Atlanta et quelques milliers d'autres « Hell's Angels » débarquent dans cette petite ville de province bien tranquille. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sur la plage, dans les rues, dans les bars, ils vont mener pendant huit jours un train d'enfer. Même le très luxueux hôtel Hilton de Daytona accepte de jouer le jeu et ouvre ses portes à une exposition de Harley Davidson, qui attire tous les visiteurs les plus crasseux qu'on puisse imaginer dans ces lieux peu habitués à ce genre de clientèle. Le plus étonnant est que la clientèle du Hilton est ravie. C'est le dépaysement total à bon compte. C'est l'occasion unique, pour ces retraités et *ces « citizens »*, de toucher du doigt une des réalités de l'Amérique qu'ils ne connaissent que dans leurs journaux ou à la télévision.

Dans les bars à motards, la bière continuant de couler à flots, les bagarres éclatent vite, et les policiers sont venus par milliers de tout l'Etat, pour essayer de maintenir un semblant d'ordre. Dans Main Street, la très provinciale rue principale de Daytona, c'est, le long des trottoirs, l'exposition permanente des motos les plus belles et les plus sophistiquées que l'on puisse imaginer.

Tout pour le spectacle

On y voit des motos avec des centaines de lampes multicolores, avec des fourches de 3 mètres de long, mais aussi des tricycles équipés de moteurs V8, qui font lever l'avant de l'engin à 1,50 mètre du sol à la moindre accélération. Des engins « *pour la frime* » souvent, faits avant tout pour le spectacle.

Mais tout ici n'est-il pas fait pour le spectacle ? comme le « *half-mile* » de Barberville, qui se dispute sur un circuit en rond de 800 mètres environ, avec un revêtement de terre battue sur lequel on a versé quelques centaines de litres d'huile pour rendre la piste plus dure, mais surtout plus glissante. Les meilleurs passent à plus de 150 km/heure en dérapage continuel, se poussant l'un l'autre durant trois tours. Spectacle très impressionnant comme tout ce qui se passe à Daytona, découverte fabuleuse d'un monde inconnu en France, même à l'occasion d'un rassemblement comme celui du Bol d'or. Ici, tout apparaît délirant, spontané.

Ce qui n'empêche pas de revenir de temps en temps à un comportement traditionnel. Avant chaque course, on joue l'hymne américain et du « ioulou » à la vieille dame en rose sur sa moto rose, en passant par le « *Hell's Angel* », tout le monde se lève et regarde, très raide, la bannière étoilée. La course d'accord, mais l'Amérique d'abord.

PATRICE VANONI.

La bataille des pneumatiques

Daytona-Beach. — *Toute la semaine, le problème du choix des pneumatiques a préoccupé pilotes, mécaniciens et chefs d'écurie. Good Year, le fabricant américain, était arrivé à Daytona-Beach avec une nouvelle gomme étudiée spécialement pour cet anneau. Très vite, les pilotes s'aperçurent que cette gomme améliorait effectivement les performances de trois à quatre secondes au tour, mais que, à ce rythme, elle ne tiendrait jamais la distance des 200 milles. Aller au-delà de 100 milles avec ce pneumatique était un risque énorme que peu de pilotes étaient prêts à courir. Envisager un changement de pneus en course paraissait assez absurde puisque le changement d'une roue arrière prendrait au minimum six minutes.*

Déjà, l'an passé, le favori américain Kenny Roberts avait eu un pneu éclaté en fin de course. La victoire était alors revenue au jeune Vénézuélien Johnny Cecotto. Les essais avec la gomme tendre ont été concluants puisque les deux pilotes d'usine Yamaha : Steve Baker et Kenny Roberts, avec 2 min. 4 sec. 64/100 et 2 min. 4 sec. 75/100, ont signé les meilleurs temps avec près de quatre secondes de mieux au tour que les autres pilotes. Le Français Patrick Pons s'est qualifié en cinquième position avec un temps de 2 min. 9 sec. 29/100, qui le place sur la première ligne de la grille de départ.

Dans cette bagarre des pneumatiques, Dunlop a abandonné, et seul Michelin a cherché à concurrencer le géant du pneu américain. Apparemment, le pneu Michelin devait pouvoir tenir les cinquante-deux tours sans problèmes. « Join the Michelin movement », proclamait ironiquement le bibendum sur les tee-shirts des pilotes qui avaient choisi ce pneu. C'était compter sans la puissance de la firme américaine Good Year, qui, pour donner toutes ses chances à son pneumatique et à ses pilotes d'usine, a réussi à obtenir des organisateurs le changement d'une formule qui existait depuis trente-six ans. Cette course de 200 milles, qui était très éprouvante pour les mécaniques, les pneumatiques et les pilotes, se disputera cette fois en deux manches. — P. V.

FOOTBALL. — *Les deux premiers matches « aller » comptant pour les seizièmes de finale de la Coupe de France, disputés le 11 mars, ont permis à Nantes et à Strasbourg de prendre une sérieuse option sur la qualification au tour suivant. Les Nantais se sont imposés à Troyes par 2 à 0, tandis que les Strasbourgeois, qui jouent la deuxième division, ont disposé de Lille par 4 à 0.*

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

VENTES

S. 1. — Tableaux, ivoires.
S. 2. — Objets d'art, mob. anc.
S. 3. — At. Touchagues.
S. 4. — Meubles st. Louis XV, XVI.
S. 6. — Bijoux, objets vitr., argent. anc. et moderne.
S. 29. — Tableaux, bijoux.

CARNET

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Andrée ADES,
née Zagdoun,
survenu le 11 mars 1977.
De la part de
M. Clément Ades,
M. Simon Zagdoun,
M. Victor Zagdoun,
M. et Mme René Zagdoun,
M. Félix Zagdoun,
Des familles Ades, Zagdoun, Waley, Danon,
son époux, ses frères, belle-sœur, neveux, nièces, parents et alliés.
L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Albert Aubry,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Albert AUBRY,
survenu le 9 mars 1977, dans sa soixante-dixième année.
9, avenue Taillade.
75020 Paris.

— M. et Mme Pierre Van Den Herreweghe, Thierry, Philippe et Laurence,
M. et Mme Jacques Behin, Véronique et Eric, Virginie, Jacques-Gérard et Philippe,
M. et Mme Gonzague Behin, Frédéric, Jérôme et Delphine,
M. et Mme Dominique Behin, Stéphane et Didier,
M. et Mme Philippe Revol, Vincent, Caroline et Anne-Juliette,
ses enfants et petits-enfants,
Le professeur Gérard Perdu,
Mme Mansart et ses enfants,
M. et Mme Jean Colsne,
M. et Mme Jean Bondois,
ses amis
ont la douleur de faire part du décès de
M. Ernest BEHIN,
docteur en droit,
chevalier de la Légion d'honneur,
rappelé à Dieu le vendredi 11 mars, dans sa soixante-dix-huitième année.
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, aura lieu en la basilique Notre-Dame de Brebières, à Albert (Somme), le lundi 14 mars 1977 à 11 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
14, rue Dijon,
80000 Amiens.
1, rue Pierre-Brossolette,
94130 Nogent-sur-Marne.

— Mme Charles Bouillard,
M. et Mme Pierre-André Mache et leurs enfants,
Mlle Geneviève Mache,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Charles BOUILLARD,
architecte diplômé
par le gouvernement,
médaille militaire 1914-1918,
survenu le jeudi 10 mars dans sa quatre-vingt-deuxième année en son domicile de Villefranche-sur-Saône, 113, rue du Collège, muni des sacrements de l'Eglise.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès de
Mme Florence FAYARD,
professeur de chimie
à l'université Paris-Sud.

[Née le 18 novembre 1929 à Villers-Cotterêts (Aisne), Mme Florence Fayard, née Fiquet, était ancienne élève de l'Ecole normale supérieure. En 1953, elle entre au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), où elle deviendra maître de recherches en 1963. En 1966, elle devient maître de conférences à la faculté d'Orsay et est nommée, en 1969, professeur sans chaire. En 1972, elle devient professeur titulaire de chimie.

Mme Fayard était une spécialiste de réputation internationale en physique moléculaire et en physique des collisions électroniques. Elle dirigeait à Orsay le laboratoire de collisions électroniques.]

— M. et Mme André Peltier,
M. et Mme Jacques Peltier et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Charles PELTIER,
née Geneviève Thomas,
munie des sacrements de l'Eglise, survenu le 10 mars 1977 dans sa quatre-vingt-onzième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 15 mars 1977 à 9 heures, à *Chaville, en l'église Notre-Dame de* Lourdes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes : des prières.
24, avenue des Paulines,
63 Clermont-Ferrand.
2, rue des Petits-Bois,
92 Chaville.

— Mme Pierre Postauk,
Sa fille Julie,
Ainsi que sa famille,
font part du décès subit de
M. Pierre POSTAUK,
survenu à son domicile à l'âge de quarante-deux ans.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Raymond Saks,
M. et Mme Jean-Luc Saks,
M. et Mme Georges Mielnicki et leurs filles,
M. et Mme Norbert Sperber,
Mme veuve Gryn,
ont la *douleur de faire* part du décès de
M. Raymond SAKS,
survenu le 11 mars à l'âge de cinquante-sept ans.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux, le lundi 14 mars, à 14 h. 30.

Remerciements

— Tourrettes-près-Fayence (83).
Mme Roselyne Bouge,
M. et Mme Camille Bouge,
tiennent à remercier de leur dernier témoignage de sympathie tous les amis de
M. Marie-Eugène BOUGE.

Anniversaires

— Les parents et les amis de
Hélène LAPORTE
pensent à elle en ce treizième anniversaire de son décès.

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de
Philippe SITBON,
docteur en médecine,
il est demandé une pensée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— Le centre Rachi (maison des universitaires juifs de Paris) organise, lundi 14 mars, à 20 h. 30, un débat à propos du livre de Vidal-Sephiha, « *l'Agonie des Judéo-Espagnols* », avec l'auteur, Juan Murcia et Albert Bensoussan (30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris).

ÉQUIPEMENT

LE SORT DE CONCORDE

Air France et British Airways renonceraient à leur procès contre le Port de New-York

Après M. Sanford McDonnell Douglas, président de la firme McDonnell Douglas, c'est au tour de M. T.A. Wilson, président de Boeing, de prendre position en faveur de l'atterrissage de Concorde à New-York. Dans une lettre adressée à M. Brock Adams, secrétaire américain aux transports, il insiste pour que « *l'opportunité soit accordée à l'avion supersonique, loyalement et impartialement, de montrer ses capacités sur le marché mondial du transport aérien* ».

Et M. Wilson d'ajouter : « *Les Etats-Unis se sont longtemps trouvés à l'avant-garde de la technologie aéronautique. Qu'aurions-nous pensé si d'autres pays s'étaient ainsi opposés, par des décrets expéditifs, au développement de la technologie américaine et aux progrès réalisés par notre pays en matière d'équipement de transport.* » M. Thomas Jones, président de la firme aéronautique Northrop, exprime un point de vus identique. A son avis, « *la technologie avancée est une ressource mondiale qui ne reconnaît pas de frontières nationales* ».

Ces appuis tendent à faire « tomber » l'argument avancé par les Français et les Britanniques selon lequel les constructeurs américains feraient tout pour « briser les ailes » de l'avion supersonique dont ils craindraient la concurrence. En réalité, les dirigeants de Boeing et de Douglas continuent de penser que Concorde n'a aucun avenir devant lui parce que son rayon d'action est trop court, sa capacité trop limitée, sa vitesse trop réduite et son coût d'exploitation trop élevé. Il leur importe, cependant, que l'appareil franco-britannique puisse « essuyer les plâtres » et ainsi ouvrir la voie à leur propre avion supersonique.

Les plus immédiatement hostiles à Concorde sont les compagnies aériennes américaines (en déficit) T.W.A. et Pan Am, qui craignent une évasion de trafic d'autant plus dangereuse qu'elle intéresse des passagers de première classe.

Il ne semble pas que la visite officielle à Washington de M. James Callaghan, premier ministre britannique, ait notablement contribué à débrouiller l'affaire Concorde (voir page 3). Celle-ci n'était inscrite qu'à l'ordre du jour de la troisième séance de travail avec le président américain. Toutefois, selon M. Joddy Powell, porte-parole de la Maison Blanche, M. Jimmy Carter souhaite que le Port de New-York accorde à l'appareil supersonique une période d'essai à Kennedy Airport, mais ne fera rien pour influencer sa décision.

Cette nouvelle prise de position ne préjuge en rien, a précisé M. Powell, de la décision finale qui sera prise sur l'atterrissage de Concorde à Washington à l'issue de la période probatoire de seize mois. Celle-ci viendra à échéance le 24 septembre prochain. Il y a quelques semaines, M. Carter avait qualifié d'« erreur » l'initiative prise, par l'administration Ford, d'autoriser l'appareil à desservir provisoirement les Etats-Unis.

Le procès qu'Air France et British Airways ont intenté au Port de New-York devant la cour du Southern District of New-York sera-t-il ajourné une quatrième fois ? L'audience était prévue pour le mardi 15 mars. C'est là une affaire de gouvernement et non de compagnie. Faut-il continuer les discussions techniques entre partenaires, « nourrir le dossier » comme l'a souhaité M. Giscard d'Estaing. Est-il préférable, au contraire, de confier l'affaire au juge ? Il semble que pour le moment la première solution ait la préférence du plus grand nombre. — J.-J. B.

JUSTICE

CANDIDAT A L'HOTEL DE VILLE

Un avocat toulousain suspendu par le conseil de l'ordre pour avoir défendu « le Meilleur »

De notre correspondant régional

Toulouse. — Me René Segond, avocat au barreau de Toulouse, vient de se voir notifier par le conseil de l'ordre, devant lequel il a comparu le 3 mars dernier, une suspension de trois mois. Me Segond est chef de file d'une liste d'union des Toulousains aux élections municipales dans le secteur nord où il doit affronter M. Alain Savary (union de la gauche) et M. Marcel Cavaillé (liste Baudis). Ancien gaulliste, il a déjà été candidat lors de plusieurs consultations électorales, notamment aux dernières législatives contre M. Alexandre Sanguinetti (U.D.R.) qui devait être battu par M. Savary.

Mais ce ne sont pas ses activités politiques qui l'on amené devant le conseil de discipline des avocats convoqué par le bâtonnier Robert Rastoul « *conformément aux dispositions des articles 111 et 116 du décret du 9 juin 1972* ». Ses confrères lui reprochent d'être le défenseur en titre de M. Alain Ayache, directeur de l'hebdomadaire *le Meilleur*.

Or ce magazine, dans ses éditions toulousaines, a critiqué à plusieurs reprises certains avocats, notamment l'ancien bâtonnier, Me Viala. Les attendus signifiés à Me Segond déclarent en effet : « *Considérant que Me Segond, après parution des articles du* Meilleur, *n'a pas pour autant éprouvé la nécessité de cesser toute collaboration professionnelle ou extra-professionnelle avec ce journal, ou de manifester sa désapprobation à l'égard de la campagne portant atteinte à l'honneur de ses confrères et jetant la suspicion sur l'attitude de l'ordre des avocats et le comportement du bâtonnier (...). Considérant qu'il continue à donner des conseils au* Meilleur, *etc.* »

Me Segond, qui fut le défenseur de la famille Portal et de René Trouvé, le correspondant du *Meilleur*, assassiné à Toulouse il y a un an, avait, ces dernières semaines, vivement critiqué dans l'hebdomadaire de M. Alain Ayache un vice-président au tribunal de la ville, M. Henri Lagriffoul, pour la façon dont il avait dirigé certains débats correctionnels. *Le Meilleur* avait aussi mené campagne contre Me Lamouroux, défenseur du jeune gitan Marcellin Horneich, assassin de deux jeunes touristes britanniques, qui venait d'être condamné à mort avec son complice.

Or, l'associé de Me Lamouroux plaidait dans la même affaire, mais comme partie civile de la famille des victimes. Entre-temps, les deux condamnés ont été graciés.

M. Ayache, qui a déjà comparu plusieurs fois devant le tribunal de Toulouse pour des délits de presse, et qui a d'autres affaires en suspens, a déclaré que, ne pouvant se faire défendre à Toulouse, il avait décidé de saisir la Ligue des droits de l'homme des mesures prises contre son avocat. Pour sa part, Me Segond a décidé de faire appel de la décision prise par le conseil de l'ordre.

LÉO PALACIO.

La réputation du « Herd-Book » charolais.

La cour d'appel d'Orléans a tranché, vendredi 11 mars, le différend qui opposait un éleveur de bétail charolais, M. Soulier, de Magny-Cours, dans la Nièvre, à un autre éleveur, M. Noize. Ce dernier reprochait à M. Soulier de lui avoir vendu des animaux à la généalogie douteuse, bien qu'inscrits au *Herd-Book*, en quelque sorte le bottin mondain de la race charolaise (*le Monde* daté 14-15 novembre 1976, 29 janvier et 6-7 mars 1977). Le tribunal correctionnel de Nevers avait donné raison à M. Noize et infligé à M. Soulier une condamnation pour « *tromperie ou tentative de tromperie sur nature, qualité et origine du bétail* ». La cour d'appel d'Orléans, intervenant sur renvoi de la Cour de cassation, a débouté M. Noize, et confirmé un arrêt précédent de la cour de Bourges. La réputation du *Herd-Book* charolais est donc sauve. — *(Corresp.)*

CORRESPONDANCE

L'affaire du C.E.S. Pailleron

M. Jean Raynaud, ancien directeur des équipements scolaires au ministère de l'éducation nationale, nous a adressé, après la publication dans le Monde *du 3 mars d'un article sur l'incendie du C.E.S. Edouard-Pailleron, les précisions suivantes :*

J'élève une protestation véhémente contre la présentation qui y est faite des responsabilités qui pourraient avoir été encourues dans la construction du C.E.S. Pailleron et, notamment, des miennes.

Il est exact que le juge d'instruction m'a inculpé. Mais à ce juge d'instruction j'ai répondu, par plusieurs mémoires, et par la production de nombreuses pièces, et je pense que l'ensemble de ces réponses doit — à quelque niveau judiciaire que ce soit — faire précisément reconnaître que je ne suis nullement responsable du drame de Pailleron.

Je n'ai pu, bien entendu, et ne puis encore, rendre ici publics ces documents, qui, à mon sens, appartiennent aux seuls juges compétents pour les apprécier.

EN BREF...

● *Condamné puis acquitté.* — M. Jean-Michel Morin, vingt-sept ans, demeurant à Coulommiers et condamné à dix ans de réclusion par la cour d'assises de l'Indre, a été acquitté lundi 7 mars par la cour d'assises de la Haute-Vienne, à Limoges. Il était accusé d'avoir, le 14 juillet 1974, mis le feu à la maison et à la voiture de l'ami de son ancienne concubine. Il n'avait jamais avoué être l'auteur de l'incendie, et les débats ont révélé des lacunes dans l'instruction de l'affaire. M. Morin, contre lequel le ministère public avait requis confirmation de la première décision, a été acquitté du crime d'incendie volontaire. Mais il a été condamné à dix mois de prison pour port d'arme prohibée. — *(Corresp.)*

● *Inculpés de recrutement clandestin en France de travailleurs immigrés*, de défaut d'inscription sur un registre spécial et de dépassement de la durée hebdomadaire du travail, M. Aimé Bernard, âgé de soixante-quatorze ans, président-directeur général de la société Durand-Concossage et son fils M. Jean-Paul Bernard âgé de quarante-trois ans, directeur technique de la même société ont été jugés le 7 mars par le tribunal d'Aix-en-Provence devant lequel ils avaient déjà comparu le 21 février (*le Monde* du 23 février).

M. Aimé Bernard a été relaxé. M. Jean-Paul Bernard a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, 10 000 F d'amende, 6 000 francs de dommages et intérêts à chacun des sept travailleurs turcs, partie civile, et 1 000 francs à l'union locale de la C.F.D.T. — *(Corresp.)*

● *Délégué pour la Bretagne du Parti des forces nouvelles (P.F.N.) et responsable à Rennes du Front de la jeunesse*, M. Jean Fuseau, vingt-quatre ans, dessinateur en architecture, a été condamné, le 7 mars, par le tribunal de police de Rennes, à quinze jours d'emprisonnement pour coups et blessures volontaires. M. Fuseau, qui était absent à l'audience devra verser 100 F de dommages et intérêts à un jeune lycéen qu'il avait attaqué le 12 janvier 1976 à la sortie d'un établissement scolaire. Le délégué régional du Parti des forces nouvelles avait déjà été condamné à huit mois d'emprisonnement avec sursis, le 6 janvier dernier, par le tribunal de Rennes pour avoir, en juin 1975, jeté une grenade dans une voiture qu'il avait remarquée dans une manifestation gauchiste. — *(Corresp.)*

● *L'un des manifestants d'extrême droite*, M. Jean-Claude Nourry, appréhendé dans le magasin de l'Aeroflot des Champs-Elysées le 14 février lors de la manifestation organisée après l'immolation par le feu de leur camarade Alain Escoffier, a été libéré mercredi 9 mars par la chambre d'accusation et placé sous contrôle judiciaire. Cette juridiction doit statuer le 15 mars sur les demandes de mise en liberté des deux autres militants encore détenus sur mandat de M. Louis Chavanac, premier juge d'instruction MM. Alain Boinet, vingt-neuf ans, ingénieur conseil, et Laurent Maréchaux, vingt-cinq ans, sans profession.

POLICE

LE SYNDICAT DES COMMANDANTS S'INQUIÈTE DES RÉFORMES DE M. PONIATOWSKI

A propos de la réforme des structures de la police nationale prévue par M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur (*le Monde* des 21 et 27 janvier), le Syndicat des commandants et officiers de police vient de faire connaître sa « *totale opposition* » à ce projet. Le Syndicat estime que M. Poniatowski, lié par l'engagement pris en décembre 1974 d'accorder à la police les avantages acquis par le personnel des armées, « *a profité de cette occasion pour chercher à accroître l'emprise du pouvoir politique sur la police* ». « *Il commet une lourde erreur* », ajoute le Syndicat, qui juge la réforme « *contraire au principe constitutionnel de séparation des pouvoirs* ». Attirant l'attention sur « *les dangers que ces décisions font planer sur les libertés publiques* », le communiqué souligne « *qu'il n'est pas possible de laisser se mettre en place autoritairement une telle réforme* ». Les commandants et officiers de la police nationale affirment, en conclusion, « *qu'ils s'emploieront par tous les moyens légaux à faire qu'elle échoue* ».

FAITS DIVERS

● *Explosion dans un commissariat.* — Une explosion s'est produite, au cours de la nuit du 11 au 12 mars, dans un commissariat de police situé 5, rue d'Amboise, à Paris-2e. Un engin, composé d'un bidon d'essence, avait été déposé dans le hall d'entrée des bureaux du commissariat, situés au deuxième étage de l'immeuble. L'incendie qui s'est aussitôt déclaré a pu être rapidement éteint. Les dégâts sont importants, mais il n'y a pas de victimes, l'étage étant inoccupé à cette heure.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Alsace

A Mulhouse

Le musée automobile des frères Schlumpf pourrait devenir musée national

« L'Elysée est « a priori » favorable à l'idée de transformer en musée national » le parc des voitures de collection constitué à Mulhouse par les frères Schlumpf, indique un communiqué du président du conseil général d'Alsace, M. Pierre Schielé (C.D.S.), après un entretien avec M. Serisé, collaborateur du président de la République. Des démarches dans ce sens avaient été faites dans le même sens par MM. André Bord (R.P.R.), secrétaire d'État aux anciens combattants, et Emile Muller, député-maire de Mulhouse (M.D.S.F.). Le tribunal de Mulhouse a d'autre part désigné Me Hervé Poulain, commissaire-priseur à Paris, pour expertiser la collection du musée.

Simultanément, le conseil municipal de Mulhouse étudie la possibilité d'acheter un important terrain à la filature mulhousienne pour faciliter la tâche de l'administration judiciaire des trois usines Schlumpf de Mulhouse, de Malmerspach et de Roubaix.

De notre correspondant

Mulhouse. — Ce n'est pas sans un serrement de cœur que Fritz Schlumpf et son frère Hans, réfugiés fin novembre dans la suite royale de l'hôtel des Trois Rois, à Bâle, le plus luxueux hôtel de Suisse, suivent, depuis le début de la semaine, les événements qui se déroulent à Mulhouse. Le musée automobile qu'ils y ont patiemment monté depuis une quinzaine d'années, à grands renforts de millions, et qui n'avait connu d'autres visiteurs que des gardiens et des ouvriers chargés de son entretien, vient en effet d'accueillir plusieurs milliers de curieux en l'espace de quelques jours. Ayant choisi de rester en Suisse, parce que se trouvant sous le coup d'un mandat d'arrêt pour abus de biens sociaux, les frères Schlumpf assistent à l'invasion quotidienne de ce qui fut le rêve insensé de leur vie : le musée de l'automobile le plus prestigieux de France et du monde. Sous les « sheds » des anciens ateliers d'une usine de textile désaffectée, et sur une superficie de 2 hectares d'un seul tenant, rutilants de tout leur chrome et de leurs carrosseries sobres ou colorées : cinq cent quatre-vingt-quatre chefs-d'œuvre de la technique automobile, de ses origines à nos jours. Cette fabuleuse collection, « saisit » le visiteur lorsqu'il pénètre dans l'immense hall. Elle est aujourd'hui estimée de 80 à 100 millions de francs.

« *Une collection constituée grâce au travail des salariés du groupe textile Schlumpf* », soulignent les syndicats. Ceux-ci estiment, et ils ne sont pas les seuls puisque un vaste mouvement de solidarité s'est affirmé, ces derniers jours, en Alsace, autour d'eux, que la collection ne doit pas être dispersée, qu'une solution globale de rachat (nationalisation ou création d'une société d'économie mixte par exemple) devrait intervenir.

Fritz Schlumpf avait tout prévu, sauf que sa folle aventure allait engloutir toutes ses ressources et, mettant en péril la pérennité de ses entreprises, compromettre l'emploi de près de mille deux cents travailleurs. Il s'en est pourtant fallu de quelques mois pour que le musée ouvre officiellement ses portes et que les bénéfices substantiels que l'industriel comptait en tirer viennent, comme un ballon d'oxygène, insuffler une vie nouvelle aux filatures.

Les milliers de visiteurs venus, ces jours derniers — depuis que lundi, à l'aube, un commando d'une quinzaine de syndicalistes en aient forcé les portes, sans tambour ni trompette « *pour préserver le fruit de notre travail* » — se sont étonnés du décor « rétro » qui environne les six cents « tacots », un décor parfois ridicule et de mauvais goût fait de statues en plâtre et de moulages patinés façon bronze ancien qui devraient évoquer les années 1900 et le Grand Palais des anciens Salons de l'auto.

Près de huit cents lanternes vénitiennes éclairent l'immense hall où les allées deviennent « avenues » et sont signalées par de lourdes plaques en bronze. Deux seulement portent un nom : l'une est dédiée à Carl Schlumpf, le père des deux industriels, l'autre à Jeanne Schlumpf, leur mère, dont un immense portrait trône à côté d'un orgue de barbarie à l'entrée de cette « caverne d'Ali Baba des temps modernes ».

Goût tout aussi douteux pour la décoration des trois restaurants (quatre cent cinquante places), meublés en Louis XVI, Directoire et rustique pour ce qui concerne les chaises et les pieds de table, en bois stratifié pour les dessus de table. Goût enfin très discutable pour la décoration de plusieurs salons-bars, façon boîte de nuit à l'ancienne. Mais ceci n'est qu'accessoire pour le connaisseur, le féru de mécanique, venu là pour « elles », les cent dix Bugatti (les soixante-dix types de cette marque sont représentés), sagement alignées sur 6 000 mètres carrés. Parmi elles, les deux seules « royales » existant en France, sur les six ou sept construites à Molsheim, dans les ateliers d'Ettore Bugatti : le coupé Napoléon et la limousine Park Ward, rachetés à l'américain Shakespeare, dans le Missouri.

Dans un atelier proche, mais non accessible au public, une troisième Royale, presque terminée, et constituée de toutes pièces à Malmerspach d'abord, dans la filature de laine peignée, à Mulhouse ensuite, par les carrossiers des Schlumpf : le cabriolet Esders. D'autres merveilles, en revanche, éblouissent le regard : Rolls, Daimler, Delage, Panhard-Levassor, Hispano-Suiza, Delahaye, De Dion et autres Peugeot de la première heure, à côté des prestigieuses Mercedes, Bentley, Lotus, vainqueurs des Vingt-Quatre Heures du Mans, ou encore de la célèbre Ballot, victorieuse à Indianapolis, ou cette Bugatti conduite à la victoire par Roland Garros avant qu'il ne devienne pilote d'avion.

Tant d'opiniâtreté dans la recherche des voitures à travers le monde entier, tant de soins méticuleux dans leur restauration, tant de pugnacité pour faire de ce musée la merveille que l'on viendroit visiter des quatre coins du monde (des charters réguliers étaient déjà prévus en provenance des Etats-Unis), resteront-ils sans suite ? Cela est impensable à Mulhouse, où une association de sauvegarde s'est constituée. Tous les regards maintenant sont tournés vers Paris.

Ne dit-on pas que le groupe automobile Ford a déjà dépêché un émissaire de Detroit en Alsace afin d'examiner le rachat de certaines, voire de toutes les pièces de la collection ? Les Mulhousiens, et avec eux tous les amateurs de belle mécanique, ne comprendraient et ne pardonneraient pas que l'on laisse disperser un tel trésor.

BERNARD LEDERER.

Ile-de-France

RUE SAINT-PAUL DANS LE MARAIS

Des squatters qui réclament un bail

« *Nous vivions à sept dans une seule pièce de 8 mètres carrés, dans le troisième arrondissement. Nous avons fait une demande de logement en 1971, puis ce fut l'attente, toujours l'attente. Un beau jour, nous en avons eu assez et nous sommes allés occuper un logement vide rue Saint-Paul...* » Ainsi commence, une fois de plus, l'histoire d'une famille de mal-logés, pourtant inscrite comme tant d'autres « *en priorité urgente* », aux fichiers de l'administration parisienne.

Un marteau à la main, une poignée de clous dans l'autre, Chantal et Marcel expliquent que, au moment de leur mariage, ils logeaient « *chez les parents de Chantal* ». Puis, ils ont trouvé un logement, une pièce de gardien, de l'autre côté de la rue. C'était si humide que le papier se décollait, le linge moisissait sur les étagères, ils ont même été obligés de « *jeter toute la réserve de riz* ». L'assistante sociale leur a conseillé de placer les enfants, qui sont partis chez une nourrice à Dreux. Ils allaient souvent les voir, mais un jour Chantal a été convoquée et on lui a dit qu'« *ils étaient depuis assez longtemps à la charge de l'Etat* ». Il fallait les reprendre, sinon « on » les « *enverrait carrément en province* ». « *Lorsque nous voulions les avoir avec nous pour les fêtes, nous devions faire une demande qui passait en commission. Pourquoi alors nous demander de les reprendre sachant que nous n'avions qu'une seule pièce à leur offrir ?* », interrogent-ils...

Depuis le mois de juin, ils étaient là tous les cinq, et il a fallut s'organiser, « *acheter des matelas et tout ce qui était nécessaire. Les enfants ne se plaignaient jamais, mais notre grande fille devait faire ses devoirs assise dans son lit, le mercredi ils partaient à la garderie pour qu'ils puissent bouger et durant les vacances on les éparpillait dans la famille.* »

Chercher un autre logement ? Ils ont bien essayé, mais avec pour salaire 2 500 francs par mois, comment accepter de payer « *des deux pièces pour 1 400 francs...* », plus trois mois d'avance. *Impossible, et puis si nous habitions un appartement trop petit nous n'aurions pas droit à l'allocation logement* ». Alors elle a fait venir « l'hygiène ». « *Ils ont reconnu que l'appartement était malsain et qu'il était urgent d'en changer, mais lorsque notre dossier est passé en commission en juin, nous n'avons pas eu de logement...* » Chantal a repris son bâton de pèlerin. « *Je suis allée rue de Turbigo, on m'a dit que mon dossier était rue du Cardinal-Lemoine. Je suis allée rue du Cardinal-Lemoine, on m'a très mal reçue, on m'a dit que mon dossier n'était pas là, que je pouvais remplir une autre demande si je voulais.* »

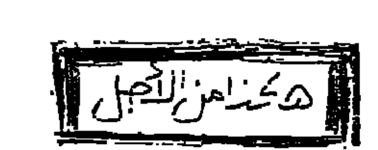
A l'assistante sociale qui vint à la rescousse, il fut répondu que « *le dossier était bien rue du Cardinal-Lemoine mais que je n'étais pas la seule à être prioritaire : avant nous, il y avait ceux qui étaient inscrits en 1969.*

Tous deux ont alors pris contact avec l'« intercomité » du Marais et ont décidé d'occuper « *un logement vide en bon état... appartenant à la Ville de Paris : comme il y en a tant dans le quartier* ».

Ils « *ne veulent pas être squatters* ». Pas question de « *s'installer chez les autres* ». Ce qu'ils veulent c'est simplement obtenir un bail en bonne et due forme... Mais, le lendemain de leur arrivée, des ouvriers sont venus casser les planchers et arracher l'évier de l'appartement du dessus afin que l'envie ne vienne pas à d'autres de les imiter. Ils sont tous là, bien décidés à prendre racine, les enfants qui ont annoncé à qui voulait les entendre « *qu'ils avaient une belle maison* », les parents qui affirment « *rien ne nous fera déloger, nous y sommes, nous y restons. Qu'on ne vienne pas nous proposer un logement à 50 kilomètres de Paris* ». « *Je travaille dans différentes banlieues, je dois être sur mon chantier à 8 heures du matin, à quelle heure devrais-je me lever si j'habitais à Sevran ?* », dit Marcel.

Voter dimanche ? Ils n'iront pas. Comme tout le monde ils regardent les nouvelles à la télé pour savoir ce qui se passe, mais ils ne se dérangeront pas pour « *des promesses et rien d'autre* ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MARCHÉ COMMUN

Devant l'aggravation de la crise de la sidérurgie
La Commission européenne prépare des mesures plus énergiques sur l'acier

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés euro-péennes). — Devant l'aggrava-ion du marasme sur le marché le l'acier, la Commission euro-péenne a l'intention d'arrêter un ertain nombre de mesures anti-rise nouvelles, touchant *cette fois* e niveau des prix et le volume les importations. C'est ce qui res-ort d'une réunion spéciale consa-rée, vendredi, aux problèmes de a sidérurgie. Les mesures envisa-gées seront soumises pour avis, le 17 mars, au comité consultatif de a CECA, *où siègent les profes-ionnels ; la Commission arrête-rait ses décisions définitives dé-*but avril, après le Conseil euro-péen de Rome à la fin mars.

L'application du plan anti-crise entré en vigueur le 1er janvier se imite, pour l'instant, à une ten-ative de réduction ordonnée de a production.

Ce qui apparait aujourd'hui ndispensable, si l'on veut contrô-er la crise et éviter des réactions nationales ou régionales qui pour-raient signifier *l'éclatement de la* CECA, c'est d'agir sur les prix et, corollaire *nécessaire*, sur les im-portations.

D'après les premières infor-mations dont on dispose, il semble que la Commission de Bruxelles *s'oriente vers la série de mesures* sélectives suivantes :

● *Ronds à béton.* — C'est le marché le plus déprimé. La Com-mission suggérerait la fixation de prix minima obligatoires, confor-mément aux possibilités ouvertes par l'article 61 du traité de Paris, avec interdiction, pour les entre-prises, d'aligner leurs prix sur des offres de *fournisseurs* des pays iers, faites à des prix inférieurs à ces prix minima.

● *Produits « sensibles »* se trou-vant déjà sous surveillance sta-tistique : pour freiner les impor-tations, la Commission proposerait d'instaurer un système de licences obligatoires à l'importation. Ces licences seraient délivrées auto-matiquement, mais par la sur-charge *administrative* qu'elles im-pliqueraient pour les profession-nels et les possibilités de contrôle qu'elles offriraient aux pouvoirs publics, elles devraient, *espère-t-on* à Bruxelles, décourager nombre d'importateurs.

La Commission fixerait en outre des prix minima de référence pour ces produits et demanderait *aux entreprises* de s'engager à *les* respecter.

● *Pour soulager la trésorerie* des entreprises, la Commission en-visage de dégager des crédits de l'ordre de quarante millions d'uni-tés de comptes (230 millions de francs), qui pourraient être affec-tés sous forme de bonification *d'intérêt* aux *entreprises* mettant en œuvre un programme d'adap-tation structurelle, c'est-à-dire en fait de réduction de leur capacité de production.

PHILIPPE LEMAITRE.

● LA C.E.E. AUTORISE LA VENTE du beurre subven-tionné à la Yougoslavie. La commission de la C.E.E. a dé-cidé, le 11 mars, d'autoriser la vente de 750 tonnes de beurre européen à la Yougoslavie. L'exportation de ce beurre coûtera 1,5 million de dollars aux Neuf. La commission a suspendu les livraisons de beurre subventionné aux pays d'Europe orientale, mais un porte-parole a fait remarquer que la C.E.E. et la Yougoslavie étaient liées par un accord commercial.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

A RIVE-DE-GIER
Les grévistes de B.S.N. se prononcent lundi sur le plan de licenciement

De notre correspondant

Saint-Etienne. — A l'usine B.S.N.-Gervais-Danone de Rive-de-Gier (Loire) la situation est tendue. Tout est suspendu à la consultation des neuf cents gré-vistes qui occupent leurs ateliers *depuis le 22 février*, et *sont* appe-lés par leurs syndicats à voter au lendemain du premier tour des élections municipales. Refu-seront-ils les trois cent cin-quante-deux suppressions d'em-ploi ou feront-ils la part du feu pour permettre à 74 % des mille soixante salariés de conserver leur gagne-pain ?

Il n'y a pas d'autre alternative actuellement. « *Si le personnel se prononce contre la prise en con-sidération du plan de sauvegarde de la gobeleterie, ce sera la fermeture inévitable de l'usine dans un délai limité* », a affirmé M. Fleury, directeur de l'unité rivegérienne, le vendredi 11 mars, après avoir discuté pendant près d'une heure avec les délégués syn-dicaux à la mairie de Saint-Chamond, à l'initiative de M. An-toine Pinay, chargé d'une mis-sion de conciliation par le tri-bunal des référés de Saint-Etienne. Le directeur de l'usine B.S.N. de Rive-de-Gier entendait ainsi signifier que la direction *générale ne pouvait aller au-delà* des quelques concessions faites par M. Antoine Riboud, au cours de la réunion de conciliation à laquelle il avait tenu à participer lui-même. Lors du deuxième ren-dez-vous avec la direction, les syndicats ont présenté des contre-propositions afin notamment de conserver les emplois existants : réduction d'horaire pour tout le personnel ; garantie des ressour-ces à partir de cinquante-cinq ans ; octroi de deux mois de préavis plus indemnité de licen-ciement. Sauf sur ce dernier point la direction s'est montrée intransigeante.

« *Elle a posé un véritable ulti-matum en exigeant la reprise du travail dès lundi et l'accepta-tion du plan de la direction, sinon ce serait la fermeture immédiate de l'entreprise* », a protesté une délégation cégétiste lors d'une démarche, vendredi 11 mars, à la préfecture de la Loire.

D'autres conflits se poursuivent en province ou dans la région parisienne : grève illimitée avec occupation depuis le 10 mars à *l'usine Gervais-Danone (300 sala-*riés), au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine), sur les conditions de travail et les salaires ; occupation depuis le 10 mars aussi à l'usine de petit outillage électrique Mete-lec (400 salariés), à Tournon et Mauves (Ardèche), sur les sa-laires ; opération « ville morte », vendredi 11 mars, à Montendre (Charente-Maritime), où les com-merçants ont cessé leur activité par solidarité envers les 150 ou-vriers de l'usine Carbonisation, entreprise de céramique dont l'ho-raire de travail a été réduit de quarante à trente-deux heures.

● *Grève illimitée à l'usine Gervais-Danone*, au Plessis-Ro-binson, depuis le 3 mars. Les ouvriers, employés et cadres, au total trois cent vingt salariés, protestent contre le refus de la direction de réajuster les salaires tous les trois mois, lorsque les prix, selon l'indice officiel, aug-mentent de plus de 20 % ; se réfé-rant à divers indices des prix, ils réclament une prime de 300 francs pour « récupérer la perte réelle de pouvoir d'achat en 1976 ».

SYNDICATS

LA RENCONTRE ENTRE MM. BEULLAC ET SÉGUY

Des vêpres querelleuses

Plongée dans la morosité par le plan Barre, l'actualité sociale s'est soudain animée vendredi : M Séguy venait de s'entretenir avec M. Beullac. Chacun des deux interlocuteurs prenait soin de dire qu'il n'y avait rien là que de normal ; mais, les médias aidant, commentaires et pronostics allaient bon train sur les possibilités d'un « dégel » de la politique contractuelle.

« Aucune de nos propositions n'a été accueillie favorablement », *a coupé court le secrétaire général de la C.G.T. à l'issue de l'entrevue, devant la foule des journalistes accourus. Selon lui, le ministre n'a pas donné de réponse aux questions ou suggestions appelées à jouer, pour les cégétistes, le rôle de pierre de touche : les licenciements de délégués syndicaux, les discriminations qui frapperaient les cadres C.G.T., al réunion de la commission supérieure des conventions collectives et du comité supérieur de l'emploi, pour traiter, la première, d'un relèvement du SMIC à 2 000 F et de l'établissement d'un meilleur indice des prix, la seconde, de la lutte contre le chômage.*

Pour M. Séguy, seule la pression sociale, qui va s'accroître avec le printemps, permettra d'ouvrir de vraies négociations. En « syndicalistes responsables », les cégétistes se tiennent, cependant, prêts pour des « discussions sérieuses », si le gouvernement se décidait à en ouvrir.

Quatre heures plus tard, M. Beullac s'adressait, à son tour, aux journalistes. Le ton changeait complètement : alors que M. Séguy, à quelques phrases incisives près, s'était exprimé en formules relativement modérées, se gardant de commentaires politiques, le ministre du travail critiqua, lui, avec des accents fort vifs, les propos de son interlocuteur du matin.

« Je suis obligé de constater, dit-il, le contraste frappant entre la *sérénité* qui a marqué la discussion et le ton employé par M. Séguy dans sa conférence de presse. C'est d'ailleurs une attitude courante chez lui... Il a, pour rendre compte de nos entretiens, utilisé le vocabulaire qui lui est habituel : « parlottes », « caricature de dialogue », « discussion sur le sexe des anges ». Ce n'est pas conforme à la vérité. Nous avons abordé sérieusement et au fond des questions importantes, telles que la réduction de la durée du travail, les *conditions de travail*, la Sécurité sociale... La discussion a été concrète. Pourquoi M. Séguy veut-il faire croire le contraire ? » (...)

« Sur la proximité d'une seconde rencontre, j'ai été clair, *a poursuivi le ministre*, M. Séguy *a été d'accord, en réunion*, pour donner priorité aux questions qu'à mon tour je lui ai proposées. » *D'ici moins d'un mois, semble-t-il, des discussions pourraient donc s'ouvrir sur des sujets qui, sans être négligeables, ne concernent pas, cependant, ce qui tient le plus à cœur aux salariés, à l'heure présente : le pouvoir d'achat et le chômage. Les autres organisations syndicales y participeront vraisemblablement. Pour ne citer qu'elle, Force ouvrière va être reçue par M. Beullac. La C.F.D.T. a indiqué que, sans être demanderesse, elle se rendrait à l'invitation du ministre le cas échéant.*

Le spectacle donné vendredi, rue de Grenelle, aurait pu avoir des allures de « grand messe » sociale, où auraient officié tour à tour la délégation C.G.T. et le ministre du travail, pour l'édification de leurs fidèles respectifs. Le cérémonial n'a été que celui de vêpres querelleuses. Et le cantique de la politique contractuelle a été remplacé par les litanies des deux chapelles.

JOANINE ROY.

Les propositions du ministre

Le ministre du travail a déclaré à la presse le 11 mars que M. Séguy avait modifié l'ordre du jour qu'il avait lui-même proposé pour poser un certain nombre de questions préalables, auxquelles M. Beullac déclare avoir donné des réponses précises (1).

Le ministre a poursuivi : « *Pour marquer que, dans mon esprit, les relations entre le ministre et les organisations syndicales ne sauraient se limiter à quelques points, j'ai proposé au secrétaire général de la C.G.T. une liste des sujets importants qu'il convient d'examiner : le bilan social, l'emploi, le travail clandestin, la politisation dans l'entreprise, l'examen panoramique des mesures de progrès social prises par le gouvernement depuis dix-huit mois, des précisions sur celles que la C.G.T. rejette ou récuse, la situation des travailleurs manuels. En particulier, quelle réponse la C.G.T. envisage-t-elle de donner à la lettre que le ministre du travail et le secrétaire d'Etat aux travailleurs manuels ont adressée, le 28 septembre, aux partenaires sociaux ? La C.G.T. compte-t-elle rejoindre la négociation amorcée le 8 mars à l'initiative de F.O. sur le travail des femmes ?*

» *Je relève que la C.G.T. n'avait pas prévu expressément dans son propos le problème de l'emploi. J'ai pris l'initiative de poser moi-même ce problème.* » Selon M. Beullac, une nouvelle rencontre pourrait avoir lieu d'ici un mois.

(1) Selon les documents remis par le ministère, les réponses de M. Beullac ont, dans l'ensemble, confirmé les positions antérieures du gouvernement. M. Séguy l'avait d'ailleurs indiqué dans sa propre conférence de presse.

AGRICULTURE

« Le développement communautaire passe par une politique d'exportation »
déclare M. Raymond Barre

« *Je ne crois pas qu'il faille exagérer la décision prise (...) par la Commission de Bruxelles au sujet des exportations de beurre vers l'Union soviétique*, a déclaré M. Raymond Barre le 11 mars en visitant le Salon de l'agriculture ; *je pense qu'on en a tiré des conséquences hâtives. D'ailleurs, quelques jours après, la Commission autorisait une exportation de beurre vers la Bulgarie* ».

« *Le développement de l'agriculture communautaire (...) passe par une politique d'exportation. A mon sens, cette politique n'a pas été suffisante ces dernières années* », a ajouté le premier ministre. M. Barre a dit aussi que 1977, « *sauf circonstance exceptionnelle, serait relativement satisfaisante* » pour le revenu des agriculteurs.

Les propositions du P.C.F.

Le 10 mars, M. André Lajoinie, membre du bureau politique du parti communiste, avait présenté, à l'issue de sa visite au Salon de l'agriculture, des mesures destinées à empêcher que 1977 ne soit « *la quatrième année consécutive de baisse du revenu paysan* ». Le P.C.F. demande notamment une actualisation des prix agricoles supérieure à celle proposée par la Commission européenne.

L'ajustement du « *franc vert* » qui, selon lui, accuse actuellement une décote de 16,2 % vis-à-vis de l'unité de compte européenne, la suppresion de la T.V.A. sur les produits alimentaires, la suppression de la T.V.A. sur le fuel agricole et une meilleure organisation des marchés devraient permettre, d'après le P.C., d'augmenter les prix perçus par les agriculteurs, sans entraîner de hausse des prix au stade du détail.

● LES ECHANGES MONDIAUX ont augmenté de 12 % environ en valeur en 1976 pour atteindre quelque 980 milliards de dollars, indique dans une première évaluation le secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). — *(A.F.P.)*

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● LES OUTILLEURS DE BRITISH LEYLAND continuent leur grève. Les trois mille outilleurs — en grève depuis trois semaines — de la firme automobile ont décidé, le 11 mars, lors d'une assemblée générale tenue à Birmingham, de poursuivre leur mouvement, suivant en cela leurs représentants, malgré un appel à la reprise du travail lancé par le leader du syndicat des métallos, M. Hugh Scanlon. — *(A.F.P.)*

Énergie

● MEXIQUE : DES RESERVES DE PETROLE TRES IMPORTANTES. — Les réserves mexicaines de pétrole pourraient dépasser les 60 milliards de barils (8,5 milliards de tonnes), a indiqué le directeur de la société nationale Petroleos Mexicanos (Pemex), M. Jorge Diez, le 22 février. Le Mexique espère réaliser au cours des six procahines années des exportations de pétrole d'un montant de 2,24 milliards de dollars. M. Diez a confirmé la découverte de trois importants gisements. Ils sont « *si riches* », qu'ils feront passer le Mexique d'une position d'importateur à celle d'exportateur, en fournissant 50 % de la production nationale. Actuellement, le Mexique exporte 153 000 barils par jour (760 000 tonnes/an) et Pemex espère atteindre 1 102 000 barils par jour en 1982 (5,5 millions de tonnes/an). — *(A.F.P.)*

Etranger

● AUX ETATS-UNIS, LES BENEFICES DES ENTREPRISES ont progressé d'environ 29 % en 1976 par rapport à 1975. Selon la firme McGraw-Hill, les bénéfices — avant *impôt* — *des sociétés* américaines augmenteront probablement de 14 % en 1977 par rapport à 1976 pour atteindre 155,5 milliards de dollars. — *(A.F.P.)*

● EN ALLEMAGNE FEDERALE, la production industrielle a augmenté de 2 % en janvier. En un an, par rapport à janvier 1976, la hausse s'établit à 7 %. Cependant, les prix à la consommation ont augmenté de 0,6 % en février, se situant à 144,7 (base 100 en 1970). Par rapport à février 1976, l'indice est en hausse de 4 % (4,1 % en janvier et 3,9 % en décembre). — *(A.F.P.)*

● EN GRANDE-BRETAGNE, le déficit de la balance des paiements courants a été révisé en baisse à 1 423 millions de livres (au lieu de 1 546 millions estimés en janvier). Ceci résulte d'un excédent plus important que prévu des comptes « invisibles », qui ressort à 2 170 millions de livres, grâce notamment au tourisme (+ 629 millions). En 1975, le déficit courant avait atteint 1 630 millions de livres. — *(Agefi)*

● AU PORTUGAL LA BALANCE COMMERCIALE a enregistré un déficit de 73 milliards d'escudos (9,5 millions de francs) en 1976 contre 50 milliards en 1975. Les importations attein t128 milliards d'escudos, *en hausse de 28,4 %, alors que* les exportations n'ont représenté que 55 milliards, en progression de 11,2 % seulement. Le Portugal doit acheter à l'étranger un tiers des denrées alimentaires consommées dans le pays. — *(Agefi).*

Prix

● DANS LES PAYS MEMBRES DE L'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 0,9 % en janvier, c'est-à-dire plus rapidement qu'au cours des derniers mois de 1976 (0,6 % en décembre, comme en novembre, 0,8 % en octobre). Pendant les douze mois écoulés, la hausse s'est établie à 8,5 % (10,9 % pour la seule C.E.E.).

● EN SUISSE, les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en février, contre 0,2 % en janvier. En un an, la hausse des prix s'établit à 1 %. — *(A.F.P.)*

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76	L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04	"Placards encadrés"	34,00	38,89
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29	Double insertion	38,00	43,47
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08	"Placards encadrés"	40,00	45,76
			L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03



emplois régionaux

Importante Société vente et transformation
Produits sidérurgiques
MOSELLE

— Chiffre d'affaires : 300 000 000 de F.
— Effectif : 200 personnes.
— 3 établissements.

recherche pour entrée à convenir :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Prendre contact avec M. Charles d'HUART P.-D.G. B.P. 50 - 57110 YUTZ.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DU NORD recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

DISPOSANT D'AU MOINS 5 ANS d'expérience professionnelle dans le droit des affaires.

Résidence : métropole Lille.

Ecrire n° T 096748 M A REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), qui transmettra.

L'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise rech. :
● 1 chargé d'ét. « log. et equip. » pour Grenoble ; formation :
— 3e cyc. soc. ou sciences-éco. 2 a. au min. d'exp. prof. problèmes de log. et d'équip. en organ. public ou para-public.
— et/ou « travailleur social » av. exper. prof., sup. à 5 a. de la programmation et de l'évaluation de log. et d'equip. soc.
Ce poste est à pourv. imm. Ec. av. CV. Agence d'Urbanisme Région Grenobloise, Les Casemates, 2, place St-Laurent, 38000 Grenoble

Sté expert comptable, ROUEN ch. BON COLLABORATEUR niv. D.E.C.S. Expérience. Ecr. n° T 098522 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

offres d'emploi

Important Groupe Privé d'Assurances recherche

CANDIDATS AGENTS GÉNÉRAUX

pour acquisition de deux portefeuilles disponibles sur banlieue Nord-Ouest de PARIS. Formation assurée par stage. Ecrire avec C.V. et photo à LA PRESERVATRICE, 18, rue de Rennes, 75006 PARIS.

Importante Sté de transports recherche COMPTABLE 1er DEGRE pour service payes, déclarations fiscales, caisse retraite, mutuelle, etc. Ecr. GEFCO Service personnel, 260, rue de la Garenne, 92000 NANTERRE.

TOUROPERATOR cherche pour ses hôtels club hôtesses et gardiennes d'enfants confirmées. Se présenter à AIR VACANCES, 59, rue Saint-Lazare, mercredi 16 ou jeudi 17. Prendre contact avec Mlle MADELEINE au 285-48-48 (sauf samedi) pour rendez-vous.

CLINIQUE recherche COMPTABLE temps plein. Ecrire avec C.V. et références n° 02.223 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Quelques postes à pourvoir PARIS - BORDEAUX - CANNES pr HOMMES min. 25 ans rompus à la VENTE. NOTRE DOMAINE : la Bourse de commerce. Rémunération importante sous forme de commission. Env. C.V. ou se présenter : M. LEFORT Société CICOMAP 1, av. Marceau 75008 PARIS

secrétaires

DAMOY recherche **SECRÉTAIRE** trilingue anglais allemand, sténo anglaise indispensable, allemande souhaitée, lieu de travail zone Sénia à Thiais. Tél. pr rend.-vs direction du personnel. - 687-23-25

capitaux ou proposit. com.

Sté multinationale POLLUTION-ENVIRONNEMT LOISIRS à forte expansion dispose de franchises disponibles dans le sud de la France. Nécessité de disposer entre 100 et 250.000 selon importance et d'avoir réelle volonté de conduire une équipe commerciale et technique très dynam. Ecr. n° 2637 CONTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er qui transmettra.

cours et leçons

MATH Rattrap. par prof. exp. Px modéré. T. 278-77-71.

occasions

Achèterait BILLARD français 3 boules, très bon état. Tél. : (90) 30-13-91 h. b. ou 30-02-60 le soir.

MERCEDES type 280 S, sous garantie, boîte automatique, 11 000 km. Antenne électrique. Verres teintés. Stéréo mini-cassettes. Tél. 607-51-29. Urgent.

autos-vente

Berline LANCIA 1600 - Bleu **DISPONIBLE 0 km** Tél. : (35) 94-63-64

MERCEDES type 280 S S/garant. Boîte autom. 11.000 km Antenne électr. - Verres teintés Stéréo mini-cassette Tél. : 607-51-29 - Urgent

Part. à part. 304 PEUGEOT GL avril 1974, blanche. Int. drap rouge. 58 000 km. Excellent état. Prix : 11 500 F. Tél. 525-48-52, toute la journée.

Cadre Renault vend R 16 T.L. 1977. — Tél. : 926-85-65.

perdu-trouvé

TECKEL F. rousse (12 ans). Dyhna, poil ras, manteau rayé rouge et jaune, perdue vendredi 18 février entre Fresnes et Antony. Tél. h. b. 233-44-21, p. 345, 246 ou 666-32-03. RECOMP.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

Près PLACE VOLTAIRE Très bon imm. ravalé. 2 p. C. WC. Salle d'eau à restaurer. Visite lundi 14 à 17 heures. 14, RUE PETION.

PASSY IMMEUBLE NEUF GRAND STUDIO + LOGGIA PRIX INTERESSANT S/pl. 14 h. à 17 hres ce jour : 7e, r. du RANELAGH. 870-87-83.

Mo KLEBER Ascenseur Chff. central IMM. PIERRE DE TAILLE LIVING DOUBLE + 1 CHBRE Entrée, cuis., s. de bains, w.-c. PRIX INTERESSANT - TEL. 12, RUE LAURISTON SAM., DIM., LUNDI 14-17 h.

MÉTRO DAUMESNIL IMM. RECENT. Tt cft. Loggia. SEJOUR + 2 CHAMBRES Entrée, cuis., s. de bains, tél. PX INTERESSANT - S/JARDIN 111, RUE DE REUILLY, bât. B. Sam., dim., ldi, 14 h. 30-17 h. 30.

BOULOGNE RESID. Dble liv. 2 chbres. TERRASSE — JDIN D'HIVER. Prestation de luxe. Sur place ce jour 14-16 heures 7, RUE MAX-BLONDAT ou tél. : 870-57-47

BOULOGNE RESIDENTIEL DANS HOTEL PARTIC. Dble liv. 3 chbres. Cuis. équipée. 2 bns. Chff. ctl. TERRASSE — JDIN HIVER. Prestation de luxe. Sur place samedi, lundi de 14 h. à 18 h. 7, RUE MAX-BLONDAT ou 870-47-02.

NEUILLY. Pr. r. du Château. Ds imm. en cours rénovation CH. MAHOUT vous personnal. DES SURFACES de 30 M2 à 100 M2. — 563-11-59.

NEUILLY-SUR-SEINE Prop. vend sans intermédiaire studios, 2 pièces. Standing. Tél. 293-66-66 le matin pour R.-VS Sur place jeudi 10, vendredi 11, de 16 à 18 h et samedi 12 de 14 à 18 h. 4, rue Boutard.

Paris Rive gauche

5e vue sr arbres place MONGE. Gd 2 p. Soleil. Tt cft. Relais nt. Tél. : 329-59-74 — 325-14-63.

LUXEMBOURG Part. vd 2 pces. Gd stand. 5e ét. sur jardin. Dim. de 13 h. à 19 h. Tél. : 633-40-21.

PANTHEON Part. vd beau studio 25 m2. Tt conft. Tél. Très clair. Tél. le soir : 633-32-03.

PORTE VANVES. Pavill. rétabl neuf. Living. 3 chbres. Cuis. Bains. Sous-sol. Jdin. Garage. Tél. au 344-00-19.

MONTSOURIS Immeuble récent - Près parc Dans 13e arrdt - Prop. vend APPT 128 m2 Grand séjour 2 chambres Vue dégagée - Double exposition Rue calme - Dernier étage - Asc. Tout confort. — Tél. : 533-03-53

METRO MABILLON Bon imm. 2 PIECES Entrée cuisine débarras w.-c. PRIX INTERESSANT 7 RUE DES CANETTES Sam., dim., ldi, 14 h. 30-17 h. 30.

Mo MAUBERT VUE DEGAGEE IMM. PIERRE DE TAILLE 2 PIECES + 1 petite pièce Entrée - Cuisine Débarras, s. de bains, chff., tél. 9, RUE DE PONTOISE - S/place Sam., dim., ldi, 14 h. 30-17 h. 30.

PANTHEON DIRECT PROPRIETAIRE STUDIOS, 2 P. DUPLEX Imm. caractère - Restauré Poutres apparentes 723-38-58 - S/PL. SAMEDI, DIMANCHE, 14 à 17 hres, 15/12, RUE TOURNEFORT.

LUXEMBOURG 7, RUE ROYER-COLLARD PPTAIRES VENDENT DIRECT. PLUSIEURS STUDIOS et 2 P. Cuisine, salle de bains, w.-c. S/PLACE VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE, 13/17 h.

Région parisienne

VAUCRESSON. Bel appt calme. Près gare. 125 m2 + bal. Séj. 2-3 ch. Cuis. 17 m2. Bns. Cave. T. Gar. 630.000. J.M.B. 970-79-79.

Province

TIGNES. Pptaire vd STUDIO 35 m2. Imm. gd stand. Gd balc. sud. Mblé. 4 pers. 170.000 F. Ecr. de Pins - VULMIX 73700 BOURG-SAINT-MAURICE.

appartem. achat

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e. Tél. 566-00-75 rech. PARIS 15e et 7e pour bons clients, appts ttes surf. et imm. PAIEMENT COMPTANT

locations non meublées Demande

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons, ttes banl. Loy. garanti 4 000 maxi. — 293-57-02.

immeubles

EPUNOY (91) 22, av. Hermitage Immeuble (pavillon, jardin, terrain constr.) M. BAGOURD Notaire 53600 EVRON. — Tél. : (43) 01-60-08.

bureaux

8e Proximité Saint-Augustin Dans imm. grand standing A LOUER BUREAUX 293-62-52

locaux commerciaux

LOUE LOCAL 350 M2 de plain-pied. Artère passante. Entre gare centrale et centre ville STRASBOURG. Que me proposez-vous ? Off. ss n° 737 à SOPIC, 2 rue Saint-Pierre-le-Jeune, 67000 STRASBOURG.

constructions neuves

Dans la région rhodanienne

UNE OCCASION de PLACEMENT
A SAISIR
11 APPARTEMENTS NEUFS

au prix de 2.200 F le mètre carré, confort, solidité, bel emplacement. Plus-value certaine par développement industriel et extension.

Ecrire n° T 098704 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), qui transmettra.

fonds de commerce

Vds beau fonds de commerce de meubles, proche banlieue Nord. Ecr. n° T 99.252 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Boutiques

BEAUBOURG - Musée Pompidou TRES BELLE BOUTIQUE 3 niveaux. — Tél. : 878-47-52.

pavillons

NOGENT résidentiel, 10' R.E.R. 34, rue Parmentier. Rue calme. Beau pav. Hall — liv. 50 m2 avec gde terrasse. Cuis. + office. 4 chbres. Bns. Jdin 450 m2. Px : 530.000 F. Poss. avec 110.000 F. Visite samedi, dimanche, 15-18 heures.

DUGNY Résidentiel Beau pav. 5 p., cuis., 2 w.-c., salle bns, chff. cent., ss-sol tot., garage indép., tél. Terrain 331 m2. Px 330.000. crédit 80 %. Sam., dim., lundi ap.-midi 5, r. Daniel-Sueur.

NOISY-LE-SEC (centre) Particul. vend maison 180 m2. Liv. 40 m2, 4 chbres, 2 bains, 2 w.-c., cuis. équipée, aménagement luxueux. - Petit jardin. 360 000 F. — Tél. : 351-92-75

villas

5 km PARIS PLESSIS-ROBINSON Très belle maison neuve 6 pces, séj. 43 m2, 240 m2 utiles, jard. Vue. Prix sacrifié. Vis. s/place Vue Px justifié. Vis. s/pl. 46, r. du Progrès, sam.-dim., 10-19 h.

fermettes

110 km PARIS Fermette G.O. impeccable. Clos. S/1.500 m2. 2 belles pièces, dépendanc. contig. 158.000 F clé en main.

DANS BOURG Maison impeccable 5 pièces. Confort. Jardinet. - Garage. 142.000 F. - Crédit 80 %. Tél. : (15-37) 22-01-31 et le soir : 22-06-00.

propriétés

Dordogne. 1) Sortie village, mais. périgourdine 8 gdes pces à amén. Terr. 4.700 m2. Pigeonnier angle de cour, dépend. 320.000 F.
2) Sortie de village. Moulin restauré. 7 p. ples — 3 autres pos. Ter. 6.000 m2. Bief. 555.000.
Charente. 1) Vx moulin à rep. av. 8.000 m2. Riv. 100.000 F.
2) Petit château à réparer 8 p. Dépendances avec 1,30 ha. 350.000 F.
3) Fermette 1,50 ha. Habitation 5 pces + dépendances. 165.000.
Provence. 7 km AIX. Mas rest. 2 appts. Piscine av. 4 ha. 1.500.000 F.
Agence DUBOIS, 16320 Le Pontaroux. Tél. (45) 20-90-88.

terrains

CAP BENAT. Bord mer. Part. vd terrain 70 F le m2. Site exceptionnel. Tél. : 58-03-32 (78).

FLORIDE 2.680 HECTARES DE TERRE AGRICOLE Bien drainé. Altitude élevée. Façade de 1.600 m. sur route. Dans la zone du pays dont la croissance est la plus rapide. Centre cclal régional à 19,2 km. Electricité sr place. La région a des ressources pétrol. prouvées. Droits pétrol. et miniers dispon. Potentiel de revente élevé. Vente par propriétaire. Rens. : Wildcat Farms, Ltd, P.O. Box 247, Naples, Florida 33940, Etats-Unis.

viagers

Pptaire, réalisez mieux votre viager, indexation, garanties. F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00 Estimation gratuite, discrète

villégiatures

URGENT 13 au 20 mars à louer studio 4 pers. Tignes-GRANDE-MOTTE. Px except. T. 350-22-14.

A louer CAP-D'AGDE appart. meublé, équipé, 6 pers. 50 m plage, 150 m camp naturistes. Parking attenant. - Juin NT, août, sept. S'adr. Entreprise CAUSSINUS PIERRE 11320 LABASTIDE - D'ANJOU.

GDE-MOTTE pr. mer, villa 6 pl. 3-17/4 1.500 F. T. : (78) 83-64-17.

COURCHEVEL 10-17 4 stud. 4 à 6 pl. 650-1.200 F. T. (78) 83-64-17.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Bonne tenue du dollar et de la livre Léger glissement du franc

Peu de changements sont intervenus cette semaine sur les marchés des changes, où le DOLLAR et la LIVRE se sont raffermis, aux dépens du DEUTSCHEMARK et du FRANC SUISSE, tandis que le FRANC glissait légèrement en fin de semaine à la veille des élections.

Dès le début de la semaine, les monnaies anglo-saxonnes s'appréciaient par rapport aux monnaies fortes, le DOLLAR frôlant le cours de 2,40 D.M. à Francfort, et celui de 2,57 F.S. à Zurich. Mais l'annonce d'une forte hausse des prix de gros américains en février ne déprimait pas le DOLLAR, qui termine en hausse d'une semaine à l'autre.

Le DOLLAR CANADIEN, en revanche, reste soumis à de fortes pressions à la baisse : son fléchissement est attribué aux remous de la politique intérieure au Canada et à des pronostics défavorables quant à sa tenue dans un avenir proche.

La LIVRE STERLING se porte toujours bien, la Banque d'Angleterre ayant même freiné sa hausse mardi et mercredi en achetant du DOLLAR, et cela malgré le tour aigu qu'a pris le conflit social chez British Leyland. La baisse du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre ne l'a que passagèrement affectée.

Quant au FRANC SUISSE, il est toujours victime d'arbitrages en faveur d'autres monnaies, notamment le DEUTSCHEMARK, les détenteurs de capitaux flottants estimant plus rémunératrices les conditions offertes ailleurs qu'en Suisse. La Banque nationale suisse se défend toujours d'avoir provoqué sa baisse : elle ne doit pas, toutefois, être mécontente de voir la monnaie helvétique quitter les hauts sommets où elle planait ces derniers mois.

Notons néanmoins que selon les pronostics de la firme américaine *Argus Research*, le FRANC SUISSE et le DEUTSCHEMARK devraient rester très vigoureux en 1977, de même que le DOLLAR.

En ce qui concerne le FRANC, cette firme est moins optimiste. En dépit de la réduction de la masse monétaire, notre monnaie serait vouée au fléchissement, avec un dollar à 5,20 - 5,25 F en fin d'année. La *Morgan Guaranty Trust*, dans sa livraison de février de *World Financial Market*, estime pourtant que le FRANC est sous-évalué de 10 %. C'est, évidemment, ne pas tenir compte du facteur politique.

Ainsi jeudi, et surtout vendredi, le FRANC a glissé quelque peu, et la Banque de France a dû intervenir — modérément — pour empêcher le DOLLAR d'atteindre les 5 F fatidiques. Mais, en définitive, l'attaque a été peu importante. Ce ne serait plus le cas, prévoient les cambistes, si les élections municipales étaient très mauvaises pour la majorité.

Le marché de l'or s'est montré quelque peu agité, le cours de l'once de métal commençant par monter vivement, dépassant 148 dollars pour la première fois depuis septembre 1975. Puis il retombait aux alentours de 145 dollars sous l'effet de ventes bénéficiaires pour terminer légèrement au-dessus de ce niveau. Outre la crainte de l'inflation, l'intérêt renouvelé qui s'attache au métal jaune, après une éclipse de dix-huit mois, est à mettre en parallèle avec celui qui a provoqué récemment l'envolée spectaculaire de certaines matières premières sur les marchés internationaux (café, cacao, étain, plomb). La spéculation, dédaignant les marchés financiers, joue les « valeurs réelles ».

FRANÇOIS RENARD.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	—	1,7162	8,5707	4,3848	4,1085	63,1733	4,2836	1.518,6
		1,7137	8,5385	4,3639	4,0914	62,7728	4,2671	1.516,6
New-York	1,7162	—	20,0240	39,1389	41,7710	2,7166	40,0641	0,113
	1,7137		20,0702	39,2695	41,8848	2,7390	40,1606	0,112
Paris	8,5707	4,9940	—	195,49	208,60	13,5669	200,08	5,643
	8,5385	4,9825		195,66	208,69	13,6022	200,10	5,629
Zurich	4,3848	2,5550	51,1613	—	106,7251	6,9410	102,3637	2,887
	4,3639	2,5465	51,1088		106,6596	6,9519	102,2690	[illegible]
Francfort	4,1085	2,3940	47,9375	93,6986	—	6,5036	95,9134	2,765
	4,0914	2,3875	47,9177	93,7561		6,5178	95,8835	2,697
Bruxelles	63,1733	36,8100	7,3708	14,4070	15,3759	—	14,7475	4,159
	62,7728	36,6300	7,3517	14,3844	15,3424		14,7108	4,138
Amsterdam	4,2836	2,4960	49,9799	97,6908	104,2606	6,7867	—	2,820
	4,2671	2,4900	49,9749	97,7812	104,2931	6,7977		2,813
Milan	1518,66	884,90	177,19	346,34	369,63	24,0398	354,52	—
	1516,62	885,00	177,62	347,53	370,68	24,1605	355,42	

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Nervosité

Une certaine tension s'est manifestée cette semaine sur le marché monétaire de Paris, où le loyer de l'argent au jour le jour s'est élevé de 9 1/2 % à 9 7/8 % à la veille du week-end, dans une atmosphère quelque peu empreinte de nervosité.

L'abondance qui régnait la semaine précédente fit place dès le lundi à un resserrement provoqué par la venue à l'échéance de nombre d'effets pris en pension. Les jours suivants, le marché était plutôt « offert », le taux quotidien revenant même à 9 5/8 % mercredi et jeudi en raison de l'avance prise par les banques dans la constitution de leurs réserves obligatoires. Vendredi, les liquidités redevenaient moins abondantes et la Banque de France, s'abstenant d'intervenir, laissait le loyer de l'argent monter à 9 7/8 %, d'autant mieux que le franc était un peu attaqué à la veille du week-end et du premier tour des élections municipales, qui auront une valeur de test pour les élections législatives. Les autorités monétaires ne modifiaient pas toutefois leur taux d'intervention contre bons (9 3/4 %), et procuraient même au marché 3 milliards de francs à 9 5/8 au titre de la dernière tranche de l'adjudication de la semaine précédente, ce qui devrait l'empêcher de dépasser 9 7/8 % lundi prochain.

A terme, l'ensemble du taux s'est élevé de 1/8 %. Plus que jamais, l'incertitude règne, compte tenu des échéances de toute nature, économiques et politiques.

Relevons enfin que le taux de croissance de la masse monétaire s'est établi à 12,6 % en 1976, contre 15,9 % en 1975, ce qui correspond aux objectifs que s'est fixés M. Barre... avec un an d'avance !

A l'étranger, le fait de la semaine a été la baisse du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, ramené de 12 % à 11 %. La dernière réduction remontait au 3 février dernier. Les autorités monétaires britanniques ont sans doute voulu profiter de la bonne tenue de la livre pour alléger le fardeau des taux d'intérêt qui pèse sur l'économie anglaise. De fait, la Barclay's, l'une des quatre grandes banques de dépôts londoniennes prenait l'initiative de ramener son taux de base de 11 1/2 % à 10 1/2 %.

Aux Etats-Unis, les milieux financiers ont d'abord été inquiétés par les pronostics du président de la Citibank, M. Wriston, qui prédit un accroissement de la demande de crédits dans les prochains mois et une hausse des taux d'intérêt à court terme de l'ordre de 1 à 1,5 point. En revanche, les taux à long terme ne varieraient guère, ou tendraient même à s'effriter. Ensuite, et dans l'immédiat, ils ont enregistré avec satisfaction une contraction de la masse monétaire pour la semaine écoulée et une tension des taux à court terme. — F. R.

…RSES ETRANG…

LES MATIÈRES PREMIÈRES

BAISSE SENSIBLE DU PLOMB ET DU CACAO

METAUX. — *Pour la première fois depuis plusieurs semaines, une détente s'est produite sur les cours du plomb à Londres. Pourtant, la poursuite de la grève dans une importante raffinerie américaine et la diminution des stocks chez les producteurs aux Etats-Unis, revenus à 28 217 tonnes contre 37 879 tonnes à fin janvier et 92 796 tonnes un an auparavant, auraient dû contribuer à soutenir le marché.*

Les cours du cuivre ont encore progressé au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal ont diminué de 5 350 tonnes pour s'établir à 619 800 tonnes. Un producteur canadien vient de relever de 5 cents par livre le prix de son métal.

Avance des cours du zinc à Londres. Selon les estimations de certains spécialistes, il faut s'attendre à une augmentation de 9 % de la consommation mondiale de métal en 1977.

Effritement des cours de l'étain tant à Londres qu'à Singapour. La révision périodique des prix-plafonds et planchers ne semble pas avoir donné satisfaction à la Bolivie, qui refuse toujours de ratifier l'accord international. Le déficit mondial de production est évalué à 16 000 tonnes, soit l'équivalent de 8 % de la consommation mondiale.

CAOUTCHOUC. — *Fluctuations peu importantes sur les cours du naturel. Les stocks mondiaux de gomme diminueront en fin d'année pour atteindre 1,59 million de tonnes.*

DENREES. — *Vive baisse des cours du cacao sur les divers marchés avec un recul moyen supérieur à 10 %, provoqué par le relèvement des dépôts couvrant les opérations à terme. Le département américain de l'agriculture évalue la récolte mondiale de fèves à 1 414 000 tonnes (— 7 %). Quant aux broyages, ils seront inférieurs à ceux de 1976.*

D'importantes fluctuations se sont produites sur le marché du café, mais les cours récupérèrent finalement leurs niveaux précédents. La récolte mondiale est estimée par le département américain de l'agriculture à 62,2 millions de sacs, inférieure de 1 % à l'estimation du mois précédent et de 16 % à la récolte 1975-1976.

L'interdiction de la saccharine aux Etats-Unis et au Canada devrait développer la consommation de sucre, aussi les cours ont-ils progressé sur la plupart des marchés.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 11 mars 1977

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

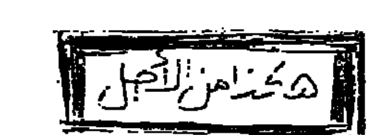
METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 877 (873) ; à trois mois 899 (897,50) ; étain comptant 6 220 (6 330), à trois mois 6 370 (6 300) ; plomb 407,50 (431,50) ; zinc 425,50 (426,50). — New-York (en cents par livre : cuivre (premier terme) inch. (68,30) ; aluminium (lingots) inch. (48) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (72,83) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 178-185 (181-185). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 586 1/8 (1 597).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mai 78,28 (78,40), juill., 78,10 (78,60. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) mai : 232 (239) ; jute (en sterling par tonne) Pakistan, White grade C, inch. (414) ; (type Australie en francs belges par kilo) : laine : inch. — —Roubaix (en francs par kilo) : laine : mars 25,10 (24,75). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute 535 (530).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R. S. S. comptant 54,50-56 (54,75-57). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 208,75-209,25 (204-204,50).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao mai 183,50 (192,50), juill. 178,20 (188,25) ; sucre dispon. 8,75 (8,45), mai 8,96 (8,88) ; café mai 292,50 (282,49), juill. 293,50 (283,93).
— Londres (en livres par tonne) : sucre mai 129,60 (129,70), août 131,80 (132,20) ; café mai 3 770 (3 810), juill. 3 795 (3 820) ; cacao mai 2 245 (2 657), juill. 2 206 (2 615).
— Paris (en francs par quintal) : cacao mai 1 980 (2 299), juill. 1 900 (2 300) ; café mai 3 310 (3 230), juill. 3 298 (3 270) ; sucre (en francs par tonne) mai 1 168 (1 160) ; août 1 185 (1 175).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mai 279 1/2 (277 1/2), juill. 287 (285) ; maïs mai 261 1/4 (260), juill. 266 1/4 (264).



LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe ou indexées

L'*Emprunt 4 1/2 % 1973*, dont le tirage d'amortissement interviendra lundi prochain, a bénéficié d'achats suivis. Les cours enregistrés sur le *napoléon*, pendant les cinquante-sept bourses écoulées, donnaient, vendredi soir,

	11 mars	diff.
4 1/2 % 1973	620	+ 1
7 % 1973	165,50	— 0,50
Empr. 10,30 % 1975	97,30	— 0,70
10 % 1976	100,40	+ 0,05
Empr. 10,60 % 1976	98,31	— 0,49
4 1/4 % 1963	101,20	— 0,80
4 1/4 - 4 3/4 % 1963	91,20	+ 0,10
5 1/2 % 1965	105,10	+ 0,30
6 % 1966	104,20	+ 0,20
6 % 1967	97,10	inch.
C.N.E. 3 %	1637	+ 17
Charbonnages 3 %	129,50	— 2,30

un prix de remboursement théorique et provisoire de 651,32 F.

Une tendance à l'effritement a prévalu sur les différents groupes d'obligations : le placement — plus difficile — des emprunts émis dans le public, explique, sans aucun doute, ce changement de climat.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

La Compagnie bancaire annonce un résultat d'exploitation net pour 1976 de 58,5 millions de francs (+ 36 %) et un bénéfice net de 50,4 millions de francs contre 33,8 millions de francs en 1975. Le dividende global s'élève à 12 F (inchangé). Le résultat consolidé devrait être supérieur de 30 % environ à celui de 1975, qui était de 168 millions de francs, soit 55 F par titre.

Le bénéfice net de l'exercice 1976 de l'Alsacienne de Banque

	11 mars	diff.
Bail Equipement	151	— 2
B.C.T.	183	— 2,80
Compagn. bancaire	285	— 5,50
C.C.F.	102,80	+ 1,30
Crédit foncier	388,50	— 0,50
Financ. Paris	159	+ 1
Génér. Occidentale	175,10	— 3,90
Locindus	300	+ 1
U.C.B.	190	inch.
U.F.D.	229,50	+ 2,50
Créd. fonc. et imm.	117,10	— 4,90
S.N.I.	347	+ 1
A.G.P.	257	— 4
Chargeurs	160,20	— 3,30
Schneider	130	— 2
Suez	286,90	+ 1,80

s'est élevé à 14,73 millions de francs contre 13,54 millions en 1975. Le dividende global reste inchangé à 15 F, mais s'applique à un capital augmenté par la distribution gratuite d'une action pour neuf anciennes.

D'autre part, la société va procéder à la distribution gratuite d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

Les engagements de *Locindus*, fin 1976, atteignaient 1 203 millions de francs (H.T.). Les recettes de l'exercice se sont élevées à 123,2 millions de francs (contre 115,2). Le bénéfice net réalisé par la société s'est situé à 39,87 millions de francs (+ 16,7 %) et le montant du dividende sera porté de 20,30 F à 23,60 F.

La *Générale occidentale* a fait savoir qu'elle renonçait, pour le moment du moins, à son projet d'acquisition des 49 % du capital de *Cavenham Ltd.* encore détenus par des actionnaires minoritaires, en raison des exigences de ces derniers. Rappelons que la *Générale occidentale* contrôle 51 % du capital de l'affaire.

Alimentation

Les conséquences financières de l'absorption de la *SORACMA* étant prises en compte, le bénéfice d'exploitation de *Carrefour* a atteint, en 1976, 257,9 millions de francs (contre 212,4 en 1975). Le bénéfice net de l'entreprise ressortit à 131,5 millions de francs (contre 118,1) et le dividende sera *fixé à 40 francs par titre (contre* 38 francs) Ce dividende s'appliquera à un capital augmenté par incorporation de réserves et attribution gratuite à raison d'une action nouvelle pour huit anciennes.

Le bénéfice réalisé par l'*Allo-*

	11 mars	diff.
Beghin-Say	58,50	— 0,55
B.S.N.-Gerv.-Dan.	432	— 19
Carrefour	1418	+ 22
Casino	1000	— 20
C.D.C.	189	— 4
Moët-Hennessy	389,50	— 5,50
Mumm	301	+ 3,50
Olida et Caby	125,10	— 4,90
Pernod-Ricard	336	— 6
Radar	324,50	— 16,50
Raffin. Saint-Louis	77	+ 3,50
S.I.A.S.	226	+ 6
Veuve Clicquot	378	— 3,50
Viniprix	408	+ 9
Nestlé	6520	+ 70

broge, l'an passé, s'est élevé à 2,67 millions de francs (contre 2,98). Cette société a l'intention de porter le montant du prochain coupon de 5,70 francs à 6 francs.

Les actions des *Boucheries Bernard* feraient leur apparition à la cote officielle soit fin 1979, soit début 1980.

Bâtiment et travaux publics

	11 mars	diff.
Auxil. d'entrepr.	206,20	— 4,70
Bouygues	302	+ 4
Chim. et Routière	100,10	+ 1,50
Ciments français	90,50	— 0,55
Dumez	515	— 1
Entr. J. Lefebvre	172,10	inch.
Génér. d'entrepr.	149,50	— 0,50
Gds Travx de Mars.	184	+ 2,80
Lafarge	185	+ 1
Maisons Phénix	1517	— 7
Poliet et Chausson	141,50	+ 0,30

Bourse de Paris

SEMAINE DU 7 AU 11 MARS 1977

APATHIE PRÉ-ÉLECTORALE

LE déluge d'affiches, de tracts et autres feuilles pré-électorales qui s'est abattu sur la ville de Paris et ses habitants a miraculeusement épargné le palais Brongniart et ses occupants. Hormis une poignée de militants écologistes qui se sont vite découragés, mardi, personne n'est venu rappeler à la Bourse de Paris l'imminence de la consultation électorale. Elle n'était cependant pas oubliée. De toute évidence, c'est même à cause de la campagne fiévreuse déclenchée à cet effet que le marché est apparu, cette semaine encore, aussi apathique.

D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont fléchi de 0,5 % environ.

Le marché a somnolé jusqu'à mardi, les cours n'enregistrant que de faibles écarts dans une indifférence quasi générale. Brusquement, le lendemain, l'activité devenait un peu plus fébrile et les valeurs françaises se repliaient. La dernière note de conjoncture publiée par le C.N.P.F. et faisant état d'une stagnation de l'activité était-elle à l'origine de ce mouvement ? Bien peu, sous les colonnes, en furent convaincus. De fait, les cours se montrèrent déjà plus résistants lors de la séance suivante et, à la veille du week-end, regagnèrent une partie du terrain cédé plus tôt. Achats spéculatifs d'origine étrangère, essentiellement allemands et britanniques, « jouant » les résultats de la consultation ? Ou ultime redressement avant le scrutin, organisé et soutenu par quelques investisseurs institutionnels soucieux de ne pas laisser trop glisser les cours ? Les deux hypothèses sont vraisemblables. En tout cas, les professionnels sont restés sceptiques.

Pour eux comme pour beaucoup dans la communauté financière, quelle que soit l'issue de la consultation électorale, l'hypothèque qui pèse sur les cours des valeurs françaises et sur les investissements des entreprises ne sera pas, pour autant, levée. « Douze mois seulement nous séparent des législatives et tout porte à croire que la campagne est déjà commencée », se lamentent-ils. Cette campagne qui empoisonne le climat boursier, les professionnels la souhaiteraient bien plus courte. A condition que les résultats ne soient pas trop défavorables à la majorité *en place, beaucoup, autour de la corbeille, plaident ouvertement* pour des élections anticipées. « Le chiffre d'affaires de la Bourse de Paris a déjà diminué de 30 % au cours des deux premiers mois de l'année. Où cela va-t-il s'arrêter si la politique continue d'imposer sa loi au marché ? », se demandent-ils. Et certains d'ajouter : « Les résultats des entreprises sont généralement plus satisfaisants et le commerce extérieur est en voie d'amélioration. Qu'attend-on pour en prendre acte à la Bourse ? » Il reste peut-être aussi quelques motifs d'inquiétude...

Le chômage ne désarme pas et, selon la dernière étude de la banque Jordaan, « les problèmes concernant l'emploi pourraient bien se poser encore assez longtemps... ». Si la Bourse peut « digérer » sans trop de difficultés ce genre d'obstacle, personne ne peut jurer que le corps social s'y habituera vraiment...

Aux valeurs étrangères, peu traitées, les américaines ont été irrégulières tandis que les allemandes se repliaient. Faiblesse des pétroles internationaux et recul général des mines d'or.

Sur le marché de l'or, où *les transactions sont redevenues* anémiques, le lingot a fléchi de 100 F à 23 495 F tandis que le napoléon est resté assez stable à 237,90 F contre 237,40 F.

PATRICE CLAUDE.

Pétroles

(Voir encadré.)

	11 mars	diff.
Aquitaine	288	inch.
Esso	51	— 0,40
Franç. des pétroles	107,90	+ 0,90
Pétroles B.P.	68,70	— 1,10
Primagaz	138	— 1
Raffinage	83	— 1
Sogerap	67	— 1
Exxon (1)	265	— 0,10
Norsk Hydro	246	+ 8,60
Petrofina	612	— 11
Royal Dutch	270,70	— 0,30

(1) Compte tenu d'un coupon détaché de 3,20 F.

Produits chimiques

Le bénéfice avant impôts réalisé par *Farbwerke Hoeschst* (société mère) en 1976 s'est élevé à 786

	11 mars	diff.
C.M. Industries	166	+ 10
Cotelle et Foucher.	52	+ 1
Institut Mérieux	325	— 8,50
Laboratoire Bellon.	198,50	— 0,50
Nobel-Bozel	75,90	+ 0,80
Pierrefitte-Auby	63,90	+ 3,90
Rhône-Poulenc	71,40	— 0,80
Roussel-Uclaf	158	+ 12,50

millions de D.M. contre 559 millions en 1975. Les ventes totales du groupe (dont le bénéfice n'a pas encore été calculé) se sont élevées à 23,2 milliards de D.M. contre 20,8 milliards de D.M. contre 20,8 milliards en 1975.

Matériel électrique, services publics

657 308 actions *Paris-Rhône*, représentant 94,6 % du capital, ont été présentées en réponse à l'offre publique d'échange lancée par *S.E.V.-Marchal*,

	11 mars	diff.
Alsthom	58	— 1,50
C.E.M.	62,10	inch.
C.G.E.	249,50	— 6,50
C.I.T.-Alcatel	1045	— 74
Engins Matra	449	+ 21
Machines Bull	26	— 0,05
Moulinex	190,30	— 1
L.M.T.	1257	— 48
Radiotechnique	441,20	— 26,80
Fr. Tél. Ericsson	254	— 18,80
Thomson-Brandt	175,20	— 2,20
Siemens	510	— 20
Générale des eaux	471,40	+ 2,40
Lyonnaise des eaux	339	— 6
Ufiner-S.M.D.	98	+ 6

Crouzet bénéficie d'un marché de 70 millions de francs en vue de la fourniture d'appareils téléphoniques destinés aux cabines publiques.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Inco, qui a investi 459 millions de dollars en 1976 (contre 333 millions en 1975), prévoit de dépenser 475 millions de dollars en

	11 mars	diff.
Imétal	87,20	+ 1,90
Peñarroya	45,40	— 1
Asturienne	133	— 1,60
Charter	11,65	+ 0,15
Inco (1)	151,40	— 4
R.T.Z.	17,25	+ 0,30
Tanganyika	13,45	+ 0,15
Union minière	131	— 0,60
Z.C.I.	1,28	— 0,14
Hutchinson-Mapa	107	+ 3
Kléber	38	— 1,70
Michelin	1174	+ 5

(1) Compte tenu d'un coupon détaché de 1,40 F.

1977, dont la moitié seront consacrés à l'achèvement du projet au Guatemala et au projet indonésien.

Métallurgie, constructions mécaniques

Le résultat d'exploitation de *Pompey* s'établit provisoirement à 8,2 millions de francs pour 1976 contre 7,13 millions en 1975. Le

	11 mars	diff.
Chiers-Châtillon	25,50	— 1,80
Creusot-Loire	85	— 3,50
Denain Nord-Est	58,50	— 0,30
Marine-Wendel	53,95	+ 1,95
Métal. Normandie	61,90	— 0,30
Pompey	78	inch.
Sacilor	29	+ 1,50
Saulnes	78,50	— 2,50
Usinor	28	— 0,50
Vallourec	135,20	— 1,30
Alspi	62,10	— 0,30
Babcock-Fives	75,50	— 0,20
Génér. de fonderie	131	+ 0,50
Poclain	NC	NC
Sagem	474	+ 2
Saunier-Duval	81,50	+ 1,70
Penhoët	183	+ 5,50
Peugeot-Citroën	247	inch.
Ferodo	375,20	— 9,80

dividende global passe de 5 francs à 5,80 francs.

En 1976, le groupe *S.K.F.* a réalisé un bénéfice net de 159 millions de couronnes contre 268 millions en 1975 Le dividende est inchangé à 4,5 couronnes par titre.

Filatures, textiles, magasins

Le *Centre textile de conjoncture et d'observation économique* donne une note relativement optimiste en constatant un dégonflement des stocks et un retour à l'équilibre entre la production et la vente.

C.F.A.O. a pris un intérêt de 65 % dans le capital des sociétés

	11 mars	diff.
Dollfus-Mieg	41,80	+ 0,20
Sommer-Allibert	424	+ 11
Agache-Willot	220	— 9
Godde-Bedin	45	+ 1,80
Lainière Roubaix	55	— 3
Roudière	352	+ 37
Vitos	97	+ 4
C.F.A.O.	392,50	— 2,50
Galeries Lafayette.	49,50	+ 1,10
Nouvelles Galeries	45,50	— 0,50
Paris-France	88	— 4
La Redoute	573	— 4
U.I.S.	232,10	+ 4,10
Optorg	170	+ 7,50

Boulogne et Huard et *Forair*, lesquelles, implantées dans le Sud-Est, exercent leur activité dans le domaine des matériels lourds de travaux publics.

Mines d'or, diamants

En 1976, le groupe « De Beers » a réalisé un bénéfice net record de 308,5 millions de rands contre 220 millions en 1975 (+ 40 %). Avant impôts, le résultat s'est élevé à 519,9 millions de rands contre 286,2 millions et les recettes brutes à 562,1 millions de rands contre 322,8 millions. A lui seul, le compte « diamants » a atteint 451,5 millions de rands contre 216,8 millions de rands (+ 108 %). La valeur du stock de diamants est revenue de 304,4 millions de rands à 227,5 millions. Les prix des diamants vont être relevés de 15 % dès le 28 mars prochain.

« De Beers » a fixé à 35 cents par titre le dividende de l'exercice 1976, contre 28 cents pour 1975. A l'annonce de ces résultats, le titre de « De Beers », coté à Londres, a fait l'objet d'une forte demande.

DECLARATIONS DE DIVI-

	11 mars	diff.
Amgold (1)	94,50	— 3,60
Anglo-American	15,75	— 0,45
Buffelsfontein	49,90	— 1,50
Free State	70,50	— 2,30
Goldfields	14,85	+ 0,35
Harmony	20,95	— 1,05
President Brand	61,80	— 1,75
Randfontein	146	— 6
Saint-Helena	68,30	— 4,10
Union Corporation	13,80	— 0,15
West Driefontein	166,70	— 6,30
Western Deep	43	— 3
Western Holdings	88,10	— 1,90
De Beers	15,35	+ 0,85

(1) Compte tenu d'un coupon détaché de 4,40 F.

DENDES ANNUELS : Free State Geduld, 90 cents contre 120 ; *President Brand*, 70 cents contre 105 ; *President Steyn*, 10 cents contre 40 ; *Welkom*, 7,5 cents contre 12,5 ; *Western Holding*, 140 cents contre 185 ; *Anglo-American Investment*, 410 cents contre 305.

Valeurs diverses

En 1976, la *Compagnie de l'Est Asiatique* a réalisé un bénéfice net consolidé de 269,36 millions de couronnes contre 153,05 millions en 1975. Le dividende est resté fixé à 12 % soit 60 millions de couronnes danoises.

Le groupe *Pakhoed* affiche pour

	11 mars	diff.
L'Air liquide	343,50	+ 5,30
Bic	734	— 27
Europe n° 1	384	— 2
L'Oréal	874	+ 24
Club Méditerranée.	394,50	+ 0,70
P.U.K.	70,50	— 2,40
Arjomari	190	+ 4
Hachette	144,50	+ 0,60
Presses de la Cité	209,50	— 7,90
St-Gob.-P.-à-M.	119,50	+ 1,80
Skis Rossignol	1801	— 24
Chargeurs réunis	160,20	— 3,30

1976, un bénéfice net de 43,09 millions de florins contre 39,14 millions en 1975. Le dividende passe de 4 florins à 4,20 florins pour cet exercice. Pour 1977, *Pakhoed* n'exclut pas une nouvelle progression des résultats, de 10 % environ.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Base 100 : 29 décembre 1972

	4 mars	11 mars
Indice général	77,6	77,5
Assurances	118,5	119,1
Banq. et sociétés financ.	67,8	67,8
Sociétés foncières	81,1	80,9
Sociétés investiss. portef.	75,7	76,9
Agriculture	72,2	73,4
Aliment., brasseries, distill.	72,2	72,4
Autom., cycles et l. équip.	79,2	79,5
Bâtim., matér. constr., T.P.	83,8	83
Caoutchouc (ind. et comm.)	69	68,8
Carrières salines, charbon.	91,4	91,8
Constr. mécan. et navales	86,2	86,1
Hôtels, casinos, thermal.	93,6	91,5
Imprimeries, pap., cartons.	65	65,1
Magas., compt. d'exportat.	54	54,1
Matériel électrique	82,3	80,3
Métall., com. des pr. métal	57	57
Mines métalliques	104,7	108,3
Pétroles et carburants	68,8	68,4
Prod. chimiq. et d.-mét.	76,4	77,9
Services publics et transp.	78,7	78,7
Textiles	87,6	87,6
Divers	100	100,8
Valeurs étrangères	105,6	105,8

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

	4 mars	11 mars
Valeurs à rev. fixe ou ind.	281,5	N. C.
Val. franç. à rev. variable	537,8	537,1
Valeurs étrangères	780,5	782

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 29 décembre 1961

	4 mars	11 mars
Indice général	61,5	61,4
Produits de base	39,1	39,2
Construction	87	86,9
Biens d'équipement	57	56
Biens de consom. durables	106,6	106
Biens de cons. non durabl.	55,4	56,5
Biens de consom. aliment.	65,9	65,2
Services	92,3	91,9
Sociétés financières	70,6	70,7
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	160	161,3
Valeurs industrielles	54,6	54,4

MARCHÉ DE L'OR

	COURS 4/3	COURS 11/3
Or fin (kilo en barre).	23575	23680 ..
— (kilo en lingot).	23585	23495 .
Pièce française (20 fr.).	237 40	237 90
Pièce française (10 fr.).	203 19	205 .
Pièce suisse (20 fr.)	217 90	289 20
Union latine (20 fr.)	197	199 ..
● Pièce tunisienne (20 fr.)	167	178 ..
Souverain	219 90	215 ..
● Souverain Elizabeth II	264 90	263 ..
● Demi-souverain	234	229 50
Pièce de 20 dollars	1097 60	1048 ..
— 10 dollars	578 60	578 ..
— 5 dollars	360	352 ..
— 50 pesos	938	939 50
● — 20 marks	300	295 .
— 10 florins	212 20	210 .
● — 5 roubles	183 .	187 60

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Repli

Très irréguliers tout au long de la semaine, les cours se sont finalement repliés à Wall Street, où, d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones a perdu 5,74 points, à 947,72.

Le mouvement de redressement entamé la semaine précédente semblait pourtant vouloir se poursuivre. Lundi et mardi, le marché se montrait encore assez ferme, les échanges demeurant toutefois limités. Les choses commencèrent à se gâter à la séance suivante, les milieux financiers réagissant mal aux réticences du Congrès à approuver les mesures de relance concernant les entreprises. La situation s'est encore aggravée en fin de séance, lorsque le président de la Citibank, s'adressant aux analystes financiers, a chiffré à 1/1,5 point la hausse des taux d'intérêt à court terme d'ici à la fin de l'année.

Totalement dépité à la suite de ces divers éléments, le marché accusa un repli de 9 points. Exagération ? Toujours est-il que jeudi, en dépit de l'annonce d'une forte hausse (+ 0,9 %) des prix de gros en février, le Dow Jones remontait de 3,8 points. La mauvaise humeur fut, il est vrai, tempérée par le département du commerce qui fit état d'une bonne progression (+ 1,8 %) des ventes au détail au cours du même mois.

L'activité de la semaine a porté sur 93,46 millions de titres contre 90,32 millions.

	Cours 4 mars	Cours 11 mars
Alcoa	54 7/8	57 1/2
A.T.T.	63 1/8	62 3/8
Boeing	43 7/8	43 7/8
Chase Man. Bank	31 3/8	30 3/4
Du P. de Nemours	130	130 3/4
Eastman Kodak	76 3/8	72 1/8
Exxon	52 1/8	52 1/4
Ford	59 1/4	57 5/8
General Electric	50 7/8	51 3/8
General Foods	31 5/8	31 1/2
General Motors	71 1/4	71 1/8
Goodyear	21 3/8	20 1/2
I.B.M.	278 1/2	282 3/4
I.T.T.	32 7/8	32 1/4
Kennecott	28 1/8	27 1/8
Mobil Oil	67 3/4	68 7/8
Pfizer	27 7/8	28 1/8
Schlumberger	58 5/8	56 3/4
Texaco	28	27 3/4
U.A.L. Inc.	21 1/4	20 7/8
Union Carbide	61 3/8	59 1/4
U.S. Steel	47 1/2	47 1/2
Westinghouse	18 1/8	17 7/8
Xerox Corp.	51 3/8	49 7/8

LONDRES

La hausse se poursuit

Le Stock Exchange a accentué, cette semaine encore, son mouvement de reprise concernant les valeurs industrielles dont l'indice calculé par le « Financial Times » est passé de 407,9 à 415,8 en cinq séances.

La diminution de la masse monétaire, la réduction des taux de base des banques et le ralentissement de la hausse des prix de gros ont, notamment, favorisé la demande. Cependant, après le rejet par les ouvriers de British Leyland d'un projet de règlement *de la grève et* les déclarations du leader du syndicat des mineurs, selon lesquelles « les travailleurs s'opposeront au renouvellement du contrat social », les inquiétudes concernant la situation sociale ont été ravivées.

	Cours 4 mars	Cours 11 mars
Bowater	184	191
Brit. Petroleum	890	864
Charter	134	133
Courtaulds	115	122
De Beers	228	246
Free State Geduld	11 5/8	11 1/4
Gt Univ. Stores	196	208
Imp. Chemical	332	342
Shell	507	510
Vickers	158	165
War Loan	27 3/4	29 3/8

FRANCFORT

Baisse sensible

L'amélioration enregistrée la semaine dernière à Francfort ne s'est pas poursuivie, les cours subissant un recul assez sensible, que la légère reprise de la veille du week-end n'est pas parvenue à effacer totalement.

La faiblesse de Wall Street, ainsi qu'un certain scepticisme à l'égard de l'évolution conjoncturelle ouest-allemande, paraissent à l'origine de ce mouvement de repli.

La clientèle étrangère — essentiellement britannique — a, semble-t-il, beaucoup vendu, sans trouver à l'intérieur le relais indispensable.

L'indice de la Commerzbank s'est établi vendredi à 713,9, contre 723,6 une semaine plus tôt.

	Cours 4 mars	Cours 11 mars
A.E.G.	87,60	86,50
B.A.S.F.	158,20	155
Bayer	136,80	134
Commerzbank	188,20	185,50
Hoechst	136,90	135,90
Mannesman	163,60	157,50
Siemens	252,30	246,70
Volkswagen	144	141,70

TOKYO

Irrégulier

	Cours 4 mars	Cours 11 mars
Fuji Bank	284	281
Honda Motors	652	641
Matsushita Electric	649	633
Mitsubishi Heavy	127	128
Sony Corp.	2 620	2 730
Toyota Motors	1 230	1 290

Pétroles : un climat plus serein

Les résultats annuels des compagnies pétrolières françaises viennent de tomber, et ils ne sont pas de nature à mécontenter leurs actionnaires. Ceux d'Elf-Aquitaine recevront — comme le président *M. Guillaumat le leur* avait promis — un coupon global majoré au maximum de ce qu'autorise M. Raymond Barre (6,50 %), soit 24 F contre 22,50 F, et un rendement de 8 % sur la base du cours actuel (288 F). Le bénéfice du groupe, non comparable au précédent du fait de la fusion Elf-Aquitaine, s'élève à 845 millions de francs.

Les actionnaires de la Compagnie Française des Pétroles percevront, comme nous l'avions laissé entendre (« le Monde » du 6/7 mars 1977), un dividende global de 14,10 F comme en 1975 et en 1974, ce qui conduit à un rendement supérieur à 13 %. Quant à ceux de la Française de Raffinage, filiale à 51 % de la précédente, ils toucheront à nouveau un coupon global de 9 F, contre rien en 1975 et 15,75 F en 1974. Au niveau des résultats, la Française des Pétroles dégage un bénéfice non consolidé de 237 millions de F contre 412 millions de F en 1975 et 580,6 millions en 1974. Après consolidation, le bénéfice sera certes inférieur à celui de 1975, mais la marge brute d'autofinancement passera de 2,2 milliards de F environ à 2,5 milliards de F. *Quant à la Française de Raffinage*, le résultat est nul en 1976, contre une perte de 154,4 millions de F en 1975, en dépit d'une plus-value sur stocks de 590 millions de F. En annonçant la reprise du dividende, le conseil d'administration « a l'espoir qu'à l'avenir la politique des prix suivie par les pouvoirs publics reflétera davantage la situation réelle du marché, sans discrimination entre la situation de haute et de basse conjoncture européenne »

Apparemment, celui de Royal Dutch-Shell n'a pas ce souci, puisque le bénéfice net à répartir pour 1976 est passé de 950 millions à 1 300 millions de livres sterling. Pour la Royal Dutch, la part est de 3,6 milliards de florins contre 3,17 milliards, soit 28,86 florins par action, contre 23,66 millions. Le dividende total passe de 8,75 florins à 10 florins, soit un peu moins de 20 F par titre coté 272 F environ.

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Air liquide	36 625	12 591 429
4 1/2 % 1973	19 688	12 151 280
De Beers	698 100	10 389 685
Michelin	7 550	8 768 390
I.B.M.	4 500	7 314 040
Schlumberger	22 750	6 668 401

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	7 mars	8 mars	9 mars	10 mars	11 mars
Terme	43 630 707	47 100 882	68 979 509	50 296 916	53 847 832
Comptant : R et obl.	91 411 966	66 735 252	94 270 325	98 307 719	80 404 555
Actions	33 167 123	32 814 285	31 221 123	31 317 536	42 350 157
Total	168 209 796	146 650 419	194 470 957	179 922 171	176 602 544

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1975)

	7 mars	8 mars	9 mars	10 mars	11 mars
Val. franç.	95,2	94,6	93,9	93,8	94,5
Etrang.	102,4	102,4	101,9	101,6	101,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1976)

	7 mars	8 mars	9 mars	10 mars	11 mars
Tendance.	96,2	95,8	94,9	94,9	95,7

(base 100, 29 décembre 1961)

	7 mars	8 mars	9 mars	10 mars	11 mars
Indic. gén.	61,6	61,5	61,1	61	61,4

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 12 mars 1977 a été tiré à 569 963 exemplaires.



A B C D E F G

APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE EN ROUMANIE

Un hebdomadaire publie une liste d'écrivains et artistes morts lors du séisme

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — L'hebdomadaire *la Roumanie littéraire*, publié à Bucarest, rend hommage aux écrivains disparus dans le tremblement de terre. Il a apporté ainsi la première confirmation officielle de la mort de certaines personnalités, annoncée depuis quelques jours en Occident (*le Monde* des 9 et 10 mars). D'autres noms s'ajoutent, hélas ! à ceux déjà connus.

Son morts dans la catastrophe : les écrivains Anatole Baconsky et Alexandre Ivasiuc ; la poétesse Veronica Porumbacu, les critiques littéraires Mihaïl Petroveanu, Michaï Gafitza et Savin Bratu.

Le monde des arts a, en outre, perdu les acteurs Toma Caragiu et Eliza Petrachescu ; le metteur en scène Alexandre Bocanetz, le peintre et architecte Livin Popa et la chanteuse Doina Badea.

Sur le plan littéraire, la perte la plus lourde est celle d'A. Baconsky. Homme d'une grande culture, Baconsky avait amorcé dès avant 1956, après une jeunesse stalinienne, une évolution qui avait amené les autorités à lui retirer, en 1958, la rédaction en chef de la revue *Steaua* (l'Etoile), publiée à Cluj et à le contraindre de s'installer à Bucarest. Très bon poète, il s'était découvert sur le tard — il était âgé de cinquante-deux ans — une veine de romancier. Ses ouvrages les plus connus sont *l'Equinoxe des fous*, recueil de nouvelles (1967) et *l'Eglise noire*, interdit en Roumanie et qui serait publié prochainement en France.

Refusant obstinément de céder aux injonctions de la censure, Baconsky n'avait plus rien édité dans son pays depuis 1970, à l'exception de quelques ouvrages d'art, dont l'un sur Botticelli. Depuis quelques semaines toutefois, il avait retrouvé une chronique régulière dans la revue *Luceatarul*.

Un peu plus jeune, Alexandre Ivasiuc avait montré à ses débuts un réel talent de prosateur, qui apparaît dans son ouvrage le plus connu, *les Oiseaux*. Par la suite, un certain goût de l'intrigue et des protections officielles l'avait fait se détourner de ses anciens amis, tel Paul Goma.

Le monde des lettres roumaines perd aussi beaucoup en la personne de Mickaï Gafitza, critique littéraire et lecteur principal de la maison d'édition Cartea romaneasca (le livre roumain). Homme de grande expérience, ayant œuvré ces dernières années en faveur d'une certaine ouverture littéraire, Gafitza avait beaucoup fait, en publiant notamment un livre à ce sujet, pour redonner sa juste place à Duiliu Zamfirescu, l'un des fondateurs du roman roumain à la fin du siècle dernier et considéré après la guerre comme un écrivain « bourgeois ».

Outre les écrivains morts dans la catastrophe, plusieurs personnalités du monde des sciences ont péri dans le tremblement de terre. Parmi ces victimes la presse roumaine cite l'académicien physicien Paul Petrescu, le professeur Florin Ciorascu, directeur général de l'Institut central de physique, le professeur Marin Lupa, recteur de l'Académie des sciences économiques de Bucarest et le Dr Ionel Tugi, directeur de l'hôpital Coltea, situé au centre de la capitale roumaine.

L'aide aux sinistrés

Tandis que l'activité humaine et économique reprend progressivement son rythme à Bucarest et dans tout le pays, à l'exception de trois ou quatre grandes entreprises plus gravement endommagées par le tremblement de terre du 4 mars, les autorités roumaines s'efforcent d'organiser l'aide matérielle et financière nationale, ainsi que celle venue de l'étranger.

Donnant l'exemple les membres du comité politique exécutif du parti ont décidé, le vendredi 11 mars, de verser un mois de salaire au compte d'aide aux sinistrés créé la veille « *à la demande des citoyens* ». Des collectes sont organisées dans les entreprises. Un comité national d'aide a été mis en place à la tête duquel a été nommé Mme Elena Ceausescu. L'épouse du chef de l'Etat est membre de la direction politique du pays.

Une première liste des secours envoyés de l'étranger a été publiée jeudi. Etablie par l'agence Agerpress en suivant l'ordre alphabétique anglais, elle fait apparaître une contribution importante de l'Autriche (3 millions de shillings, soit 870 000 F), de la R.D.A. (10 millions de marks, soit 20 millions de francs) et de la Tchécoslovaquie (25 millions de couronnes, soit 14,5 millions de francs). La Chine a envoyé 500 000 yuans (soit 175 000 F). En revanche, l'U.R.S.S. et la Hongrie, qui sont citées en queue de liste, ont pour le moment fait parvenir uniquement des médicaments.

MANUEL LUCBERT.

● *L'Association France-Roumanie* (9, rue Beauregard, 75002 Paris) fait appel à tous les amis français du peuple roumain pour témoigner leur solidarité aux populations sinistrées. Les dons en espèces peuvent être adressés au compte chèque postal de l'Association France-Roumanie : 54-17-07. Les dons en nature (aliments pour enfants, médicaments, matériel sanitaire et médical) au Secours populaire français (9, rue Froissart, 75003 Paris).

APRÈS L'ATTAQUE D'UN COMMANDO D'EXTRÊME DROITE

Dauphine face aux « fafs »

Les « fafs » sont revenus. L'université Dauphine avait connu deux mois d'une paix relative, depuis la dernière « *descente* » du GUD (Groupe union défense), organisation d'extrême droite, la veille des élections universitaires. Mais, dans la matinée du mercredi 9 mars, la sirène a retenti à l'arrivée d'un commando d'une soixantaine de militants, blousons de cuir noir, bottes, casques et barres de fer. « *image plus terrible que la vision d'une charge de C.R.S* », témoigne un étudiant. Ils ont fait irruption dans le hall central, bousculant durement les étudiants qui avaient eu la malencontreuse idée de se trouver là, provoquant une panique importante dans les étages (*le Monde* du 11 mars).

Depuis, Dauphine s'interroge à nouveau : comment réagir contre les « fascistes »... Ceux qui étaient absents le jour de l'attaque éprouvent un sentiment de peur à retardement. De vieilles envies de « *se battre contre ces nervis* » remontent à la gorge des plus courageux. Partout, des affiches racontent ce qui s'est passé. Les comités sionistes des étudiants témoignent leur solidarité pour l'étudiant tunisien blessé. Le Mouvement d'action syndicale (MAS, proche de la C.F.D.T.) appelle les étudiants à « *faire front* ».

Réagir, ne pas se laisser aller à fuir, se persuader qu'à cinq cents il est facile de refouler cinquante personnes, même bien armées et entraînées.. Oui, mais, même à cinq cents, il faudra s'avancer tête nue contre les coups. Qui composera la première ligne ? On ne transforme pas sur un simple coup de sirène des étudiants paisibles en une troupe décidée.

Le « *front des anti-GUD* » se développe, affirment les militants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau), mais tout le monde hésite sur le choix des méthodes.

Certains regrettent le temps où Dauphine comptait quelques dizaines d'étudiants costauds, parfois les meilleurs militants du service d'ordre de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste). Ils n'avaient pas peur d'avancer...

Aujourd'hui, toutes les organisations souhaitent déclencher « *un mouvement de masse* » à chaque intervention du GUD. « *La présence du GUD à Dauphine ne concerne plus seulement les gauchistes*, dit un militant. *Trop de gens ont cru qu'on assistait simplement au combat rituel de l'extrême droite contre l'extrême gauche.* »

C'est tous ensemble qu'il faut lutter, répète-t-on dans les couloirs et les assemblées générales. Mais les analyses divergent encore. L'UNEF refuse d'opposer « *à une violence armée une autre violence* » et prône comme seule réplique possible « *le développement massif des revendications* ».

En attendant de trouver une attitude unitaire, les étudiants « *antifascistes* » ont rédigé une motion demandant l'exclusion des élus d'extrême droite du conseil de l'université. « *La énième version de la motion* », dit un militant de la L.C.R.

PHILIPPE BOGGIO.

L'ÉVASION DU « CERVEAU » DU GANG DES ÉGOUTIERS

Le complice de Spaggiari aurait été identifié

La polémique qui avait opposé la place Vendôme et la place Beauvau, lors du meurtre de Jean de Broglie, se répète aujourd'hui sur un mode mineur, jusqu'à présent, à propos de l'évasion de Nice.

Tandis que le ministre de l'intérieur multiplie les communications — officielles ou non — pour établir que nulle faute n'est imputable à ses services, le ministre de la justice laisse entendre que, si le magistrat instructeur était seul avec l'inculpé, il pouvait y avoir de bonnes raisons à cela.

De fait, il n'est pas évident que la totalité des personnes mêlées au cambriolage de la Société générale à Nice aient été arrêtées.

Si Albert Spaggiari s'était laissé aller à quelque confidence supplémentaire sur ce cambriolage, le magistrat instructeur, excellemment noté comme on le relève, ne pouvait que souhaiter garder la maîtrise de ces informations, obtenues grâce au climat de confiance qu'il avait su créer. Ce climat ne pouvait être troublé, bien sûr, par la présence de l'avocat, mais le magistrat pouvait penser qu'il risquait de l'être par celle des policiers.

De notre correspondant

Nice. — Deux jours après sa rocambolesque évasion du palais de justice de Nice, le jeudi 10 mars (*le Monde* du 12 mars), Albert Spaggiari court toujours. A moins que le « cerveau » du « casse » de Nice ne soit terré quelque part, peut-être à quelques jets de pierre du cabinet de M. Richard Bouazis, d'où il s'est envolé, en attendant que s'émousse la vigilance des policiers.

Moins de dix minutes après l'évasion, des barrages avaient été établis aux portes de Nice, filtrant toutes les sorties possibles, des contrôles étaient exercés aux postes-frontières, aux aéroports de Nice et de Cannes-Mandelieu, ainsi qu'aux accès maritimes.

Le complice qui a pris en charge Spaggiari sur sa moto a peut-être été identifié. Après recoupement, photo à l'appui, de témoignages recueillis, l'homme, de forte corpulence qui affectait de « bichonner » sa puissante machine, sous les fenêtres de M. Bouazis en attendant l'heure H, pourrait être M. Gérard Rang, trente ans, ancien directeur de cabaret à Cagnes-sur-Mer. Connu comme un proche de Spaggiari, il partagerait les idées de l'ancien baroudeur d'Indochine. L'homme a récemment changé d'adresse. Comme Mme Spaggiari, il a disparu, rompant du même coup le fil ténu que tenaient les policiers. Les enquêteurs ne se dissimulent pas que leur tâche, sauf coup de théâtre, sera ardue et longue. Mieux vaudra en tout cas obtempérer aux sommations des policiers et gendarmes qui patrouillent dans le département. A Vence, un voleur de voitures, qui avait grillé un barrage est à l'hôpital, atteint de deux balles. A Nice, une voiture qui tentait aussi d'échapper à un contrôle, a essuyé plusieurs coups de feu, avant de percuter contre un pylône. Ses deux occupants ont réussi à prendre la fuite.

En marge de l'enquête policière proprement dite, deux autres enquêtes ont été ordonnées, l'une par le ministre de l'intérieur, l'autre par le garde des sceaux, aux fins d'établir les responsabilités administratives qui pourraient être retenues après l'évasion de Spaggiari.

En ce qui concerne les policiers, ce sont MM. Guy Denis, directeur de l'inspection générale de la police nationale, et Philippe Callet, inspecteur général, qui en sont chargés. Un communiqué du ministère de l'intérieur diffusé ce samedi a écarté toute hypothèse d'un fonctionnement défaillant des services de police (voir d'autre part).

Vendredi, déjà, M. René Asso, commissaire général de Nice, avait rendu public un communiqué dans laquel il affirme qu'« *il n'y a eu aucun relâchement de la surveillance policière, l'absence de gardiens de la paix dans le cabinet du juge étant le fait d'une décision souveraine du magistrat. Quant aux normes de sécurité mises en place pour assurer le transfert de Spaggiari de la maison d'arrêt au palais de justice, elles avaient été renforcées au cours des dernières semaines* ». Treize gardiens de la paix, soit 10 % des effectifs en fonctions, étaient chargés de la surveillance d'Albert Spaggiari le jour de son évasion. A la maison d'arrêt de Nice, Spaggiari était détenu, seul, dans une cellule dite de « plus grande sécurité » : la porte étant doublée d'une grille, une autre grille étant apposée à la fenêtre. A part cela, Spaggiari était soumis au régime commun des prévenus et avait droit au « parloir de famille ».

D'autre part, M. Charles Ribière, inspecteur général adjoint des services judiciaires — dépêché à Nice par M. Olivier Guichard — a regagné Paris vendredi 11 mars dans la soirée. Il a rencontré ce samedi M. Jean-Claude Perier, directeur de cabinet du ministre.

Aucune faute professionnelle ne paraît, en l'état actuel des choses, devoir être retenue contre M. Richard Bouazis. Le jeune juge d'instruction — il est né en 1944 à Casablanca et a occupé, avant sa nomination en 1974 à Nice, des fonctions identiques à Amiens — avait réglementairement le droit de faire enlever les menottes du détenu et de demander aux policiers d'attendre la fin de l'interrogatoire dans la pièce voisine pour des raisons de discrétion tenant au contenu politique du dossier.

MICHEL VIVÈS.

● *Membre du comité central du parti communiste*, M. Charles Caressa, conseiller général des Alpes-Maritimes et chef de file des listes de l'union de la gauche aux élections municipales à Nice, s'est étonné de la « *facilité* » avec laquelle Albert Spaggiari est parvenu à s'évader : « *On a eu le culot de présenter Spaggiari comme un Mandrin moderne*, a déclaré M. Caressa. *Le voilà aujourd'hui en Arsène Lupin, voire en Tarzan. Il s'agit d'un homme de main d'extrême droite, devenu républicain indépendant, aux relations multiples, tant avec le milieu qu'avec les hommes politiques de la majorité.* » « *Toute la lumière doit être faite sur cette affaire depuis son origine*, a conclu M. Caressa. *Nice en a assez de ce climat d'insécurité et de mansuétude coupable.* »

AUCUNE FAUTE N'EST IMPUTABLE A LA POLICE indique M. Poniatowski

Le ministère de l'intérieur a diffusé, dans la matinée du samedi 12 mars, le communiqué suivant :

« *M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a reçu ce matin M. Guy Denis, directeur de l'Inspection générale de la police nationale, qui lui a rendu compte des résultats de l'enquête administrative qu'il a menée sur les circonstances dans lesquelles Spaggiari s'est évadé du palais de justice de Nice.* »

« *Les premières conclusions de cette enquête*, indique le communiqué, *font apparaître :*

» *Que les mesures de sécurité pour assurer le transfert de Spaggiari entre la maison d'arrêt et le bureau du magistrat instructeur avaient été encore récemment renforcées ;*

» *Que c'est sur les instructions formelles du magistrat que l'escorte de policiers était restée en dehors du cabinet du juge et que les menottes avaient dû être enlevées à Spaggiari.*

» *L'enquête ne laisse donc pas apparaître de responsabilités imputables aux services de police*

» *M. Michel Poniatowski a renouvelé ses instructions pour que les différents services de police consacrent tous leurs moyens à la recherche de Spaggiari et des complices de son évasion. Dès jeudi soir d'importants renforts policiers avaient été envoyés dans les Alpes-Maritimes.* »

UNE « CAMBRIOLEUSE » EST TUÉE PAR UN COMMERÇANT

(De notre correspondant.)

Grenoble. — C'était la neuvième fois en dix ans que le magasin d'appareils radio-T.V. d'un commerçant des Sablons (Isère), M. Girardin, était cambriolé. C'est la deuxième fois en deux ans qu'il tire sur des malfaiteurs. Déjà, en 1974, il avait blessé l'un d'eux. « La patience, puis la maîtrise de soi, jusqu'alors de règle, ont soudain laissé place à l'exaspération », observe un habitant des Sablons, qui constate que l'endroit est « un itinéraire très fréquenté par les bandes de malfaiteurs de tout genre. »

M. Girardin, qui est âgé de soixante-treize ans, a tué avec son fusil de chasse, dans la nuit du jeudi 10 au vendredi 11 mars, une jeune fille de vingt ans, qui s'apprêtait, affirme le commerçant, à « piller » son magasin. Le commerçant s'était posté à proximité de l'établissement, le système d'alarme de son magasin s'étant mis à hurler.

Le parquet attend le résultat de l'autopsie de la victime avant d'ouvrir une éventuelle information. M. Girardin a été laissé en liberté.

DANS LES PAYS DE L'O.C.D.E.

Sept millions de jeunes sont victimes du chômage

Le chômage en France se serait encore aggravé au mois de février. Les statistiques du ministère du travail ne seront vraisemblablement publiées qu'au début de la semaine prochaine, mais le baromètre de l'emploi que constitue l'inscription aux ASSEDIC (caisse d'allocation complémentaire de chômage) laisse prévoir une nouvelle détérioration. Il y a eu, en février, dix-neuf mille allocataires de plus aux ASSEDIC, soit une augmentation de 3,8 % par rapport à janvier.

Depuis le début d'octobre 1976, soit en cinq mois, les ASSEDIC ont enregistré 80 000 inscriptions supplémentaires (+ 18,5 %), alors que d'avril à septembre de la même année, une diminution de 60 000 allocataires avait été constatée. Au total, le nombre des bénéficiaires est passé, du 1er octobre au 28 février, de 437 863 à 517 997. Encore convient-il, selon M. André Bergeron, président de l'UNEDIC (qui regroupe les ASSEDIC), de majorer de 20 % ce chiffre de 517 997 pour avoir le nombre réel des personnes — soit un peu plus de 600 000 — qui ont bénéficié, le mois dernier, des allocations de chômage.

Il n'y a guère de chances pour que la situation de l'emploi connaisse une quelconque amélioration en 1977, ni en France ni dans les pays de la C.E.E. — sauf en R.F.A. et peut-être aux Pays-Bas — ni dans ceux de l'O.C.D.E. C'est ce que laissent entendre deux études, l'une émanant de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), l'autre de la Commission européenne.

Le rapport de l'O.I.T., publié jeudi 10 mars, est plus particulièrement consacré au chômage des jeunes. Il indique qu'un niveau record vient d'être atteint : sept millions de jeunes de moins de vingt-cinq ans, appartenant aux vingt-quatre pays de l'O.C.D.E., sont actuellement sans travail. Ils représentent 22 % de la population totale et 40 % de la masse des chômeurs. En Grande-Bretagne, par exemple, le nombre des jeunes sans emploi est passé de 28 000 en 1968 à 175 000 en 1975 et à plus 200 000 l'an dernier. En France, selon les statistiques du ministère du travail, 451 291 demandes d'emploi non satisfaites (en données observées) sur 1 068 448 (soit 42,23 %) émanaient de jeunes de moins de vingt-cinq ans à la fin du mois de janvier.

Le rapport de l'O.I.T estime que l'inadéquation des systèmes d'enseignement et la méfiance du monde industrialisé à l'égard des jeunes sont les principales causes de cette situation.

La Commission de la C.E.E., dont les directives économiques publiées vendredi 11 mars à Bruxelles seront examinées par les ministres des finances au cours de leur réunion de lundi, recommande une triple offensive contre le chômage :

● L'encouragement aux investissements créateurs d'emplois ;

● Des hausses de salaires modérées afin de ne pas menacer les objectifs de lutte contre l'inflation ;

● Une politique industrielle favorisant la réorganisation de l'économie communautaire plutôt que de chercher à préserver à tout prix les emplois dans des industries qui ne sont plus concurrentielles.

En France, le succès à long terme du plan Barre dépend, selon la Commission, de la volonté du patronat et des syndicats de respecter les directives sur les prix et les salaires et d'une forte demande de l'étranger pour les produits français. En Grande-Bretagne, la Commission recommande un relèvement du cours du sterling qui aurait notamment pour résultat de réduire la facture des importations. Elle note que, dans le cadre de la prochaine phase de sa politique des revenus, le gouvernement britannique pourrait se trouver dans la nécessité de réduire l'impôt sur le revenu et devrait considérer la possibilité de permettre un renforcement du taux de change comme moyen de réduire les pressions inflationnistes internes.

Pour l'Allemagne fédérale, la Commission renouvelle son approbation du taux d'expansion de 5 % fixé par le gouvernement : l'expansion à ce niveau est nécessaire, à la fois pour soutenir la reprise dans le reste de la Communauté et réduire le chômage.

● *La hausse des prix en février.* — Dans l'interview au *Journal Rhône-Alpes*, dont nous rendons compte page 1, M. Raymond Barre estime que la hausse de l'indice des prix en février devrait « *normalement se tenir autour de 0,5 ou 0,6 %.* » « *Je suis*, ajoute-t-il, *partisan de la mise en œuvre d'une politique du crédit, d'une politique budgétaire, de la modération des rémunérations et de la stabilisation du franc, tous moyens qui agissent sur les causes de l'inflation et qui peuvent permettre d'espérer un taux d'inflation inférieur à celui de 1976.* »

